

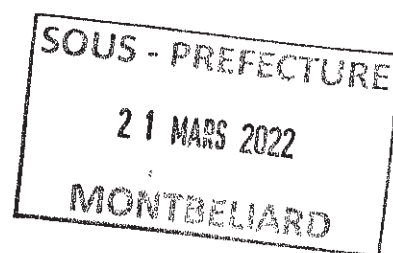
CARTE COMMUNALE

Commune de FESSEVILLERS

(25328)

PIECE N°2.1 – RAPPORT DE PRÉSENTATION

Prescrite par délibération du : 09-04-2018
Approuvée par délibération du : 14/02/2022p
DATE ET VISA



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT
3 Avenue de la Découverte
21 000 DIJON
03.80.73.05.90
www.dorgat.fr
dorgat@dorgat.fr

CARTE COMMUNALE

Commune de FESSEVILLERS

(25328)

PIECE N°2.1 – RAPPORT DE PRÉSENTATION

Prescrite par délibération du : 09-04-2018
Approuvée par délibération du : 14/02/2022p
DATE ET VISA



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte
21 000 DIJON
03.80.73.05.90
www.dorgat.fr
dorgat@dorgat.fr

INTRODUCTION



Qu'est-ce qu'une Carte Communale ?

Par délibération du 9 avril 2018, FESSEVILLERS a décidé d'engager les études pour élaborer la carte communale qui régira l'utilisation qui est faite du sol au sein de la Commune.

La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises. Face à ce régime d'inconstructibilité certaines constructions et installations peuvent être autorisées lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages, il s'agit :

- de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant,
- des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles (lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production),
- de la mise en valeur des ressources naturelles,
- du stockage et de l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

La carte communale comprend :

- Le présent **rapport de présentation**. Non générateur de droit, il relate l'analyse préalable à l'élaboration de la carte communale, expose et explique les options d'aménagement retenues. Le rapport comporte également en annexe une copie du Règlement National d'Urbanisme (RNU), sa version papier ne comprend toutefois pas les modifications législatives et réglementaires, éventuellement entrées en vigueur après l'approbation du document.
- Les **documents graphiques** qui délimitent les zones constructibles soumises au RNU, des zones non constructibles.
- Les **annexes**, avis émis et dispositions applicables au territoire portés à la connaissance par le Préfet, notamment les servitudes d'utilité publique (SUP) qui regroupent les contraintes supra communales imposées sur la Commune (ex. passage de lignes électriques, forêts soumises au régime forestier, faisceaux hertziens, etc..).

Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables.

Une lecture préalable des plans graphiques de la carte communale et du Règlement National d'Urbanisme s'impose avant tout projet afin de connaître le droit applicable sur le tènement concerné.

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE	4
Situation et desserte de la commune	4
QUEL EST LE CONTEXTE SUPRA COMMUNAL ?	5
Le Schéma de Cohérence Territoriale du PETR du pays horloger	5
Le Plan départemental de l'habitat du Doubs 2014-2019	5
QUELLES SONT LES ORIGINES DE LA COMMUNE ?	6
2. ANALYSE SOCIODEMOGRAPHIQUE	8
QUELLES SONT LES TENDANCES DE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ?	8
Cadrage global	8
Les composantes de l'évolution démographique	10
Comment évolue et se compose le parc de logements ?	12
Une dynamique de construction qui soutient la croissance démographique	12
Un parc de logements qui se diversifie	13
3. ANALYSE TERRITORIALE	15
Quelles sont les principales composantes économiques du territoire ?	15
L'activité économique	15
L'activité touristique	18
L'activité agricole	18
Quels sont les principaux équipements et services à la population ?	26
Les équipements publics	26
Le réseau d'assainissement	26
Le réseau d'eau potable	27
Les réseaux divers	29
Le service d'ordures ménagères	29
Quels sont les principaux risques présents sur le territoire ?	30
Le dossier départemental des risques majeurs	30
Risques d'inondation	31
Risques de mouvements de terrain	31
4. ANALYSE URBAINE ET PAYSAGÈRE	32
Quelle est la structuration actuelle du village ?	32
Le centre bourg	32
Les hameaux	34
Quelles sont les composantes architecturales et paysagères de la trame urbaine ?	36
Les caractéristiques architecturales du bâti ancien	36
Les caractéristiques architecturales des constructions plus modernes	37
Les composantes paysagères	38
Quelle est la consommation foncière du territoire enregistrée ces dix dernières années ?	39
5. QUELLES SONT LES CAPACITÉS DE RENOUVÈLEMENT DE LA TRAME URBAINE ?	40
Quelle est l'emprise de la partie actuellement urbanisée ?	40
Définition de la partie actuellement urbanisée sur les hameaux et écarts de constructions :	41
Définition de la partie actuellement urbanisée du bourg :	42
Quels sont les espaces potentiellement mobilisables pour du logements ?	43
6. LES PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES	45
Quels sont les projections de population envisageables et leurs conséquences en termes de besoin en logements ?	46
Le desserrement de la population	46
Les capacités de renouvellement :	47
Les besoins en termes de surface à ouvrir à l'urbanisation :	47
7. LES CHOIX RETENUS	48
Quels sont les objectifs poursuivis et le parti d'aménagement ?	48
Rappel du contexte législatif et réglementaire	48
Le projet communal	49
Quels sont les choix retenus en matière de zonage ?	56
La délimitation des secteurs constructibles (ZC)	57
Pourquoi certaines parcelles classées au titre de la PAU sont-elles écartées des zones constructibles ?	60
Comment et pourquoi les secteurs d'extension ont été identifiés et localisés ?	61
Justification de la zone inconstructible (ZNC) à vocation naturelle, agricole ou forestière	61
La protection des plans d'eau	62
Adéquation du projet avec les objectifs démographiques et prise en compte des enjeux environnementaux	64
Un projet de zonage permettant de répondre à l'objectif démographique	64
Un projet de zonage qui prend en compte les enjeux environnementaux	64
Une absence justifiée du Cerfeuil de Villars sur le territoire, d'où un impact jugé finalement non significatif :	65
Un impact modéré sur les pelouses calcaires, compensé par les élus :	66
Un impact potentiel sur les milieux boisés, mais maîtrisé	69
8. INDICATEURS NÉCESSAIRES À L'ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN	70

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE

Carte d'identité de la Commune :



FESSEVILLERS (25238)



158 habitants (population légale au 01/01/2020)



6.16 km²



Appartient à la Communauté de Communes du Pays de Maïche



Non couverte par un SCOT



Situation et desserte de la commune

Fessevillers est une commune du Doubs située à proximité de Montbéliard (44 km au nord-ouest) et à 84 km de Besançon à l'ouest. Elle se situe à mi-chemin entre le Goumois et Indevillers. La commune est implantée au sud-ouest du Doubs, non loin des principaux pôles suivants : Montbéliard au nord, Besançon à l'ouest, Pontarlier et Morteau au sud et à proximité immédiate du Jura Suisse à l'est.

Elle est desservie par deux axes principaux. La RD437B qui est l'axe structurant du bourg permettant de relier le territoire communal à Trévillers et le Goumois (Suisse). Depuis cet axe s'étend également la RD289 (voie secondaire) permettant de desservir la commune voisine de Ferrières le Lac.

En raison du nombre important de constructions éparses dans la commune, la desserte routière est principalement constituée de petites routes de campagne permettant de desservir les lieux-dits principaux : la Charotte du haut et du bas, Derrière le mont, Montsacrier Dessous, le Plain dessus, les Seignes, sur le Mont.

L'autoroute la plus proche est l'A36 située à Montbéliard et accessible en 45 minutes

Aucun réseau de transport en commun n'est présent sur la commune. Avant le 1er mars 2017, la Communauté de Communes du Pays de Maïche mettait à disposition de la population (sous conditions) un service de transport à la demande, ce dernier a été supprimé.

- **Bus scolaire :** Le trajet des enfants scolarisés au RPI¹ de TREVILLERS, THIEBOUHANS, FESSEVILLERS, FERRIERES-LE-LAC est assuré par le Conseil Départemental du Doubs.
- **TER :** Aucune gare SNCF n'est présente sur la commune, néanmoins FESSEVILLERS se situe non loin de la gare suisse de Saignelégier (20 min) et des gares françaises de Voujeaucourt (45 min) et Montbéliard (50 min).

¹ Regroupement Pédagogique Intercommunal



5 / 72

La commune de FESSEVILLERS est incluse dans le secteur 5 du PDH « secteur frontalier ».

D'autres textes sont à prendre en compte, outre le SDAGE (précisé dans l'état initial de l'environnement), la carte communale doit répondre aux enjeux transposés au sein du PNR et du SRADDET.



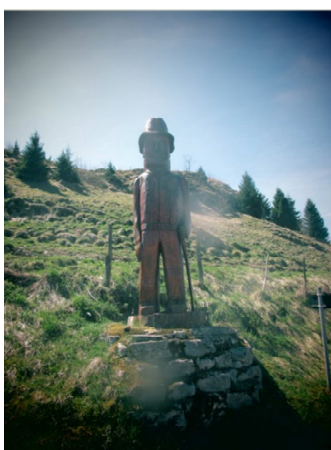
QUELLES SONT LES ORIGINES DE LA COMMUNE ?

Fessevillers est l'une des plus anciennes communes de la Franche-Montagne datant de 1147. Elle fut un axe important durant la guerre entre les deux Bourgognes au XV^{ème} siècle et de ce fait a connu de nombreuses destructions.

Avant d'être rattachée au territoire français (Traité de Vienne de 1815), elle fut la propriété de la principauté de Bâle puis celle du canton de Berne. Des problèmes de délimitation de territoires se sont posés puisque la commune disposait de bois situés sur la rive droite du Doubs, à proximité de la Suisse. C'est en 1815 que les territoires français et suisse ont été délimités.



Extrait de la carte de CASSINI et de la carte l'Etat-major 1820-1866 – Fond de carte ©IGN 2017- Géoportail mis à disposition par la Commune



La verrerie a marqué l'histoire de la commune, notamment Jean Raspiller et Melchior Schmitt, tous deux inhumés à l'église de Fessevillers. Des sculptures en bois dispersées dans le bourg de la commune témoignent de l'activité des maîtres verriers durant le XVIII^{ème} siècle².

Sculptures en bois dans le bourg de FESSEVILLERS – Réalisation DORGAT

En matière de patrimoine archéologique, il est procédé aux rappels suivants :

² Pour plus d'informations : <http://www.fessevillers.fr/page-histoire>

1) Les aménagements de type ZAC ou permis de lotir d'une superficie égale ou supérieure à 3 hectares doivent faire obligatoirement l'objet d'une saisine de la DRAC (Service régional de l'archéologie), en application de l'article R.523-4 du Code du patrimoine. Il en va de même pour les travaux d'affouillement ou de création de retenue d'eau, d'une surface égale ou supérieure à 1 ha (article R.523-5 du Code du patrimoine).

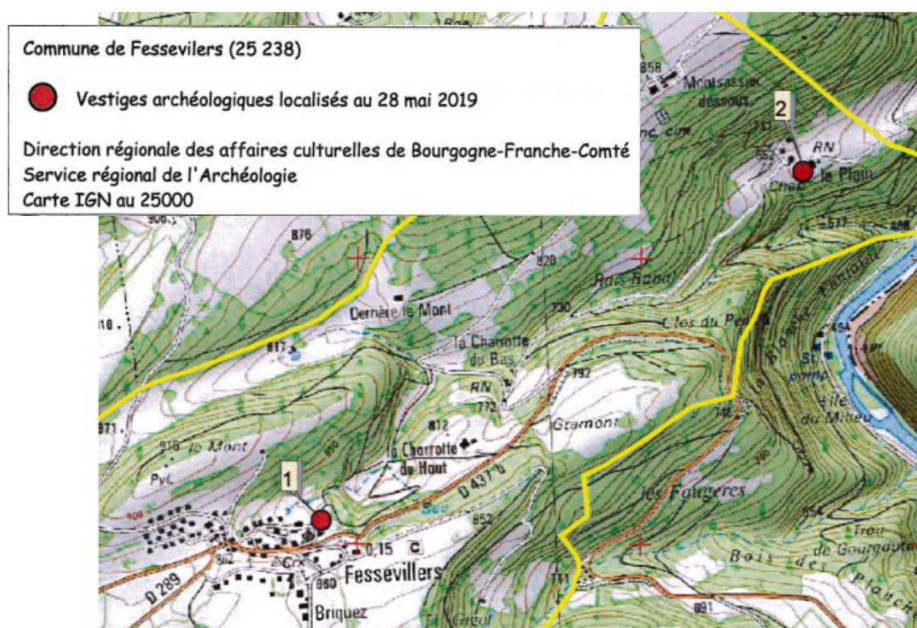
2) En application de l'article L.531-14 et R.531-08 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent impérativement être signalées au Maire de la Commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté – Service régional de l'archéologie (39 rue Vannerie – BP 10578 – 21005 DIJON CEDEX ; Tél : 03.80.68.50.18 ou 03.80.68.50.20).

3) L'article R.523-1 du code du patrimoine prévoit que : « Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations d'aménagement. »

4) Conformément à l'article R.523-8 du même code, « En dehors des cas prévus au 1° de l'article R. 523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance. »

La commune de Fessevillers comporte deux sites archéologiques, confirmés dans le Porter à Connaissance de l'Etat en mai 2019 :

- 9920 / 25 238 0001 / FESSEVILLERS / Eglise / Moyen Âge classique
- 9921 / 25 238 0002 / FESSEVILLERS / Sainte-Anne au hameau du Plain-Dessus / chapelle / Moyen-Âge classique





Un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques est également présent sur le territoire, il s'agit de l'Église Saint-Maurice située rue du Bas³.

Eglise Saint Maurice – Réalisation DORGAT

2. ANALYSE SOCIODÉMOGRAPHIQUE



QUELLES SONT LES TENDANCES DE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ?

L'analyse socio-démographique est établie au regard des données INSEE de 2017 qui entrent en vigueur au 1er janvier 2020, elles se basent sur la population municipale qui servira à l'analyse des projections démographiques.

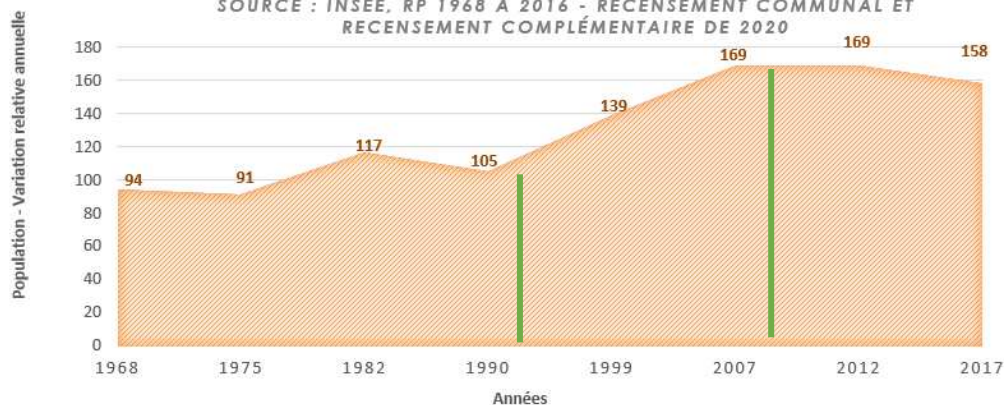
Il s'agira dans le cadre de cette analyse de déterminer les causes de l'évolution démographique et de mettre en avant les principales tendances évolutives qui se profilent.

Cadrage global



ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE FESSEVILLERS (1968-2020)

SOURCE : INSEE, RP 1968 À 2016 - RECENSEMENT COMMUNAL ET
RECENSEMENT COMPLÉMENTAIRE DE 2020

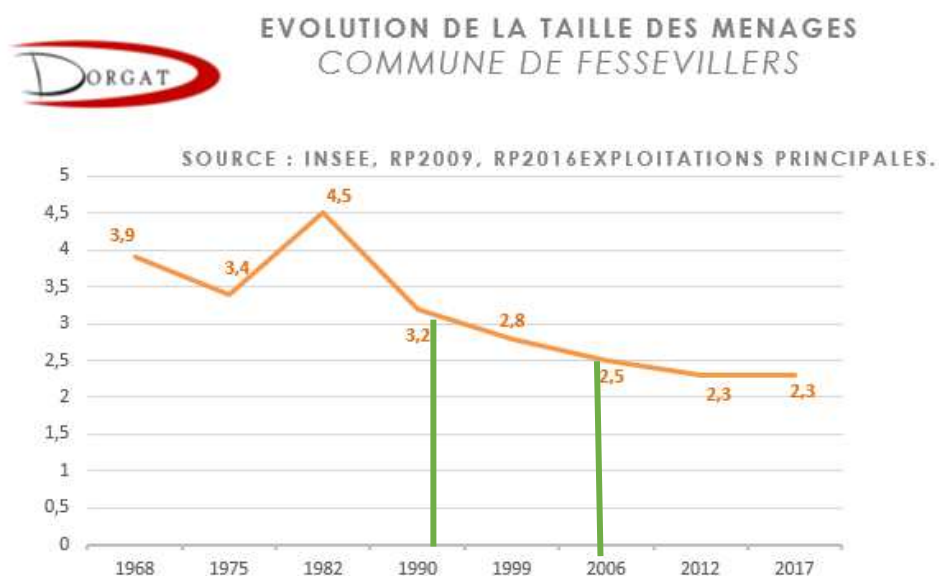


³http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Annexe3_1-Liste-MH_V2_cle43f537.pdf

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Logements	32	36	42	43	67	84	88	87
Résidences principales	24	27	26	33	49	68	73	69
Résidences secondaires et logements occasionnels	0	3	12	10	12	10	7	11
Logements vacants	8	6	4	0	6	6	7	6

Globalement la population de Fessevillers a augmenté entre 1968 et 2017 (plus 64 habitants, soit environ 1 habitant/an). Trois principales phases de développement sont enregistrées :

- **Entre 1968 et 1990** la Commune enregistre une légère croissance démographique (+ 11 habitants, soit 0.25 habitant par an). Durant cette période la Commune a connu une forte affluence de population (+26 habitants en 1982), aussitôt suivie par un exode relativement important puisque 50% des habitants accueillis ont quitté le territoire.
Ce pic de croissance n'est pas significatif pour constituer une période de croissance à part entière, il semble principalement lié à l'accueil occasionnel d'habitants sur la Commune (comme en témoigne la création de 11 logements occasionnels ou résidences principales durant cette période – confère analyse logements).
- **Entre 1990 et 2007** (17 ans), la Commune va connaître sa plus grande période de croissance démographique avec l'accueil de 64 habitants supplémentaires (soit près de 3.7 habitants par an). Cette croissance démographique est liée à la création de nouveaux logements sur la Commune. Fessevillers apparaît donc comme une commune attractive qui bénéficie de sa proximité avec la frontière Suisse et du cadre de vie de la campagne.
- **De 2007 jusqu'à 2017**, la croissance démographique stagne de nouveau avec une légère baisse de la population (-11 habitants). En l'absence de création de nouveaux logements (+1 résidence principale entre 2007 et 2017), cette légère baisse de population est principalement liée au desserrement des populations (les jeunes quittant le domicile familial pour aller s'installer dans les bassins d'emplois).



Globalement, l'évolution de la taille des ménages sur la Commune est à la baisse et suit l'évolution constatée à l'échelle nationale. Ce desserrement de la population, lié à l'évolution des modes de vie, engendre la nécessité de créer plus de logements pour loger le même nombre de personnes et doit être

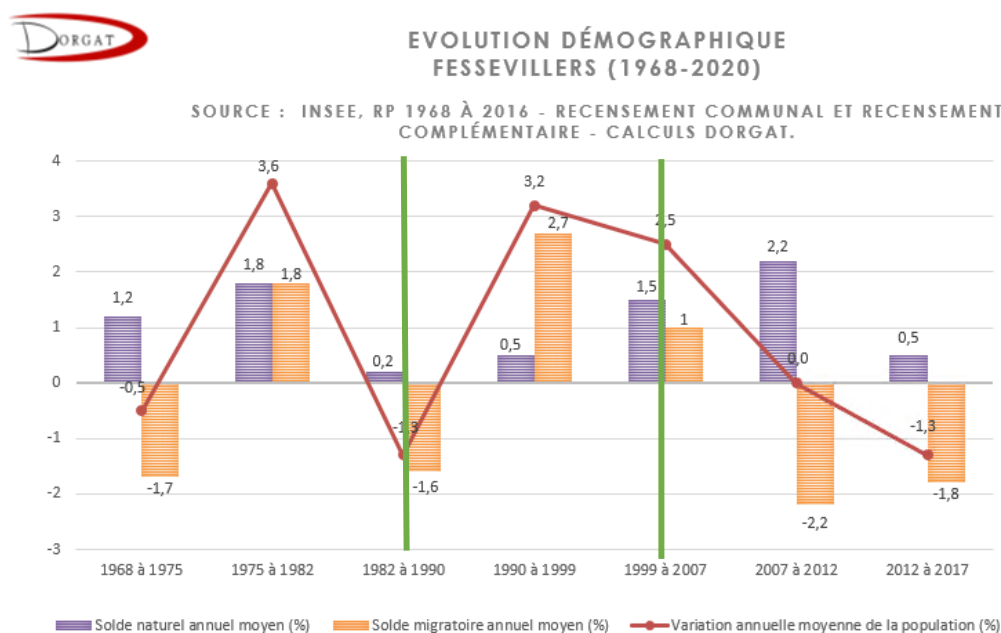
anticipé dans les projections démographiques parce qu'il pourra accroître la perte d'habitants constaté depuis 2012 si la Commune ne propose pas de nouveaux logements pour accueillir une population nouvelle.

Le graphique ci-dessus témoigne également du caractère occasionnel de la période de croissance enregistrée en 1982 (le nombre de personnes par ménages augmente sensiblement pour se rétablir dès 1990). Sans plus de précision, il peut être conclu que les ménages accueillis en 1982 sont ceux qui ont quitté le territoire dès 1990.

Les composantes de l'évolution démographique

L'analyse des données INSEE disponibles entre 1968 et 2017 permet de mettre en avant une certaine hausse de la population avec l'accueil de 64 nouveaux habitants représentant une variation annuelle moyenne de 1.1 % (soit 1.3 habitants par an). Sur les quinze dernières années (plage de référence pour l'élaboration de la Carte Communale), la population est passée de 139 à 158 habitants, soit une moyenne de 1.1 habitants par an pour une variation annuelle moyenne de 0.7%.

Les trois phases de croissances constatées sur le territoire se retrouvent dans l'analyse des causes de l'évolution démographique. EN effet, le graphique ci-dessous a pour intérêt de présenter la variation entre le solde naturel (capacité qu'a la population à maintenir un équilibre démographique et à lutter contre le vieillissement) et le solde migratoire (témoin de l'attractivité ou non du territoire au regard de la différence entre le nombre de personnes arrivées sur la Commune et le nombre de personnes qui l'ont quitté).



Encore une fois, les données permettent de souligner le caractère épisodique de la croissance constatée en 1982, l'évolution positive du solde migratoire correspond à l'accueil de nouveaux ménages avant leur départ de la Commune.

D'après les données du graphique ci-dessus la Commune peine à maintenir ses habitants en témoigne le solde migratoire négatif. Toutefois ces données sont à analyser dans leur ensemble car une perte d'habitant ne signifie pas nécessairement que le territoire est en déclin démographique. En effet, il semble au contraire que Fessevillers apparaisse comme un territoire plutôt attractif en témoigne l'accueil des ménages entre 1990 et 1999 (période de croissance urbaine). La diminution du solde migratoire doit

également être corrélée avec le desserrement progressif des ménages constaté sur la Commune depuis 1968.

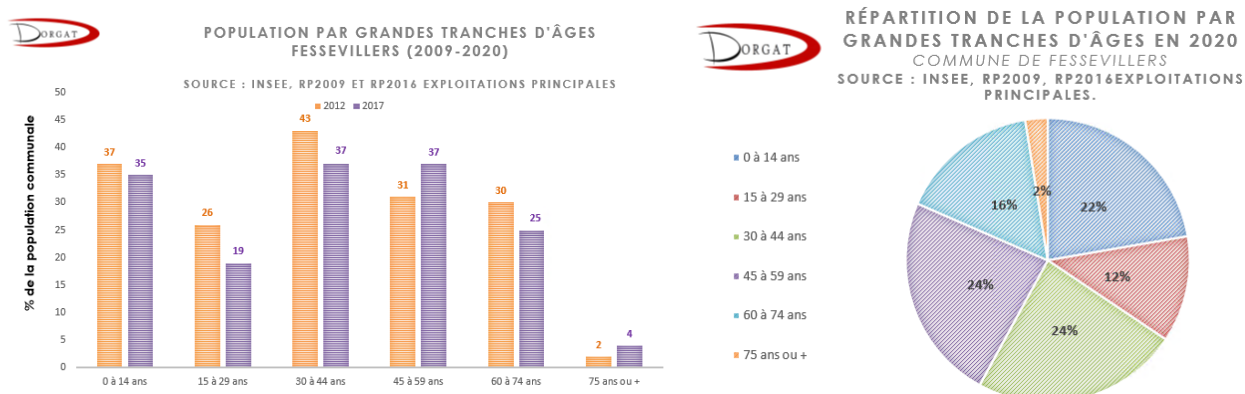
L'attractivité marquée du territoire entre 1990 et 1999 (ou tout du moins la hausse du solde migratoire) corrélée avec l'augmentation du solde naturel sur les 12 années suivantes, permet de mettre en évidence l'accueil prépondérant de ménages en âge d'avoir des enfants.

Les causes de l'évolution démographique sont donc de deux natures et liées à :

- L'attractivité du territoire, soulignée par une arrivée plus ou moins importante de nouveaux habitants sur de courtes périodes en lien avec la création de nouveaux logements. La question étant de savoir pourquoi la Commune n'est pas en mesure de maintenir cette augmentation de population (manque de terrain à bâtir par exemple).
- L'accueil de jeunes ménages en âges d'avoir des enfants (et/ou composés d'enfants) permettant un regain du solde naturel. Tout l'enjeu étant de permettre l'accueil de ménages pour éviter que le risque de vieillissement ne s'installe sur la Commune et n'engendre à terme une diminution progressive de la population.

De plus, sans disposer des éléments post 2012, les données INSEE permettent de mettre en avant une population plutôt jeune puisque 58% de la population est âgée de moins de 45 ans, mais soumise à un risque de vieillissement (les moins de 45 ans comptabilisant 627% en 2012). La Commune est toutefois soumise à un phénomène de vieillissement pressenti qui va continuer à s'accroître si l'équilibre démographique n'était plus maintenu.

Ce phénomène de vieillissement de la population est également mis en avant à travers l'analyse des graphiques ci-dessous qui traduisent l'évolution des différentes tranches d'âges entre 2012 et 2017.



La tranche d'âge des 30-44 ans susceptible de faire basculer l'équilibre démographique est assez importante et représente 24% de la population en 2017. Elle constitue l'une des tranches d'âges la plus importante avec celle des 45-59 ans.

Sans accueil de nouveaux ménages en âges d'avoir des enfants, ou avec enfants, la tranche d'âge des moins de 29 ans va continuer de diminuer au profit d'une augmentation des plus de 45 ans. Si l'on considère également une probable fuite des habitants (qui touche principalement la tranche d'âge des 15-29 ans qui souhaitent s'implanter plus près des bassins d'emplois et de vie), l'équilibre démographique de la Commune risque donc fort d'être très perturbé.



Comment évolue et se compose le parc de logements ?

Une dynamique de construction qui soutient la croissance démographique

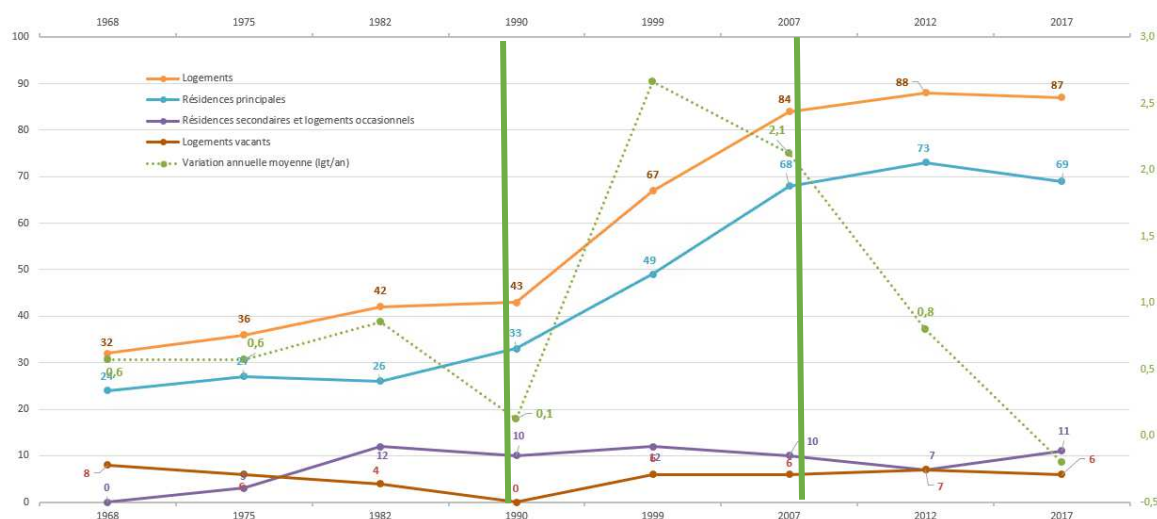
Trois principales phases de croissance ont été mises en avant lors de l'analyse de la courbe de croissance. Elles se retrouvent dans l'analyse de l'évolution du nombre de logements sur la Commune.

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Logements	32	36	42	43	67	84	88	87
Résidences principales	24	27	26	33	49	68	73	69
Résidences secondaires et logements occasionnels	0	3	12	10	12	10	7	11
Logements vacants	8	6	4	0	6	6	7	6



EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS PAR CATEGORIE
FESSEVILLERS (1968-2020)

SOURCE : INSEE, RP1968 À 1999 DÉNOMBREMENTS, RP2007 ET RP2016 EXPLOITATIONS PRINCIPALES



Entre 1968 et 1990 l'évolution du nombre de logements est principalement liée à l'accueil de logements secondaires ou occasionnels (qui resteront aussi nombreux jusqu'en 2017). Entre 1990 et 2007, la phase de croissance démographique constatée est liée à la politique expansionniste qu'a connue la Commune puisque cette dernière va doubler son parc de résidences principales sur cette période (+ 35 logements).

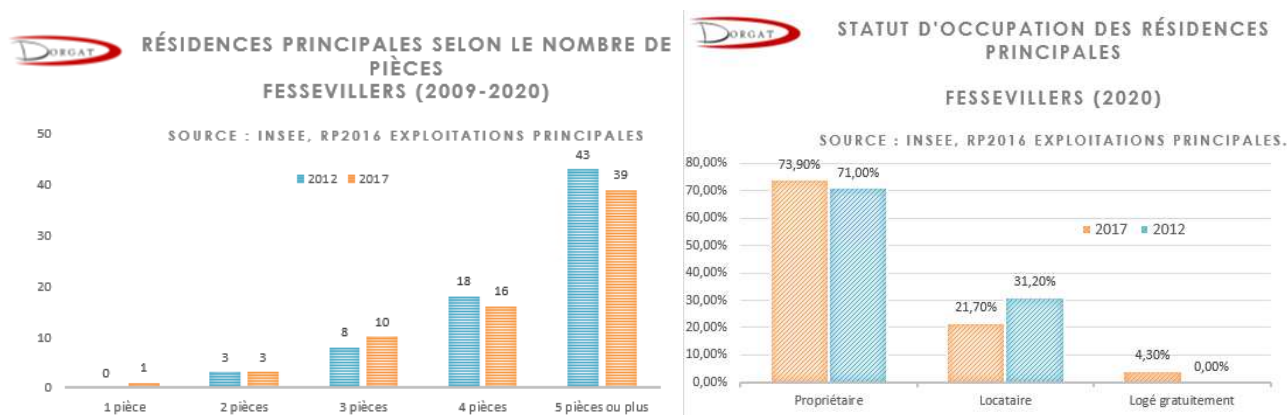
Ainsi, l'évolution démographique est fortement corrélée à l'offre de logements sur la Commune, d'où une certaine attractivité énoncée précédemment. Bien qu'attractive, Fessevillers peine toutefois à maintenir sa population et à poursuivre le développement de son parc, probablement eu égard aux contraintes qu'engendre les prescriptions du règlement national d'urbanisme et de la loi Montagne.

La composition du parc de logements suit une tendance générale entre 1968 et 2017 avec une majorité de résidences principales, et une stagnation du nombre des logements vacants et des résidences secondaires. En détail, les logements secondaires ou occasionnels sont apparus à partir de 1982 (date à laquelle la Commune a connue une croissance épisodique) pour se maintenir aux alentours de 11 logements. Les logements ont connu une phase de déclin entre 1968 et 1990, il semble toutefois que leur diminution soit liée à une mobilisation en tant que résidences principales ou secondaires. En effet, ces deux nombres évoluent sans que le nombre de logements global n'augmente significativement.

A partir de 1999 le nombre de logements vacants augmente de nouveau pour se maintenir à 6 logements jusqu'en 2017, soit 6.8% du parc. La vacance au sein du parc de logement est considérée comme saine entre 4 et 6%, elle permet une certaine fluidité du parc de logements propice au renouvellement de la population. Les données INSEE ne reflètent pas non plus la vacance structurelle ou fonctionnelle des logements, puisqu'un logement peut être déclaré vacant alors qu'il est en vente ou en réhabilitation. C'est ce qui semble être le cas sur la Commune puisque les élus confirment une phase de rénovation depuis 2016. A ce jour seul un logement reste vacant sur le hameau du Plain.

L'analyse des capacités de renouvellement et de réhabilitation est indispensable en matière de planification et doit être regardée comme un potentiel de développement pour l'accueil de la population à venir. Or cette faible proportion de logements vacants laisse peu de marge en matière de renouvellement et l'accueil de nouveaux habitants devra se faire en grande partie via l'aménagement de nouvelles constructions (dans les espaces encore libres du bourg ou sur des espaces en extensions).

Un parc de logements qui se diversifie



Le parc de logements sur la Commune est principalement composé de résidences principales de grandes tailles occupées par une majorité de propriétaires. Cette configuration répond aux composantes d'une commune rurale accueillant une majorité de ménages avec enfants.

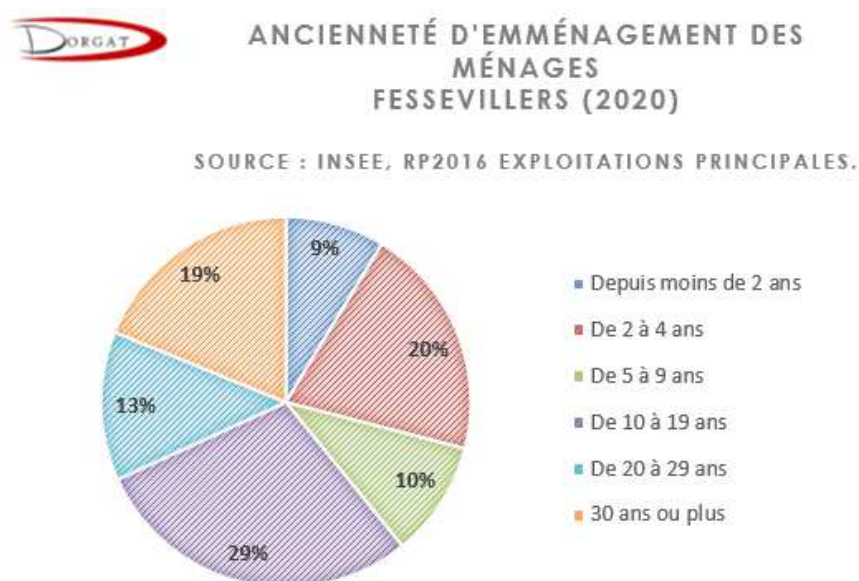
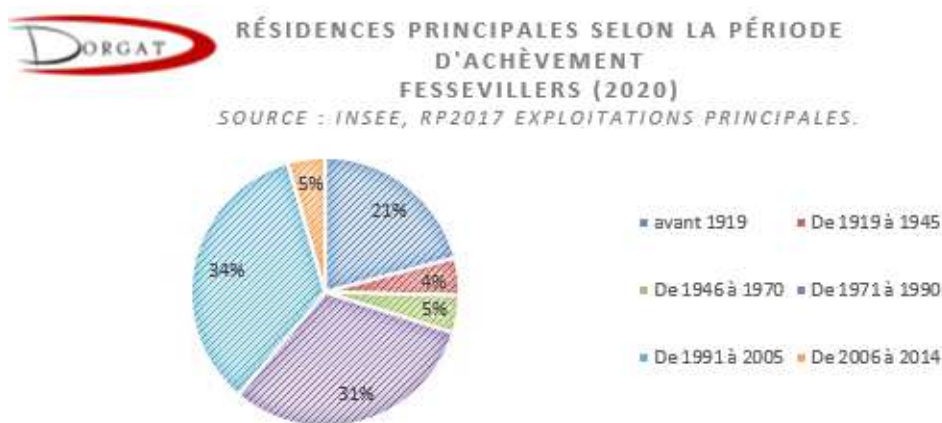
	2007	%	2012	%	2017	%
Ensemble	84	100,0	88	100,0	87	100,0
Résidences principales	68	80,7	73	83,2	69	80,1
Résidences secondaires et logements occasionnels	10	12,4	7	8,4	11	12,6
Logements vacants	6	6,9	7	8,4	6	7,3
Maisons	67	80,4	68	77,4	65	74,9
Appartements	16	19,6	19	21,6	21	24,0

Depuis 2007, dates des dernières données INSEE disponibles, le parc de logements se diversifie de plus en plus avec une augmentation du nombre d'appartements (24% en 2017). La part relativement importante des appartements est à mettre en corrélation avec les réhabilitations engagées, permettant la création de plusieurs logements au sein d'une même construction. Cette diversification peut également expliquer

le maintien des logements vacants entre 2007 et 2017 (même si le nombre de constructions n'augmente pas, le nombre de logements comptabilisés à lui augmenté).

Le nombre d'appartements est également à corrélérer avec la localisation de la Commune, proche de la frontière Suisse qui accueille un certain nombre de frontaliers.

Le nombre de pièces des résidences principales implantées sur la commune est largement supérieur à la moyenne nationale. Cela se justifie par le fait que la commune soit située dans une zone rurale et que la plus grande partie du parc est ancienne (avant 1919 les maisons avaient vocation à accueillir des familles entières). La diminution du nombre de logements de 5 pièces et plus est liée aux réhabilitations engagées.



25 % du parc de logements datent d'avant 1945, et 34% ont été construits entre 1991 et 2005 (période d'expansion urbaine de la Commune). Les trois phases de croissance précédemment identifiées se retrouvent là encore puisque 61% des résidences ont été construites avant 1990, 34% entre 1990 et 2007 et seulement 5% entre 2007 et 2017. De même, 19% des ménages sont implantés depuis plus de 30 ans (soit avant 1990), alors que 42% se sont implantés entre 1990 et 2007.

L'importance des ménages implantés depuis moins de 9 ans (39% implantés après 2007) témoigne d'une certaine attractivité de la commune, puisque le renouvellement de la population n'est pas lié à une croissance du parc de logements qui n'a pas évolué sur cette même période (2007-2014). Ce constat est à corrélérer avec le solde migratoire négatif et la légère perte de population constatés durant cette période, de grands ménages ont donc probablement quitté le territoire pour être remplacés par de nouveaux ménages moins nombreux (comme tend à le confirmer l'évolution du nombre de personnes par ménages).

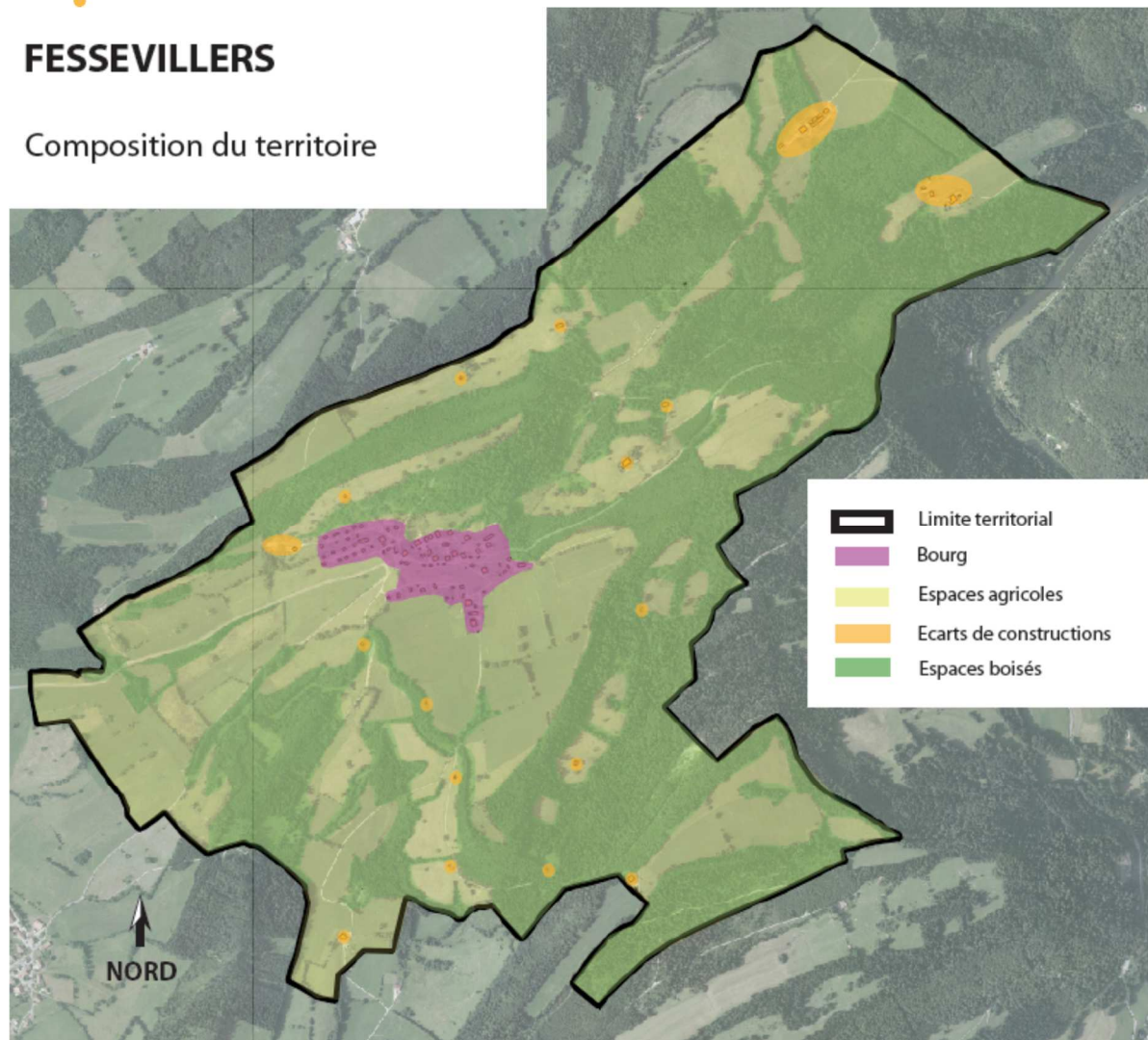
3. ANALYSE TERRITORIALE



Quelles sont les principales composantes économiques du territoire ?

FESSEVILLERS

Composition du territoire



Réalisation DORGAT

Source BDORTHO® Communale

L'activité économique

Population de 15 à 64 ans par type d'activité						
	2007		2012		2017	
Ensemble de la population de 15 à 64 ans	120	100%	115	100%	99	100%
Population d'actifs	91	77%	94	81,70%	81	81,60%
Dont actifs ayant un emploi	82	68,50%	84	73,40%	76	76,50%
Population d'inactifs	28	23%	21	18,30%	18	18,40%
Dont élèves, étudiants	8	7%	5	5%	7	7,10%
Dont retraités	12	9,70%	7	6%	2	2,00%
Source INSEE						

L'analyse sociodémographique a mis en avant une légère diminution de la population entre 2007 et 2017 (de 169 à 158 habitants), liée principalement à un solde migratoire négatif (départ des habitants). L'analyse de l'équilibre démographique met en évidence que la population qui tend à quitter le territoire est celle composée des tranches d'âges entre 15 et 74 ans., ce qui correspond, sur la même période, à la diminution constatée de l'ensemble de la population active (de 15 à 64 ans, passant de 120 à 99 habitants).

En détail, entre 2007 et 2017 l'évolution la plus marquante est celle des actifs ayant un emploi (-6 actifs). On notera également une diminution assez importante des retraités (-10), mais cette diminution peut être corrélée avec l'augmentation significative du taux de mortalité passant de 1.2 à 7.3% sur la même période. En conclusion, il semble que la fuite d'habitants identifiée soit plus liée à un départ d'actifs ayant un emploi.

Emploi et activités						
	2007		2012		2017	
Nombre d'emplois sur la commune	82		85		76	
Actifs ayant un emploi résidant à Fessevillers	8		9		6	
Qui travaillent sur la commune	8	9%	8	10%	5	6,60%
Qui travaillent dans une autre commune	74	90,60%	76	90%	71	93,40%
<i>Source INSEE</i>						

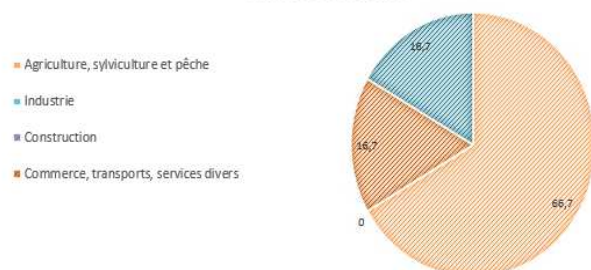
En parallèle, le nombre d'emplois diminue entre 2007 et 2017 (-8 emplois), tout comme le nombre d'actifs travaillant sur la Commune. Le faible nombre d'emplois disponibles sur la commune explique que 93.4% des actifs travaillent à l'extérieur de la commune en 2017 (ce qui est en partie lié aux travailleurs frontaliers qui composent près de la moitié de la population).

Equipement automobile des ménages						
	2007		2012		2017	
Ensemble des ménages	68	100%	73	100%	69	100%
Au moins un emplacement réservé au stationnement	52	77,10%	67	91,30%	64	92,80%
Au moins une voiture	62	85%	72	98,60%	64	92,80%
1 voiture	22	33%	29	39%	24	34,80%
2 voitures ou plus	40	58,60%	43	59%	40	58,00%
<i>Source INSEE</i>						

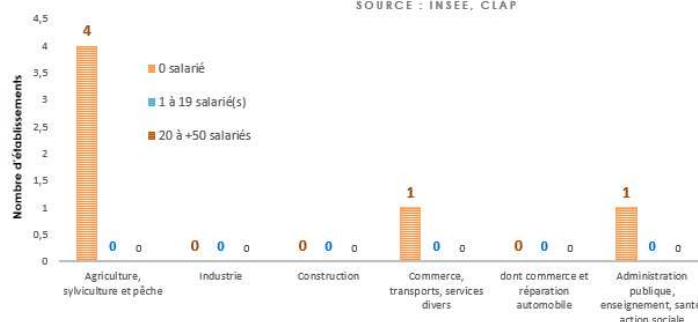
Cette mobilité professionnelle engendre un besoin d'équipement automobile des ménages assez important. En effet, 92.8% des ménages disposent d'au moins une voiture (dont près de la moitié est équipée de 2 voitures ou plus), cela est lié au pourcentage d'actifs exerçant à l'extérieur de leur commune de résidence (94.7 des actifs ayant un emploi utilisent leur voiture pour se rendre au travail en 2017). L'absence de transports en commun sur la commune renforce de besoin de mobilité.

PART DES ÉTABLISSEMENTS ACTIFS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
FESSEVILLERS (AU 31/12/2016)

SOURCE : INSEE, CLAP

TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS ACTIFS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
FESSEVILLERS (AU 31/12/2016)

SOURCE : INSEE, CLAP



Au 31 décembre 2015 Fessevillers compte 6 établissements sur son territoire, 4 relèvent de la sphère productive et 2 de la sphère présentielle. L'activité économique de la commune est donc tournée principalement vers la sphère productive (66.7% des activités économiques).

De manière générale, les communes rurales et majoritairement résidentielles sont dominées par la sphère présentielle, or pour Fessevillers il s'agit de la sphère productive dont la prédominance s'explique notamment par la présence du secteur d'activité du commerce, transports et services divers et du secteur de l'agriculture, sylviculture et de la pêche. Les biens produits sur la commune sont donc principalement consommés en dehors de la commune.

La sphère présentielle représente quant à elle 33.3% des activités économiques. Le faible taux d'équipement collectif et public sur la commune justifie la présence de seulement 2 établissements (dont 1 sur le domaine public).

Plus de la moitié des établissements de la Commune relève du secteur de l'agriculture, sylviculture et de la pêche. Viennent ensuite le secteur de l'administration publique, enseignement, santé, action sociale et le secteur du commerce, transports et services divers. Le salariat n'est pas développé puisque sur les 6 établissements présents, aucun n'emploie de salarié. Ce constat s'explique par l'importance de l'activité agricole sur la commune, secteur d'activité qui compte principalement des indépendants.

L'INSEE ne recense aucune entreprise sur FESSEVILLERS, or en 2018 le site Internet kompas.com en recense 4 (1 exploitation forestière, 1 coopérative agricole en soutien aux cultures agricoles et horticoles, 2 exploitations agricoles). Un commerce ambulant de repas à emporter est également présent le lundi et le mardi de 5h30 à 7h00.

Compte tenu de la situation de la commune et de son nombre d'habitants, aucune zone d'activité n'est présente à FESSEVILLERS. Les zones d'activités françaises les plus proches dans un rayon de 10 à 40 kms sont les suivantes :

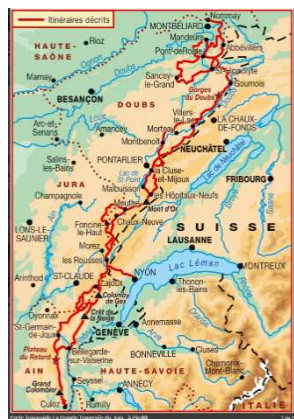
- zone industrielle de Maîche à 9 km
- Charquemont : zone industrielle du Grand Crot à 13 km
- Frambouhans : zone artisanale La Baume à 16 km
- zone artisanale de Damprichard à 7 km
- Blamont : zone artisanale aux Combottes à 32 km
- Hérimoncourt : zone artisanale la Chapotte à 40 km

Les zones d'activités ci-dessus se situent principalement dans le périmètre de la communauté de communes du Pays de Maîche, excepté Blamont et Hérimoncourt. Elles peuvent donc expliquer les flux domicile/travail des actifs de Fessevillers ; PSA reste un pourvoyeur d'emplois majeur dans la région (environ 430 salariés en 2011). La Suisse est également un bassin d'emplois pour les actifs de la commune puisque 50% des actifs résidants sont des travailleurs frontaliers.

L'activité touristique

Une seule infrastructure de tourisme est recensée sur la commune, il s'agit d'un gîte d'étape d'une capacité de 26 lits fréquenté principalement par les randonneurs et cyclistes du fait du GR 5 qui traverse le territoire communal.

D'une distance de 2500 km, le chemin de grande randonnée GR 5 traverse 5 pays dont les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse et 12 départements Français.



La carte ci-contre illustre le trajet du GR 5 dans le département du Doubs. Avec ses 111 km d'itinéraires, le GR 5 traverse la commune, ainsi le gîte d'étape de Fessevillers offre la possibilité aux randonneurs de faire une halte.

Itinéraire du GR5 dans le Doubs - Source www.mongr.fr

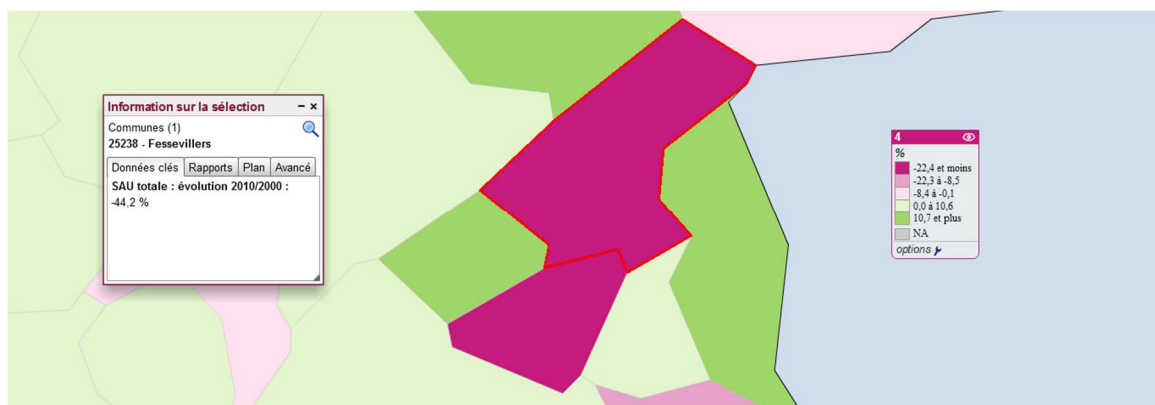
Tous les deux ans depuis 2004, l'association « Les Amis de la Forêt » organise la fête de la forêt le premier dimanche d'août afin de faire découvrir les métiers du bois d'hier et d'aujourd'hui.

L'activité agricole

DONNEES DE BASE :

La base de données statistique Agreste (Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire) recense diverses données relatives à l'agriculture (recensement effectué en 2010).

En 2000, la superficie agricole utilisée était de 294 hectares, en 2010, son évolution s'est faite négative avec une SAU de 164 hectares. De même, sur cette période, le nombre d'exploitations a évolué, passant de 4 exploitations en 2000 à 2 exploitations seulement en 2010 (ce qui est nettement inférieure aux communes voisines de Trévillers et Les Plains et Grands Essarts qui enregistrent entre 17 et 14 exploitations. A noter qu'entre 1988 et 2010 la surface agricole utile a diminué de 183 hectares.



Evolution de la SAU totale – Source AGRESTE

Toutefois depuis 2010, l'activité agricole connaît un certain regain lié à l'augmentation du nombre d'exploitation agricole, puisque 16 exploitations interviennent sur le territoire communal, dont 4 qui ont leur siège dans la Commune et exploitent 76% de la SAU communale. La SAU est quant à elle évaluée à

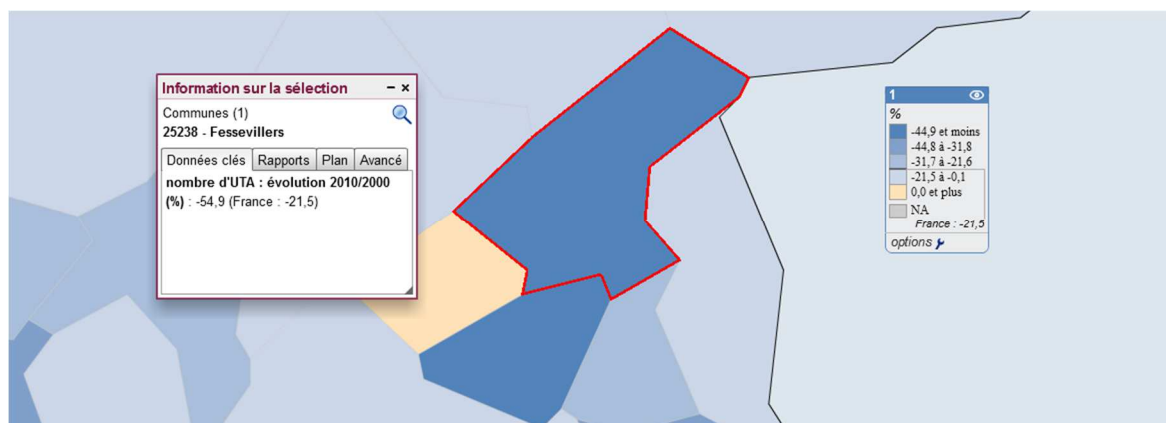
270 hectares en mai 2019 (d'après le Porter à Connaissance de l'Etat), soit en nette augmentation depuis 2010. Les 4 exploitations ayant leur siège dans la Commune exploitent 76% de la SAU communale.

La SAU moyenne par exploitation est de 82 hectares en 2010, elle est plus importante que pour les communes limitrophes, qui voient leur SAU se répartir entre les différentes exploitations. Cette SAU moyenne a globalement évolué entre 2000 et 2010 de près de 11.5% ce qui permet d'expliquer que la baisse du nombre d'exploitations s'est probablement faite au profit de fusion ou de regroupement d'exploitations.

Les données agrestes 2010 estiment que près de 100 % des exploitations présentes sur le territoire communal sont des exploitations individuelles en 2010, les exploitations qui étaient présente sur le territoire en 2000 étaient également des exploitations individuelles. De plus 64.7% de la SAU fait l'objet de fermage. D'après le site de l'Agreste, une superficie est en fermage si elle est exploitée par une personne physique ou morale autre que son propriétaire.

En matière d'exploitations, les données de l'Agreste 2010 soulignent que les 2 exploitations présentes sur le territoire sont des moyennes et grandes entreprises (tout comme les deux exploitations qui existaient en 2000). De plus, toujours en 2010, la moitié des exploitations (soit une exploitation) est gérée par un chef d'exploitation de moins de 40 ans (cette part ayant diminuée de 66.7% par rapport à 2000).

Sur le fonctionnement même des exploitations, il apparaît qu'en 2010 les deux exploitations présentes sur le territoire communal n'enregistrent pas de salarié permanent et parmi les deux chefs exploitant l'un deux est pluriactif.



Evolution du nombre d'UTA entre 2000 et 2010 – Source AGRESTE

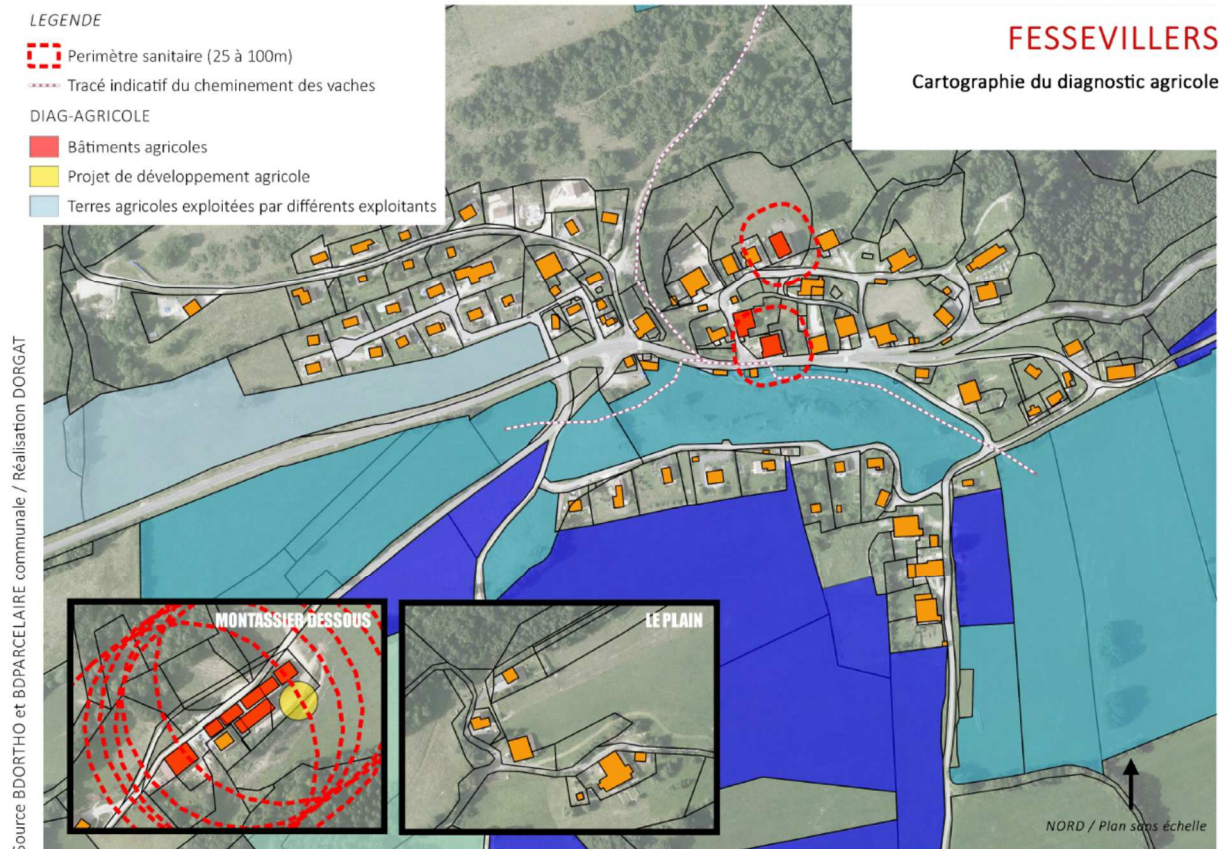
En 2000, Fessevillers enregistrait 9 UTA (Unité de travail actif : travail effectué par une personne en temps complet sur une année), contre 4 en 2010 (soit une diminution de près de 54.4%). Cette diminution est liée à la diminution du nombre d'exploitation sur la Commune et est plus fortement marquée sur Fessevillers et Belfays que sur toutes les autres communes voisines. La SAU moyenne par UTA en 2010 est de 41.7 hectares.

Une réunion agricole a été organisée le 17 septembre 2018 en présence des exploitants agricoles du territoire (ceux ayant leur siège sur la Commune et ceux exploitants des terres sur la Commune) et de la Chambre d'Agriculture. Les principales informations recueillies lors de cette réunion agricole sont résumées au sein du tableau ci-après et localisées sur la carte suivante.

L'agriculture est principalement tournée vers l'élevage, avec la présence de terres de pâtures (prairies permanentes à plus de 97%). Les terres labourables représentent 3% de la sole, ce qui est conforme au relief et au climat local.

N°	Activités sur	Siège
1	Bovins à lait	Fessevillers
2	Bovins	Fontenelles
3	Bovins à lait	Fessevillers
4	Bovins à lait	Tréwillers
5	Bovins à lait	Fessevillers

Tableau non exhaustif



Carte de localisation des bâtiments agricoles : Source DORGAT

Les producteurs déclarant des terrains sur le territoire communal sont spécialisés dans la production laitière (majoritairement AOP).

Synthèse des projets connus :

- Un départ à la retraite est prévu mais l'exploitant sera remplacé.
- Des projets de développement de l'activité agricole sont présentés mais tous situés en retrait de la zone urbaine du bourg.
- Seul le hameau de Montsacier Dessous présente une vocation agricole, les autres écarts de constructions n'ont plus à ce jour de vocation agricole.
- Trois exploitants sont recensés en 2018 sur le territoire communal et non pas deux comme le précisent les données AGRESTE figurant dans le rapport de présentation.
- Deux sites sont soumis à périmètres sanitaires de 100m (Montsacier Dessous) et 25m (dans le bourg).

ELEVAGE :

Sur l'ensemble de la SAU en 2010, 0% est consacrée à des terres labourables, ce qui s'explique de par l'orientation agricole du territoire (élevage). Ainsi, en 2010, Fessevillers enregistre 196 UGB herbivore (unité de gros bétail) (soit 98 en moyenne par exploitation).

Ainsi, les deux exploitations présentes sur le territoire sont toutes deux des exploitations de vaches laitières (dont aucune vache nourrice) disposant d'un nombre moyen de 35.5 têtes par exploitations en 2010. L'évolution du nombre de vache laitière enregistre une baisse de 50.3% entre 2000 et 2010, évolution à mettre en corrélation avec la diminution du nombre d'exploitations agricoles sur le territoire pendant cette même période.

L'importance de l'élevage dans la commune peut engendrer des distances de recul au regard du règlement sanitaire départemental. Ces distances s'appliquent tant aux bâtiments d'exploitations agricoles, qu'aux autres constructions au regard du principe de réciprocité.

Ces distances s'appliquent pour la construction de nouveaux bâtiments d'élevage et la réaffectation d'un bâtiment déjà construit, non utilisé pour l'élevage ou hébergeant une catégorie d'animaux différente. Elles s'appliquent également en cas d'une augmentation de cheptel de la catégorie présente dans le bâtiment, voire à l'aménagement du bâtiment pour un autre type d'élevage. Par contre, ces distances ne s'appliquent pas pour des travaux rendus nécessaires pour la mise en conformité avec les dispositions réglementaires des élevages existants en fonctionnement régulier et sans augmentation du cheptel.

Globalement, d'après la législation sur les ICPE (arrêté ministériel du 27/12/2013), l'implantation des bâtiments d'élevage (locaux d'élevage, aires d'exercices, de repos, ...) et de leurs annexes (stockage de fourrage et aliments, ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents,) est interdite à moins de :

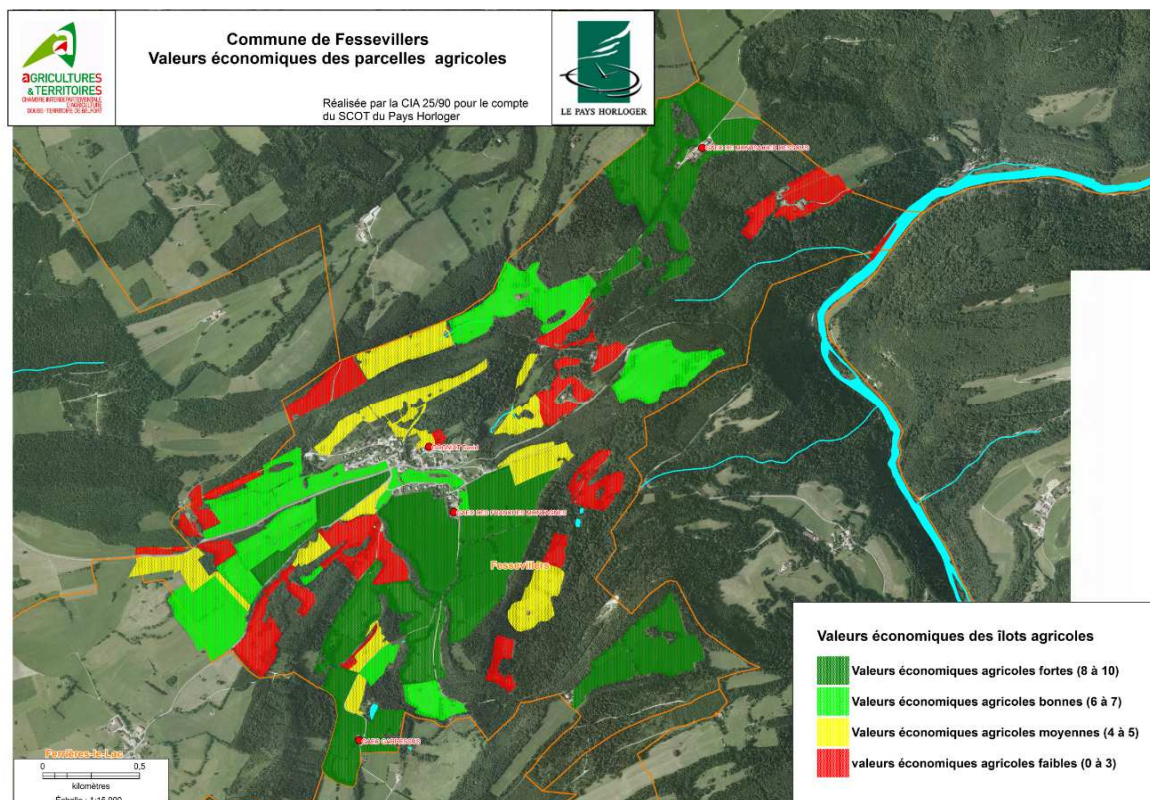
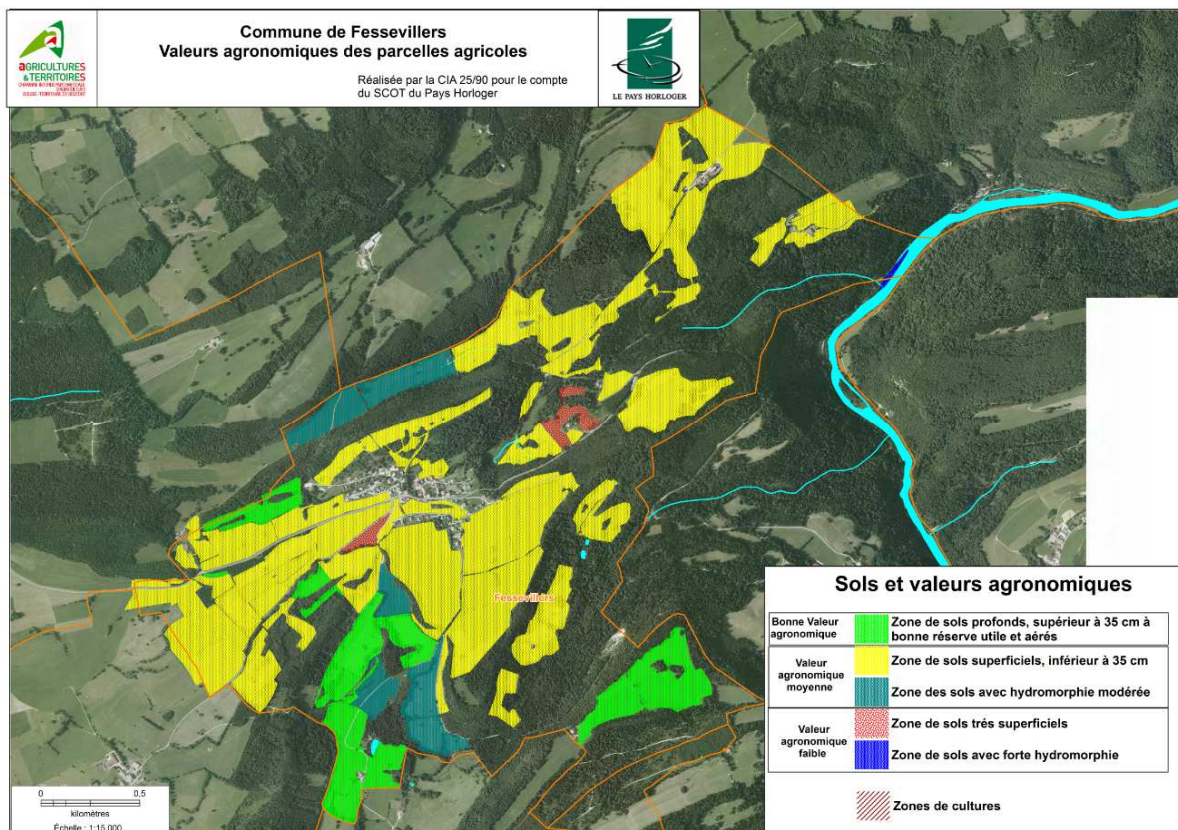
- 35 m des berges de cours d'eau, puits forages et sources destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage de cultures maraîchères ;
- 100 m de toute habitation, stade, camping et des zones destinées à l'habitation dans un document d'urbanisme ;
- 200 m des lieux de baignade.

ACCESSIBILITE

En matière d'accessibilité agricoles, les exploitants n'ont pas mis en avant de problématique particulière. A noter toutefois qu'un des exploitants fait circuler ses vaches sur le bourg (le tracé indicatif est reporté sur la carte ci-avant). A l'appui d'un fond de plan parcellaire, chaque agriculteur présent a pu communiquer la localisation de son exploitation et des terres exploitées sur Fessevillers.

QUALITE DES SOLS

Il apparaît que les terres agricoles de Fessevillers sont pour partie de bonne qualité, la réunion agricole a permis de mettre en avant que les abords immédiats du bourg sont constitués de terres de pâtures. De plus, d'après la Chambre d'Agriculture, d'une façon générale dans les Communes du Haut-Doubs, la valeur économique des terres agricoles est forte alors que la valeur agronomique est globalement moins forte eu égard principalement à l'épaisseur des sols.



Valeur agronomique et économique des terres agricoles (Source : Pays Horloger)

IGP / AOP :

La Commune de Fessevillers recense un certain nombre d'AOP et d'IGP sur son territoire dont 2 AOP et plusieurs IGP.

Lors de la réunion agricole, les exploitants présents ont fait qu'une AOP Gruyère est existante, bien que non recensée sur le site de l'INAO cette information doit être prise en compte.

AOP Comté
AOP Morbier
IGP Emmental français Est-Central
IGP Franche-Comté blanc
IGP Franche-Comté Buffard blanc
IGP Franche-Comté Buffard mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Buffard mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Buffard mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Buffard primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Buffard primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Buffard primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Buffard rosé
IGP Franche-Comté Buffard rouge
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte blanc
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte rosé
IGP Franche-Comté Coteaux de Champplitte rouge
IGP Franche-Comté Doubs blanc
IGP Franche-Comté Doubs mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Doubs mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Doubs mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Doubs primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Doubs primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Doubs primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Doubs rosé
IGP Franche-Comté Doubs rouge
IGP Franche-Comté Gy mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Gy blanc
IGP Franche-Comté Gy mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Gy mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Gy primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Gy primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Gy primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Gy rosé
IGP Franche-Comté Gy rouge
IGP Franche-Comté Haute-Saône blanc
IGP Franche-Comté Haute-Saône mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Haute-Saône mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Haute-Saône mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Haute-Saône primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Haute-Saône primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Haute-Saône primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Haute-Saône rosé
IGP Franche-Comté Haute-Saône rouge
IGP Franche-Comté Hugier mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Hugier blanc

IGP Franche-Comté Hugier mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Hugier mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Hugier primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Hugier primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Hugier primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Hugier rosé
IGP Franche-Comté Hugier rouge
IGP Franche-Comté Motey-Besuche blanc
IGP Franche-Comté Motey-Besuche mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Motey-Besuche mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Motey-Besuche mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Motey-Besuche primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Motey-Besuche primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Motey-Besuche primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Motey-Besuche rosé
IGP Franche-Comté Motey-Besuche rouge
IGP Franche-Comté mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Offlanges blanc
IGP Franche-Comté Offlanges mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Offlanges mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Offlanges mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Offlanges primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Offlanges primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Offlanges primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Offlanges rosé
IGP Franche-Comté Offlanges rouge
IGP Franche-Comté primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté rosé
IGP Franche-Comté rouge
IGP Franche-Comté Vuillafans blanc
IGP Franche-Comté Vuillafans mousseux de qualité blanc
IGP Franche-Comté Vuillafans mousseux de qualité rosé
IGP Franche-Comté Vuillafans mousseux de qualité rouge
IGP Franche-Comté Vuillafans primeur ou nouveau blanc
IGP Franche-Comté Vuillafans primeur ou nouveau rosé
IGP Franche-Comté Vuillafans primeur ou nouveau rouge
IGP Franche-Comté Vuillafans rosé
IGP Franche-Comté Vuillafans rouge
IGP Gruyère
IGP Porc de Franche-Comté
IGP Saucisse de Montbéliard
IGP Saucisse de Morteau ou Jésus de Morteau



Compilateur: DOSTEM, LAGET, MGA 1P
JF le 23/07/2014

Direction Départementale des Territoires du Doubs

DOSSIER APPROUVÉ – FÉVRIER 2022



Quels sont les principaux équipements et services à la population ?

Les équipements publics

Les enfants de Fessevillers sont scolarisés au Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) de Trévillers Thiébouhans qui regroupe 4 communes : Trévillers, Thiébouhans, Fessevillers et Ferrières le Lac.

Les effectifs du RPI ont augmenté entre 2009 et 2017 (+6 élèves), traduisant une augmentation du nombre de ménages avec enfants installés sur les quatre communes rattachées au RPI. Néanmoins le nombre d'élèves scolarisés reste assez stable avec une moyenne de 20 élèves chaque année.

Concernant l'enseignement de second degré, les collèges les plus proches sont à Maîche (Mont Miroir à 11 km) et Pont de Roide (Olympe de Gouges à 27 km). Morteau dispose de deux lycées : un d'enseignement général et technologique et un lycée des métiers.

Le ramassage scolaire des enfants de Fessevillers scolarisés dans le RPI est organisé par le département du Doubs. Chaque jour (sauf le mercredi), quatre navettes scolaires desservent l'arrêt de la commune situé au lotissement rue du Chalet. Le RPI ne propose pas d'accueil périscolaire.



La Commune dispose de plusieurs équipements publics contribuant au cadre de vie de la Commune : Salle des fêtes, Mairie, Salle communale, Eglise et Gîte d'étape.

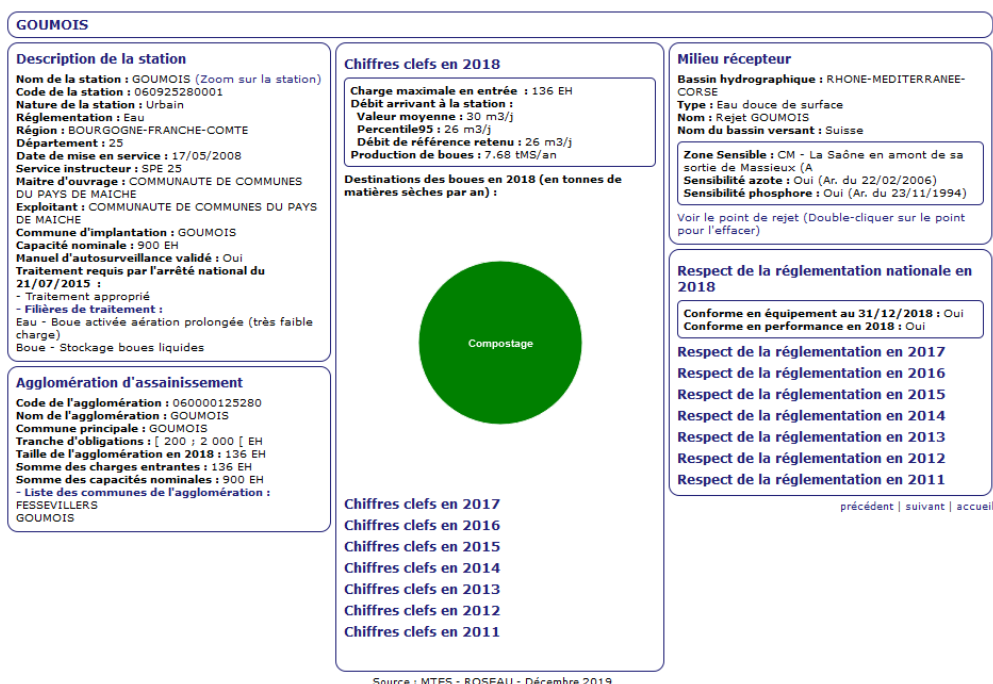
Notons que peu de stationnements matérialisés sont disponibles. Quelques stationnements publics sont matérialisés rue de l'église en contrebas de la rue du Goumois. D'autres stationnements devant la mairie sont recensés, cependant il s'agit d'emplacements réservés aux résidents des appartements de la rue de l'église.



Le réseau d'assainissement

La compétence eau assainissement est gérée par la Communauté de Communes du Pays de Maîche depuis le 1^{er} janvier 2018. Majoritairement, la commune est desservie par un réseau d'assainissement collectif avec quelques exceptions. Il existe un zonage d'assainissement sur la Commune approuvé le 06/05/2005.

La Commune est rattachée à la station d'épuration de Goumois, d'une capacité de 900 équivalents habitants et mise en service le 17/05/2008. Son débit de référence est de 140m³ par jour. 100% des boues sont destinées à l'épandage et les rejets s'effectuent dans le milieu récepteur du Goumois. Elle est jugée conforme en équipements et en performance au 31/12/2017.



Fiche de la STEP de Goumois ; Source Portail d'Information sur l'Assainissement

En 2020, 327 équivalents habitants sont raccordés, ce qui laisse une marge de manœuvre pour l'accueil de population nouvelle au sein des communes raccordées (Fessevillers et Goumois) :

- Goumois : population totale de 167 habitants au 1^{er} janvier 2020,
- Fessevillers : population totale de 160 habitants au 1^{er} janvier 2020,

Les capacités de traitement des eaux usées sont donc assurées pour la durée de vie de la Carte communale.

Le réseau d'eau potable

L'alimentation en eau potable de la Commune est gérée par le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique du plateau Maïchois qui regroupe 19 communes dont Fessevillers. Ce service fait l'objet d'une délégation de service public (contrat d'affermage) avec la société VEOLIA EAU qui a débuté le 1^{er} janvier 2011 et prendra fin le 31 décembre 2022.

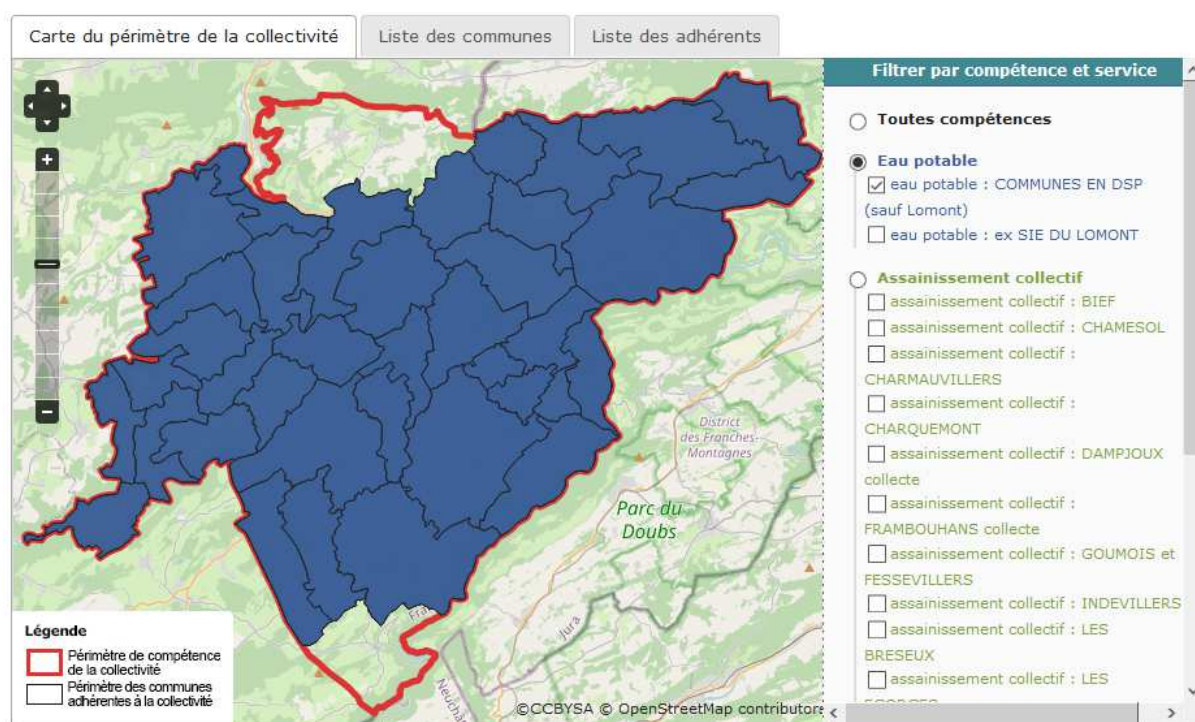
VEOLIA EAU gère le service (entretien des installations, relevés des compteurs), les abonnés, la mise en service, l'entretien, le renouvellement (branchements, canalisations <10m). Les canalisations, captages et le génie civil sont à la charge du SIVU.

Fessevillers ne supporte aucun captage d'alimentation en eau potable, elle est alimentée en eau potable par deux sources situées sur la Commune de Goumois dont les périmètres de protection rapprochés et éloignés impactent la Commune :

Source	Autorisation de prélèvement annuel maximal
Blanchefontaine	1 423 500 m ³
Planche aux Veaux	1 051 200 m ³
TOTAL	2 474 700 m³

Selon les données du syndicat, la consommation journalière d'eau de ses abonnés est de 117 l/hab/jour, soit 42.7 m³/hab/an.

En 2019, le nombre d'habitants desservis est estimé à 17 426 habitants alors que les capacités de production permettent d'alimenter une population d'environ 58 000 habitants annuels. La Communauté de Communes dispose donc des capacités suffisantes pour permettre le développement de Fessevillers sur les 15 prochaines années.



Indicateurs sur le réseau d'eau potable – Source eaufrance.fr

D'après le contrôle réalisé par l'agence régionale de la santé sur la qualité de l'eau en 2019, l'eau distribuée est de bonne qualité et conforme aux critères en vigueur. Étant issue de ressources karstiques, l'eau fait l'objet d'un traitement puis d'une désinfection au chlore gazeux avant d'être distribuée à la population.

En 2019, le rendement du réseau sur le territoire du SIVU de l'eau du plateau Maïchois est de 83.1%, en augmentation par rapport au rendement enregistré sur les années précédentes.

Eau potable - 2019	
Conformité microbiologique de l'eau au robinet	97,50 %
Conformité physico-chimique de l'eau au robinet	91,80 %
Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	115 points
Rendement du réseau de distribution	83,10 %
Pertes en réseau	2,20 m ³ /km/j

Indicateurs sur le réseau d'eau potable – Source eaufrance.fr

Les réseaux divers

Les lignes Moyenne Tension (15 000 ou 20 000 volts) et Basse Tension (380 ou 230 volts) acheminent l'électricité jusqu'au consommateur. Les lignes, les supports et les transformateurs sont la propriété de la Commune, qui, souvent, en confie la gestion à une autorité organisatrice de la distribution. La Communauté de Communes du Pays de Maïche a délégué la compétence distribution publique d'électricité au SYDED (Syndicat d'Énergies du Doubs) qui est un syndicat mixte fermé.

Le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique (SDDAN) adopté par le département du Doubs en 2012 sera révisé fin 2017 afin de remplir 4 objectifs, notamment celui de couvrir par le très haut débit 100% du département du Doubs d'ici à 2024 : *mettre à disposition des usagers des services performants, favoriser la réussite scolaire par le développement du numérique éducatif, contribuer au développement territorial et tirer le meilleur parti de ces technologies pour son efficience interne.*

Couverture actuelle de la commune : plus de 95% des lignes sont éligibles au 2 Mbit/s ⁴

Aucune zone blanche n'est présente sur la commune, toutefois seule la connexion DSL (ADSL ou VDSL) est possible actuellement. La couverture réseau de la commune est matérialisée par 4 opérateurs : Orange, Free, Bouygues, SFR. La présence de chacun varie selon le type de connexion (2G, 3G, 4G).

Le service d'ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères et déchets assimilés est assurée par la Communauté de Communes du Pays de Maïche, elle fait l'objet d'une régie.

La Communauté de Communes a confié l'élimination et le traitement de ces déchets au Syndicat Mixte pour la Prévention et la valorisation des déchets du Haut-Doubs (Préval HD). Ce dernier est un établissement public qui regroupe 7 communautés de communes et un syndicat mixte de collecte des ordures ménagères.

Fessevillers est soumise au tri sélectif individuel. Chaque ménage est équipé d'un bac gris pour les ordures ménagères et d'un bac jaune pour les déchets recyclables, collectés une semaine sur deux les lundis. Chaque commune membre de la Communauté de Communes dispose d'un PAV⁵ pour le recyclage du verre.

⁴ Source : SDAAN du Doubs février 2012 disponible sur arcep.fr

⁵ Point d'apport volontaire



La collecte du textile, linge et chaussures la plus proche se situe à Damprichard (Relais est ou Frip'vie). Les autres déchets sont collectés à la déchèterie de Maïche, accessible sur présentation de la carte d'accès.

Deux fois par ans sur inscription, les encombrants sont ramassés (au printemps et à l'automne).

La déchetterie d'affiliation est celle de Maïche (ouverte en 1991), ouverte tous les jours de la semaine (sauf le dimanche).

Les servitudes d'utilité publique

Plusieurs servitudes affectent l'utilisation des sols sur la Commune. Elles ont été établies dans l'intérêt général. La commune de Fessevillers est concernée par trois types de servitudes d'utilité publique :

- la servitude attachée à la protection des eaux potables : périmètre de protection rapprochée (PPR) et éloignée (PPE) de la source de Blanchefontaine à Goumois.
- la servitude de protection des sites classés ou inscrits au titre des paysages concernant la corniche de Fessevillers à Goumois
- la servitude de protection des édifices classés et inscrits au titre des monuments historiques : église Saint Maurice classée par arrêté du 30 mars 1998.



Quels sont les principaux risques présents sur le territoire ?

Le dossier départemental des risques majeurs

Le dossier départemental des risques majeurs de 2012 recense les risques majeurs propres à chaque commune du Doubs. Fessevillers est soumise à 3 risques potentiels :

- risque sismique de zone 3
- risque fort de mouvement de terrain
- risque de rupture de barrage

D'autres risques naturels sont identifiés et font l'objet d'une présentation plus détaillée dans l'état initial de l'environnement. La carte des risques naturels est reportée en annexes du présent rapport de présentation (avec une échelle permettant une juste information des porteurs de projets). À noter que le recensement des indices karstiques figurant en annexes du rapport n'est pas exhaustif (leur représentation est ponctuelle et des études de sols doivent permettre d'identifier avec plus de précision les contraintes).

Trois sites sont recensés sur la base de données BASIAS permettant d'identifier les anciens sites industriels sur le territoire.



Risques d'inondation

La commune n'est pas soumise à un plan de prévention des risques inondations (PPRI). Toutefois, elle a été touchée par une crue entre le 30 novembre 1882 et le 27 janvier 1883. Fessevillers est soumise au risque de rupture de barrage du Châtelot puisqu'elle se situe dans la zone de proximité immédiate (ZPI), c'est-à-dire que la population doit partir dès que l'alerte est donnée.

L'objectif de prévention des inondations du SDAGE implique :

- D'éviter toute construction en zone inondable, en dehors des zones urbanisées anciennes,
- De déterminer, pour toute nouvelle construction autorisée en zone inondable, les conditions permettant d'assurer la sécurité des personnes et la non-augmentation de la vulnérabilité des biens.

Au titre du Règlement National d'Urbanisme, des prescriptions spéciales peuvent être instituées lors des autorisations d'urbanisme pour prendre en compte les risques. Notamment au sein de ces zones inondables la Direction Départementale des Territoire (dans son Porter à Connaissance) préconise l'interdiction de tout remblaiement et tout endiguement non justifié par un objectif de protection de lieux urbanisés, de type centre urbain ancien.

Risques de mouvements de terrain

Fessevillers est concernée par le risque aléa retrait-gonflement des sols argileux, le risque sismique et des risques d'éboulement ou de glissement de terrain.

L'inventaire est consultable sur le site <http://www.georisques.gouv.fr/> ainsi qu'en annexe du rapport de présentation.

4. ANALYSE URBAINE ET PAYSAGÈRE

Fessevillers est une petite commune rurale implantée à la frontière Suisse et bénéficiant d'un cadre de vie montagnard constitué majoritairement d'espaces agricoles et d'espaces boisés. Le centre-bourg principal s'est construit autour de la RD437B, axe routier qui relie le Goumois à Trévillers.



Profil topographique de Fessevillers (Source : Google Earth) – réalisation DORGAT

Plusieurs écarts de construction sont satellisés sur l'ensemble du territoire dont deux regroupés en hameaux (Montassier Dessous et Les Plains) à l'extrémité Est. Les principaux écarts de constructions sont sur les lieux-dits suivants : Derrière le Mont, La Charrette du bas, La Charrette du haut, Sur le Mont, Les Seignes.



Quelle est la structuration actuelle du village ?

Le centre bourg

Le bourg de Fessevillers est regroupé autour de la RD437B notamment autour de la rue de Cernier d'Embret et de la rue du Bas. Il regroupe les principaux équipements de la Commune (mairie, salle communale, église, gîte d'étape) ainsi que le bâti ancien caractéristique.

Des constructions récentes sont implantées dans le lotissement rue Edmond Voissard situé du côté de l'entrée de ville depuis Trévillers. Ces nouvelles constructions permettent de redynamiser le bourg de la commune sans porter atteinte à son authenticité.

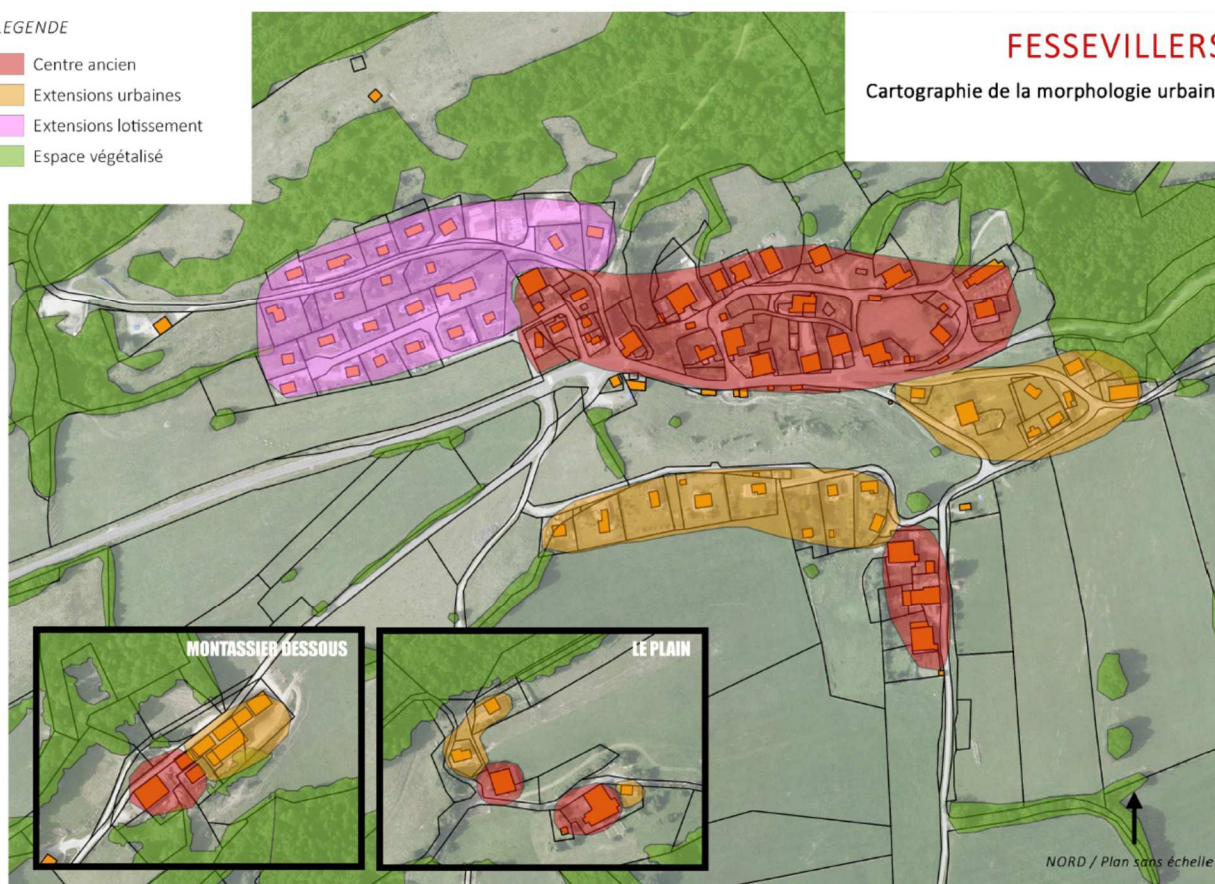
LEGENDE

- Centre ancien
- Extensions urbaines
- Extensions lotissement
- Espace végétalisé

FESSEVILLERS

Cartographie de la morphologie urbaine

Source BDORTHO et BDPARCELAIRE communale / Réalisation DORGAT



Les caractéristiques topographiques présentes au sein du bourg ont contribué à son morcellement, de sorte que deux entités se sont formées, la route qui dessert les premières constructions au Sud du territoire porte même le nom de « sur la Côte ».

L'importance du relief est mise en valeur à travers la préservation de cet espace et permet d'offrir un espace de respiration. Toutefois, l'aménagement d'un premier rang de construction et la traversée très restreinte des villageois contribuent à augmenter la vitesse des automobilistes qui traversent le village.

Le développement urbain du territoire s'est fait par extension dans le cadre de l'aménagement d'opération d'urbanisme à l'Ouest du bourg et principalement par l'aménagement des dents creuses, de sorte que l'emprise urbaine se trouve très peu modifiée dans sa cohérence globale. L'approche de l'évolution morphologique permet de mettre en avant que le patrimoine bâti ancien de la Commune est relativement bien préservé, ce qui est corroboré avec l'approche socio-démographique qui met en avant une prédominance du bâti ancien sur la Commune.

Les hameaux

Le hameau du Plain situé au nord est du bourg de Fessevillers est au cœur d'un espace boisé. Son accessibilité par le bourg se fait par la rue du Goumois (D 437B) en passant par la Charotte du bas. Au droit de cette construction, une fourche permet de desservir à droite la rue du Plain (qui mène au hameau du Plain) et à gauche la rue de Montsacrier.

Composé d'environ 6 constructions, ce hameau a une vocation principale d'habitat avec la présence d'une ancienne chapelle. Les constructions récentes s'intègrent en continuité immédiate du bâti ancien composant le cœur ancien du Hameau. Tout comme pour le bourg, et pour l'ensemble des constructions du territoire d'une manière générale, les constructions anciennes sont bien préservées et constituent la base du patrimoine bâti recensé lors de la réalisation de la carte d'état-major de 1820.

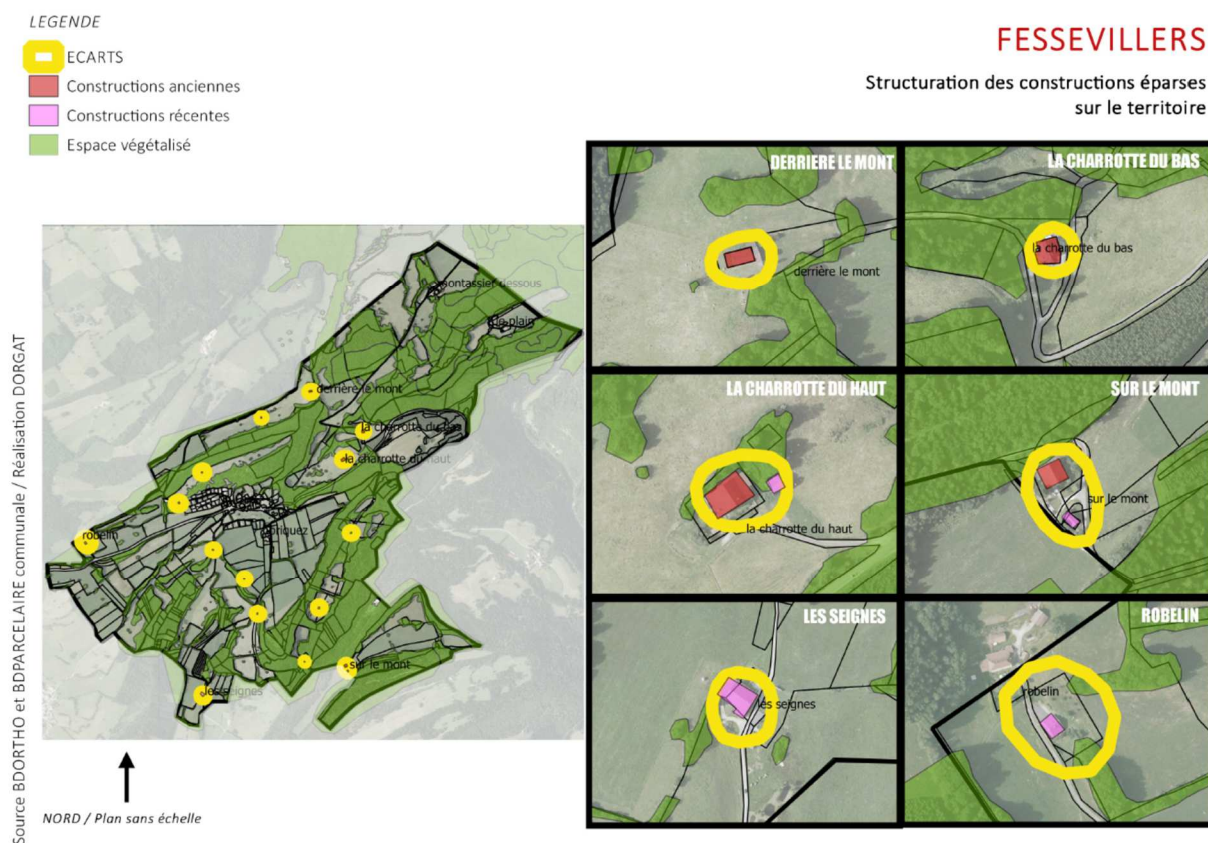


Le hameau de Montassier Dessous est situé au nord de la commune, il est accessible par la Charotte du Bas via la rue du Montsacrier. Une habitation relativement éloignée et une exploitation agricole sont

implantées dans cette rue. Une table d'orientation offre un point de vue sur les massifs montagneux. L'extension de ce hameau s'est faite en continuité immédiate de la construction ancienne répertoriée sur la carte de l'Etat-major, elle témoigne du développement des constructions agricoles sur le territoire (l'extension étant un bâtiment à vocation agricole).



Comme précisé préalablement, certaines constructions éparses ponctuent les paysages du territoire, certaines constituent le patrimoine bâti ancien de la commune, alors que d'autres sont beaucoup plus récentes.



A noter, contrairement aux constructions anciennes du bourg et des hameaux, que certaines bâtisses identifiées sur la carte de l'état-major ont aujourd'hui disparues, probablement à cause de leur éloignement des emprises urbaines.



Quelles sont les composantes architecturales et paysagères de la trame urbaine ?

L'analyse de la composition du bâti permet de mettre en évidence les éléments architecturaux et bâtis prépondérants sur le territoire. Il est rappelé que la majeure partie des constructions présente un caractère ancien et dense.

La tendance paysagère est en grande partie minérale de par la forme imposante des constructions (grandes bâtisses), les éléments végétalisés et arborés qui composent le bourg sont principalement des végétations de fond de parcelles difficilement délimitées par rapport au domaine public.

Deux tendances architecturales se distinguent donc :

- la présence de grand corps de ferme, monofonctionnel ou pas
- l'édification de constructions pavillonnaires plus récentes dans les parties d'extensions récentes

Les caractéristiques architecturales du bâti ancien

Analyser les constructions anciennes au seul regard de leur année de construction ne semble pas pertinent pour identifier les caractéristiques architecturales prédominantes des constructions anciennes et ce pour deux raisons :

- La stabilité des techniques de constructions anciennes qui a très peu évolué
- L'adaptation de l'architecture à la fonctionnalité des constructions (corps de ferme)

Il apparaît globalement que l'habitat ancien est caractérisé par deux formes de constructions :

Les **anciens corps de fermes** qui se composent de constructions à fortes emprises, denses, avec des bases en pierres bardées sur les niveaux supérieurs. Les toitures sont à larges pans de façon à pouvoir entreposer les fourrages nécessaires à l'alimentation des animaux de pâtures. La pente se fait douce pour maintenir le manteau neigeux en hiver, contribuant à l'isolation des constructions. Les façades sont composées de plusieurs percées dont une large entrée principale constituée d'un arc souvent en plein cintré ou en anse de panier.



Les **anciennes maisons de maîtres** d'architecture franc-comtoise composées de plusieurs niveaux érigés sur une base carrée ou rectangulaire. Principalement conçues comme résidences monofonctionnelles (contrairement aux anciens corps de fermes qui étaient conçus pour loger les familles, les animaux et le fourrage), elle présente une hauteur supérieure avec 1 ou 2 niveaux habitables (avec parfois 1 niveau sous combles). Leurs façades sont composées de multiples percements avec des agencements caractéristiques aux formes rectangulaires.

Les équipements publics se situent également dans le centre où l'on retrouve l'église, la mairie...



Les caractéristiques architecturales des constructions plus modernes

La densification du bourg s'est principalement faite à la sortie de Fessevillers en direction de Trévillers. Il s'agit d'un lotissement constitué d'habitations modernes pour la plupart. L'urbanisation s'est faite en

dehors du bourg, ce qui traduit soit une absence d'espaces interstitiels dans le bourg soit une topographie qui ne permet pas de réaliser de nouvelles constructions.

L'architecture de ces nouvelles constructions répond à l'évolution des modes de vie (étages, surface de jardin suffisante pour y implanter des équipements). Le choix des matériaux employés a également été revu (absence de bois sur les façades). Les clôtures sont davantage présentes dans les habitations du lotissement si l'on compare avec les habitations du centre-bourg.



Les composantes paysagères

Le territoire communal est principalement composé de terres agricoles et d'espaces forestiers qui structurent le territoire et contribuent au cadre de vie des habitants.



Point de vue sur les valons boisés - Source : DORGAT

L'ensemble de ses espaces façonne le territoire et offre des perspectives visuelles plus ou moins ouvertes en fonction du relief. Ainsi, pour exemple depuis la rue d'Urtière, les espaces boisés apparaissent en arrière-plan et Fessevillers au premier plan. La forêt en arrière-plan témoigne du caractère vallonné du territoire communal.

Les éléments qui s'imposent dans le paysage de Fessevillers :

- La topographie (pentes)
- Les espaces boisés et agricoles
- L'urbanisation

Globalement les espaces urbanisés de la Commune, que ce soit le Bourg, les Hameaux ou les écarts de constructions apparaissent bien intégrés dans leur environnement paysager respectif. L'épannelage, les

composantes architecturales, ainsi que la hauteur et les aisances végétalisées composent avec le relief pour créer un ensemble urbain homogène.



Les composantes montagnardes du territoire, et notamment la présence des terres de pâtures qui créées des ouvertures visuelles contribuent à multiplier les perspectives sur l'ensemble du territoire. Les barrières ou points d'appels limitant ces diverses perspectives sont limités et se composent principalement des éléments arborés du territoire.

L'ensemble de ces barrières visuelles participent à la dynamisation du paysage et constituent des éléments positifs qui en font sa richesse, elles participent à leur dynamisation, et offrent des points de repères non négligeables.



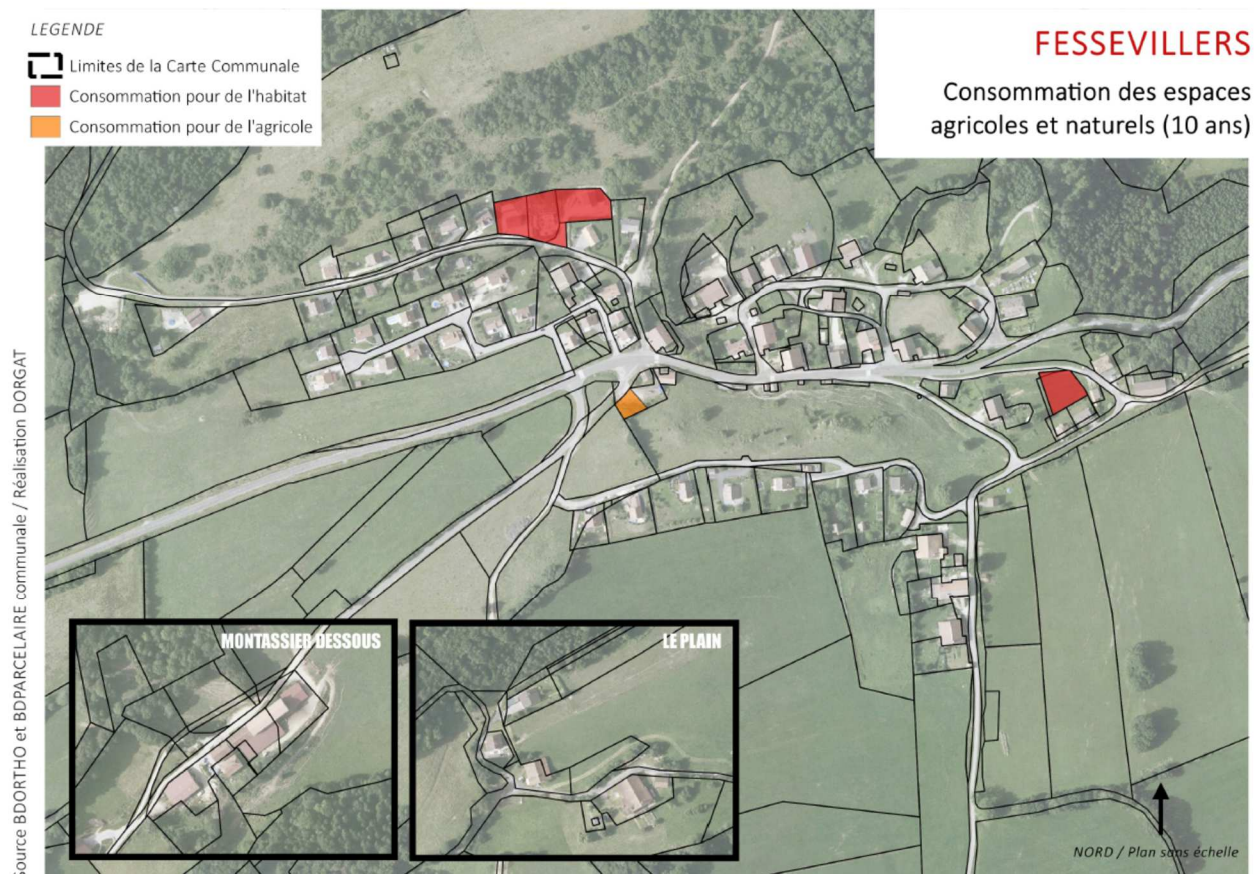
Quelle est la consommation foncière du territoire enregistrée ces dix dernières années ?

L'appréhension du phénomène d'urbanisation entre 2008 et 2019 s'est faite par le biais d'analyses cartographiques permettant de repérer l'implantation de nouvelles constructions et, de manière plus générale le changement d'affectation des sols. Elle se base également sur le relevé des autorisations d'urbanismes transmises par la Commune sur cette période.

Dans la mesure du possible, l'artificialisation des espaces a été intégrée dans le calcul de la consommation foncière (exemple : dans le cas d'une opération de lotissement, les surfaces affectées aux voiries et au stationnement ont été intégrés dans le calcul de la consommation foncière).

Trois précisions terminologiques sont apportées ici afin de bien appréhender l'analyse :

- La consommation d'espace effective englobe toute surface de terre sur laquelle est réalisé un « aménagement » ne permettant pas d'envisager un retour rapide et aisé de la parcelle vers son statut initial sans faire appel à des travaux plus ou moins conséquents de remise en état. (Définition issue de l'INSEE) ;
- Les « espaces agricoles » sont définis comme l'ensemble des espaces productifs, excluant les terres en friche. Cette définition est similaire à la notion de Surface Agricole Utile (SAU) ;
- Les « espaces naturels » sont définis ici comme des espaces non artificialisés, non agricoles ou forestiers non exploités.



Depuis 2010, le territoire n'a enregistré qu'une légère consommation de terres agricoles et naturelles, 400 m² à vocation agricole et 4 540 m² à vocation d'habitat, soit un total d'environ 0.5 hectares. Toutes ces consommations sont regroupées au sein du bourg.

5. Quelles sont les capacités de renouvellement de la trame urbaine ?



Quelle est l'emprise de la partie actuellement urbanisée ?

À titre liminaire, il est rappelé que la notion de Partie Actuellement Urbanisée n'a pas de définition juridique encadrée, cette dernière est éclairée par les différentes jurisprudences qui ont définies un nombre de critères à prendre en compte dont : la notion de contiguïté ou de proximité immédiate, l'existence de terrain voisin déjà construits, le type d'urbanisation et d'habitat du secteur.

Ainsi, la jurisprudence permet d'écarter de la définition de la PAU « des terrains formant un compartiment nettement distinct d'une zone urbanisée, bien qu'un des terrains jouxte des parcelles supportant des constructions et formant un espace naturel homogène – CE-18-10-200-G.Turbe- ». Cette jurisprudence s'applique en matière de sauvegarde de l'activité agricole qui implique que les « vastes » ensembles agricoles situés au sein du bourg ne soient pas scindés.

Le tracé de la Partie Actuellement Urbanisée (telle que retenue au titre de la Carte Communale pour la délimitation des zones constructibles) s'appuie sur le parcellaire existant ou au plus près des constructions pour limiter le mitage du territoire et conserver la forme bien compacte du bourg (en limitant le développement de l'urbanisation le long des axes de circulation).

La définition de la Partie Actuellement Urbanisée est un travail préalable à la définition des capacités de renouvellement et de l'emprise des futures zones constructibles. Globalement, la limite de la PAU permet de préserver la qualité paysagère du village, formant un front bâti homogène et délimitant clairement la séparation entre espace naturel, agricole et espace urbain. Le tracé s'appuie sur les rues existantes pour éviter d'étendre la zone constructible au-delà des voies et ainsi contribuer à l'équilibre des fronts bâti perceptibles depuis les entrées de ville.

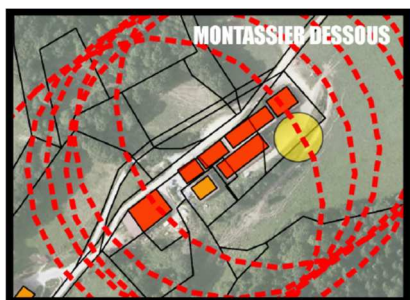
Une réponse ministérielle du 16/02/2012 permet également de préciser que l'appréciation de la PAU fait appel à un faisceau de critères. L'appréciation du caractère urbanisé d'un secteur dépend étroitement des circonstances locales, notamment du type d'habitat, dense ou plus diffus que l'on trouve dans les environs, de la distance par rapport aux constructions les plus proches, mais aussi en fonction de la protection de l'activité agricole ou du paysage, de la desserte par des équipements, de la topographie des lieux et des éléments qui marquent les limites de l'urbanisation. Cette notion est laissée à l'appréciation de l'autorité locale, sous le contrôle du juge.

Globalement, la limite de la PAU permet de préserver la qualité paysagère des entrées de bourg, formant un front bâti homogène et délimitant clairement la séparation entre espace naturel ou agricole et espace urbain. Le tracé s'appuie sur les rues existantes pour éviter d'étendre la zone constructible au-delà des voies et ainsi contribuer à l'équilibre des fronts bâti perceptibles depuis les entrées de ville.

La définition de la Partie Actuellement Urbanisée est un travail préalable à la définition de l'emprise des futures zones constructibles. Sur le territoire de FESSEVILLERS, la partie actuellement urbanisée est restreinte au bourg et au hameau « Le Plain ».

Définition de la partie actuellement urbanisée sur les hameaux et écarts de constructions :

Les écarts de constructions présents sur le territoire sont écartés de la partie actuellement urbanisée dans le sens où ils présentent pour la grande majorité qu'une ou deux constructions. Les différentes directives départementales s'entendent à identifier sous le terme « hameau » un regroupement de minimum 4 bâtiments d'habitation ou d'activités distants de moins de 50 mètres, les bâtiments annexes ou ceux liés à l'agriculture n'étant pas pris en compte.



La question s'est posée pour les deux hameaux présents à l'Ouest et celui de Montassier Dessous a été écarté au regard de la vocation principalement agricole du site, la prédominance des bâtiments agricoles ayant été mise en avant lors de la réunion agricole (localisés sur l'extrait de carte ci-contre). En effet, sur ce hameau regroupant plusieurs bâtiments, seules deux constructions enregistrent une vocation d'habitat, l'une des deux constructions constitue le logement du propriétaire agricole exploitant et la seconde est implantée à plus de 100 mètres des bâtiments.

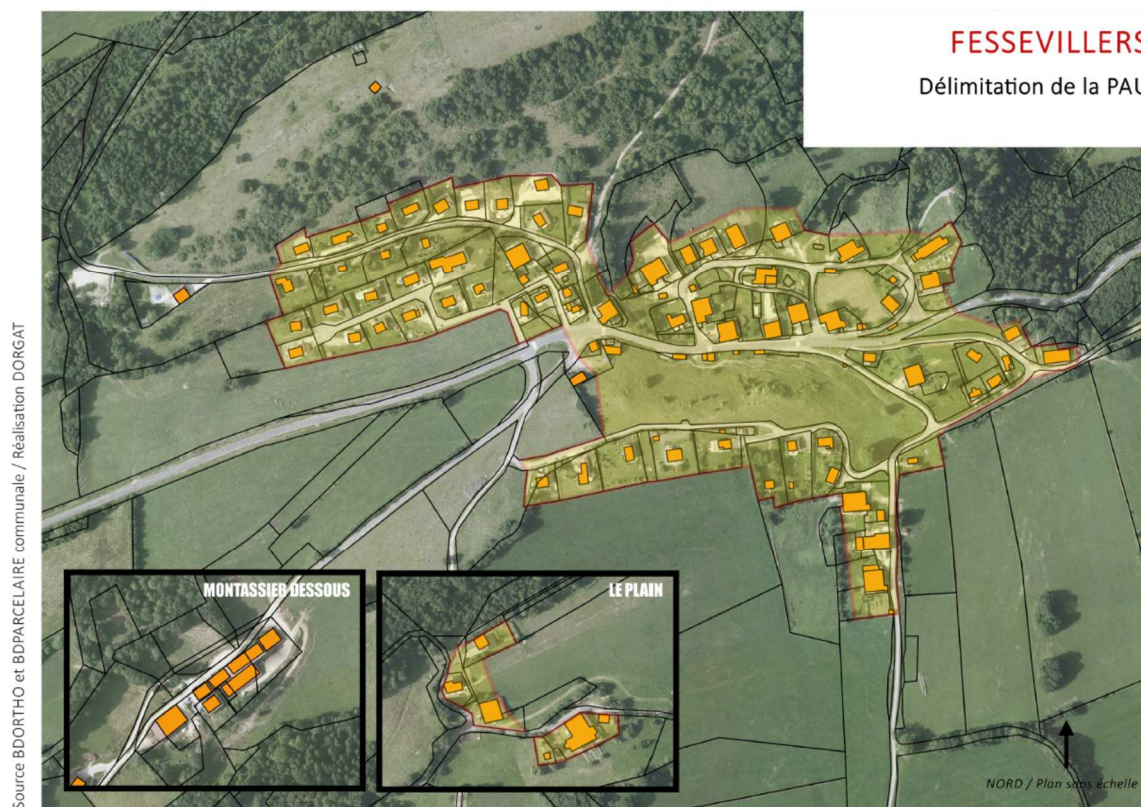
Pour le second hameau « Le Plain » la détermination de la partie actuellement urbanisée répond aux contours dressés par les directives, comme exposés précédemment. Ainsi, ce hameau regroupe 4 constructions présentant une vocation d'habitat, globalement proches les unes des autres. Le tracé de la PAU s'appuie sur le parcellaire existant lequel est séparé en deux par la Rue du Plain. Il ne s'agit pas là de tracer les contours précis des constructions existantes mais bien de définir l'emprise de la PAU susceptible à l'heure actuelle d'accueillir un projet de construction, c'est pourquoi une partie de la parcelle 0128 se trouve inscrite au sein de l'emprise (présentant une accessibilité potentielle depuis la Rue du Plain et la Rue des Genevriers.



Vue sur l'espace interstitiel sur le Hameau « Le Plain ».

Définition de la partie actuellement urbanisée du bourg :

Sur le bourg centre l'emprise de la partie actuellement urbanisée répond aux mêmes principes : contiguïté, desserte par les équipements, constructions groupées. Le tracé précis de la PAU tient toutefois compte des contraintes spécifiques du territoire et notamment de la topographie qui impacte les parcelles 0377, 0176 et 0431.



Source BDORTHO et BDPARCELLAIRE communale / Réalisation DORGAT

La prise en compte des enjeux écologiques et environnementaux, ainsi que de la préservation de l'activité agricole fondent également la justification du tracé de la PAU. Ainsi, en plus de présenter des contraintes topographiques majeures, les parcelles exclues de la PAU présentent des enjeux spécifiques mis en avant lors de l'état initial de l'environnement :

- Préservation des chemins agricoles : *confère carte du diagnostic agricole*
- Prise en compte des contraintes environnementales (présence de pelouses calcaires et de milieu forestier) : *Confère carte Paysage naturel*
- Préservation des corridors (coupure naturelle) : *confère carte Trame verte et bleue*
- Prise en compte des perspectives visuelles (point de vue) : *confère carte Paysage naturel*
- Intérêts écologiques identifiés sur le territoire (*confère carte diagnostic écologique*).

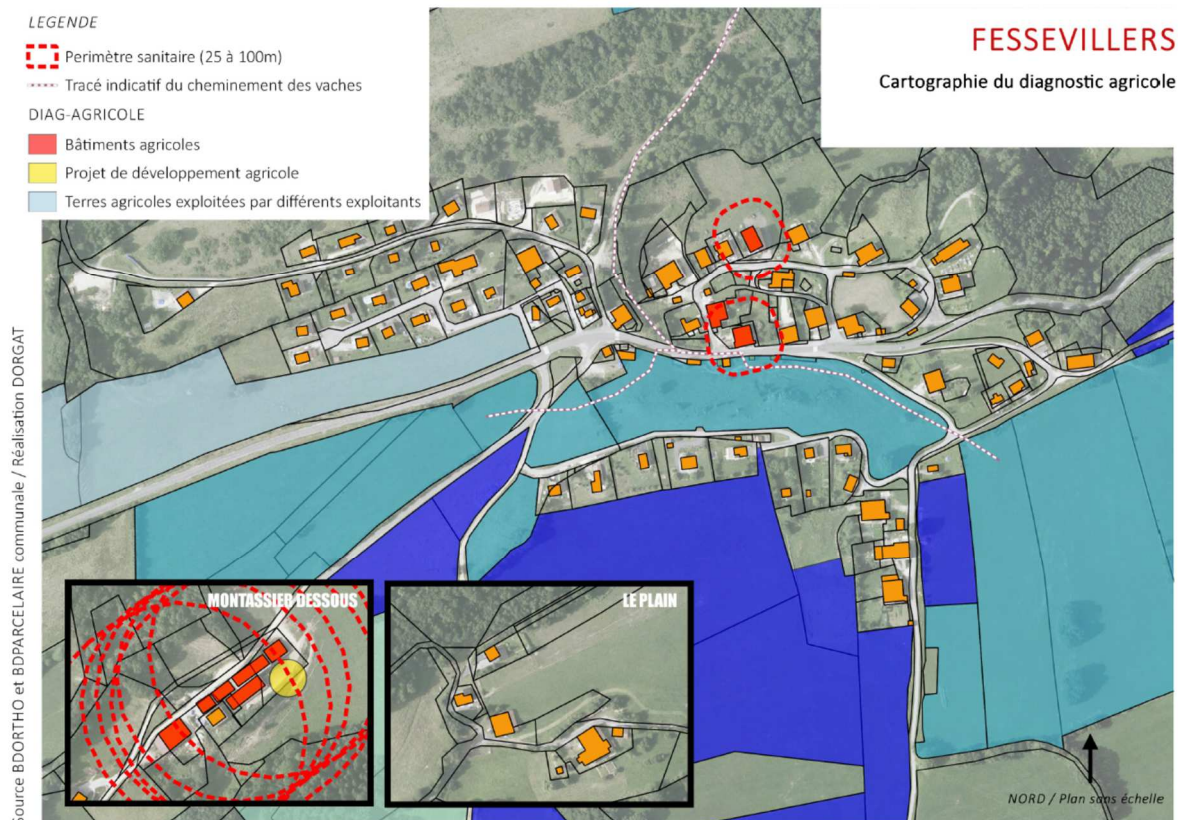
Les principes ayant été posés il convient de préciser davantage les choix ayant conduit à l'exclusion de certaines emprises plutôt qu'à la justification générale des parcelles incluses (suivi du tracé du parcellaire).

- Au nord de la Rue de Cernier d'Embert, le tracé de la PAU exclue les parcelles 0432 et 0433 en ce qu'elles sont plus rattachables au couvert semi-forestier présent au Nord qu'à l'emprise urbaine à proprement parlé.
- Au Nord-Ouest, une partie de la parcelle 0030, bien que non construite, est incluse au sein de la PAU en ce qu'elle est bordée par des constructions existantes et directement raccordable aux voies et réseaux existants (notamment la Rue de l'Eglise).
- À l'Ouest, la parcelle 0108 est exclue de la PAU au regard de ses contraintes parcellaires (parcelle en point à l'angle de deux voies) et de sa localisation (proximité du carrefour entre la Rue de la Fromagerie et la Rue de Goumois). Son urbanisation pourrait engendrer des risques de sécurité en réduisant les perspectives visuelles depuis ces deux axes.
- Au sud de la départementale, le long de la Rue d'Urtière, le tracé de la PAU ne suit pas les limites parcellaires pour les parcelles 0094, 0093, 0092 et 0090 pour préserver la haie existante. Le tracé de la PAU tel que retenu offre des possibilités d'extensions ou de création d'annexe mais préserve le couvert végétal mis en avant lors de l'état initial de l'environnement.



Quels sont les espaces potentiellement mobilisables pour du logement ?

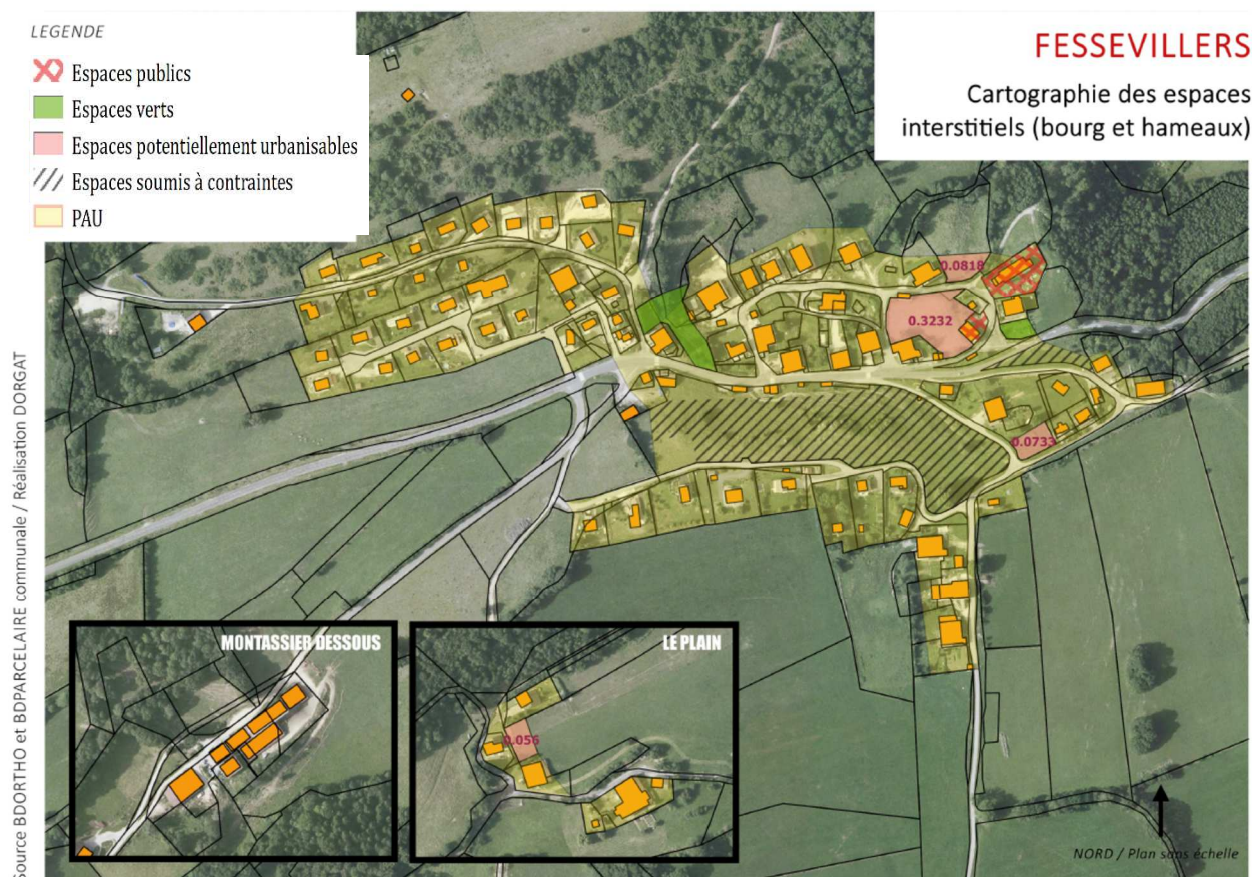
La détermination des espaces interstitiels s'est effectuée au regard de la partie actuellement urbanisée et des contraintes spécifiques du territoire (protection de l'activité agricole, espaces boisés et topographie). Ainsi, deux espaces soumis à des contraintes et non comptabilisés dans l'emprise de la Partie Actuellement Urbanisée n'ont pas été pris en compte dans le calcul des possibilités de renouvellement, principalement pour leurs contraintes topographiques (forte pente) et les besoins de préservation de l'activité agricole (pour mémoire passage des bovins).



Un recensement des espaces interstitiels du bourg et des hameaux a permis de mettre en évidence les espaces pouvant accueillir du logement potentiel et ceux ayant une vocation spécifique tels que le stationnement, l'espace public, les équipements où les terrains à vocation agricole ou grevés de servitudes agricoles (périmètre sanitaire).

L'ensemble des gisements fonciers identifiés constituent des fonds de jardins sans contraintes d'accessibilité particulières, ils peuvent être aménagés individuellement et sont directement desservis par les réseaux et les axes de circulations.

À noter que la taille des espaces n'est pas limitée. Ainsi, à partir de la carte ci-dessous, la surface de chaque espace interstitiel potentiellement affectable à de l'habitat a été mesurée et une densité de 12 logements à l'hectare a été appliquée aux espaces interstitiels. L'ensemble des espaces cumule une emprise d'environ 0.5 hectares, soit un potentiel de 6 logements.



Les élus ont fait le choix d'établir une carte communale, cette dernière n'offre donc pas les moyens d'encadrer le développement des zones et notamment de « contrôler » l'application de la densité. Aussi, pour tenir compte de la mixité des vocations admises -habitat, agricole, activités, équipements, ainsi que d'une rétention foncière éventuelle, un ratio de 30% peut être appliqué, portant le nombre de logements réalisables au sein des espaces interstitiels du bourg à 4 logements environ.

La capacité théorique estimée est d'environ 4 logements.

6. LES PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES

Les prévisions d'évolution ci-dessous, basées sur les chiffres et taux d'évolution du rapport de présentation, aideront à projeter l'évolution future de Fessevillers aux environs de 15 ans.

En outre, ces prévisions permettront de mettre en avant le lien entre l'accroissement naturel et total de la population et le nombre de logements présents sur la Commune. À savoir que la population ne peut s'accroître que si l'offre de logement sur la Commune est suffisante et adaptée.

Les projections qui suivent sont des illustrations, des outils, établis lors du diagnostic et qui servent aux élus dans la définition de leur projet de développement, pour « placer » leurs objectifs démographiques au-dessus, à égalité, ou en dessous des projections.

La décision leur appartient, dans la limite du respect des principes législatifs d'équilibre, de consommation modérée des espaces agricoles et naturels, afin de limiter au maximum l'impact du développement humain sur l'environnement et l'activité agricole.

Il ne s'agit là que d'hypothèses basées sur certains postulats. Si les partis pris ou les postulats changent, les résultats pourront être modifiés en conséquence. En l'occurrence, l'analyse des capacités de création de logement dans le bourg est imposée par les principes de renouvellement urbain et de gestion économe des sols établis dans les lois Grenelle de 2009 et 2010. Ces principes sont ensuite appliqués et modulés en fonction d'une bonne connaissance du bourg et de ses situations particulières, rendue possible par l'établissement du diagnostic et le dialogue avec les élus locaux.

Les chiffres à une ou deux unités près n'ont aucun intérêt. La Carte Communale établit un projet de développement durable et se sont donc des ordres de grandeurs qui sont recherchés ici, d'où le souci de toujours arrondir les résultats.



Quelles sont les projections de population envisageables et leurs conséquences en termes de besoin en logements ?

Afin de déterminer une projection d'évolution de la population aux horizons 2030-2035, il est possible de projeter le taux d'évolution moyen constaté lors des derniers recensements.

Sachant que les deux dernières enquêtes de recensement sont réparties sur 15 ans, il est recommandé de calculer l'évolution de la population sur une période d'au moins 15 ans, ce qui correspond à la durée de vie d'une Carte Communale. La base de calcul est la population communale de 2017 (158 habitants).

Il s'agit de définir le nombre de logements nécessaires à l'accueil des nouveaux habitants via plusieurs calculs qui aboutiront à une estimation du nombre de logements à bâtir, une fois qu'auront été pris en compte les capacités de création de logements déjà existantes dans le bourg actuel par la réhabilitation, la mobilisation de la vacance, l'aménagement des gisements fonciers...

Ce calcul aboutira à une estimation du nombre de logements à bâtir, une fois qu'auront été pris en compte les capacités de création de logements déjà existantes dans le bourg actuel par la réhabilitation de la vacance, l'aménagement des espaces interstitiels...

Le desserrement de la population

En premiers lieu il convient d'anticiper la prise en compte du desserrement de la population, fait national déjà constaté depuis plusieurs années sur la Commune. Le desserrement des ménages influe sur les projections en ce qu'il conduit à la réalisation de plus de logements pour loger un même nombre de personnes et qu'il s'accompagne d'une augmentation de la surface habitable par habitant.

En 2020, le nombre de résidences principales est estimé à 69. Ainsi il serait nécessaire de créer 7 nouveaux logements pour permettre le maintien de la population, afin de compenser le desserrement des ménages pour la population actuelle.

Les ménages de Fessevillers comptent 2.3 personnes en moyenne en 2017, toutefois la commune étant largement impactée par le phénomène de desserrement de ménages, il est nécessaire de le prendre en compte dans les projections car cela influe sur les projections d'évolution du nombre de logements en ce que :

- Il conduit à la réalisation de plus de logements pour un même nombre de personnes
- Il s'accompagne d'une augmentation de la surface habitable par habitant

Les capacités de renouvellement :

Deuxièmement, outre le calcul du nombre de constructions à réaliser pour tenir compte du desserrement des ménages, il convient de prendre en compte la possibilité de création de logements mobilisables au sein de la trame urbaine de la Commune, via :

- 6 logements vacants sont recensés en 2017 sur la Commune. Toutefois, les élus confirment que les logements vacants ont été vendus et que seul 1 logement reste mobilisable au titre de la vacance sur la Commune. Il n'y a pas de potentiel de mutation ou de réhabilitation mobilisable.
- Les espaces interstitiels ou gisements fonciers. À ce titre, un recensement des espaces interstitiels du bourg a permis de mettre en évidence les espaces pouvant accueillir du logement potentiel et ceux ayant une vocation spécifique admettant un potentiel de 4 logements mobilisables au titre du renouvellement.

Les besoins en termes de surface à ouvrir à l'urbanisation :

Compte tenu des postulats précédents, différentes hypothèses permettent de mettre en avant les simulations de surfaces à ouvrir à l'urbanisation en fonction de différents objectifs démographiques sur lesquelles les élus pourront s'appuyer pour définir les besoins qui seront traduits au sein de la Carte Communale.

Le développement de la commune doit être maîtrisé, c'est-à-dire que l'urbanisation ne doit être ni trop forte ni trop faible. L'accueil de nouveaux habitants est la pierre angulaire de ce développement, permettant de pallier au phénomène de vieillissement de la population constaté sur la commune. Toutefois, le renouvellement démographique ne doit pas être trop important puisque la commune pourrait ne pas être en mesure d'accueillir un afflux de nouveaux habitants trop important.

Les projections suivantes calculées avec la densité de 12 logements par hectare, elles s'articulent autour des projections constatées ces dernières années. Ces projections ne sont que des hypothèses, néanmoins elles permettent d'anticiper les évolutions à venir.

Il s'agit désormais aux élus de fixer leur politique de développement. Le développement de la commune doit être maîtrisé, c'est-à-dire que l'urbanisation ne doit être ni trop forte ni trop faible. L'accueil de nouveaux habitants est la pierre angulaire de ce développement, permettant de pallier au phénomène de vieillissement de la population constaté sur la commune.

Toutefois, le renouvellement démographique ne doit pas être trop important puisque la commune pourrait ne pas être en mesure d'accueillir un afflux de nouveaux habitants trop important.

Objectif de croissance démographique 2035	0,5% / an	1% / an	1,5% / an
Données d'entrée			
Population 2020	158	158	158
Résidences principales 2020	69	69	69
Taux d'occupation 2020	2,3	2,3	2,3
Taux d'occupation projeté 2035	2,1	2,1	2,1
Objectif démographique 2035	170	183	198
Accueil de populations nouvelles	12	25	40
Besoin théorique en nouveaux logements			
Nombre de logements nécessaires pour le maintien de la population	7	7	7
Nombre de logements nécessaires pour l'accueil de nouveaux habitants	6	12	19
Besoin théorique total	12	19	25
Renouvellement			
Logements vacants	1	1	1
Réhabilitations	0	0	0
Espaces interstitiels	4	4	4
Total	5	5	5
Extension			
Nombre de logements en extension (densité brute 12 lgt/Ha)	7	14	20
Besoin en extension en ha	0,62	1,14	1,70

7. LES CHOIX RETENUS



Quels sont les objectifs poursuivis et le parti d'aménagement ?

Rappel du contexte législatif et réglementaire

À titre liminaire, il est rappelé que la Commune de Fessevillers est soumise aux dispositions du Règlement National d'Urbanisme, étant non couverte par un document d'urbanisme.

Les études de diagnostic ont permis de mettre en avant que le manque d'offre de terrain à bâtir ne permet pas l'accueil d'une population et de facto le maintien de l'équilibre démographique de la Commune. C'est pourquoi la présente procédure d'élaboration de carte communale s'inscrit dans une démarche d'encadrement et de maîtrise du développement de l'urbanisation au regard des enjeux de protection, de préservation et de mise en valeur des espaces naturels (tant agricoles, que forestiers) qui composent le territoire et qui contribuent à son attractivité.

Cette procédure est réalisée en cohérence avec le contexte législatif et réglementaire et notamment avec les lois Grenelle, ALUR et Montagne entre autres. Ces dernières renforcent la nécessaire préservation des espaces naturels ci-avant évoqués et encadrent le développement urbain des territoires dans un objectif de modération de la consommation de l'espace et de densification des espaces urbanisés.

L'élaboration du document d'urbanisme permettra également à la commune de maîtriser le développement démographique de la population et d'encadrer l'implantation des futures constructions

au regard des objectifs ci-avant énoncés. Les analyses socio-démographiques préliminaires témoignent d'une commune attractive, relativement jeune, soumise à un phénomène de vieillissement pressenti. Il convient donc de permettre l'accueil de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants pour conforter l'équilibre démographique. L'offre encadrée de terrains à bâtir permettra également de répondre à la demande à laquelle ne peut faire face la Commune eu égard aux contraintes législatives imposées par le Règlement National d'Urbanisme et la Loi Montagne. Il s'agit plus spécifiquement d'orienter le développement urbain du territoire vers une politique de développement modéré en privilégiant le renouvellement des espaces urbains avant le développement en extension, et la prise en compte des capacités des réseaux et équipements.

Pour ce faire la Commune souhaite élaborer une Carte Communale qui permettra, sur le territoire, de délimiter les zones constructibles qui seront soumises au Règlement National d'Urbanisme. Ces zones constructibles seront définies en cohérence avec la partie actuellement urbanisée du territoire et les besoins de développement précisés dans le cadre des études de diagnostic. Le reste du territoire sera quant à lui classé en zone non constructible et soumis à un régime de constructibilité encadré par le Code de l'Urbanisme, permettant notamment le développement des constructions existantes (changement de destination, adaptation, réfection et extension), la création de constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou de services publics, à la mise en valeur des ressources naturelles ou à l'exploitation agricole ou forestière.

En effet, au regard de l'article L.161-4 du Code de l'Urbanisme, le plan de zonage de la carte communale *« délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. »*

Il est également rappelé que conformément à l'article L.161-2 du Code de l'Urbanisme, *« la carte communale précise les modalités d'application de la réglementation de l'urbanisme prises en application de l'article L.101-3 »* du même code.

En effet, contrairement aux plans locaux d'urbanisme, les cartes communales sont dépourvues de règlement : ce sont les dispositions du règlement national d'urbanisme qui s'appliquent, codifiées aux articles L.111-1 à L.111-25 et R.111-1 à R.111-51 du Code de l'Urbanisme.

Les choix de développement qui sont effectués dans le cadre de cette élaboration s'inscrivent dans l'équilibre entre un développement urbain maîtrisé et une utilisation économe de l'espace, conformément aux articles L.101-1 à 3 du Code de l'Urbanisme.

Le projet communal

Conformément à l'article R.161-2 du Code de l'Urbanisme, le présent rapport de présentation :

- *« analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique,*
- *explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L.101-1 et L.101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations,*
- *évalue les incidences des choix de la Carte Communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ».*

Ainsi, outre l'objectif précité de mise en compatibilité législative et réglementaire, la Commune s'est donnée plusieurs autres objectifs lors du lancement de la procédure :

- « Encadrer et maîtriser le développement de l'urbanisation au regard des enjeux de protection, de préservation et de mise en valeur des espaces naturels (tant agricoles que forestiers) qui composent le territoire et qui contribuent à son attractivité.
- S'inscrire en cohérence avec le contexte législatif et réglementaire et notamment avec les lois Grenelle, ALUR et Montagne entre autres.
- Permettre l'accueil de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants pour conforter l'équilibre démographique.
- Orienter le développement urbain du territoire vers une politique de développement modéré en privilégiant le renouvellement des espaces urbains avant le développement en extension, et la prise en compte des capacités des réseaux et équipements. »

Le projet communal traduit par le présent document s'inscrit dans le respect du contexte législatif et réglementaire. La Commune est soumise à un projet de SCOT, toutefois l'avancée des études ne permet de retenir les principaux enjeux que pourraient porter ce document, toutefois le projet des élus n'est pas un projet ambitieux dans le sens où les contours des zones constructibles sont définis en continuité immédiate sur l'emprise de la partie actuellement urbanisée avec une emprise en extension on ne peut plus modérée pour les 15 prochaines années.

Le parti d'aménagement défini par la Commune dans le cadre de la l'élaboration de la Carte Communale est le suivant.

Encadrer et maîtriser le développement de l'urbanisation au regard des enjeux de protection, de préservation et de mise en valeur des espaces naturels (tant agricoles que forestiers) qui composent le territoire et qui contribuent à son attractivité.

La Commune souhaite poursuivre un développement maîtrisé de son territoire et de sa population, de manière à renouveler sa composition, à maintenir un équilibre social et générationnel sur son territoire, tout en préservant celui-ci, le cadre de vie qu'il apporte aux habitants et les ressources naturelles et agricoles présentes.

Dans cette optique, la Commune a choisi de baser son projet sur un rythme de croissance positif de la population, alors que celui observé durant les quinze dernières années était négatif (-1.7%). À l'horizon 2035, le scénario de développement retenu prévoit ainsi un taux de croissance annuel de 0.91%. Il correspond à un objectif démographique de 181 habitants, représentant l'accueil d'environ 23 nouveaux habitants, soit moins une vingtaine de nouveaux logements.

FESSEVILLERS - Simulation d'objectif démographique et de surfaces ouvertes à l'urbanisation	
Taux de croissance annuel en %	0,91
Données d'entrée	
Population 2020	158
Résidences principales 2020	69
Taux d'occupation 2016	2,3
Taux d'occupation projeté 2035	2,1
Objectif démographique 2035	181
Accueil de populations nouvelles	23
Besoin théorique en nouveaux logements	
Nombre de logements nécessaires pour le maintien de la population	7
Nombre de logements nécessaires pour l'accueil de nouveaux habitants	11
Besoin théorique total	18
Renouvellement	
Logements vacants	1
Réhabilitations	0
Espaces interstitiels	4
Total	5
Extension	
Nombre de logements en extension (densité brute 12lg/Ha)	13
Besoin en extension en ha	1,04

Une évolution du projet par rapport à celui présenté en 2019 :

L'objectif démographique fixé par les élus a quelque peu augmenté depuis le projet préalablement présenté début 2019 et ce, suite à la mise à jour des données issues du dernier recensement. La Commune est en effet passée de 165 à 158 habitants ce qui a diminué l'accueil de population nouvelle. Ainsi sans changer l'objectif de croissance démographique l'accueil de population nouvelle projetée a donc diminuée. Toutefois, les projections, tout comme les données INSEE, restent des indicateurs et la Commune souhaite maintenir ses objectifs afin d'anticiper l'augmentation de population constatée depuis la mise en vente des derniers logements vacants, les ménages récemment implantés sur le territoire (et qui vont donc rehausser la population globale au prochain recensement) n'ayant pas été comptabilisés.



Les capacités de renouvellement mobilisables au sein de la Partie Actuellement Urbanisée ont également évolué. Estimées précédemment à 10 logements, le potentiel a été ramené à 5 logements suite aux précisions apportées par les services de l'Etat. Ces derniers considèrent en effet que l'emprise du secteur inscrit au Nord du territoire (ci-contre), n'est pas à intégrer dans la partie actuellement urbanisée en ce qu'il constitue une extension de la trame urbaine. Les capacités mobilisables sont donc reportées et prises en compte au titre des logements à réaliser en extension.

Ce seuil démographique est un maximum que la municipalité pourrait atteindre si toutes les capacités de construction rendues possibles à court et moyen termes au sein des zones constructibles étaient utilisées. En effet, il est impossible de prévoir exactement combien de logements seront créés. Les élus ont conscience que la carte communale ne donne pas les moyens juridiques d'encadrer strictement le

nombre de nouveaux logements puisqu'elle ne permet pas de définir le contour opérationnel des opérations à prévoir ni le nombre de logements ou la vocation des constructions à réaliser sur un secteur donné par exemple.

Toutefois, la croissance envisagée ici est estimée à partir d'une fine analyse qui prend en compte les possibilités de création de logements dans le bâti actuel (bâtiments vacants et espaces interstitiels dits « dents creuses ») et la densité des pavillons observée à Fessevillers.

La Commune choisit donc de s'orienter sur un objectif positif mais modéré de croissance démographique, afin de pérenniser une bonne intégration des nouveaux habitants au sein du village. L'analyse du territoire a permis de mettre en avant la réelle attractivité de la Commune (liée à sa situation transfrontalière) qui se traduit par une variation positive globalement élevée (3.2 entre 1990 et 1999 et 2.3% entre 1999 à 2009). Toutefois la volonté des élus n'est pas d'afficher une croissance trop importante de son territoire de sorte à privilégier la bonne intégration des futurs habitants et le maintien, ainsi que la pérennité des équipements publics.

Ainsi, le développement démographique souhaité par la Municipalité tient compte des besoins de développement de la Commune, et notamment de la volonté de maintenir une croissance démographique positive (sans pour autant engager le territoire communal dans une visée expansionniste) et de lutter contre un vieillissement pressenti de la population.

Dans le cadre du regroupement scolaire pédagogique (RPI), cette croissance modérée permettra notamment de maintenir les effectifs scolaires, afin de rationaliser au mieux les équipements, tout en encadrant le nombre de nouveaux élèves, de manière à laisser au RPI la possibilité d'anticiper leur intégration. Le projet communal prend en compte la volonté de renouveler les effectifs scolaires mais également celle de ne pas surcharger l'école.

L'objectif démographique retenu (181 habitants) permet également de rétablir la croissance démographique enregistrée en 2009 (175 habitants) en envisageant l'accueil modéré de 6 habitants supplémentaires par rapport à 2009. Ce nombre est une moyenne et ne reflète pas la volonté des élus de vouloir accueillir des ménages avec enfants, ou en âges d'en avoir (moyenne estimée de 2 personnes par ménages), mais il prend en compte le rythme de constructions envisagé qui sera étalé sur la durée de vie de la Carte Communale.

Orienter le développement urbain du territoire vers une politique de développement modéré en privilégiant le renouvellement des espaces urbains avant le développement en extension, et la prise en compte des capacités des réseaux et équipements.

Afin de tenir compte du phénomène de desserrement des ménages observé sur la Commune et d'anticiper ses effets sur l'occupation du parc de logements de Fessevillers, l'hypothèse de 2,1 personnes/ménages en 2033 a été retenue, sachant que la taille moyenne des ménages s'élève à près de 2,3 personnes/ménages en 2020. En effet, il est rappelé que le desserrement des ménages conduit à la nécessité de construire un plus grand nombre de logements pour loger le même nombre de personnes. Aussi, son anticipation apparaît nécessaire pour maintenir à minima la population actuelle.

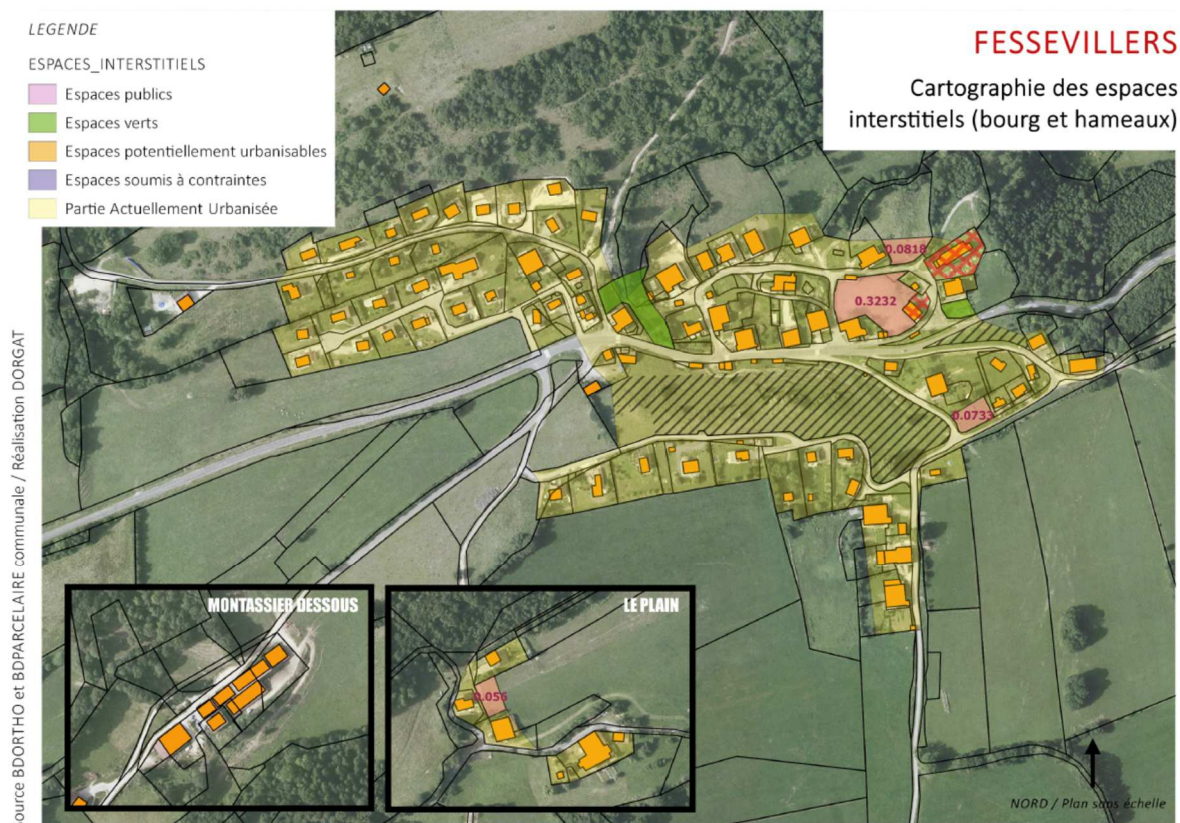
L'objectif démographique retenu par la Commune nécessite un besoin de construction de moins de 20 nouveaux logements sur quinze ans (dont 7 logements nécessaires pour le seul maintien de la population comme indiqué ci-avant). Cette projection permet d'assurer une bonne intégration des nouveaux habitants et répond aux objectifs de modération de la consommation de l'espace et de préservation des espaces naturels et agricoles puisqu'elle apparaît beaucoup moins ambitieuse que les années précédentes (46 logements sur les 24 dernières années, soit 2 logements par an en moyenne).

Afin de définir l'emprise de la zone constructible, les élus de Fessevillers ont réalisé une étude fine du potentiel de logements mobilisables au sein de la partie actuellement urbanisée, permettant de mettre en évidence le potentiel de logements réalisables par transformation du bâti (vacance et réhabilitation) ainsi que les logements réalisables aux seins des espaces interstitiels du bourg.

L'analyse des espaces interstitiels et de la vacance est une des obligations des lois Grenelle et ALUR, en ce qu'elle contribue à la « densification du bourg » pour une meilleure modération de la consommation des espaces agricoles et naturels.

Ce travail de recensement s'est effectué en plusieurs étapes, la première étant la définition de la partie actuellement urbanisée, emprise qui permettra par la suite au regard des contraintes du territoire (préservation de l'activité agricole et topographie principalement) d'en déduire les espaces interstitiels potentiels. La Carte ci-dessous, extrait de l'analyse socio-démographique, permet d'illustrer cette démarche. Les justifications attachées à la définition des capacités de renouvellement ont été détaillées dans le chapitre 6 « projection démographique », elles sont rappelées ci-après :

- 6 logements vacants sont recensés en 2017 sur la Commune. Toutefois, les élus confirment que les logements vacants ont été vendus et que seul 1 logement reste mobilisable au titre de la vacance sur la Commune.
- Les espaces interstitiels ou gisements fonciers. À ce titre, un recensement des espaces interstitiels du bourg a permis de mettre en évidence les espaces pouvant accueillir du logement potentiel et ceux ayant une vocation spécifique admettant un potentiel de 4 logements mobilisables au titre du renouvellement.



[Une évolution du projet par rapport à celui présenté en 2019 :](#)

Une fois encore l'avancée des études, et notamment les conclusions de l'étude d'incidences réalisée courant 2019, ont engendrées des modifications au projet précédemment présenté de sorte qu'un des

espaces interstitiels préalablement identifié a été écarté des capacités de renouvellement. La parcelle inscrite sur la côte, le long de la rue de la fromagerie a donc été retirée de la Partie Actuellement Urbanisée en ce qu'elle constitue un secteur à enjeu environnemental pour la préservation des pelouses sèches.



Les logements réalisables au sein de la partie actuellement urbanisée du bourg ne permettent pas de satisfaire les objectifs de logements à créer nécessaires pour accueillir la population envisagée sur les 15 prochaines années (pour rappel, besoin d'environ 18 logements pour l'accueil de 23 habitants supplémentaires).

Aussi, la satisfaction de cet objectif passe par la délimitation de secteurs constructibles inscrits en continuité de la partie actuellement urbanisée afin de permettre l'accueil d'environ 13 logements nécessaires à la satisfaction des besoins démographiques prédéfinis.

Pour ce faire, les élus ont souhaité analyser les capacités mobilisables inscrites en continuité de la cohérence urbaine actuelle et au regard des objectifs de densité actuellement applicables sur le territoire (12 logements par hectare).

Il en ressort un besoin en extension d'un peu plus d'un hectare. Plus concrètement, les 13 logements à créer en extension nécessitent une emprise d'extension d'environ 1 hectare.

Une évolution du projet par rapport à celui présenté en 2019 :

Il est rappelé que le projet initial prévoyait 9 logements en extension, mais comme exposé précédemment, un des espaces identifiés comme espace interstitiel a été requalifié d'espace d'extension par les services de l'Etat, le potentiel mobilisable est donc transféré et pris en compte au titre des besoins d'extension (et non plus au titre des capacités de renouvellement). Cette modification fait évoluer à la hausse l'emprise des zones d'extension projetées pour répondre à l'objectif démographique.

Le projet de développement retenu correspond donc à un développement mesuré du centre-bourg, privilégiant la densification de la partie actuellement urbanisée et une urbanisation modérée des espaces libres situées en continuité directe de la Partie Actuellement Urbanisée (PAU) et s'inscrivant dans une morphologie urbaine resserrée autour du bourg, favorisant et préservant la compacité de ce dernier.

Ce projet répond également aux dispositions de la Loi Montagne laquelle impose que l'urbanisation soit réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants (article L.122-5 du Code de l'Urbanisme).

S'inscrire en cohérence avec le contexte législatif et réglementaire et notamment avec les lois Grenelle, ALUR et Montagne entre autres.

Ce parti passe par une délimitation des zones constructibles au plus proche de la morphologie urbaine du bourg et des écarts de constructions, dans le respect de l'article L.161-4 du Code de l'Urbanisme prescrivant la délimitation des zones constructibles d'une carte communale.

Sur le plan paysager, les élus souhaitent protéger la bonne insertion paysagère du bourg, la délimitation de la zone constructible s'attache ainsi à maintenir une certaine compacité en s'inscrivant dans la morphologie urbaine. Compte tenu de la topographie de la commune, la définition du tracé de la zone prend également en compte la perception des habitations et le fait qu'elles soient potentiellement visibles de manière lointaine dans le paysage. La définition de l'emprise constructible s'attache à répondre aux besoins de développement tout en prenant en compte ces considérations et favorise ainsi un développement de la partie actuellement urbanisée et une harmonisation des franges urbaines pour une meilleure intégration des constructions.

Les choix de zonage arrêté par la municipalité n'empêchent pas la réalisation des projets de développement agricole, lesquels sont autorisés aussi bien en zone constructible que non constructible. Une réunion avec la profession agricole a notamment permis de mettre en lumière les projets de développement éventuels, la proposition de zonage les prenant en compte.

Dans l'ensemble, les espaces naturels, en particulier la forêt, les boisements, le périmètre de protection du puit de captage, les zones humides, les cours d'eau et leurs abords restent classés inconstructibles, bien qu'une certaine constructibilité soit permise mais encadrée par le Code de l'Urbanisme. Là encore, la Carte Communale n'a pas les outils et moyens juridiques ou réglementaires permettant d'identifier les secteurs à protéger de toute inconstructibilité pour des motifs paysagers, environnementaux ou écologiques.

Hormis le village et le hameau Le Plain, le reste du territoire est classé inconstructible. Ce classement inconstructible s'inscrit également dans l'objectif de prise en compte des continuités écologiques et des risques naturels présents sur le territoire.

En matière de protection du cadre de vie il convient de rappeler, au regard des enjeux de santé-environnement, que la présence de plantes allergisantes nécessite des mesures préventives, en particulier dans les espaces en friche ou en attente d'aménagement (ceci concerne notamment l'ambrosie (cf Arrêté interministériel 26 avril 2017 relatif à la lutte contre les espèces végétales nuisibles à la santé)).

En outre, en matière de cadre de vie les enjeux liés au changement climatique et à la transition énergétique sont également à prendre en compte. Nonobstant la volonté affichée de concentrer le développement, ce qui limite les déplacements motorisés endogènes, il est utile de rappeler que la promotion d'un habitat sobre en énergie et recourant aux technologies des énergies renouvelables va

dans le sens des engagements globaux issus de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Enfin, il a été mis en avant que les capacités d'alimentation en eau potable et d'assainissement permettaient de répondre à l'objectif démographique retenu par les élus.



Quels sont les choix retenus en matière de zonage ?

Le zonage apparaît dans le document graphique de la Carte Communale. Ce document graphique, appelé également plan de zonage, délimite les secteurs constructibles et non constructibles de la commune.

D'après les articles L.161-4 et R.161-4 du code de l'urbanisme :

« Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

a) A des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

b) A l'exploitation agricole ou forestière ;

c) A la mise en valeur des ressources naturelles. »

Le zonage peut également délimiter les secteurs réservés à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage de zones habitées, ainsi que les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée. Toutefois, les élus n'ont pas souhaité instituer de tels secteurs dans le projet de carte communale de FESSEVILLERS.

En zone de montagne, le règlement peut également indiquer le cas échéant les plans d'eau de faible importance auxquels il est décidé de faire application du 2° de l'article L.122-12 :

« Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits. Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne. Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :

1° Par arrêté de l'autorité administrative compétente de l'Etat, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;

2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance. »

Le zonage est la traduction du parti d'aménagement retenu par la Commune au vu des besoins et enjeux recensés sur la Commune, notamment au regard de l'étude socio-économique, du diagnostic paysager de l'ensemble du territoire communal, de l'analyse de l'état initial de l'environnement et du cadre de vie, de l'analyse de l'espace bâti et des servitudes et contraintes.

Le projet de carte communale doit également être justifié au regard :

- Des éléments du « porter à la connaissance de l'Etat », qui compile notamment des informations sur les législations, règlements et contraintes qui s'imposent à la commune.
- De la prise en compte de l'environnement et des paysages, problématique traitée dans la partie du rapport de présentation présentant l'évaluation environnementale de la carte communale.
- De la préservation des éléments architecturaux et urbanistiques.
- Des normes et contraintes supra-communales qui s'imposent au territoire.

La présence ou non des viabilités (accès, réseaux en capacité suffisante...), a été déterminante pour définir la zone constructible, puisque si un secteur qui ne dispose pas des viabilités est classé constructible, ces dernières sont en principe à la charge de la commune.

Globalement, au regard des précisions apportées ci-après, la carte communale comprend actuellement environ 12.3 hectares de zone constructible répartie sur l'ensemble du territoire communal. Les secteurs de développement retenus (délimités en dehors de la partie actuellement urbanisée) représentent environ 1.2 ha.

Le tableau des superficies de la Carte Communale est le suivant, la justification du zonage est exposée ci-après.

	Emprise en hectares	Proportion sur la Commune
ZC	13.70	2.3 %
ZNC	594.88	97.7 %
Total commune	608.58	100 %

La délimitation des secteurs constructibles (ZC)

Conformément au Code de l'Urbanisme, sont autorisées au sein de ce secteur, les constructions nouvelles à usage d'habitation, ainsi que toutes autres constructions ou installations ne créant pas de nuisances avec la proximité de l'habitat : activités de services, commerces, artisans....

Afin de répondre à la demande actuelle de terrains à bâtir, à la volonté de maintenir la population habitante (objectif démographique) et au développement souhaité par la Commune, l'emprise de la zone constructible a été définie au regard :

- De l'emprise de la partie actuellement urbanisée,
- Du besoin de prise en compte et de préservation des milieux naturels, paysagers, agricoles, environnementaux et écologiques,
- De l'adéquation avec les objectifs démographiques et les capacités de renouvellement.

Le développement plus précis de la délimitation des zones est présenté ci-après. Le modèle de développement urbain choisi est un développement regroupé et compact cohérent plutôt que des extensions linéaires.

Globalement, le territoire de Fessevillers préserve, en grande partie, son territoire du morcellement, seules quelques constructions éparses sont satellisées au sein du territoire. Les contours des zones constructibles de la carte communale tiennent ainsi compte du besoin de limiter le développement du mitage et d'encadrer l'urbanisation des principaux secteurs à vocation d'habitation, étant rappelé les prescriptions

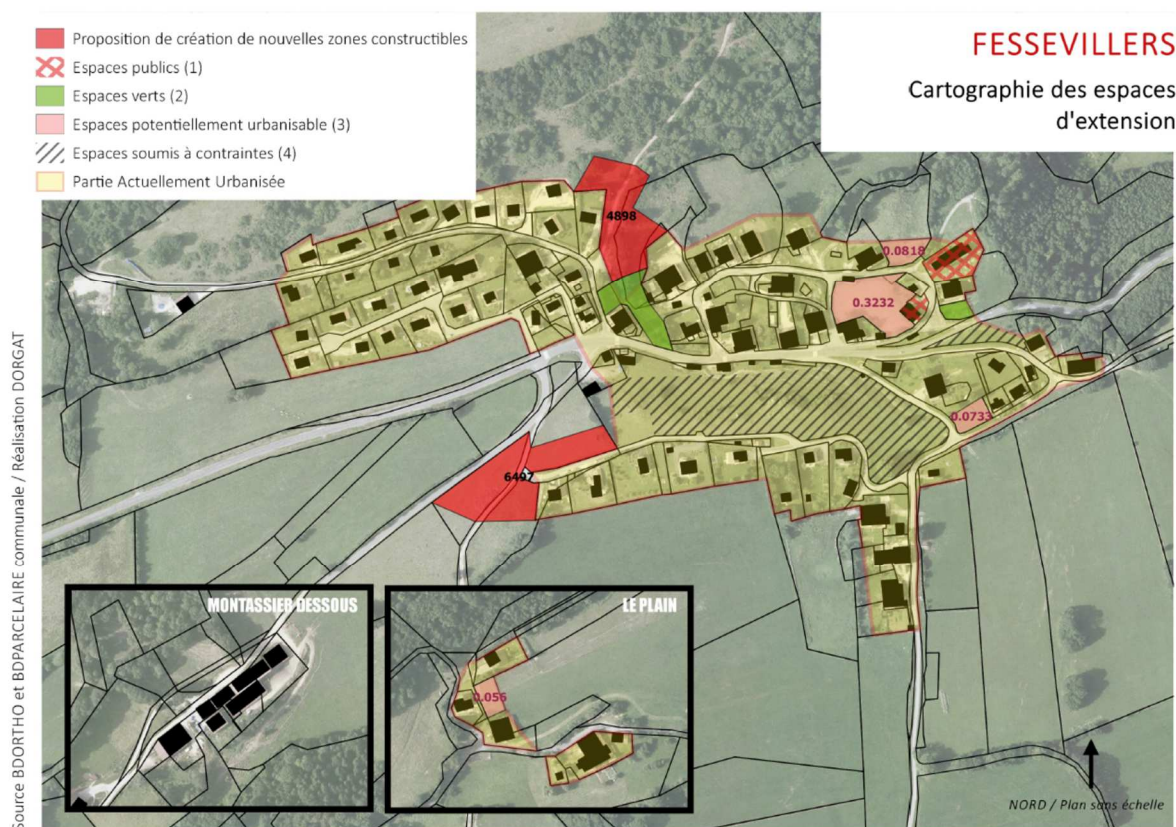
Commune de Montagne, Fessevillers doit aussi répondre aux dispositions de la Loi Montagne dont l'article L.122-5 du Code de l'Urbanisme impose que « l'urbanisation soit réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la constructions d'annexe, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées ».



Plus concrètement, la délimitation de la zone constructible correspond en grande partie à l'emprise de la partie actuellement urbanisée (certaines emprises ayant été classées en zone non constructible comme il sera précisé plus loin), justifiant le classement en zone constructible.

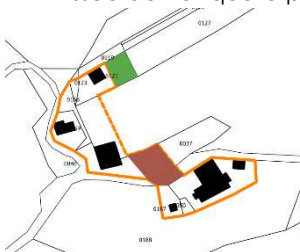
Toutefois pour répondre aux besoins de développement de la Commune sur les 15 prochaines années, le tracé de la zone constructible intègre par moment des espaces d'extensions situés en continuité immédiate de la PAU contribuant à une harmonisation des franges urbaines et une meilleure rationalité technique et financière des viabilités existantes.

Ces zones de développement à vocation mixte restent très limitées et situées en continuité immédiate du bourg. Elles permettent la réalisation d'un premier rang de construction assurant la rentabilisation des équipements existants. Dans l'ensemble, la profondeur de ces écarts de constructions permet une harmonisation des franges urbaines pour une meilleure intégration des futurs bâtiments.



La carte ci-dessus permet de juxtaposer le tracé de la PAU et celui des secteurs constructibles retenus. Comme exposé préalablement, il en ressort une certaine cohérence sauf pour quelques parcelles inscrites au sein de la PAU mais volontairement exclues des secteurs constructibles. De même, la carte permet de localiser les secteurs d'extension retenus (en rouge) dont la justification est détaillée ci-après.

À l'issue de l'enquête publique l'emprise de la zone constructible sur le hameau du Plain est légèrement modifiée. Une réduction de 380m² est proposée au Nord du hameau (emprise en vert sur le plan ci-contre), compensée par la création d'un secteur de 556m² plus au Sud (emprise en rouge). Cette modification permet de ne pas étaler l'urbanisation le long de la voie au Nord et de privilégier un développement plus centralisé dans la continuité de l'enveloppe urbaine identifiée préalablement. Cette modification permet également de faire la jonction entre les deux zones urbaines initiales, permettant de n'en former plus qu'une (dans le respect des dispositions de la loi Montagne).



Pourquoi certaines parcelles classées au titre de la PAU sont-elles écartées des zones constructibles ?

Globalement deux sites identifiés comme inscrits au sein de la PAU ont été écartés des secteurs constructibles.

Le premier au Nord de la Rue de Goumois permet de préserver l'accessibilité agricole identifiée et mise en avant lors du diagnostic agricole. En effet, bien que la parcelle 0186 présente une opportunité de renouvellement en bordure immédiate de la Rue de Goumois, son emprise est coupée en deux par un cheminement agricole à préserver.



La Carte communale n'ayant pas les outils juridiques et réglementaires nécessaires pour assurer leur préservation tout en permettant la création d'un lot constructible sur le premier rang de construction, il est pris le parti de préserver le cheminement existant. De plus, ce cheminement est emprunté par l'exploitation présente au sein du bourg pour laquelle aucun projet de délocalisation n'est actuellement à l'étude, il serait toutefois envisageable de restituer le cheminement agricole en passant par la Rue de Cernier d'Embert toutefois cette solution présente des risques de sécurité tant pour les usagers de la voie que pour les bovins. De plus, cette parcelle présente un couvert forestier à préserver dont le fort intérêt écologique a été mis en avant, pour partie, dans le diagnostic de l'état initial de l'environnement.



Le second secteur, le long de la Rue de Goumois, se situe au sein du bourg, sur la butte. Les contraintes topographiques et les risques engendrés par la création d'un accès charretier éventuel justifient son classement en secteur inconstructible. De plus, cette emprise se trouve à proximité immédiate du tracé actuellement emprunté par les bovins pour accéder aux terres de pâtures à l'extérieur du bourg. Seul un petit secteur au Nord peut être maintenu en zone constructible le long de la Rue Sur la Côte car ils bénéficient d'une desserte et d'un raccordement direct depuis les réseaux et équipements existants et la topographie est relativement plane.

Une évolution du projet par rapport à celui présenté en 2019 :

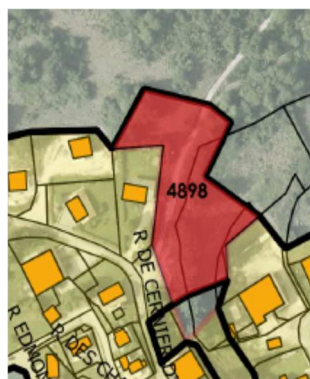
Comme exposé précédemment, un espace interstitiel potentiel avait été identifié le long de la Rue de la Fromagerie à l'est de cet ensemble, toutefois les études d'incidences sur l'environnement réalisées courant 2019 ont conclu que cet espace était constitué de pelouses sèches calcaire à préserver. L'environnementaliste a donc proposé des mesures d'évitement traduites par une réduction de l'emprise de la partie actuellement urbanisée (sur 658 m² identifiés en vert sur l'extrait ci-contre) et un classement en zone non constructible de l'ensemble de la côte.



Comment et pourquoi les secteurs d'extension ont été identifiés et localisés ?

Comme il l'a été démontré préalablement, les capacités de renouvellement identifiées au sein de la PAU ne permettent pas d'accueillir tous les logements à créer pour répondre aux objectifs démographiques retenus par la Commune. Aussi certains espaces d'extension doivent être prévus pour accueillir a minima les logements nécessaires au maintien de la croissance et à l'équilibre démographique.

Deux principaux secteurs ont été identifiés suite aux enjeux et réflexions engendrés par leurs éventuelles incidences sur l'environnement et l'activité agricole.



Le premier secteur au Nord du territoire permet d'inscrire le développement de trame urbaine en continuité de la Partie Actuellement Urbanisée sur une emprise de 4 900 m² environ. Il bénéficie d'une desserte par les réseaux et est constitué de terrains communaux qui assurent à la Commune la maîtrise du développement.

Le deuxième secteur, d'environ 6 500 m², est implanté le long de la rue sur la Côte. Il permet d'aménager la façade Nord de la rue dans un souci d'optimisation et de rentabilité des équipements et réseaux existants. Ce secteur bénéficie d'une topographie relativement plane et permet de développer le bourg sur lui-même.

Globalement, le tracé des zones d'extensions permet de tenir compte des contraintes agricoles et environnementales. Des réflexions ont été effectuées pour envisager le développement du bourg sur le front non bâti de la Rue d'Urtière. Ce secteur a toutefois été écarté au regard des projets de développement agricole portés par le propriétaire. De plus l'ouverture de ce front de rue aurait nécessité une emprise constructible trop conséquente qui ne répondait pas aux objectifs de développement démographique retenus. Enfin, les élus ont souhaité privilégier le développement des zones constructibles sur des emprises communales afin de pouvoir maîtriser le foncier et l'ouverture à l'urbanisation.

La parcelle agricole disponible le long de la Rue d'Urtière (une emprise d'environ 6 000m²) permettait à elle seule la réalisation de la moitié des logements à créer, sans maîtrise foncière. De plus, la parcelle appartenant à un élu, ces derniers ont souhaité écarter toute prise d'intérêt particulier éventuel susceptible de remettre en cause les orientations de la Carte Communale.

La modification du tracé après enquête publique ne constitue pas en soit une augmentation du secteur d'extension. La modification visée permet de traduire une meilleure prise en compte des enjeux imposés par la loi Montagne. Il s'agit de concentrer l'emprise constructible plutôt que de contribuer à son extension.

Justification de la zone inconstructible (ZNC) à vocation naturelle, agricole ou forestière

La zone non constructible, à vocation principalement agricole et forestière de la carte communale, couvre le reste du territoire communal de Fessevillers, hors zones constructibles préalablement définies.

Elle recouvre en particulier toutes les terres agricoles, les boisements et les forêts du territoire, les prairies, les cours d'eau.

Plus précisément elle couvre :

- Des terres agricoles, et permet les constructions liées et nécessaires aux exploitations agricoles. Ce zonage permet a priori la construction de nouveaux bâtiments agricoles, et l'extension des bâtiments existants. Il couvre les terres indispensables aux exploitations. Il assure la pérennité, la préservation, et le cas échéant, le développement des exploitations existantes.
- Les parcelles soumises à un risque naturel (glissement, éboulement, retrait-gonflement des argiles)
- Le réseau hydrographique de la Commune (petits ruisseaux et rus)
- Les périmètres rapprochés et éloignés de protection de puit de captage
- Les milieux humides et le couvert forestier, ainsi que plus généralement les éléments de la trame verte et bleue
- Les secteurs d'intérêt écologique
- Les éléments remarquables du paysage naturel

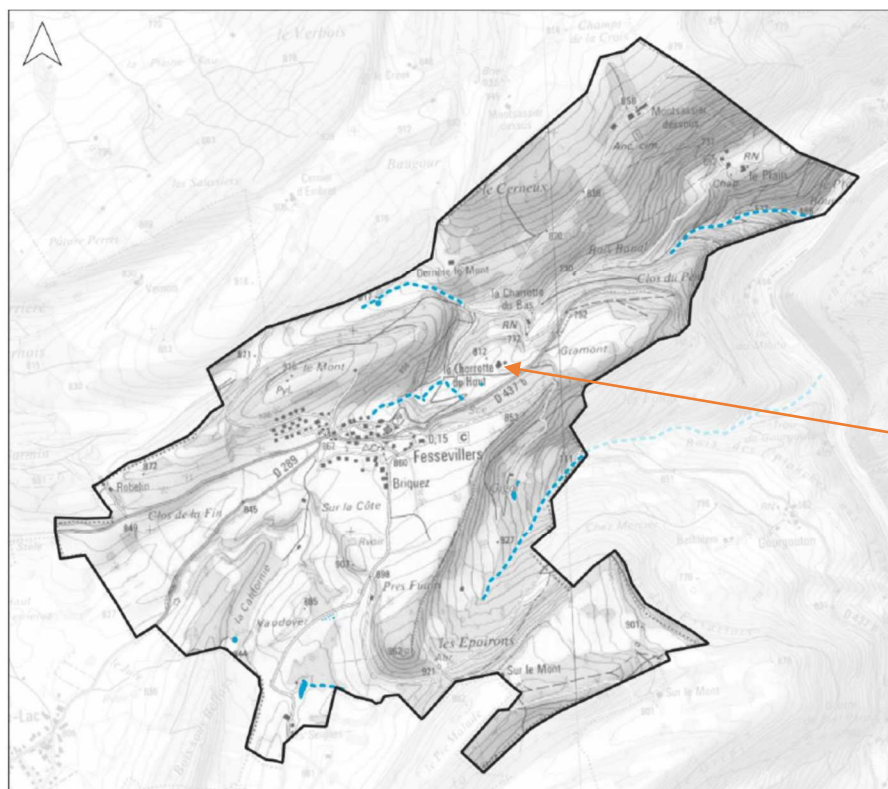
En zone non constructible à vocation naturelle, les nouvelles constructions à vocation d'habitat (si non nécessaires et directement liées à une exploitation agricole) ou d'activité autres qu'agricoles ou forestières, sont interdites pour préserver ces espaces.

En outre, comme indiqué précédemment, certaines emprises de la Partie Actuellement Urbanisée ont été classées en zone inconstructible pour répondre à des motifs spécifiques de protection et de mise en valeur des contraintes, et activités agricoles présentes sur le territoire. Et notamment pour rester en cohérence avec le projet de développement de la Commune. En effet un travail d'analyse préalable du potentiel de logements mobilisables a été réalisé sur le territoire, permettant de préserver la réalisation d'un potentiel d'urbanisation trop important par rapport à l'objectif de population que s'est fixé la commune.

La protection des plans d'eau

Comme indiqué préalablement, en zone de montagne, les plans graphiques peuvent faire apparaître les plans d'eau de faible importance auxquels il est décidé de faire application du 2° de l'article L.122-12 du Code de l'Urbanisme. Cet article stipule que les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1000 hectares sont protégés sur une distance de 300 mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillement y sont interdits. L'emprise de la bande inconstructible est reportée pour principe sur les plans de zonage.

Le code de l'Urbanisme admet toutefois la possibilité d'exclure de ces dispositions les plans d'eau en fonction de leur faible importance lors de l'élaboration de la Carte Communale. D'après l'état initial de l'environnement, plusieurs plans d'eau sont localisés sur le territoire. Ces derniers sont permanents et de faible emprise (comprise entre 45 et 2312 m²).



Eaux superficielles

Légende

- Etang, plan d'eau, mare
- Cours d'eau (temporaire)



0 250 500 m



Eaux superficielles

Légende

- Etang, plan d'eau, mare
- Cours d'eau (temporaire)



0 250 500 m



Conformément au Code de l'Urbanisme, l'emprise de la bande inconstructible est reportée pour principe sur les plans de zonage.

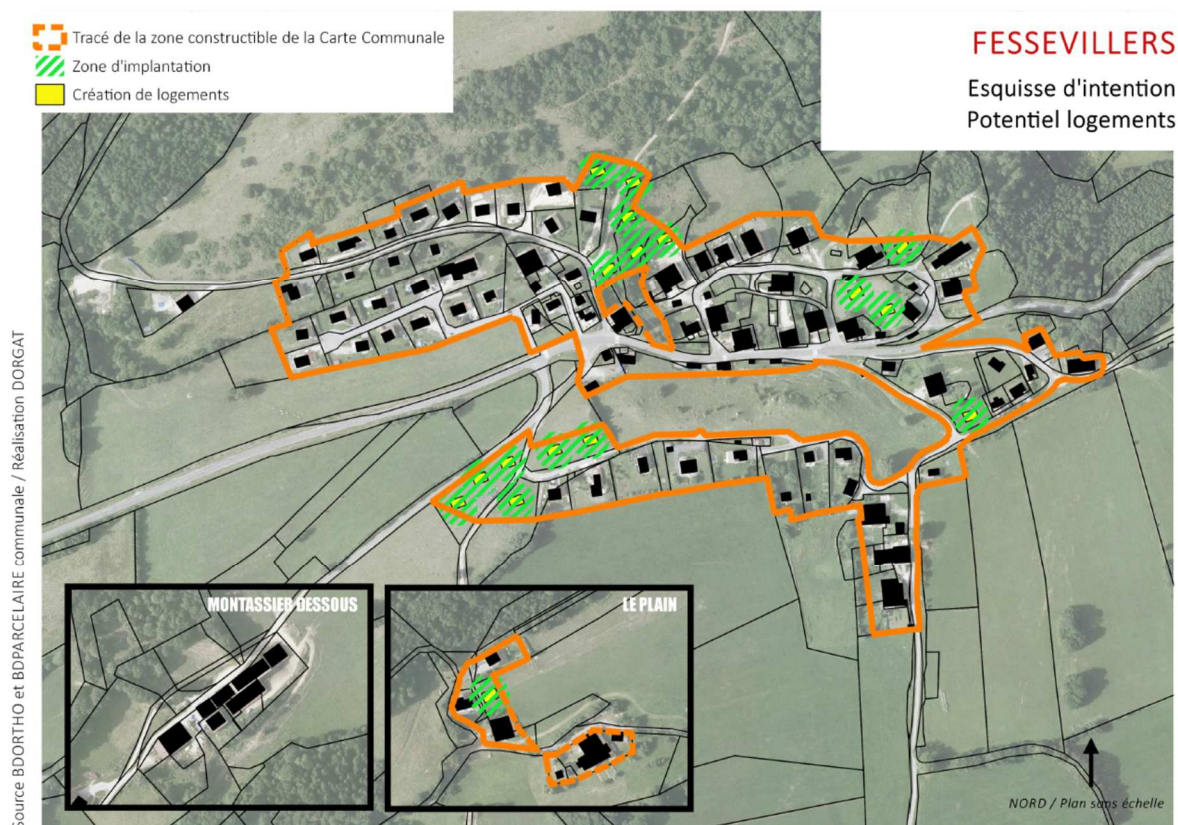


Adéquation du projet avec les objectifs démographiques et prise en compte des enjeux environnementaux

Un projet de zonage permettant de répondre à l'objectif démographique

Le projet de Carte Communale prévoit 1.1 hectares de terres inscrites en extension pour un potentiel de 13 logements (densité de 12 logements à l'hectare), ce qui reste cohérent avec les projections démographiques projetées (pour mémoire besoin de 13 logements en extension pour une emprise de 1.04 hectare)

La carte ci-dessous permet de comptabiliser le nombre de logements réalisables au sein des espaces interstitiels et de renouvellement retenus dans le projet de Carte Communale. Il ne s'agit que d'une esquisse d'intention permettant de présenter graphiquement la cohérence entre les objectifs des élus et les choix retenus pour le zonage.



Un projet de zonage qui prend en compte les enjeux environnementaux

Il a été détaillé dans le corps du rapport à évolué entre début 2019 et fin 2020, et ce, suite à l'étude des incidences réalisées par l'environnementaliste.

Dans le cadre de l'analyse des incidences potentielles du projet de Carte Communale sur l'environnement, il a pu être écarté une atteinte à d'éventuelle zone humide. Les prospections réalisées, comme le détail le rapport annexé à l'état initial de l'environnement, attestent de l'absence de zone humide au sein des principaux espaces d'extension du bourg.

Toutefois, l'environnementaliste a pu mettre en avant des incidences éventuelles potentiellement significatives liées :

- A la présence éventuelle du Cerfeuil de Villars,
- A l'impact sur les pelouses calcaires et les paysages.
- A l'impact éventuel sur les espèces associées aux milieux semi-ouvert et aux chiroptères,

Lors du rendu des conclusions, des réflexions ont été engagées pour modifier le projet et prendre en compte les impacts relevés.

Parti a été pris de présenter les justifications des études complémentaires menées suite au rendu du rapport d'incidences dans cette partie du rapport et de ne pas modifier l'étude d'incidences initiale pour conserver une mémoire des réflexions engagées. Ainsi, l'étude d'incidences annexée à l'état initial de l'environnement ne reflète pas in fine les incidences potentielles de la Carte Communale sur l'environnement, les mesures détaillées ci-dessous ayant été mises en œuvre.

Une absence justifiée du Cerfeuil de Villars sur le territoire, d'où un impact jugé finalement non significatif :

L'étude d'incidences mentionne que le Cerfeuil de Villars (plante à protéger) a été recensée au niveau du lieu-dit « Le Mont » en 2006 dans la bibliographie. Les conclusions avaient abouti à identifier un impact potentiellement significatif sur cette espèce.

Nom commun	Incidences potentielles	Remarques
Cerfeuil de Villars Non protégée – En danger critique d'extinction	Potentiellement significatives	Le Cerfeuil de Villars est susceptible d'être impacté lors de l'ouverture à l'urbanisation des parcelles encore non bâties retenues dans le zonage constructible de la carte communale, l'espèce étant rencontrée au niveau de prairies et bois clairs, ainsi que de zones plus sèches (pelouses, éboulis). Précisons également que l'espèce a été recensée au niveau du lieu-dit « Le Mont » qui surplombe la zone constructible du bourg. Bien que l'espèce ait été mentionnée en 2006, soit il y a plus de 10 ans, dans la bibliographie, les probabilités de rencontrer cette dernière au niveau des formations favorables présentes dans la zone constructible sont donc significatives.
Pédiculaire des bois Protégée – Quasi-menacée	Non significatives	
Epipactis des marais Non-protégée – Quasi-menacée	Non significatives	Les incidences sur les autres espèces sont évaluées comme non significative car le tracé du périmètre ZC évite les zones humides identifiées sur la commune. Ces espèces étant inféodées à ce type d'habitat, aucun impact prévisible n'est envisagé.

Extrait du rapport de l'étude d'incidences de Sciences Environnement

En effet, dans le cadre de la réalisation de la carte communale de la commune SCIENCES ENVIRONNEMENT avait sollicité le CBN pour les aspects liés à la bibliographie et à la connaissance de la flore sur le territoire. Ces échanges, ayant eu lieu en 2018, avaient permis de récupérer des données intéressantes, notamment pour la flore patrimoniale. Parmi les espèces identifiées, il était ainsi fait mention en 2006 de la présence du Cerfeuil de Villars (*Chaerophyllum villarsii* var. *villarsii*) sur le territoire communal.

Cette espèce n'a pas été identifiée sur le territoire lors des prospections et pour lever toute réserve éventuelle quant à sa présence sur le site, SCIENCES ENVIRONNEMENT a contacté le Conservatoire Biologique National pour des demandes de précisions (demande appuyée par les services de l'Etat), l'objectif étant de savoir si la donnée était fiable auquel cas certains secteurs auraient nécessité une vérification supplémentaire avant urbanisation.

Par courrier en date du 16/11/2020, le directeur scientifique du Conservatoire Botanique National de Franche-Comté a confirmé que « cette donnée est invalidée dans notre base et n'aurait donc pas dû vous être communiqué ».

D'autres échanges avec des membres du conservatoire avaient également permis de préciser que « L'observation de *Chaerophyllum villarsii* en 2006 à Fessevillers (25) est en effet considérée comme douteuse car n'est pas cohérente avec la répartition connue de l'espèce (Mont d'or et sommets suisses). Il est fort probable que l'observateur ait confondu la plante avec une espèce proche (*C. hirsutum*) bien plus commune. [...] Etant donné que la présence de *C. villarsii* apparaît très peu probable sur cette commune, il est préférable de ne pas prendre cette espèce en considération dans des projets d'aménagement ou de travaux. »

Au regard de ces arguments, l'impact potentiellement significatif qui avait été mis en avant dans l'étude d'incidence n'a plus lieu d'être, le projet ne présente donc plus d'impact éventuel sur cette espèce et sur la flore remarquable.

Nom commun	Incidences potentielles	Remarques
Cerfeuil de Villars Non protégée – En danger critique d'extinction	Non significatif	<p>Après vérification le cerfeuil de Villars n'est pas identifié sur le territoire.</p> <p>Les incidences sur les autres espèces sont évaluées comme non significative car le tracé du périmètre ZC évite les zones humides identifiées sur la commune. Ces espèces étant inféodées à ce type d'habitat, aucun impact prévisible n'est envisagé.</p>
Pédiculaire des bois Protégée – Quasi-menacée	Non significatives	
Epipactis des marais Non-protégée – Quasi-menacée	Non significatives	

Un impact modéré sur les pelouses calcaires, compensé par les élus :

L'études d'incidences avait conclu en la présence d'une zone de pelouse calcaire sur le lieu-dit la Côte.

Des mesures de compensation ont donc été proposées. Pour mémoire elles étaient les suivantes : « Dans le cas où aucune alternative ne peut être envisagée dans le cadre de l'évitement de la pelouse calcaire au centre du bourg, la commune peut s'engager à compenser les surfaces impactées en restaurant des pelouses dégradées du territoire communal ou de ses abords. Ce type d'opération se réalise notamment à travers plusieurs actions à renouveler tous les ans, telles que : Pâturage extensif par des ovins ou caprins pour débroussailler des secteurs enfrichés, Suivi d'un calendrier adapté aux enjeux du site pour les périodes de pâturage, Mise en place d'une pression de pâturage adaptée aux enjeux du site, A défaut de pâturage, mise en place d'une fauche annuelle (automne) avec export de la litière, Broyage des ligneux en période de dormance de la végétation, mais conservation d'îlots pour maintenir un paysage mixte. »

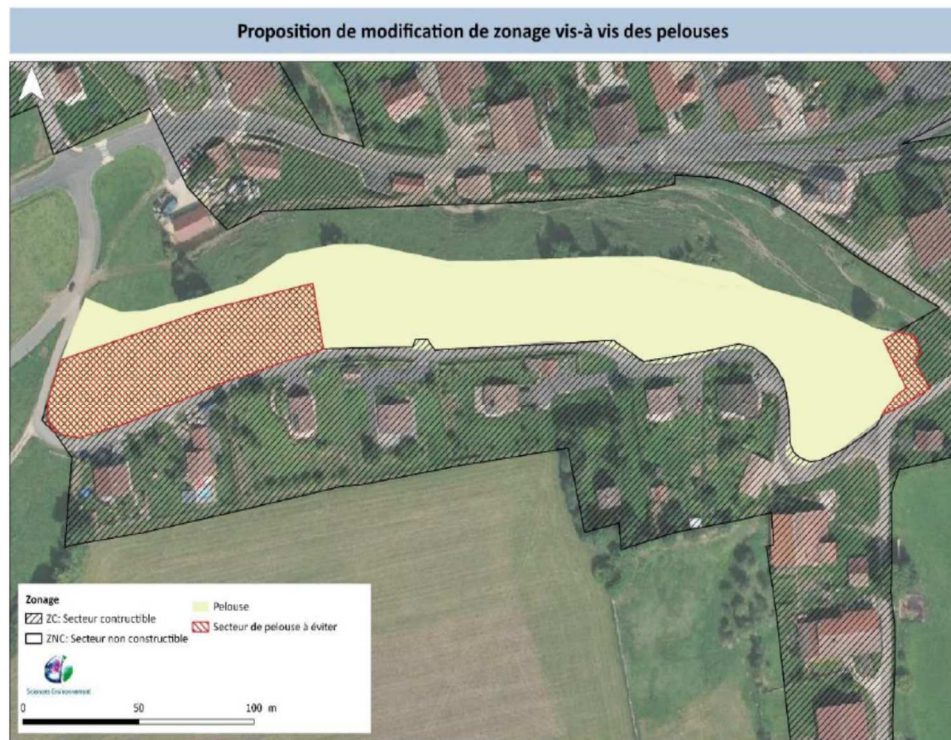
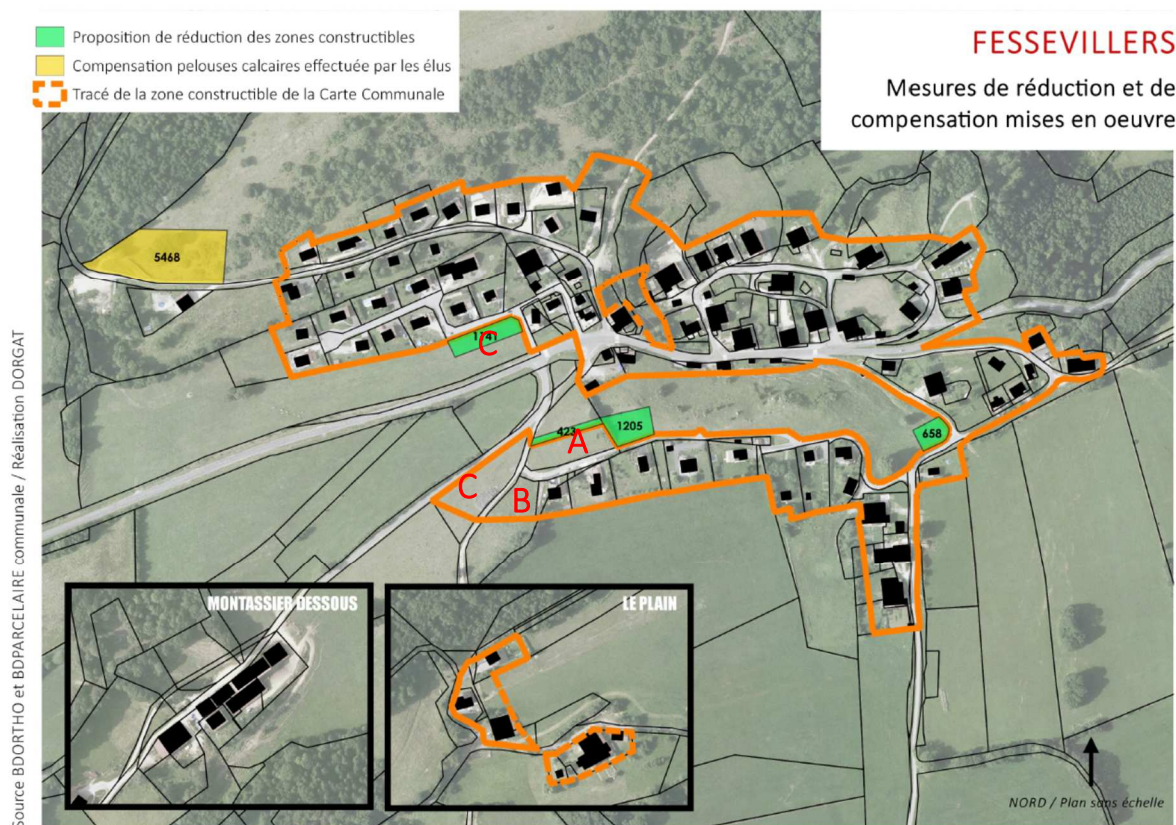


Figure 5: Proposition de modification de zonage vis-à-vis des pelouses

Dans un objectif de réduction des pelouses calcaires, des modifications du projet de zonage ont été apportées. Ces modifications consistent à réduire l'emprise des zones d'extension inscrites sur les pelouses. Elles ont engendré une remise en question de certains secteurs de développement et se sont traduites par le projet de zonage tel que détaillé dans le présent rapport.



La carte ci-dessus permet de traduire les mesures de réduction et de compensation mises en œuvre. Dans un premier temps, les élus ont restauré des pelouses calcaires à l'Ouest du bourg, sur une emprise nettement supérieure à celle impactée par le projet de Carte Communale. De plus, des efforts de réduction des zones constructibles ont permis de restituer 2 286 m² de pelouses calcaires en zone non constructible.

Afin de rester cohérents avec les projections démographiques retenues, les élus se sont questionnés sur la localisation d'un nouveau secteur de développement. Le choix s'est porté sur la continuité du front urbain existant le long de la Rue Sur la Côte. Afin de profiter d'une topographie relativement plane et de la desserte par les voiries et réseaux, les élus ont maintenu l'extension envisagée initialement au nord de la voie (**A** sur la carte). C'est donc dans une certaine logique qu'ils ont souhaité reporter le besoin de zone d'extension sur la partie sud de cet axe (**B** sur la carte).

La réduction de l'emprise constructible contribue également à maintenir l'accessibilité des bêtes qui traversent cet îlot central pour rejoindre la Rue du Goumois et la rue d'Urtière.

Parallèlement, l'exploitant agricole des terres inscrites au nord de la départemental a exprimé sa volonté de maintenir ses terres pour les besoins de son exploitation. Les élus ont donc fait le choix de réduire l'emprise projetée (1 141 m² - **C** sur la carte) et de la reportée en continuité du site le long de la rue sur la Côte afin de regrouper les nouvelles constructions et de conserver les franges urbaines du bourg. A noter que c'est sur ce secteur que s'est développée l'une des dernières constructions du bourg.

Le nouveau projet permet donc de restituer 4 484 m² total de terres en zone non constructible (ensemble des parcelles vertes identifiées sur la carte ci-dessus) et de créer 5 508 m² de zone urbaine constructible supplémentaire (secteur B et C inscrits dans le prolongement du secteur A en rouge sur la carte), soit une évolution d'environ 1 057 m².

Le projet présente toujours une incidence potentielle sur les pelouses calcaires, mais cette incidence s'est vue réduite et compensée à hauteur de plus de 200% à proximité du territoire) : 2 000 m² de pelouses

calcaires sont maintenues en zone constructibles (point **A** sur la carte), alors que plus de 5 500 de pelouses calcaires ont été compensés.

Un impact potentiel sur les milieux boisés, mais maîtrisé


Il est rappelé que l'étude d'incidence conclue à un impact potentiel sur le couvert boisé de l'ouverture à l'urbanisation au Nord du Bourg. Cet impact ayant des incidences sur la population d'oiseau et de chiroptère qui utilisent les éléments arborés pour nicher, et se reproduire.

Oiseaux		
Espèces associées aux milieux semi-ouverts : Bruant jaune, Bouvreuil pivoine, Chardonneret élégant, Pie grièche écorcheur	Potentiellement significatives	L'essentiel des formations fréquentées par ces espèces pour leur cycle de vie est préservé de l'urbanisation, l'emprise de la zone constructible étant très limitée. Toutefois, certaines formations incluses dans la zone constructible peuvent accueillir ces espèces, notamment au niveau du secteur ci-dessous :
		 <p>Précisons toutefois que le territoire communal offre de nombreux habitats favorables à ces espèces à proximité où elles pourront se reporter. Toutefois, la suppression de ces formations en période de reproduction et d'élevage des jeunes pourrait entraîner la destruction d'individus.</p>
Chiroptères		
Chiroptères : - Espèces anthropophiles - Espèces forestières	Potentiellement significatives	Concernant les espèces anthropophiles comme la Séroline commune, ces dernières sont susceptibles de fréquenter les vieux combles et sont donc sensibles aux rénovations de bâti ancien par exemple. D'autres chauves-souris comme les Pipistrelles se rencontrent préférentiellement dans des fissures et petites cavités au sein du tissu bâti. La CC ne dispose néanmoins pas d'outils pour encadrer les interventions à ce niveau. Concernant les espèces forestières (Murin à moustache, Noctule commune...), il n'est pas exclu que certaines d'entre elles utilisent les cavités arboricoles et autres formations favorables (décollements d'écorces, etc.) situées au sein de la zone constructible. Cette dernière présente quelques arbres matures qui peuvent être utilisés en tant que gîtes pour ces espèces.

Il est rappelé que la Carte Communale ne dispose pas d'outils réglementaires pour préserver les boisements existants (tant sur la zone de développement que sur les zones non constructible).

Les élus précisent que la haie identifiée le long de la voie n'a pas vocation à être supprimée lors de l'aménagement de la zone constructible. Par contre l'état sanitaire de certains frênes (qui peuvent menacer la sécurité des riverains du fait de leur maladie) impose que des mesures sanitaires ou de gestion des risques soient mises en œuvre. Ainsi bien que contribuant à la biodiversité, les arbres matures susceptibles de porter atteinte à la sécurité des riverains doivent nécessairement être supprimés.

De même l'impact sur les boisements n'est pas non plus significatif, mais plutôt modéré. Le classement en zone constructible n'engendre pas leur nécessaire suppression car leur localisation n'est pas susceptible d'empêcher l'implantation de constructions éventuelles. A noter d'ailleurs que le secteur identifié l'a été au regard de la délivrance d'un certificat d'urbanisme opérationnel positif.

Nom commun	Incidences potentielles	Remarques
Oiseaux		
<p>Espèces associées aux milieux semi-ouverts :</p> <p>Bruant jaune, Bouvreuil pivoine, Chardonneret élégant, Pie grièche écorcheur</p>	Potentiellement modéré	<p>L'essentiel des formations fréquentées par ces espèces pour leur cycle de vie est préservé de l'urbanisation, l'emprise de la zone constructible étant très limitée.</p> <p>Toutefois, certaines formations incluses dans la zone constructible peuvent accueillir ces espèces, notamment au niveau du secteur ci-dessous :</p>  <p>Précisons toutefois que le territoire communal offre de nombreux habitats favorables à ces espèces à proximité où elles pourront se reporter. Toutefois, la suppression de ces formations en période de reproduction et d'élevage des jeunes pourrait entraîner la destruction d'individus.</p>
Chiroptères		
<p>Chiroptères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espèces anthropophiles - Espèces forestières 	Potentiellement modéré	<p>Concernant les espèces anthropophiles comme la Sérotine commune, ces dernières sont susceptibles de fréquenter les vieux combles et sont donc sensibles aux rénovations de bâti ancien par exemple. D'autres chauves-souris comme les Pipistrelles se rencontrent préférentiellement dans des fissures et petites cavités au sein du tissu bâti. La CC ne dispose néanmoins pas d'outils pour encadrer les interventions à ce niveau.</p> <p>Concernant les espèces forestières (Murin à moustache, Noctule commune...), il n'est pas exclu que certaines d'entre elles utilisent les cavités arboricoles et autres formations favorables (décollements d'écorces, etc.) situées au sein de la zone constructible. Cette dernière présente quelques arbres matures qui peuvent être utilisés en tant que gîtes pour ces espèces.</p>

8. Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan

Conformément au Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal procède dans un délai de six ans après l'élaboration de la Carte Communale, à une analyse des résultats de son application notamment en ce qui concerne l'environnement (article R.161-3 du Code de l'Urbanisme).

Cette analyse est faite au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme et s'apprécie en fonction des indicateurs précisés dans le tableau suivant. Elle porte sur l'analyse plus précise des grands objectifs de la Carte Communale en termes d'aménagement du territoire et de préservation de l'environnement.

Article L101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Le tableau dresse la liste non exhaustive des critères et indicateurs de suivi de la Carte Communale, ainsi que leurs modalités, retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier le cas échéant à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager si nécessaire les mesures appropriées.

Qu'est-ce qu'un indicateur ? Données quantitatives qui permettent de caractériser une situation évolutive, une action ou les conséquences d'une action. Elles supposent d'être évaluées puis comparées sur une échelle temporelle. L'élaboration d'un ensemble d'indicateurs doit permettre l'évaluation d'une situation et faciliter les comparaisons dans l'espace et le temps.

La dégradation d'un indicateur peut ne pas être imputable à l'application de la Carte Communale, dans ce cas la Commune s'interrogera sur les raisons de cette dégradation et les liens possibles avec la

mise en œuvre du document. Enfin, les indicateurs proposés peuvent se définir en fonction des limites administratives de Fessevillers, mais également à une plus large échelle intercommunale.

Objectifs	Indicateurs proposés
DEMOGRAPHIE	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de nouveaux habitants - Nombre total d'habitants
LOGEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de permis - Nombre de nouveaux logements - Localisation des nouvelles constructions
ENVIRONNEMENT / AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'extension ou nouvelles constructions en dehors des zones constructibles - Emprises des terres agricoles et forestières consommées pour les besoins de l'habitat - Evolution de la surface agricole de la Commune - Nombre et localisation des projets au sein des périmètres de protection
RISQUES	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du nombre d'habitants soumis aux risques éventuels
RESEAUX	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de la STEP - Nombre d'abonnés
	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de l'eau distribuée - Nombre d'abonnés

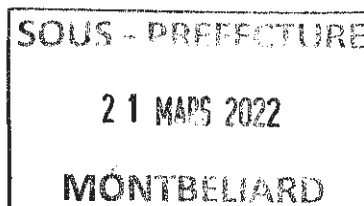
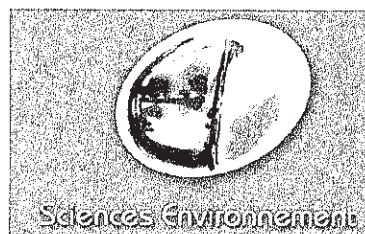
CARTE COMMUNALE

Commune de FESSEVILLERS

(25328)

PIECE N°2.2 – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Prescrite par délibération du : 09-04-2018
Approuvée par délibération du : 14/02/2022
DATE ET VISA



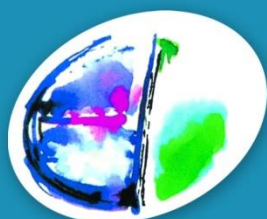
Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT
3 Avenue de la Découverte
21 000 DIJON
03.80.73.05.90
www.dorgat.fr
dorgat@dorgat.fr

Bureau d'études
d'ingénierie,
conseils, services

CARTE COMMUNALE DE FESSEVILLERS (25)

Etude environnementale

Analyse de l'état initial de l'environnement



Sciences Environnement

Ce dossier a été réalisé par :

Sciences Environnement

Agence de Besançon

Pour le compte de : [Commune de Fessevillers \(25\)](#)

Personnel ayant participé à l'étude :

Chargé(es) d'études : [Clémentine WEISS](#)

Technicien (ne) : [Julie Viricelle](#)

SOMMAIRE

Etat initial de l'environnement	6
1. Milieu physique	7
1.1. Contexte	7
1.1.1. Contexte régional	7
1.1.2. Relief et géomorphologie	7
1.1.3. Lithologie	9
1.1.4. Contexte climatique	11
1.3. Ressource en eau	12
1.3.1. Gestion de l'eau	12
1.3.2. Eaux superficielles	15
1.3.3. Eaux souterraines	18
1.3.4. Synthèse	21
1.4. Risques naturels	22
1.4.1. Risques mouvement de terrain	22
1.4.2. Risque inondation	24
1.4.3. Risque sismique	27
1.4.4. Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles	28
1.4.5. Synthèse	28
2. Milieu naturel	29
2.1. Patrimoine naturel remarquable	29
2.1.1. Zonages d'inventaire du patrimoine naturel	29
2.1.2. Biodiversité	39
2.2. Habitats naturels	42
2.2.1. Les prairies mésophiles	42
2.2.2. Les pelouses	43
2.2.3. Les habitats humides et aquatiques	43
2.2.4. Les haies, bosquets et arbres isolés, alignements d'arbres et fourrés	45
2.2.5. Les jardins et espaces libres de la trame urbaine	46
2.2.6. Le milieu forestier	47
2.2.7. Les friche et zones rudérales	48
2.2.8. Synthèse des habitats sur la commune	48
2.2.9. Espèces exotiques envahissantes	51
2.3. Trame verte et bleue	52

2.3.1. Continuités écologiques identifiées	53
2.3.2. Continuités écologiques locales	55
2.4. Synthèse	57
3. Diagnostic écologique	58
3.1. Méthodologie.....	58
3.2. Résultats.....	59
4. Paysage naturel.....	62
4.1. Unités paysagères	62
4.2. Eléments remarquables du paysage naturel	64
4.2.1. Site inscrit, site classé	64
4.2.2. Sites emblématiques.....	64
4.2.3. Les éléments naturels de l'identité paysagère	64
4.3. Structures paysagères et évolution	68
4.3.1. Description	68
4.3.2. Tendances d'évolution	68
4.4. Synthèse	70
5. Bilan des enjeux environnementaux et paysagers	71
Annexes.....	72

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1: Relief et topographie	8
Figure 2: Eaux superficielles.....	17
Figure 3: Eaux souterraines.....	20
Figure 4 : Risques naturels : mouvements de terrain	23
Figure 5: Sensibilité aux remontées de nappe.....	27
Figure 6: Milieux et zones humides	33
Figure 7: Sites naturels remarquables	38
Figure 8: Habitats naturels et semi-naturels.....	50
Figure 9: Trame verte et bleue : SRCE et SCoT	54
Figure 10: Trame verte et bleue : continuités locales.....	56
Figure 11: Diagnostic écologique	61
Figure 12: Paysage naturel : unités et sous-unités paysagères	63
Figure 13: Paysage naturel : éléments de l'identité paysagère	66
Figure 14: Paysage naturel : planche photographique	67
Figure 15: Paysage naturel : tendances d'évolution.....	69

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Plaquette de présentation des Ressources Karstiques Majeures
Annexe 2 : DUP du captage d'eau de Blanchefontaine et cartographie parcellaire
Annexe 3 : Prescriptions concernant les zones soumises aux différents risques de mouvement de terrain
Annexe 4 : Plaquette de présentation du risque de retrait-gonflement des argiles
Annexe 5 : La nouvelle réglementation parasismique
Annexe 6 : Licence d'utilisation des données de la base régionale des milieux humides (CEN FC)
Annexe 7 : Fiche descriptive de la ZNIEFF II Doubs Franco-Suisse
Annexe 8 : Fiche descriptive du site Natura 2000 « Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs »

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. MILIEU PHYSIQUE

1.1. Contexte

1.1.1. Contexte régional

La commune de Fessevillers est située à environ 25 km à vol d'oiseau au Sud-est de Montbéliard et 7 km au Nord-est de Maîche. Une infime partie de sa limite Est, quelques centaines de mètres, coïncide avec la frontière franco-suisse qui y est matérialisée par le cours du Doubs dont les méandres suivent ici une vallée boisée encaissée de 200 à 300 m.

1.1.2. Relief et géomorphologie

La commune se situe dans le domaine de la Haute Chaîne du Jura en bordure septentrionale. Ce domaine se caractérise par une série de plis orientés Nord-est / Sud-ouest qui se relaient les uns les autres. Ils se regroupent en trois faisceaux séparés par des aires synclinales plus calmes. Ces synclinaux¹ sont profonds et affectés de replis secondaires mais aussi de failles. Des failles d'orientation moyenne Sud – Sud-Ouest / Nord – Nord-Est tronçonnent irrégulièrement ces faisceaux de plis.

Les grands massifs calcaires formant l'ossature de toute la région, sont concernés par une forte karstification, phénomène qui peut se manifester en surface par la présence de dolines, gouffres, réseau hydrographique peu développé, etc.

La géomorphologie de la commune découle donc directement de la structure et de la nature des formations géologiques. Ce secteur des monts jurassiens est caractérisé par de nombreuses variations de relief, relevant de formations synclinales et anticlinales. La commune évolue à une altitude moyenne de 845 m, sur un replat de cluse. Le village est perché en bordure du plateau de Maîche, qui domine la vallée très encaissée du Doubs.

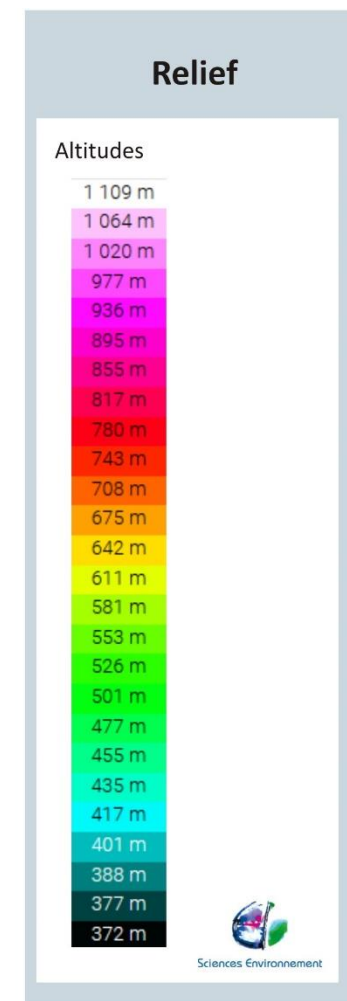
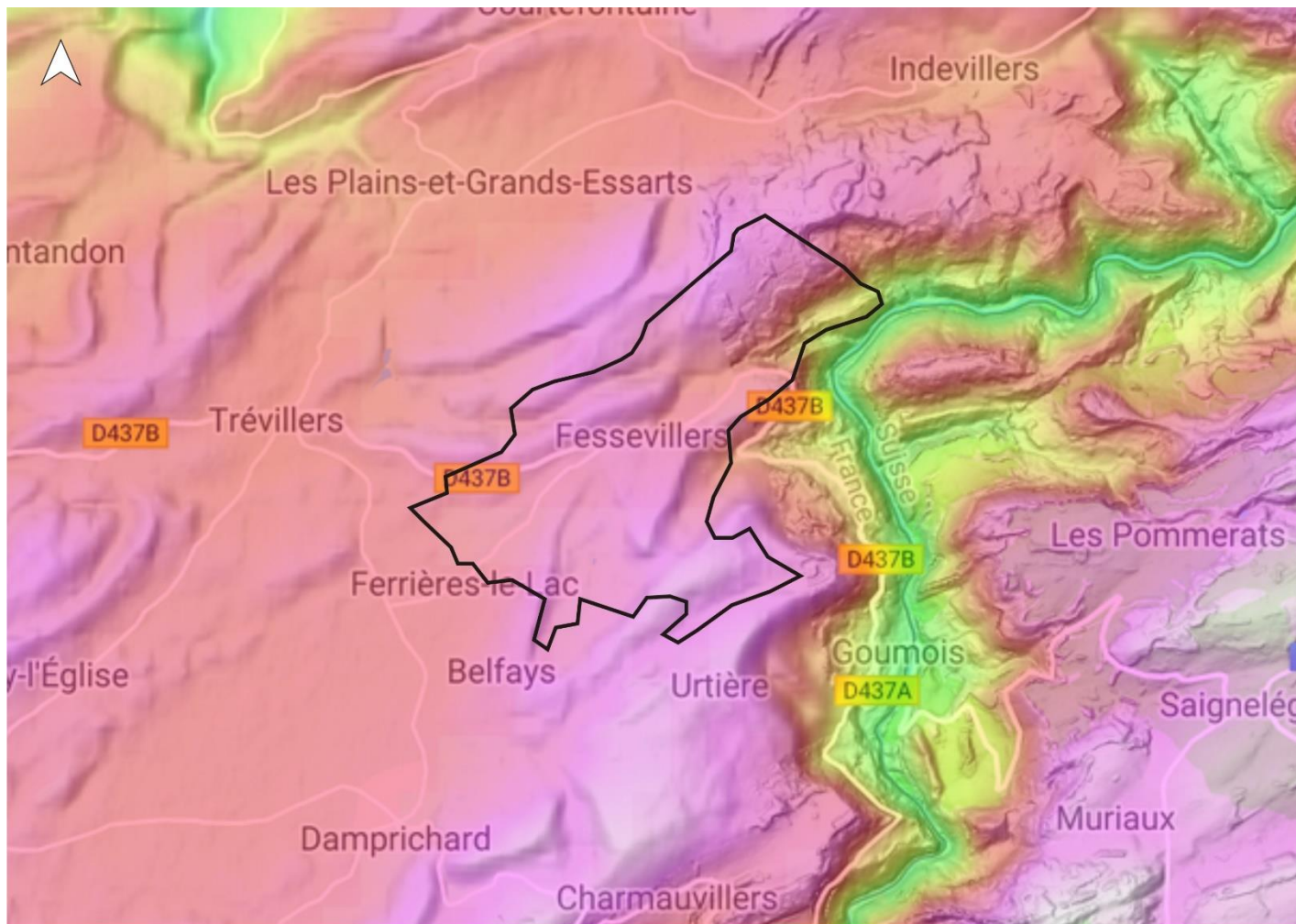
L'altitude de la commune varie entre environ 492 m au Nord-est au droit du Doubs, et 959 m au niveau de l'éperon des Prés Fuans.

Le centre bourg culmine quant à lui entre 835 et 870 m d'altitude environ.

Le village se développe dans un contexte marqué par le relief



¹ *Synclinaux* : Plis concaves vers le haut où les formations géologiques situées à l'intérieur de la courbure étaient avant la déformation, les plus hautes, donc on observe en son cœur les couches les plus récentes.



D'après topographic-map

Figure 1: Relief et topographie

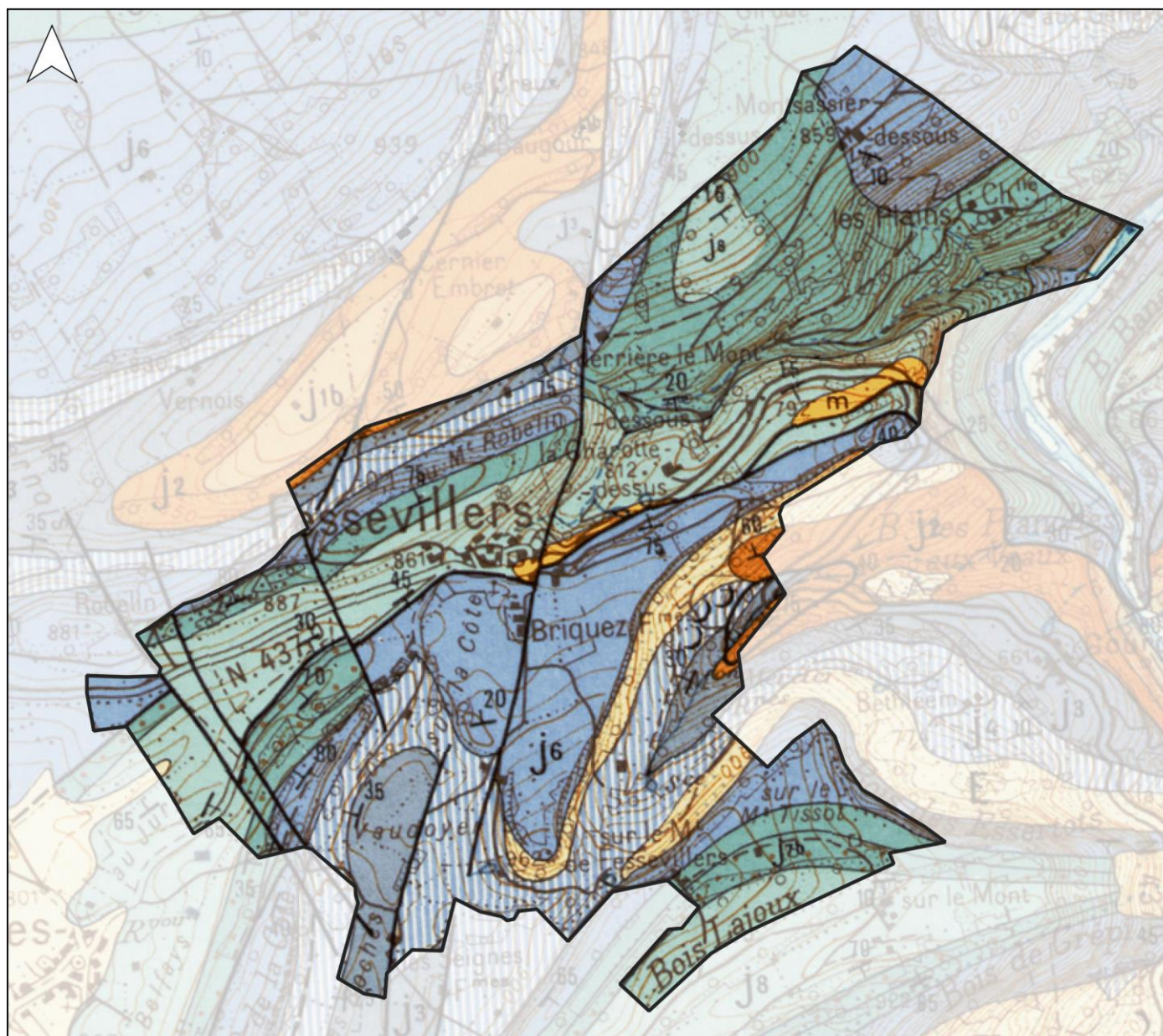
1.1.3. Lithologie

La trame urbaine repose sur plusieurs formations géologiques. Au niveau du village de Fessevillers, le tissu bâti repose sur les formations suivantes, et qui sont plutôt dominantes sur le territoire communal :

- Les calcaires de l'Argovien (j6), dont l'épaisseur est réduite et généralement inférieure à 5m. Des marnes et calcaires marneux apparaissent localement ainsi que des calcaires à Polypiers, et qui surplombent les marnes oxfordiennes sous-jacentes.
- Les calcaires compacts du Kimméridgien (j8) : d'après le BRGM, le sommet de cette formation est localement recouvert de marnes. Néanmoins, la plus grande masse de l'assise est formée par des calcaires compacts, des calcaires grenus, et localement par des calcaires en bancs plus marneux. Au regard de la présence de bancs marneux, il est donc possible que les terrains soient localement peu perméables.
- Les conglomérats du Miocène (m) que l'on retrouve très localement, notamment au Sud-est du village. Ces formations se composent des galets calcaires liés par un ciment gréseux ou argileux.

Le secteur des Plains évolue sur les calcaires, marnes et calcaires marneux du Séquanien (j7).

Lorsque les formations sont de nature marneuses ou marno-calcaires, ces dernières peuvent entraîner des phénomènes d'accumulation de l'eau en surface, ainsi que de ruissellements importants, la nature des marnes étant imperméables. Dans ce cas de figure, des phénomènes d'inondation ou la formation de zones humides peuvent alors émerger.



Contexte géologique

Lithologie

- E - Eboulis
- R - Formations résiduelles
- m - Miocène : conglomérats
- j8 - Kimméridgien : calcaires compacts
- j7 - Séquanien : calcaires, marnes et calcaires marneux
- j6 - Argovien : calcaires
- j4 - Oxfordien : marnes et calcaires marneux
- j3 - Callovien : Dalle nacrée et calcaires marneux
- j2 - Bathonien : calcaire compact

0 250 500 m



Sciences Environnement

D'après la feuille géologique de Damprichard (n°505 du BRGM)

1.1.4. Contexte climatique

SOURCES : CLIMATE-DATA.ORG / METEO FRANCE 2017 VIA LINTERNAUTE.COM

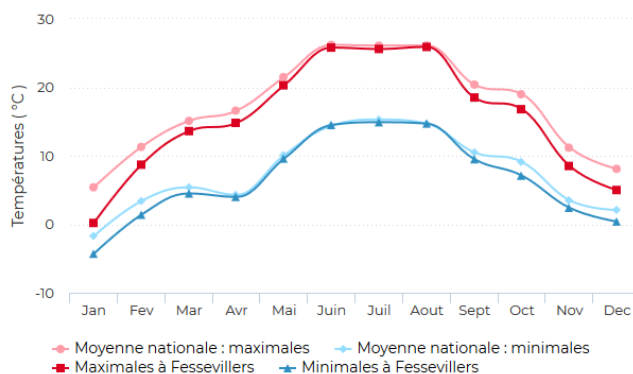
Le climat franc-comtois est un climat de transition soumis à double influence : d'une part océanique, apportant une pluviométrie conséquente en quantité et fréquence, et d'autre part continentale par l'existence de deux saisons thermiques bien marquées : un hiver rigoureux et un été chaud.

1.1.4.1. Températures

D'après les données de la station climatique la plus proche de la commune, située à Maîche, la température moyenne sur la commune est estimée à 6.8 °C.

Les températures moyennes mensuelles varient de -1,9°C en janvier à 15,1°C en août. L'amplitude thermique élevée indique bien une influence continentale (hiver rude et long, été chaud et lourd).

Les données disponibles en 2017 indiquent que les températures sont globalement inférieures à la moyenne nationale.



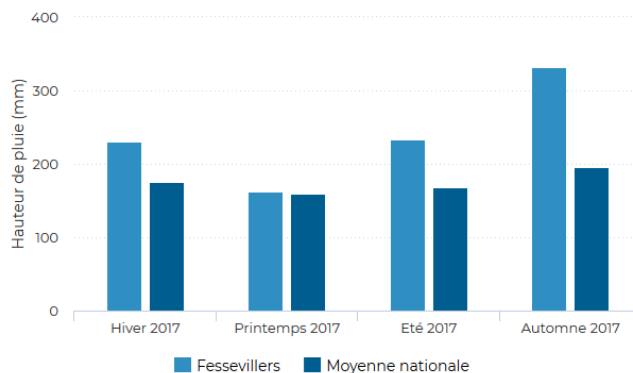
Températures moyennes sur l'année 2017

1.1.4.2. Pluviométrie

La pluviométrie annuelle moyenne calculée sur 30 ans est relativement importante avec 1 470,6 mm/an. Les précipitations sont régulièrement réparties sur l'année avec une moyenne minimale en avril (79 mm) et en octobre (81 mm), et une moyenne maximale en août (116 mm), en janvier et en juin (112 mm).

Ces éléments caractérisent bien l'influence océanique sur le climat local.

Les données disponibles en 2017 indiquent que les précipitations sont globalement supérieures à la moyenne nationale.



Pluviométrie moyenne sur l'année 2017

1.1.4.3. Particularités locales

D'après la normale saisonnière 1971-2000, le territoire communal recensait 112 jours de gel par an, et 152 jours de précipitations (> 1 mm) par an.

1.3. Ressource en eau

1.3.1. *Gestion de l'eau*

1.3.1.1. Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2016-2021

Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, décrit la stratégie du bassin pour stopper la détérioration des eaux et retrouver un bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes et littoral méditerranéen. Il s'agit d'un document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques, à portée juridique et qui est opposable à l'administration. Le Code de l'urbanisme établit que les documents d'urbanisme doivent être **compatibles** avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

La commune est comprise dans le périmètre du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021, qui fixe pour une période de 6 ans les 9 orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Ces dernières sont présentées dans le tableau suivant.

Orientation		Disposition	
		N°	Intitulé
0	S'adapter aux effets du changement climatique	0-01 à 0-05	Mobiliser les acteurs des territoires pour la mise en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme Développer la prospective en appui de la mise en œuvre des stratégies d'adaptation Agir de façon solidaire et concertée Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces
1	Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1-01 à 1-07	Afficher la prévention comme un objectif fondamental Mieux anticiper Rendre opérationnels les outils de la prévention
2	Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	2-01 à 2-03	Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser » Evaluer et suivre les impacts des projets Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et contrats de milieu
3	Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	3-01 à 3-08	Mieux connaître et appréhender les impacts économiques et sociaux Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau et des services publics d'eau et d'assainissement
4	Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	4-01 à 4-12	Renforcer la gouvernance locale dans le domaine de l'eau Structurer la maîtrise d'ouvrage de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations à l'échelle des bassins versants Assurer la cohérence entre les projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau
5A	Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	5A-01 à 5A-07	Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux Adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible » (milieux sensibles) Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine Eviter, réduire, compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées Adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif ou semi-collectif et en confortant les services d'assistance technique Etablir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE Réduire les pollutions en milieu marin
5B	Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	5B-01 à 5B-04	Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie
5C	Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	5C-01 à 5C-07	Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques Sensibiliser et mobiliser les acteurs Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles
5D	Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	5D-01 à 5D-05	Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
5E	Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	5E-01 à 5E-08	Protéger la ressource en eau potable Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents
6A	Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	6A-01 à 6A- 16	Prendre en compte l'espace de bon fonctionnement Assurer la continuité des milieux aquatiques Assurer la non-dégradation Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral
6B	Préserver, restaurer et gérer les zones humides	6B-01 à 6B- 05	Préserver, restaurer et gérer les zones humides
6C	Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	6C-01 à 6C- 04	Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux Favoriser les interventions préventives pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes Mettre en œuvre des interventions curatives adaptées aux caractéristiques des différents milieux
7	Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	7-01 à 7-08	Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire Anticiper et d'adapter à la rareté de la ressource en eau Renforcer les outils de pilotage et de suivi
8	Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	8-01 à 8-12	Agir sur les capacités d'écoulement Prendre en compte les risques torrentiels Prendre en compte l'érosion côtière du littoral

1.3.1.2. Les contrats de rivières

≡ « Vallée du Doubs et territoires associés »

La commune est incluse dans le périmètre du contrat de rivières (ou contrat de milieu) « Vallée du Doubs et territoires associés ». Ce dernier a été signé le 07/07/2014 et est actuellement en cours d'exécution (Source : portail Gest'eau France).

La plaquette de présentation en ligne définit ce contrat comme « un programme d'intervention dans le domaine de l'eau sur un bassin versant cohérent notamment au regard des autres démarches de gestion existantes. Il s'agit d'un engagement moral entre les différents partenaires techniques et financiers d'un territoire autour de ce programme d'intervention ».

Il concerne une superficie de plus de 2 200 km² depuis la frontière Suisse à la Bresse jurassienne, pour un total de 293 communes. Ce contrat a une durée de 6 ans (2014-2020). Les orientations définies sont d'assurer une qualité de l'eau à hauteur des usages, de gérer les inondations avec une vision à l'échelle du bassin versant, de restaurer le milieu naturel et de valoriser le tourisme en tenant compte de la fragilité du milieu naturel.

Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les objectifs des contrats de milieux, et ne pas aller à l'encontre de la bonne atteinte de ces objectifs.

Les actions sont réparties en 3 axes stratégiques, eux même décomposés en objectifs opérationnels et en sous-objectifs :

Axe	Objectif	Sous-objectif
1 Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques et morphologiques des cours d'eau et milieux aquatiques associés	I.1. Rétablir la continuité écologique longitudinale sur le Doubs et ses affluents	I.1.1. Restaurer la continuité piscicole et sédimentaire des cours d'eau I.1.2. Restaurer la continuité écologique terrestre
	I.2. Améliorer le fonctionnement écomorphologique du Doubs et de ses affluents	I.2.1. Réhabiliter les annexes hydrauliques du Doubs I.2.2. Restaurer l'espace de mobilité sur la Basse vallée du Doubs I.2.3. Restaurer morphologiquement les affluents
	I.3. Préserver et valoriser les zones humides du bassin versant	
2 Mettre en œuvre une stratégie globale et cohérente à l'échelle de la vallée pour l'amélioration de la qualité physico-chimique des eaux	II.1. Mettre en place un système de veille et d'appui technique pour la mise en œuvre des politiques publiques existantes en matière de réduction des pollutions	
	II.2. Développer un programme d'actions complémentaires pour l'amélioration de la qualité des eaux	
3 Instaurer une dynamique globale et de concertation sur le bassin versant, et une démarche de communication et de sensibilisation autour des problématiques liées à l'eau	III.1. Mettre en œuvre une animation renforcée et une assistance technique sur l'ensemble du territoire	
	III.2. Développer une démarche d'information et de communication autour du Contrat	
	III.3. Sensibiliser le grand public et les scolaires aux enjeux du territoire en matière de gestion des cours d'eau	
	III.4. Elaborer un programme de suivi et d'évaluation de l'état des milieux	

Axes stratégiques du Contrat de milieux Vallée du Doubs et territoires associés

1.3.2. Eaux superficielles

Le territoire présente un réseau hydrographique relativement pauvre, et dont les principaux éléments sont représentés par des petits ruisseaux et rus pour l'essentiel temporaires.

Le Bief de Gigot forme des petites ruisseaux alimentant deux étangs successifs, dont les eaux rejoignent le Doubs. Quelques plans d'eau sont également à signaler dans le secteur des Seignes au Sud du territoire.

Au Nord-est du village, un ruisseau issu d'une source s'écoule vers la Charrotte du Bas et le secteur de Derrière le Mont pour s'infiltrer enfin dans le sous-sol. Quelques petites mares se sont également formées au droit du ruisseau. C'est par ailleurs sur ce secteur que la commune exploite la ressource pour son alimentation en eau potable.

Enfin, le Doubs constitue le récepteur final de toutes les eaux transitant sur le secteur.

Vue sur une mare au Nord du village



1.3.2.1. Données quantitatives

Aucune donnée qualitative n'est disponible sur ces petits ruisseaux.

1.3.2.2. Données qualitatives

≡ Données issues du SDAGE

Rappel : Le SDAGE tronçonne le réseau hydrographique en « masses d'eau¹ ». Il fixe un objectif de « bon état » écologique et chimique à atteindre pour chaque masse d'eau, conformément à la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE). Il donne une appréciation de la qualité actuelle des masses d'eau sur la base de données du programme de surveillance (stations gérées par la DREAL) :

- **l'état écologique** traduit le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et comprend 5 classes (très bon, bon, moyen, médiocre, mauvais).
- **l'état chimique** traduit la présence de substances polluantes et comprend 2 classes (bon, mauvais).

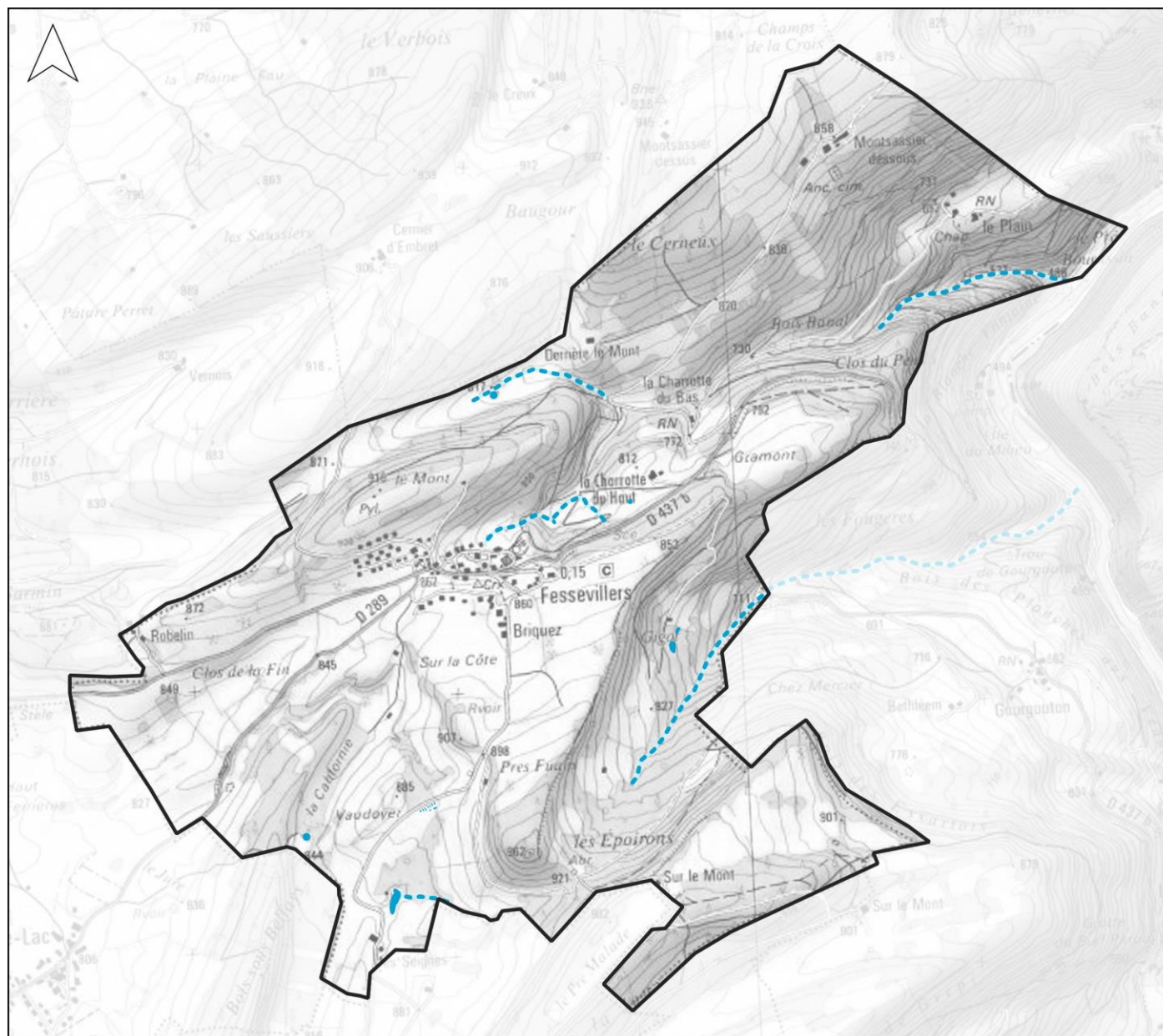
Aucune donnée qualitative n'est disponible sur les divers rus du territoire.

Néanmoins, la commune s'inscrivant dans le bassin versant du Doubs, et plus particulièrement des sous-bassins du « **Doubs médian** » et du « **Doubs Franco-Suisse** », il est intéressant de souligner l'état écologique et chimique de ces deux masses d'eau. Aussi, le tableau suivant en présente les caractéristiques d'après les données du programme de surveillance du SDAGE en 2009 :

Nom et code de la masse d'eau	Etat écologique		Etat chimique	
	Etat ou potentiel écologique	Objectif de bon état	Etat chimique	Objectif de bon état
Doubs Franco-Suisse : Le Doubs de l'aval du bassin de Chaillexon à la frontière Suisse (FRDR635)	Moyen	2015	Bon	2021
Doubs médian : Le Doubs de la frontière Suisse à la confluence avec le Dessoubre (FRDR633a)	Bon	2015	Bon	2015

¹ Masse d'eau : unité hydrographique ou hydrogéologique cohérente, présentant des caractéristiques assez homogènes et pour lesquelles on peut définir un même objectif.

Type de pression	Mesures pour le Doubs Franco-Suisse	Mesures pour le Doubs médian
Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	Non concerné
Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides)	<p>Mettre en place ou renforcer un outil de gestion concertée (hors SAGE)</p> <p>Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)</p> <p>Mettre en place une technologie propre visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)</p> <p>Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur</p>	<p>Mettre en place une technologie propre visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)</p> <p>Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur</p> <p>Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)</p>
Altération de l'hydrologie	Coordonner la gestion des ouvrages	Non concerné
Altération de la morphologie	Non concerné	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	Non concerné
Pollution diffuse par les nutriments	Mettre en place ou renforcer un outil de gestion concertée (hors SAGE)	Non concerné
Altération de l'hydrologie	Mettre en place ou renforcer un outil de gestion concertée (hors SAGE)	Non concerné
Altération de la continuité	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)



Eaux superficielles

Légende

- Etang, plan d'eau, mare
- Cours d'eau (temporaire)

0 250 500 m



Figure 2: Eaux superficielles

1.3.3. Eaux souterraines

1.3.3.1. Données qualitatives

Rappel : la Directive Cadre sur l'Eau de 2000 définit le « **bon état quantitatif** » d'une eau souterraine lorsque les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible, compte tenu de la nécessaire alimentation des écosystèmes aquatiques.

L'**état chimique** est « **bon** » lorsque les concentrations en polluants dues aux activités humaines ne dépassent pas les normes et les valeurs seuils, lorsqu'elles n'entravent pas l'atteinte des objectifs fixés pour les masses d'eau de surface alimentées par les eaux souterraines considérées et lorsqu'il n'est constaté aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaines. Dans le cas contraire, on parle d'état « médiocre ».

La commune de Fessevillers appartient au bassin versant d'une masse d'eau souterraine, dont le tableau suivant en présente les caractéristiques qualitatives d'après le dernier SDAGE en vigueur.

Masse d'eau	Objectif de bon état		Pression identifiée	Programme de mesures 2016-2021
	Etat chimique	Etat quantitatif		
Calcaire jurassiques chaîne du Jura – Doubs (Haut et médian) et Dessoubre (FRDG153)	2015	2015	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides d'origine agricole)	Mettre en place une technologie propre visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)

1.3.3.2. Ressource majeure

Le territoire communal se situe au sein d'un périmètre de « Ressource Majeure » intitulée « Sources de Blanchefontaine et La Forge ». Elle est considérée comme « zone d'intérêt actuel », ce qui signifie que les ressources en eau identifiées dans ces zones ont vocation à être protégées.

Précisons qu'une « Ressource Majeure » est définie par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse comme une ressource bénéficiant de débits importants, d'une qualité correcte, d'une faible exposition aux pollutions et d'une proximité des besoins. La plaquette d'information de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse sur les ressources majeures en eau potable liées au karst est disponible en annexe.

1.3.3.3. Captages d'eau potable

La commune compte un captage sur son territoire, ce dernier se situant à l'Est du village. Il s'agit de la source de Blanchefontaine, à laquelle sont associés des périmètres de protection immédiat (PPI), rapproché (PPR) et éloigné (PPE). La DUP de ce captage est disponible en annexe.

La partie Sud du territoire est également incluse dans le PPE de la source de Blanchefontaine de Goumois.

1.3.3.4. Circulations souterraines

Plusieurs opérations de traçage des eaux souterraines ont été réalisées sur le secteur. Ces dernières indiquent une convergence des eaux souterraines en provenance du Sud-ouest et de l'Ouest vers le Doubs qui constitue le milieu récepteur des eaux souterraines du secteur.

1.3.3.5. Vulnérabilité

La nature des couches géologiques conditionne la capacité d'infiltration des eaux, et donc la rapidité de circulation des polluants. Ainsi, les terrains calcaires présentent de manière générale des caractéristiques favorables à l'infiltration rapide des eaux dans le sous-sol, tandis que les secteurs marneux et argileux auront tendance à retenir plus ou moins longtemps les eaux météoriques en surface.

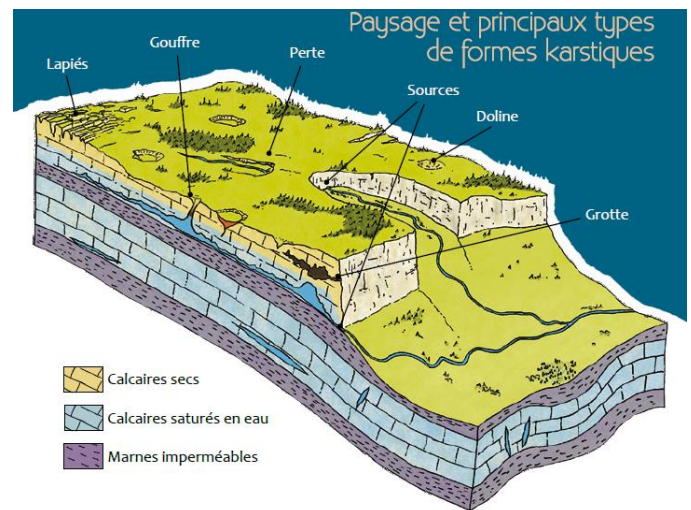
Le karst est un paysage original résultant de processus particuliers d'érosion issus de la dissolution des roches carbonatées (calcaires notamment) qui constituent le sous-sol du secteur.

C'est l'eau de pluie, ayant acquis une certaine acidité, qui entraîne une mise en solution de la roche en circulant dans les fissures et les vides du substratum. Au cours du temps, l'eau agrandit les fissures existantes et développe un véritable réseau souterrain, donnant naissance à des sources.

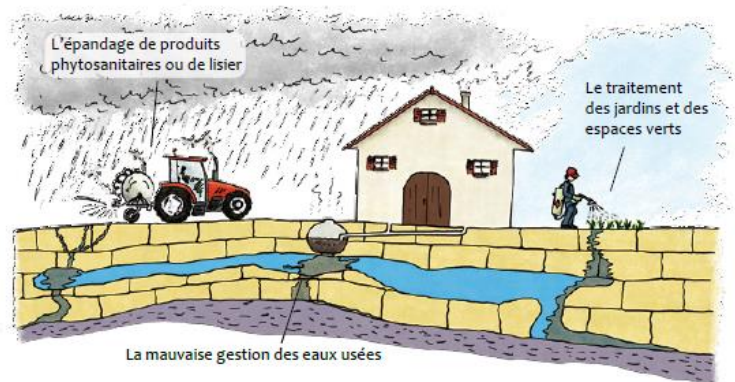
La figure ci-contre illustre la diversité de formations issues de phénomènes karstiques.

Le karst est un milieu très **vulnérable** aux pollutions extérieures, notamment en raison de la rapidité des circulations des eaux au sein de l'aquifère, limitant considérablement l'épuration de ces dernières.

Par ailleurs, l'effet de dispersion et de dilution liés à l'organisation des écoulements, ainsi que le faible rôle filtrant de la zone d'infiltration participent à la vulnérabilité de l'aquifère.



Pollutions diffuses dans les zones vulnérables



D'après la plaquette de présentation des
Ressources Karstiques Majeures de l'Agence de
l'Eau Rhône-Méditerranée

Eau souterraines : enjeux liés à la ressource

Légende

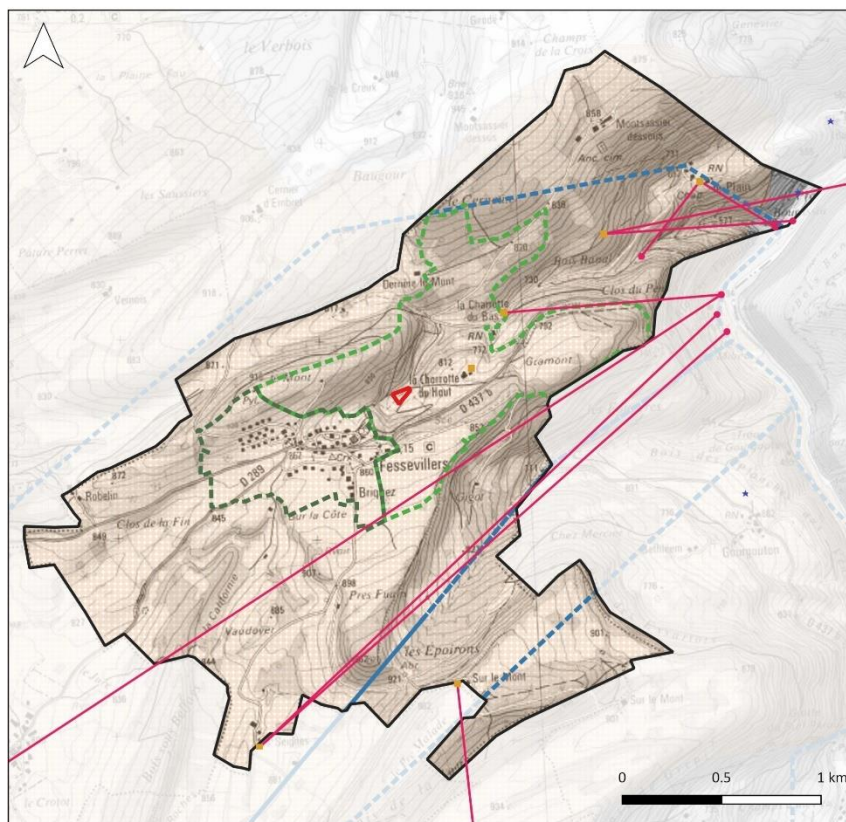
Périmètres de protection de captage

- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché A
- Périmètre rapproché B
- Périmètre éloigné

Ressource majeure

Circulation des eaux souterraines

- Point d'injection
- Point de restitution
- Traçage



D'après le flux WMS - application CARTLIE du Doubs 2018

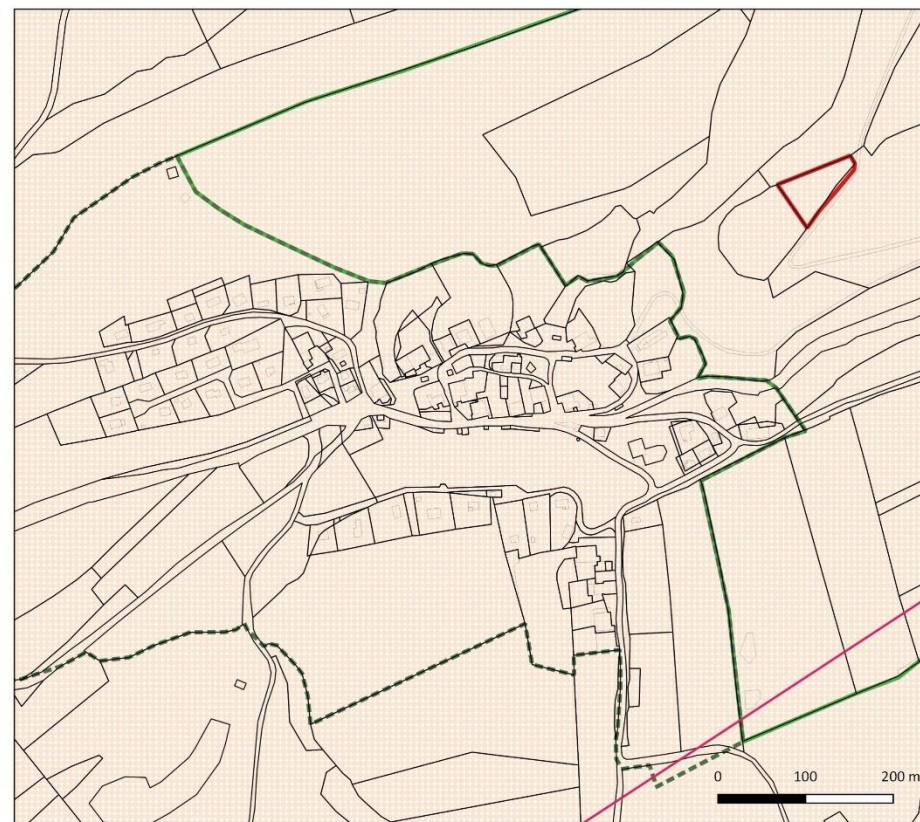


Figure 3: Eaux souterraines

1.3.4. Synthèse

Grille atouts-faiblesses/opportunités : Ressource en eau	
Atouts	Faiblesses
Une masse d'eau souterraine de bonne qualité	Un contexte particulièrement vulnérable aux pollutions en raison d'un substratum calcaire : une sensibilité pour la Ressource Karstique Majeure
Un captage d'eau potable présent sur la commune	L'implantation dans un sous-bassin versant du Doubs de qualité écologique moyenne Des petits rus temporaires dégradés par le piétinement du bétail
Opportunités	

- ✓ Préserver les milieux humides et les abords des rus de l'urbanisation pour leur rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes et les services hydrauliques qu'ils rendent,
- ✓ Adapter le projet aux enjeux liés à la ressource karstique majeure (RKM),
- ✓ Limitier les incidences de l'extension urbaine sur la ressource : minimiser l'imperméabilisation des sols, éviter le comblement, la dérivation et le busage des rus, préserver les cavités souterraines, s'assurer de la cohérence du projet avec les capacités d'épuration en place et la capacité de la ressource en eau potable.

1.4. Risques naturels

1.4.1. Risques mouvement de terrain

1.4.1.1. Prévention et gestion des risques

Le territoire communal n'est concerné par aucun Plan de Prévention des Risques naturels relatif aux Mouvements de terrain (PPRM).

1.4.1.2. Glissement de terrain

L'aléa glissement de terrain dépend de la nature précise de la roche, de son état d'altération et de sa saturation en eau. Les couches géologiques à dominante marneuse ont généralement une sensibilité accrue à cet aléa. L'eau d'infiltration circule et provoque des surfaces préférentielles de glissement, notamment lors des cycles gel-dégel. Ce risque est prédominant dans les zones de fortes pentes (supérieures à 10 %) et après les périodes de fortes pluies.

Le territoire communal est concerné par les 4 niveaux d'aléa du risque glissement (cf. figure suivante). Les secteurs les plus sensibles se répartissent particulièrement au niveau des marnes en pentes et des versants, comme c'est le cas au Sud-est du village où évoluent des falaises en surplomb des lieudits « Gigot » et « les Epoirons ».

Les projets d'aménagement sont soumis à une **réglementation** définie pour chaque secteur d'aléa (cf. annexe). De plus, dans chaque situation, des dispositions de gestion des eaux pluviales sont nécessaires, l'infiltration dans le sous-sol étant proscrite ou fortement déconseillée selon les cas.

1.4.1.3. Affaissement-effondrement

Le territoire communal est localement concerné par le risque d'affaissement-effondrement du fait de la présence d'indices karstiques (dolines, fosses, gouffres, etc.). Les projets d'aménagement dans ces secteurs sont soumis à des prescriptions disponibles en annexe.

Comme l'indique la figure suivante, quelques manifestations de ce type ponctuent les abords du village.

1.4.1.4. Eboulement

Les secteurs de falaises dans la partie Est du territoire communal ainsi qu'au Nord du village représentent un **aléa fort** au risque d'éboulement (cf. figure).

Le pied des falaises correspond à une zone en principe **inconstructible**, où tout projet d'aménagement ou de construction nouveau ne peut être autorisé. Sous réserve de certaines conditions, la constructibilité peut être envisagée exceptionnellement (cf. annexe).

Précisons enfin que la commune est dotée d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS), dont le début de l'étude date du 22 février 2016. Ce document décrit l'organisation et les moyens de la commune pour la gestion de l'alerte, de la crise et de la sauvegarde des populations (hébergement, approvisionnement, etc.).

1.4.1.5. Retrait-gonflement des argiles

Les phénomènes de retrait-gonflement sont dus pour l'essentiel à des variations de volume de formations argileuses sous l'effet de l'évolution de leur teneur en eau. Ces variations se traduisent par des mouvements différentiels de terrain, susceptibles de provoquer des désordres au niveau du bâti. La plaquette explicative du retrait-gonflement des sols argileux est consultable en annexe.

L'aléa de ce risque varie du niveau insignifiant à modéré sur le territoire communal (cf. figure). Le village et ses abords immédiats ne sont toutefois pas concernés par un niveau de risque significatif.

Risques naturels : Mouvements de terrain

Légende

Indices karstiques

- ▼ Effondrement de cavité (doline)
- ▼ Gouffre, perte
- ◆ Fontaine, source, résurgence, émergence
- Grotte

Glissement

- Aléa très fort
- Aléa fort
- Aléa modéré
- Aléa faible

Eboulement

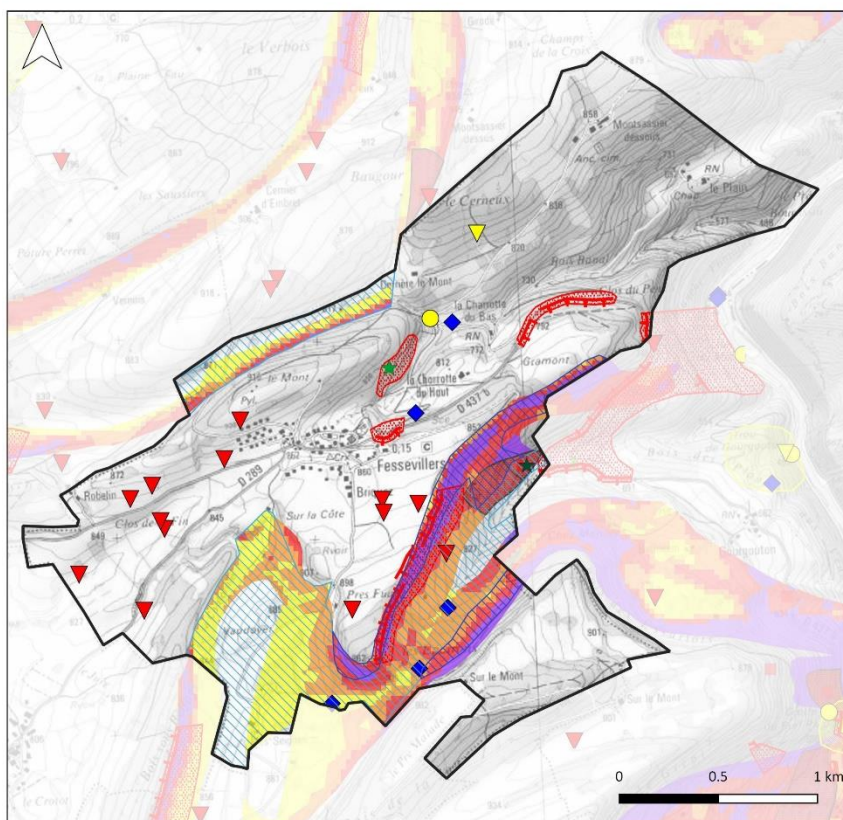
- Falaises
- Aléa fort

Mouvement ponctuel

- Eboulement
- Glissement

Retrait-gonflement des argiles

- Aléa faible
- Aléa modéré



D'après l'application CARTELIE - DDT du Doubs et Géorisques



Figure 4 : Risques naturels : mouvements de terrain

1.4.2. Risque inondation

1.4.2.1. Gestion des risques

Le territoire communal n'est concerné par aucun Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).

Néanmoins, il intègre le périmètre du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2016-2021. Ce dernier a été arrêté par le Préfet coordonnateur le 7 décembre 2015. Il est l'outil de mise en œuvre de la Directive inondation (2007/60/CE) relative à l'évaluation et à la gestion du risque inondation, et vise à :

- Encadrer l'utilisation des outils de la prévention des inondations à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée
- A définir les objectifs priorités pour réduire les conséquences négatives des inondations des 31 Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) du bassin.

Le PGRI est opposable à l'administration et à ses décisions (il n'est pas opposable aux tiers). En application des articles L.124-2 du Code de l'urbanisme, **le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible** ou rendue compatible avec les objectifs du PGRI (*d'après le portail Eaufrance.fr*).

Le PGRI affiche des objectifs à 3 niveaux :

- Un **premier niveau** applicable à l'ensemble du bassin Rhône-Méditerranée, où sont définies 5 grandes priorités, déclinées en sous-parties, visibles dans le tableau en page suivante.
- Un **second niveau** relatif au linéaire rhodanien et la Saône.
- Un **troisième niveau** pour les Territoires à Risque Important d'inondation (TRI). La commune n'est incluse dans aucun TRI.

Le tableau suivant dresse les priorités du PGRI et les dispositions déclinées pour chacune d'elle :

Priorité du PGRI	Disposition	Sous-objectifs
I - Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	Améliorer la connaissance de la vulnérabilité du territoire	D.1-1 Mieux connaître les enjeux d'un territoire pour pouvoir agir sur l'ensemble des composantes de la vulnérabilité : population, environnement, patrimoine, activités économiques, etc. D.1-2 Établir un outil pour aider les acteurs locaux à connaître la vulnérabilité de leur territoire
	Réduire la vulnérabilité des territoires	D.1-3 Maîtriser le coût des dommages aux biens exposés en cas d'inondation en agissant sur leur vulnérabilité D.1-4 Disposer d'une stratégie de maîtrise des coûts au travers des stratégies locales D.1-5 Caractériser et gérer le risque lié aux installations à risque en zones inondables
	Respecter les principes d'un aménagement du territoire adapté aux risques d'inondations	D.1-6 Éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque D.1-7 Renforcer les doctrines locales de prévention D.1-8 Valoriser les zones inondables et les espaces littoraux naturels D.1-9 Renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement D.1-10 Sensibiliser les opérateurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation au travers des stratégies locales
II - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Agir sur les capacités d'écoulement	D.2-1 Préserver les champs d'expansion des crues D.2-2 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues D.2-3 Éviter les remblais en zones inondables D.2-4 Limiter le ruissellement à la source D.2-5 Favoriser la rétention dynamique des écoulements D.2-6 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines D.2-7 Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire D.2-8 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux
	Prendre en compte les risques torrentiels	D.2-9 Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels
	Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	D.2-10 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion D.2-11 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion
	Assurer la performance des ouvrages de protection	D.2-12 Limiter la création de nouveaux ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants D.2-13 Limiter l'exposition des enjeux protégés D.2-14 Assurer la performance des systèmes de protection D.2-15 Garantir la pérennité des systèmes de protection

Priorités du PGRI Rhône-Méditerranée 2016-2021

Priorité du PGRI	Disposition	Sous-objectifs
III - Améliorer la résilience des territoires exposés	Agir sur la surveillance et la prévision	D.3-1 Organiser la surveillance, la prévision et la transmission de l'information sur les crues et les submersions marines D.3-2 Passer de la prévision des crues à la prévision des inondations D.3-3 Inciter la mise en place d'outils locaux de prévision
	Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	D.3-4 Améliorer la gestion de crise D.3-5 Conforter les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) D.3-6 Intégrer un volet relatif à la gestion de crises dans les stratégies locales D.3-7 Développer des volets inondation au sein des dispositifs ORSEC départementaux D.3-8 Sensibiliser les gestionnaires de réseaux au niveau du bassin D.3-9 Assurer la continuité des services publics pendant et après la crise D.3-10 Accompagner les diagnostics et plans de continuité d'activité au niveau des stratégies locales D.3-11 Évaluer les enjeux au ressuyage au niveau des stratégies locales
	Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information	D.3-12 Rappeler les obligations d'information préventive D.3-13 Développer les opérations d'affichage du danger (repères de crues ou de laisses de mer) D.3-14 Développer la culture du risque
IV - Organiser les acteurs et les compétences	Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques	D.4-1 Fédérer les acteurs autour de stratégies locales pour les TRI D.4-2 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et contrats de milieux D.4-3 Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants D.4-4 Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB
	Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection	D.4-5 Considérer les systèmes de protection dans leur ensemble
	Accompagner la mise en place de la compétence «GEMAPI»	D.4-6 Accompagner l'évolution des structures existantes gestionnaires d'ouvrages de protection vers la mise en place de la compétence GEMAPI sans perte de compétence et d'efficacité D.4-7 Favoriser la constitution de gestionnaires au territoire d'intervention adapté
V - Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation	Développer la connaissance sur les risques d'inondation	D.5-1 Favoriser le développement de la connaissance des aléas D.5-2 Approfondir la connaissance sur la vulnérabilité des réseaux D.5-3 Renforcer la connaissance des aléas littoraux D.5-4 Renforcer la connaissance des aléas torrentiels
	Améliorer le partage de la connaissance	D.5-5 Mettre en place des lieux et des outils pour favoriser le partage de la connaissance D.5-6 Inciter le partage des enseignements des catastrophes

Priorités du PGRI Rhône-Méditerranée 2016-2021

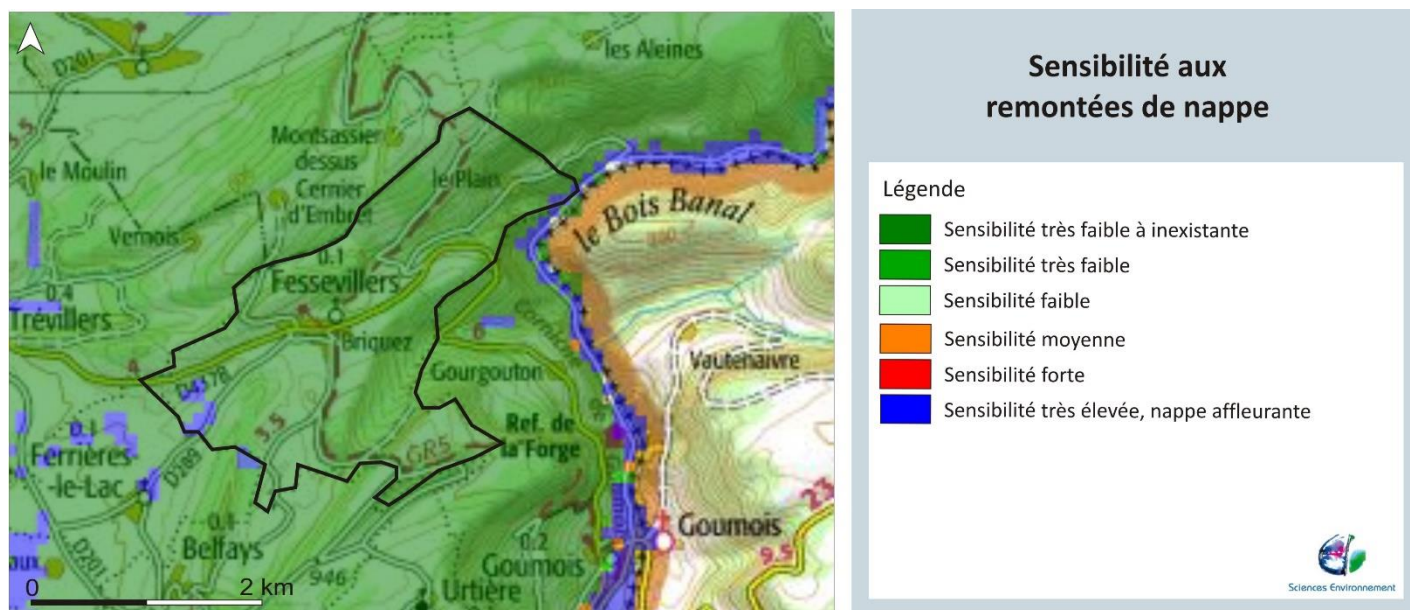
1.4.2.2. Risque inondation

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).

La base de données Cartélie dédiée aux risques naturels dans le département du Doubs ne recense aucun débordement ou surface inondable sur le territoire communal. Néanmoins, des phénomènes de ruissellement peuvent se produire ponctuellement au niveau des secteurs marneux imperméables en période de hautes eaux.

D'après la cartographie dédiée aux phénomènes de remontées de nappe, le territoire communal est très peu concerné par des niveaux de sensibilité élevés, à l'exception de son extrémité Sud-ouest. Le village et ses abords sont situés dans une zone considérée comme très faiblement sensible.

Précisons que la cartographie suivante n'est pas établie à une précision parcellaire, mais qu'elle vise à indiquer des secteurs sensibles au phénomène de manière générale.

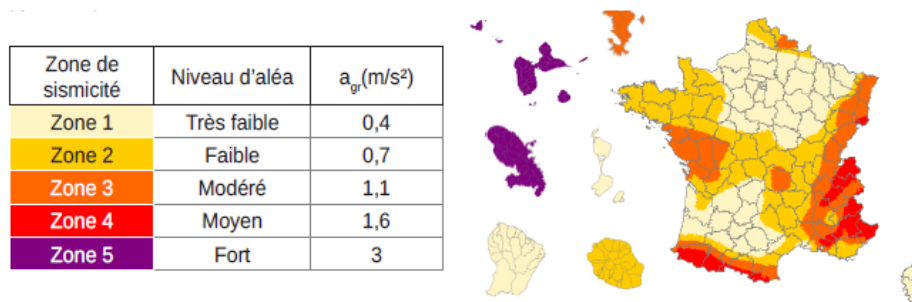


D'après la base de données Géorisques et inondationsnappes.fr

Figure 5: Sensibilité aux remontées de nappe

1.4.3. Risque sismique

Depuis le 1er mai 2011, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes.



Zonage sismique de la France – Source : DDT

D'après ce nouveau zonage, la commune se situe en zone de sismicité 3 (modérée), les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières (cf. annexe).

1.4.4. Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles

La commune est concernée par deux arrêtés de catastrophes naturelles :

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
25PREF19990312	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
25PREF19900056	14/02/1990	17/02/1990	16/03/1990	23/03/1990

Source : base de données Géorisques

1.4.5. Synthèse

Grille atouts-faiblesses/opportunités : Risques naturels	
Atouts	Faiblesses
Un risque inondation peu présent sur la commune Des risques liés au mouvement de terrain concernant peu les secteurs bâtis	Un risque sismique modéré
Opportunités	

- ✓ Préserver les éléments fixes du paysage permettant la prévention du ruissellement et la limitation des risques d'érosion (talus, dolines, haies, bosquets, etc.).
- ✓ Limiters la vulnérabilité des habitants en privilégiant l'ouverture à l'urbanisation dans les secteurs les moins soumis aux risques naturels,
- ✓ Recommander une étude géotechnique dans les secteurs soumis à des risques de mouvement de terrain significatifs préalablement à toute construction nouvelle afin d'établir les dispositions constructives adaptées au terrain et au projet de construction. Il arrive en effet que les travaux d'aménagement soient vecteurs de déclenchements de mouvements de terrain dans une formation à priori immobile.
- ✓ Préserver les zones humides et les abords des petits rus de l'urbanisation qui constituent des zones préférentielles d'infiltration et de stockage des eaux.

2. MILIEU NATUREL

2.1. Patrimoine naturel remarquable

Certains espaces naturels peuvent être désignés ou identifiés comme espaces remarquables au titre du patrimoine naturel qui les compose. Il existe différents outils de protection ou de recensement du patrimoine naturel remarquable en France. La désignation de ces espaces permet alors de mettre en œuvre leur protection, ou la gestion du patrimoine naturel identifié comme remarquable.

Les pages suivantes dressent un état des lieux des espaces naturels remarquables connus sur le territoire communal et ses abords.

2.1.1. Zonages d'inventaire du patrimoine naturel

2.1.1.1. Les zones humides

≡ Contexte règlementaire

D'après le Code de l'urbanisme, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent être compatibles avec les documents cadres supérieurs. Parmi ces documents, le SDAGE et les SAGE définissent un certain nombre d'orientations avec lesquelles le document d'urbanisme doit être en compatibilité.

La commune étant concernée par le SDAGE, cette dernière doit être compatible avec ses orientations. L'une d'elle prévoit notamment la prise en compte et la préservation des zones humides (cf. volet « Gestion de l'eau »). Cette orientation doit donc être intégrée au document d'urbanisme.

≡ Définition

Le Code de l'environnement dresse la définition suivante : « *on entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.* ».

Par ailleurs, la réglementation actuelle récemment précisée par un arrêt du Conseil d'Etat (CE, 22 février 2017, n°386325) précise qu'une « *zone humide ne peut être caractérisée, lorsque la végétation y existe, que par la présence simultanée de sols habituellement inondés ou gorgés d'eau et, pendant au moins une partie de l'année, de plantes hygrophiles* ».

Il considère en conséquence que les deux critères pédologique et botanique sont, en présence de végétation, « *cumulatifs, (...) contrairement d'ailleurs à ce que retient l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition des zones humides (...).* ».

≡ Rôle des zones humides

D'après le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021, les zones humides assurent 3 fonctions majeures :

- **Hydrologique / hydraulique** : elles participent à la régulation des régimes hydrologiques (zones d'expansion des crues, soutien des débits d'étiage et alimentation des nappes),

- **Physique / biogéochimique** : elles contribuent au maintien et à l'amélioration de la qualité de l'eau. Elles ont un pouvoir épurateur, jouant à la fois le rôle de filtre physique (elles favorisent les dépôts de sédiments y piégeant les métaux lourds associés) et de filtre biologique (siège de cycles biogéochimiques, désinfection et destruction de germes pathogènes par les ultraviolets, fixation par les végétaux de substances indésirables ou polluantes),
- **Biologique / écologique** : elles jouent un rôle de réservoir de biodiversité avéré ou potentiel, offrant aux espèces végétales et animales qui y sont inféodées, les fonctions essentielles à l'exécution de leurs cycles biologiques : alimentation, reproduction, fonction d'abri, de refuge et de repos pour un grand nombre d'espèces animales.

En parallèle, les zones humides assurent principalement les services suivants :

- **Production de biomasse** : la forte productivité qui caractérise les zones humides (sols fertiles, eau) est à l'origine de productions diversifiées (prairies pâturées et/ou fauchées, cultures, forestière, piscicole, etc.),
- **Contribution à une ressource en eau indispensable** : grâce à leurs fonctions hydrologiques, physiques et biogéochimiques, les zones humides remplissent un rôle indéniable. Elles participent à l'alimentation en eau potable pour la consommation humaine en soutenant la production d'eau à usage agricole et industriel,
- **Prévention des risques naturels** : les fonctions hydrauliques de stockage et de rétention contribuent à la prévention contre les inondations dommageables aux biens et aux personnes. Les zones humides permettent, du fait de leur capacité de stockage, une économie financière substantielle en limitant les dommages sur d'autres secteurs,
- **Préservation de la dynamique fluviale** (régime, transports de sédiments) : le rôle de réservoir et l'influence des zones humides sur le microclimat local permettent de limiter l'intensité des effets des sécheresses prononcées,
- **Valeurs sociales, culturelles et touristiques** : les zones humides font partie du patrimoine paysager et culturel. Elles sont aussi le support d'activités touristiques ou récréatives, socialement et économiquement importantes.

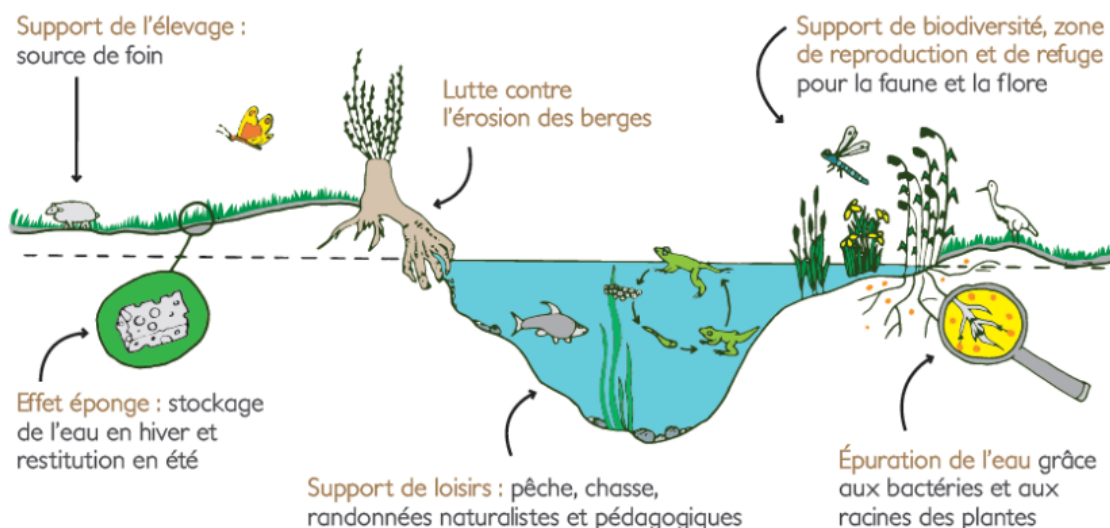


Illustration de quelques fonctions des zones humides.

Source : exposition sur les zones humides – AVEN du Grand Voyeux

≡ **Menaces sur les zones humides**

Longtemps méconnues pour leurs fonctions, les zones humides ont subi la pression de l'intensification agricole, de l'étalement urbain et des aménagements hydrauliques inadaptés, conduisant à un constat inquiétant : en France, deux tiers des zones humides ont disparu au cours du XXe siècle (source : CEN Franche-Comté).

L'illustration suivante illustre les différentes menaces qui pèsent actuellement sur ces milieux sensibles :

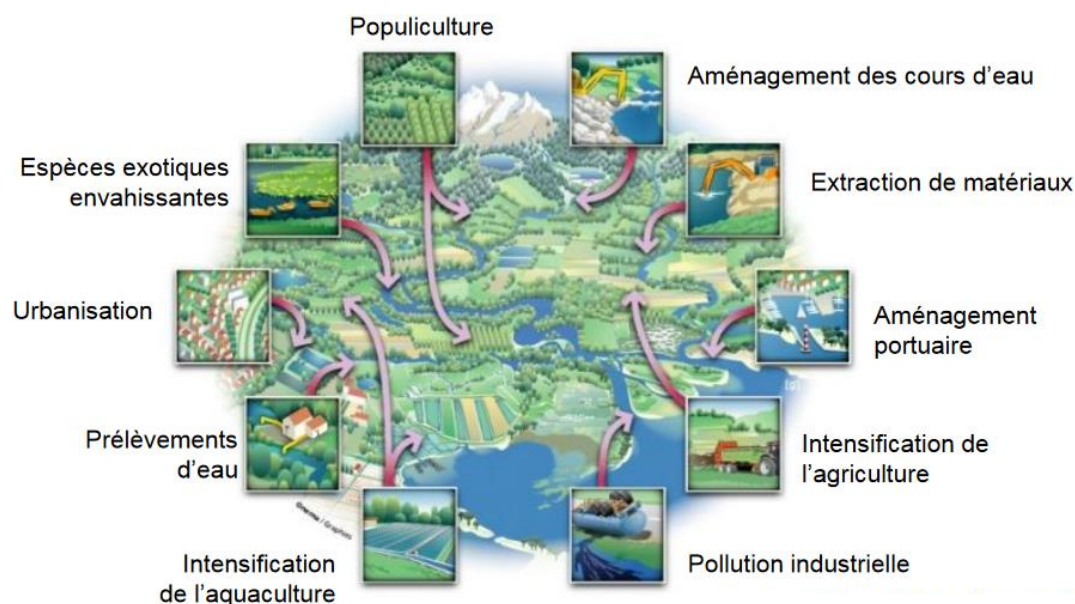


Illustration des menaces pesant sur les zones humides. Source : ONEMA

En 2012 a ainsi démarré l'animation régionale en faveur des zones humides conduite par le CEN Franche-Comté, avec le soutien financier de l'Agence de l'eau et de la Région. Elle vise à informer et sensibiliser les intervenants sur les zones humides ainsi qu'à mobiliser les porteurs de projets souhaitant agir en faveur de ces milieux. Elle a donc 4 missions principales :

- Gestion et diffusion des données issues des inventaires zones humides réalisés dans les départements pour une information partagée et une synthèse régionale.
- Soutien à la restauration et à la préservation des zones humides, pour une mise en réseau des compétences régionales en faveur des zones humides.
- Communication et sensibilisation pour un porter à connaissance partagé et une mobilisation autour de ces milieux.
- Organisation et animation globale du projet, pour un déploiement efficace de la stratégie régionale et son évaluation.

≡ **Contexte communal**

La figure suivante dresse la cartographie des données disponibles à l'heure actuelle et notamment fournies par le Conservatoire des Espaces Naturels de Franche-Comté, l'animateur régional en faveur des zones humides et de la base de données d'inventaires des milieux humides de la région, dont la licence d'utilisation des données fournies est jointe en annexe. Les données fournies proviennent d'inventaires réalisés par deux organismes, la DREAL Franche-Comté et l'Etablissement Public Territorial du Bassin (EPTB) Saône et Doubs.

Rappelons toutefois le caractère non-exhaustif et évolutif de ces données :

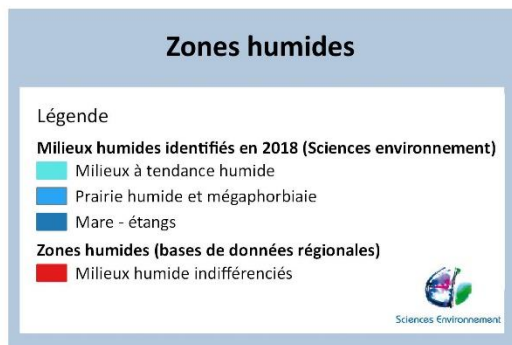
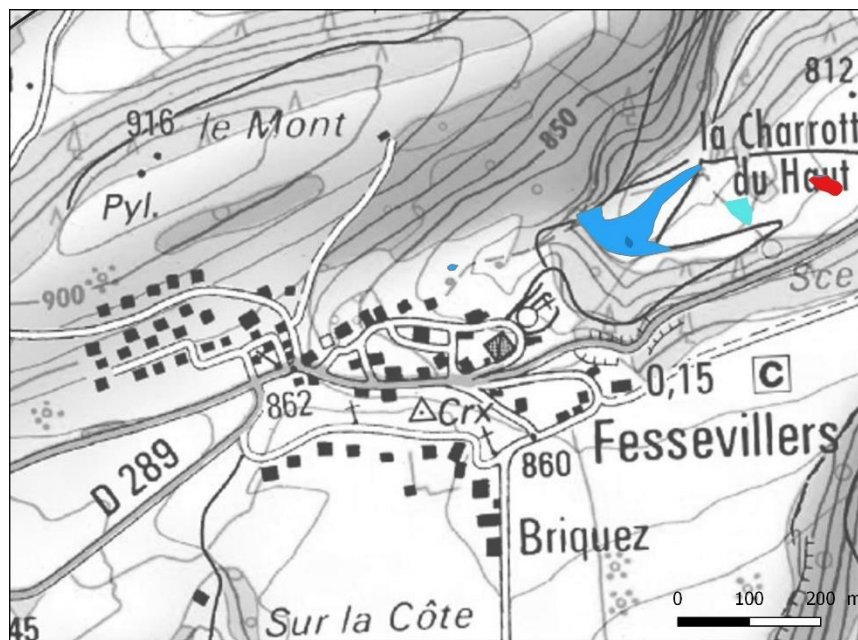
- La cartographie des zones humides de la DREAL ne peut prétendre à une précision parcellaire.
- Par ailleurs, ces zones humides DREAL ne correspondent pas à la définition réglementaire, notamment du fait de leur imprécision aux limites. Une confirmation par une étude de terrain en application de la méthode de l'arrêté de définition et de délimitation des zones humides est donc nécessaire dans le cadre d'une utilisation réglementaire.
- Les données sont mises à jour régulièrement.

La cartographie d'occupation des sols réalisée dans le cadre de l'état initial de l'environnement du document d'urbanisme a permis de cartographier d'autres petits secteurs de milieux humides en plus de ceux identifiés dans la base de données régionale, sur la base de l'observation de la végétation, de la topographie et de la géologie locale.

La compilation de ces données indique une prépondérance de ces formations sur le secteur Sud du territoire ainsi qu'au Nord du village. L'essentiel des zones humides recensées actuellement sur le territoire relèvent de prairies humides, mégaphorbiaies et typhaies.

Rappelons qu'une étude parcellaire de recherche de zones humides sera menée sur les parcelles de plus de 2500 m² pressenties pour l'ouverture à l'urbanisation, conformément aux recommandations de la DREAL et du SDAGE, afin de s'assurer de l'absence de zones humides sur les parcelles urbanisables.

La cartographie suivante illustre la présence de zones humides avérées ou potentielle au sein et aux abords de la trame urbaine. Il conviendra de vérifier l'humidité des parcelles en cas d'ouverture à l'urbanisation sur ces secteurs.



D'après Sciences Environnement, EPTB Saône Doubs, DREAL

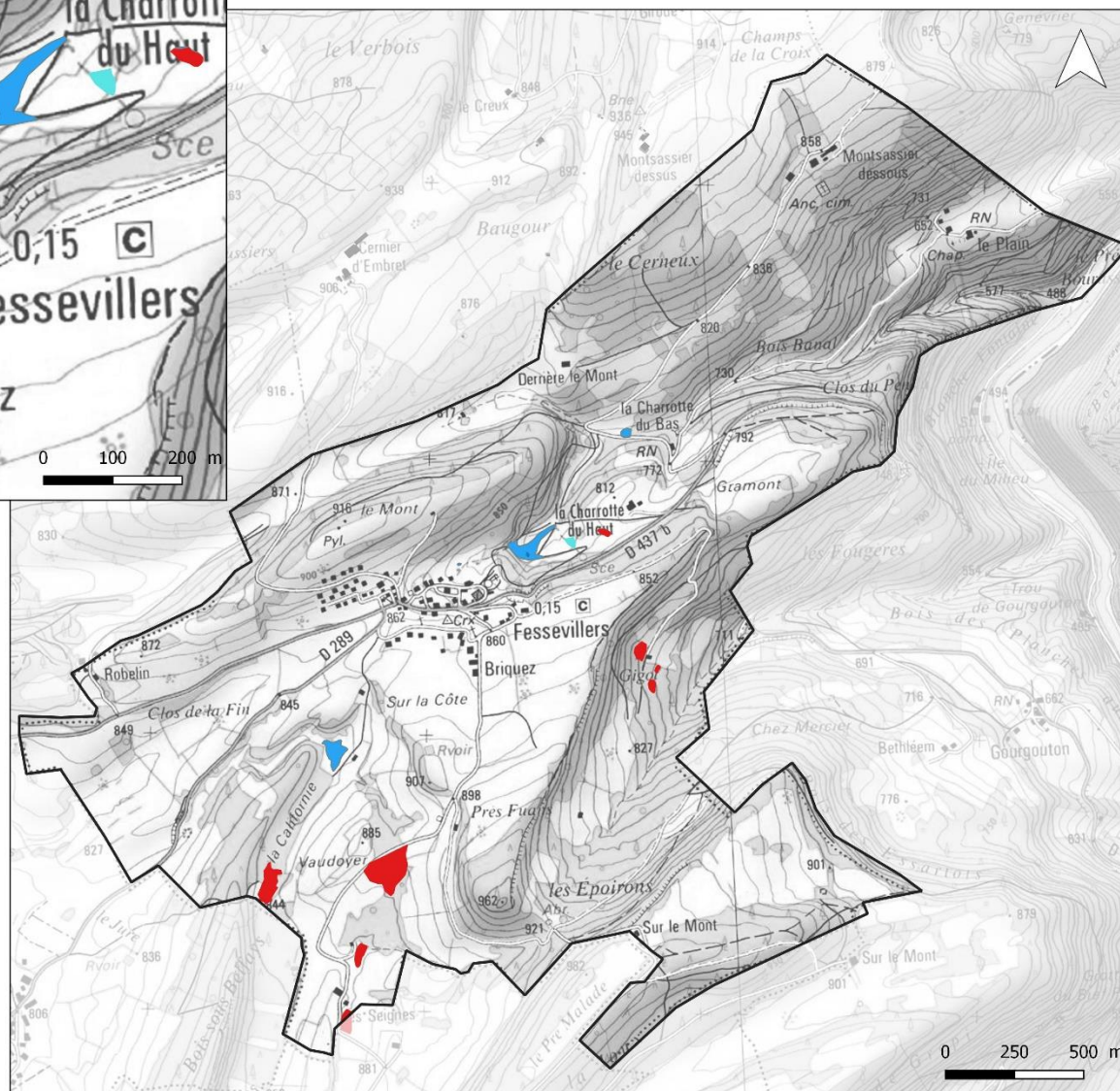


Figure 6: Milieux et zones humides

2.1.1.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Une ZNIEFF est un secteur du territoire national pour lequel les experts scientifiques ont identifié des éléments remarquables du patrimoine naturel. Il s'agit d'un outil d'inventaire n'ayant pas de portée réglementaire directe. Rappelons néanmoins que la loi de 1976 sur la protection de la nature impose aux documents d'urbanisme de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de « détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier » à des espèces animales ou végétales protégées (figurant sur une liste fixée par décret en Conseil d'Etat).

Deux grands types de ZNIEFF sont distingués :

- Les ZNIEFF de type I sont des secteurs de superficie souvent limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.
- Les ZNIEFF de type II sont constituées de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés ou offrant des potentialités importantes.

La commune recense une ZNIEFF de type II sur son territoire, intitulée « le Doubs Franco-Suisse » (n°national 430007821). Cette dernière borde les habitations du secteur des Plains. Le tableau suivant en rappelle les caractéristiques. La fiche descriptive complète du site est disponible en annexe et la localisation du site est illustrée par la figure suivante.

Enjeux écologiques	Objectifs fixés
Habitats Zone à Truites, Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides, Forêts mixtes de pentes et ravins, Galeries d'Aulnes blancs, Végétation des falaises continentales calcaires.	Restaurer la qualité physico-chimique des eaux de surface et des eaux souterraines en améliorant l'épuration des effluents domestiques, mettant en place des dispositifs d'assainissement individuels performants et régulièrement entretenus, limitant les effets des effluents d'origine agricole et les nuisances induites par les installations touristiques et sportives à fonctionnement saisonnier.
Espèces Triton ponctué, Sonneur à ventre jaune, Bacchante, Cuivré de la Bistorte, Azuré du Serpolet, Grand rhinolophe, Petit rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées, Murin de Natterer, Grand Murin, Minoptère de Schreibers, Lynx boréal, Milan royal, Faucon pèlerin, Grand-duc d'Europe, Pic noir, Cassenoix moucheté, Lamproie de Planer, Toxostome, Vandoise, Blageon, Ombre commun, Truite de rivière, Chabot commun, Campanule à larges feuilles, Circée intermédiaire, Cynoglosse d'Allemagne, Daphné des Alpes, Fritillaire pintade, Gentiane de l'écluse, Gymnadenie odorante, Renoncule langue, Patience aquatique, Pensée à deux fleurs, Fétuque de Patzke, Scrophulaire du Jura.	Préserver la dynamique du cours d'eau et la qualité des habitats naturels et obtenir une gestion concertée des barrages hydroélectriques (modification du rythme des éclusées, réduction des épisodes submersion - émergence des fonds et des effets de chasse d'eau, maintien d'une valeur de débit biologique acceptable défini en fonction des exigences écologiques des espèces aquatiques). Entretien des frayères. Entreprendre une cartographie des formations boisées visant à définir les secteurs non exploitables, ceux devant faire l'objet d'une gestion particulière et ceux où une gestion ordinaire adaptée est suffisante. Concevoir et réaliser avec le maximum de précaution les dessertes forestières. Restaurer et entretenir les milieux ouverts y compris intra-forestiers (corniche, pelouses, éboulis, fond de vallée...).
	Organiser l'affluence liée aux loisirs pour prévenir la surfréquentation afin de maintenir la quiétude des espèces animales et d'éviter la dégradation des milieux.
	Assurer une protection réglementaire des secteurs les plus remarquables.

2.1.1.3. Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope

L'Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope (APPB) est un arrêté pris par un préfet, et dont l'objectif est de protéger un secteur abritant un ou plusieurs espèces protégées. Il prévoit l'interdiction de certaines activités susceptibles de porter atteinte aux espèces et/ou aux habitats ayant justifié sa signature.

La commune ne recense aucun Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope sur son territoire.

2.1.1.4. Réserve Naturelle, Réserve Biologique

Ce type de zonage permet la mise en place d'une gestion des activités ainsi que de mesures de protection vis-à-vis des enjeux identifiés au sein de la Réserve.

La commune ne recense aucun périmètre de ce type.

2.1.1.5. Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent. La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 :

- **Les Z.P.S. (Zones de Protection Spéciale)** : elles sont créées en application de la directive européenne 79/409/CEE (plus connue sous le nom directive oiseaux) relative à la conservation des oiseaux sauvages. La détermination de ces zones s'appuie sur l'inventaire scientifique des Z.I.C.O. (zones importantes pour la conservation des oiseaux). Leur désignation doit s'accompagner de mesures effectives de gestion et de protection (de type réglementaire ou contractuel) pour répondre aux objectifs de conservation qui sont ceux de la directive.
- **Les Z.S.C. (Zones Spéciales de Conservation)** : elles sont introduites par la directive 92/43/CEE (Directive habitats-faune-flore). Une Z.S.C. est un site naturel ou semi-naturel qui présente un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'il abrite. Sur de tels sites, les États membres doivent prendre les mesures qui leurs paraissent appropriées (réglementaires, contractuelles, administratif, pédagogiques, etc.) pour conserver le patrimoine naturel du site en bon état. La procédure de désignation des Z.S.C. est plus longue que les Z.P.S. Chaque État inventorie les sites potentiels sur son territoire. Il fait ensuite des propositions à la Commission européenne, sous la forme de « p.S.I.C. » (proposition de site d'intérêt communautaire). Après approbation par la Commission, le p.S.I.C. est inscrit comme « **S.I.C.** » (site d'intérêt communautaire) pour l'Union européenne et est intégré au réseau Natura 2000. Dans les S.I.C., un opérateur local est chargé, avec les partenaires locaux, d'élaborer un programme de gestion du territoire qui repose sur une politique contractuelle : le **document d'objectifs (DOCOB)**. Lorsque ce document est terminé et approuvé, un arrêté ministériel désigne le site comme Z.S.C.

La commune de Fessevillers ne recense aucun site Natura 2000 sur son territoire.

Elle se situe en revanche à environ 3,4 km d'un site désigné à la fois comme Z.P.S. et Z.S.C. et portant le même nom : « Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs », dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous.

Nom	Type	Code	DOCOB	Surface	Opérateur
Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs	ZPS	FR4312017	Réalisé	16 271 ha	Syndicat Mixte d'Aménagement du Dessoubre et de Valorisation du Bassin Versant
	ZSC	FR4301298			

La fiche descriptive du site est disponible en annexe. Les tableaux suivants dressent la liste des enjeux écologiques liés au site Natura 2000 évoqué. La figure suivante localise la commune par rapport au périmètre du site Natura 2000.

Le site présente une grande richesse d'habitats d'intérêt communautaire. Plusieurs grands ensembles de milieux ressortent comme emblématiques et prioritaires : les zones humides de plateau, les pelouses sèches, les forêts alluviales et forêts de pente, les habitats rocheux variés (corniches, grottes, tufières). Le site abrite une variété d'espèces d'intérêt communautaire également importante, directement liée à la typicité et à la singularité de certains de ses habitats.

La responsabilité du site dans la conservation de certaines espèces en limite d'aire, ou parfois même dans l'une ou plusieurs de leurs dernières stations connues (au niveau régional, parfois national), est de ce fait extrêmement importante.

Le Document d'Objectif (DOCOB) validé en 2009 prévoit des objectifs de développement durable se traduisant en mesures de gestion. Ces mesures sont mises en œuvre sur une durée de 6 ans à compter de la validation du document d'objectifs.

Entité de gestion	Objectifs de développement durable	Type d'objectif			
		Protéger	Entretenir	Restaurer	Communiquer
Milieux ouverts : Prairies naturelles, pelouses sèches, tourbières, zones humides et éléments paysagers	Gérer durablement les prairies naturelles d'intérêt communautaire		X		X
	Entretenir un paysage favorable à la conservation de la biodiversité du site		X	X	X
	Restaurer et conserver les habitats d'intérêt communautaire remarquables	X	X	X	X
Milieux boisés : Forêts alluviales, habitats forestiers d'intérêt communautaire et habitats d'espèces	Préserver et réhabiliter la fonctionnalité du linéaire des ripisylves et les milieux humides associés	X	X	X	X
	Gérer durablement les forêts du site	X	X	X	X
Objectifs transversaux	Appuyer la mise activités en œuvre des actions du document d'objectifs	X			X
	Mettre en place un travail de veille environnementale et réaliser le suivi scientifique du site				X
	Communiquer, sensibiliser autour du projet et répondre à la demande d'information des usagers	X			X

Tableau synthétisant les objectifs de développement durable du site Natura 2000

Les habitats communautaires ayant justifié la désignation du site sont les suivants :

Type d'habitat naturel préservé au titre de Natura 2000 (Fiche DREAL)	Code Natura 2000
Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	3130
Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.	3140
Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	3150
Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)	5110
Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires	5130
Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi	6110
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'emboisement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	6210
Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)	6410
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	6430
Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	6510

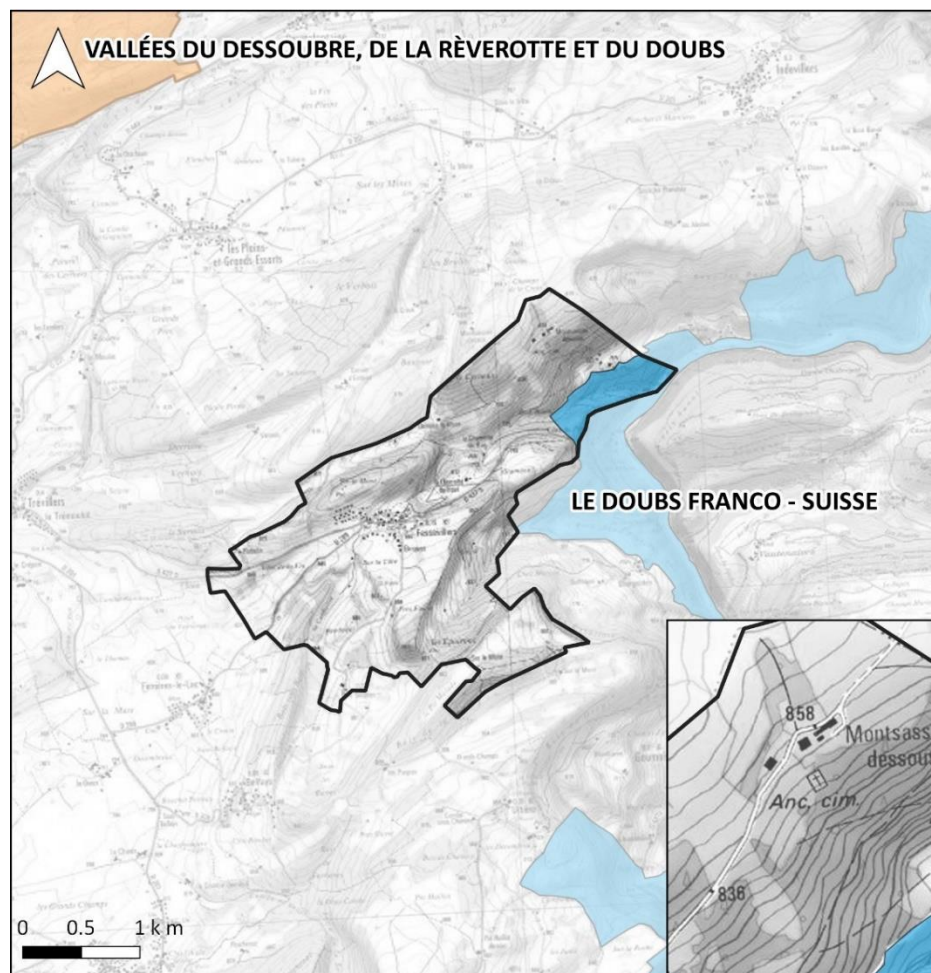
Type d'habitat naturel préservé au titre de Natura 2000 (Fiche DREAL)	Code Natura 2000
Tourbières hautes actives	7110
Tourbières de transition et tremblantes	7140
Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	7220
Tourbières basses alcalines	7230
Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (Thlaspietea rotundifolii)	8120
Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles	8130
Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéen à montagnard	8160
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	8210
Grottes non exploitées par le tourisme	8310
Tourbières boisées	91D0
Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	91E0
Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	9130
Hêtraies calcicoles médio-européennes du <i>Cephalanthero-Fagion</i>	9150
Forêts de pentes, éboulis ou ravins du <i>Tilio-Acerion</i>	9180

Les espèces communautaires ayant justifié la désignation du site sont les suivantes :

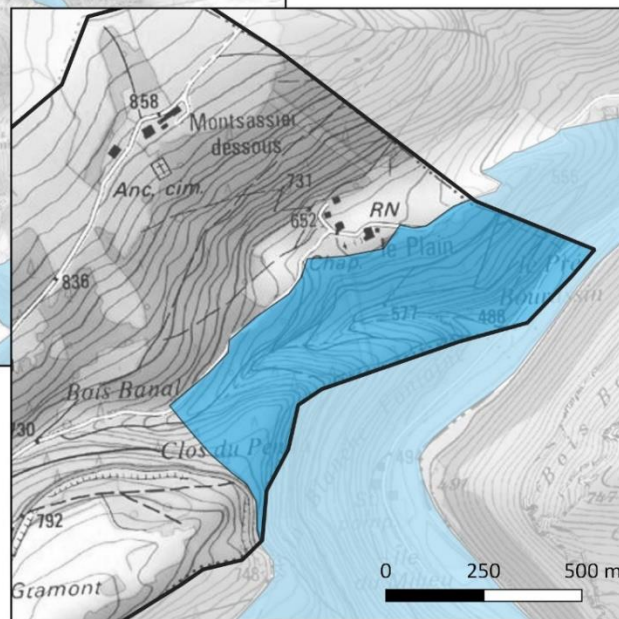
Invertébrés		Oiseaux	
Agrion de mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>
Leucorrhine à gros thorax	<i>Leucorrhinia pectoralis</i>	Milan noir	<i>Milvus migrans</i>
Cuivré des marais	<i>Lycaena dispar</i>	Milan royal	<i>Milvus milvus</i>
Cuivré de la Bistorte	<i>Lycaena helle</i>	Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>
Lucane cerf-volant	<i>Lucanus cervus</i>	Gélinotte des bois	<i>Bonasa bonasia</i>
Damier de la Succise	<i>Euphydryas aurinia</i>	Grand-duc d'Europe	<i>Bubo bubo</i>
Ecrevisse à pattes blanches	<i>Austropotamobius pallipes</i>	Chouette de Tengmalm	<i>Aegolius funereus</i>
Poissons		Martin pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>
Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>	Pic cendré	<i>Picus canus</i>
Chabot	<i>Cottus gobio</i>	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>
Bouvière	<i>Rhodeus amarus</i>	Pie grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>
Blageon	<i>Telestes souffia</i>	Amphibiens	
Toxostome	<i>Parachondrostoma toxostoma</i>	Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>
Mammifères		Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>
Grand rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>		
Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>		
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>		
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>		
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>		
Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>		
Grand murin	<i>Myotis myotis</i>		
Lynx boréal	<i>Lynx lynx</i>		

Lynx boréal





D'après la base CARMEN 2018



Sites naturels remarquables

Légende

- Natura 2000
- ZNIEFF de type II



Sciences Environnement

Figure 7: Sites naturels remarquables

2.1.2. Biodiversité

Il est avéré que sans prise en considération des besoins de la faune de proximité et de l'intérêt écologique d'un certain type d'habitat humain, les effectifs pourraient se rétracter de manière significative, similairement à ce qui est constaté au niveau national par le programme de suivi des oiseaux communs SOTC-EPS (MNHN, 2009)

Dans le cadre d'une telle étude, limitée dans le temps, le travail sur la faune ne peut aboutir à un inventaire complet des espèces, ni à dresser une carte de leur répartition. Les données suivantes proviennent donc essentiellement de la bibliographie :

- Base de données de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (www.franche-comte.lpo.fr)
- Inventaire national du patrimoine naturel (www.inpn.mnhn.fr)
- Base de données SIGOGNE (www.sigogne.org)
- Données sollicitées auprès du CBNFC-ORI (Taxa sbfc / cbnfc_ori)

2.1.2.1. Oiseaux

La base de données de la LPO indique que la commune recense 54 espèces d'oiseaux sur son territoire, dont 45 seraient nicheuses ou potentiellement nicheuses. Les espèces recensées fréquentent divers types de milieux, que l'on retrouve sur le territoire, tels que :

Les milieux ouverts et semi-ouverts ponctués par le réseau de haies, bosquets et arbres isolés présentent un fort intérêt pour l'avifaune. Au sein de ces mosaïques structurales, y retrouve des espèces nicheuses communes comme la Bergeronnette grise, la Fauvette à tête noire, le Merle noir, le Pouillot véloce, le Rougegorge familier ou encore le Rougequeue noir.

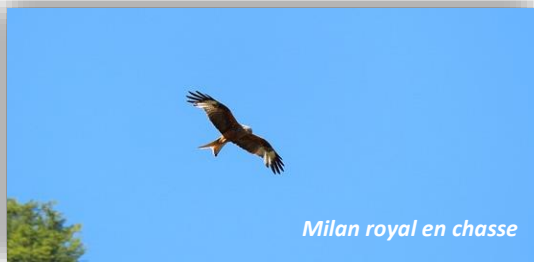


Parmi ces passereaux, certains ont récemment vu leur population décroître de façon inquiétante, leur valant ainsi une révision de leur statut de conservation. Ces espèces sont donc considérées comme remarquables puisqu'elles figurent en catégorie « Vulnérable » (a minima) sur les listes rouges régionale ou nationale. Des espèces connues sur la commune et se reproduisant à priori sur le territoire, on citera notamment le Bruant jaune et le Chardonneret élégant.

Ces espaces accueillent également une espèce d'intérêt communautaire : la **Pie-grièche écorcheur**. Cette espèce est vulnérable à la fermeture complète des milieux par enrichissement et à l'intensification des pratiques agricoles entraînant une homogénéisation du paysage (arrachage de haies, etc.).



Ces milieux constituent également le territoire de chasse de rapaces d'intérêt communautaire tels que le **Milan royal**, ce dernier préférant les grands arbres forestiers pour se nidifier. D'autres espèces plus communes viennent également s'y alimenter, comme la Buse variable, le Faucon crécerelle, ou la Chouette Hulotte.



Le milieu forestier et les boisements sont fréquentés par des espèces nicheuses d'intérêt communautaire, telles que le **Milan royal**, la **Chevêchette d'Europe** ou encore par le **Pic noir**.

Ils accueillent également des espèces communes et ubiquistes comme les Mésanges, les Pics vert et épeiche, le Pinson des arbres, le Grosbec casse-noyaux, la Sittelle torchepot, le Troglodyte mignon, les Grives musicienne et draine ou encore le Geai des chênes. Enfin, la présence du Casse-noix moucheté et du Grand Corbeau témoigne du caractère montagnoux du secteur.

Le village et sa périphérie accueillent un certain nombre d'espèces communes à très communes : Rougegorge familier, Rougequeue noir, Bergeronnette grise, Fauvettes, Mésanges, Moineau domestique, etc. Parmi les espèces anthropophiles remarquables du territoire communal, on notera la présence de l'Hirondelle rustique, un passereau en raréfaction depuis plusieurs années.

Enfin, les milieux humides et aquatiques étant relativement peu développés sur la commune, aucune espèce remarquable inféodée à ce type de milieux n'est répertoriée sur les bases de données.

2.1.2.2. Mammifères

Le milieu forestier accueille des espèces communes comme le Renard roux, le Chevreuil, le Cerf élaphe ou le Sanglier. Parmi les espèces forestières mentionnées sur les bases de données, plusieurs d'entre elles sont protégées : l'Ecureuil roux ou encore le Chat forestier (cette espèce étant également classées à l'Annexe IV de la Directive Habitats-Faune-Flore). Le **Lynx boréal**, espèce d'intérêt communautaire, est également connu ce secteur le massif forestier.

Les milieux ouverts et semi-ouverts sont notamment le domaine des rongeurs ainsi que de leurs prédateurs tels que l'Hermine. On y croise également le Lièvre d'Europe.

Concernant le groupe des chiroptères (chauves-souris), la base de données SIGOGNE recense également sur la commune les espèces suivantes : la Pipistrelle commune, la Sérotine de Nilsson, le Murin de Daubenton, l'Oreillard, la Noctule commune, le Murin à moustaches, le Murin de Natterer et la Sérotine commune.

Rappelons que compte-tenu de leur classement à l'Annexe IV de la DHFF, tous les chiroptères bénéficient d'une protection européenne. Ils font également l'objet d'un Plan National d'Action ainsi qu'un Plan Régional d'Action.

2.1.2.3. Amphibiens et reptiles

Aucune espèce de reptiles n'est connue d'après les bases de données.

Concernant les amphibiens, les espèces connues sur le territoire sont le Crapaud commun, la Grenouille verte et le Triton alpestre. Ces espèces se rencontrent fréquemment au sein des mares et plans d'eau. Certaines peuvent également se rencontrer au sein des mares forestières.

Remarque : ces espèces sont strictement protégées par la loi française, à l'exception de la Grenouille verte dont l'utilisation limitée à des fins privées est autorisée.

2.1.2.4. Entomofaune

Les pelouses, prairies sèches et les zones humides présentent un intérêt entomologique (insectes) fort. Ce sont généralement des milieux riches en papillons et en orthoptères (criquets).

Les données transmises par le CNBFC-ORI indiquent la présence d'une espèce remarquable à Fessevillers : la Piéride de la Bryone, qui n'est pas protégée mais bénéficie néanmoins d'un statut régional de quasi-menacé.

2.1.2.5. Poissons

Le Doubs accueille l'**Apron du Rhône**, une espèce d'intérêt communautaire endémique de la vallée du Rhône en voie d'extinction. Cette dernière est particulièrement sensible aux modifications chimiques et physiques de son environnement.

2.1.2.6. Plantes

D'après les données transmises par le Conservatoire Botanique de Franche-Comté, trois espèces végétales remarquables sont à signaler à Fessevillers :

Le Cerfeuil de Villars, qui présente un mauvais état de conservation (en danger critique), le Pédiculaire des bois qui est protégé en région et l'Epipactis des marais qui est considérée comme quasi-menacée.

2.1.2.7. Synthèse des espèces remarquable sur la commune

Taxon	Nom commun	Dernière observation mentionnée	Type d'habitat	Protection *	Statut **	Intérêt communautaire	Dét. ZNIEFF
Avifaune	Bondrée apivore	2015	Boisement proche milieu ouvert	E/B	DD	Oui	-
	Bouvreuil pivoine	2014	Boisements avec sous-bois, vergers, parcs, jardins	E/B	VU	-	-
	Bruant jaune	2012	Milieus semi-ouverts, bocage, pelouses	E/B	VU	-	-
	Chardonneret élégant	2017	Friches, jardins, haies de feuillus	E/B	VU	-	-
	Chevêchette d'Europe	2017	Forêts mixtes et feuillues d'altitude	E/B	VU	Oui	Oui
	Grand Corbeau	2018	Falaises	E/B	NT	-	-
	Hirondelle rustique	2012	Anthropophile, grandes, étables, etc.	E/B	NT	-	Oui
	Milan noir	2014	Boisements, proche zones humides	E/B	NT	Oui	-
	Milan royal	2018	Forêts ouvertes, bosquets	E/B	EN	Oui	Oui
	Pic noir	2014	Vieilles forêts, surtout de hêtres	E/B	LC	Oui	Oui
	Pie-grièche écorcheur	2010	Milieus ouverts avec haies et buissons	E/B	VU	Oui	-
Poissons	Apron du Rhône	NR	Le Doubs	B	CR	Oui	-
Mammifères	Chat forestier	2016	Milieu forestier	E/B	LC	-	Oui
	Lynx boréal	NR	Milieu forestier	E/B	EN	Oui	Oui
Plantes	Cerfeuil de Villars	2006	Prairies et bois clairs	-	CR	-	-
	Pédiculaire des bois	2015	Milieus humides sur silice	E/B	NT	-	Oui

Synthèse des espèces remarquables

Légende :

*E : Protection de l'espèce – B : protection du biotope

**Statut : les statuts indiqués sont les plus défavorables selon la liste rouge Nationale ou Régionale

CR : En danger critique d'extinction - EN : En danger - VU : Vulnérable - NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises) – LC : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition est faible) – NR : Non Renseigné

Milan royal : espèce faisant l'objet d'un Plan National ou Régional d'Action

2.2. Habitats naturels

L'étude de la végétation a été réalisée le mardi 19 juin 2018. La démarche a consisté à identifier et cartographier les grands types d'habitats naturels sur l'ensemble du territoire communal, en ciblant les abords immédiats du bâti qui sont les secteurs susceptibles d'être urbanisés.

2.2.1. Les prairies mésophiles

Code CORINE biotopes	38.1, 38.2
Code Natura 2000	6510

La plupart des prairies mésophiles de Fessevillers sont pour l'essentiel des prairies de fauche et des prairies pâturées.

Les **prairies de fauches** sont caractérisées par un cortège floristique varié, mais souvent menacé par l'intensification des pratiques agricoles (amendement, régime mixte fauche/pâturage, fréquence de fauche élevée).

On peut y observer des espèces à fleurs telles que la Renoncule âcre, le Pissenlit, la grande Oseille, la Centaurée jacée, la Véronique perse, ainsi que le cortège de graminées typique de ces formations (Pâturins, Fétuques, Fléole des prés, etc.). Ces formations se rapprochent de l'alliance de l'*Arrhenatheretea elatioris*.

Les traitements mixtes de fauchage/pâturage, le surpâturage, l'amendement ou les semis modifient la composition floristique des prairies selon les combinaisons de traitement, la charge et la durée du pâturage. Les variations qui en découlent peuvent donner lieu à des difficultés d'identification et rendre délicate l'identification de l'habitat (limite entre ensembles relevant de la Directive Habitat (6510) et ne relevant de la directive).

Les variantes eutrophes à Rumex, Pissenlit et grande Berce (*Heracleo sphondylii-Brometum mollis*) présentent un cortège floristique nettement appauvri.



Vue sur les prairies mésophiles à Fessevillers

Au sein des **pâtures mésophiles**, (code CB n°38.1), le cortège végétal est dominé par des espèces résistantes au piétinement et à l'abroustissement des bovins dont les plus typiques sont les Trèfles des prés et rampant, le Plantain lancéolé et le grand Plantain, ou encore la Brunelle commune. Ces espèces fleuries sont accompagnées par un cortège de graminées dont les plus représentatives sont la Fétuque des prés, le Pâturin commun et celui des prés, le Ray-grass ou le Dactyle aggloméré.



Pâture mésophile

De manière ponctuelle, ces peuplements végétaux des pâtures sont associés à un cortège appauvri des pelouses, notamment sur les zones les plus sèches. Ces milieux présentent néanmoins un certain intérêt floristique de part leur capacité d'accueil d'une faune et d'une flore spécialisée (orchidées par exemple).

2.2.2. Les pelouses

Code CORINE biotopes	34.32
Code Natura 2000	6210

Les formations herbeuses rases de type pelouse sont notamment d'anciens parcours à bétail. Ces secteurs sont soumis depuis plusieurs décennies à un phénomène de déprise agricole qui conduit à la fermeture progressive du milieu.

Les pelouses calcicoles mésophiles (code CB n°34.32) : ce type de pelouse s'apparente à une prairie maigre dominée par le Brome (ou le Brachypode dans les secteurs pâturés) riche en plantes à fleurs tel que le Thym faux pouliot, le Lin cathartique, l'Hippocrepis à toupet et les helianthèmes.

Ces milieux, même étant en mosaïque avec des milieux plus mésophiles, possèdent un intérêt floristique et faunistique fort. En effet, ces communautés végétales abritent des espèces spécialisées, tolérant des conditions de développement strictes : chaleur, aridité, pauvreté en éléments nutritifs disponibles dans le sol... Il s'agit en outre de milieux en régression, qu'il convient en conséquence de préserver.



Pelouse (au nord du lieu-dit Briquez)

2.2.3. Les habitats humides et aquatiques

Les habitats humides sont localisés principalement dans les parties basses du territoire ou sur des zones de résurgence. On retrouve généralement cette végétation hygrophile aux abords des cours d'eaux ou des mares, même non permanents.

≡ Les prairies humides

Code CORINE biotopes	37.2, 81.2
Code Natura 2000	/

Les prairies humides (code CB n°37.2) sont des formations herbacées homogènes et denses plus ou moins riches en espèces en fonction de la pression agricole. Il est ainsi possible et fréquent, selon la pression de pâturage et/ou de fauche ou encore du drainage, de constater une absence d'espèces hygrophiles une année, puis suite à un changement d'utilisation du sol l'année suivante, de voir la parcelle concernée recolonisée par les espèces hygrophiles typiques.

Il est donc nécessaire de souligner que le caractère humide de certaines parcelles n'est pas forcément décelable d'après le critère floristique.

Elles se localisent généralement en fond de thalweg et s'étendent le long ou à proximité des cours d'eau. Au sein des prairies mésophiles, on retrouve localement des faciès plus humides à Joncs diffus, Laîches, et diverses plantes à fleurs colorées (Lychnis fleur de coucou, Reine des prés, etc.).

Dans certains cas spécifiques, une espèce peut dominer et former des communautés paucispécifiques. La prairie située au sud-ouest de la commune de Fessevillers en est un bon exemple, avec la prédominance du Scirpe des bois et de la Reine des prés.

Prairie humide (au Nord de la rue du Bas)



La diversité floristique de ces milieux peut être amoindrie par le piétinement, le pâturage ou encore des amendements.

Plusieurs milieux à tendance humides peuvent accompagner ces prairies humides, comme cela est le cas au sud-ouest de la commune (prairie mésophile en mélange avec des espèces hygrophiles).

≡ La mégaphorbiaie

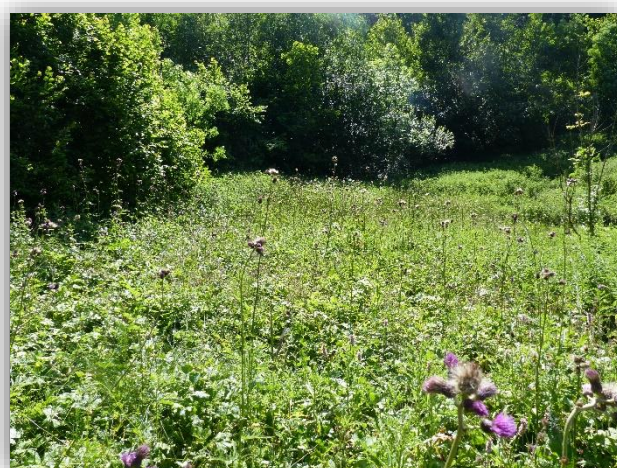
Code CORINE biotopes	37.1
Code Natura 2000	6430

Une mégaphorbiaie est une formation végétale herbacée, constituée d'espèces hygrophiles de strate haute et dense. On y recense des espèces typiques telles que le Cirse des marais, la Lysimaque commune, la Renouée bistorte, l'Epilobe hirsute, la Valériane officinale, etc. Elle peut également être ponctuée de jeunes arbustes tels que les saules qui traduisent l'évolution du milieu vers des fourrés humides.

Cet habitat s'étend majoritairement au sud-est de la trame urbaine, dans un thalweg où coule un cours d'eau temporaire.

Il s'agit d'un habitat d'intérêt communautaire en régression dans les zones d'agriculture intensive, suite à l'utilisation de ces espaces pour les cultures, la fauche ou le pâturage – ceci souvent couplé à la mise en place d'un drainage. Leur eutrophisation, notamment par des amendements, est également responsable de leur appauvrissement. La mégaphorbiaie présente à l'est de la trame urbaine de la commune de Fessevillers en est un bon exemple. En effet, l'Ortie dioïque forme à ce niveau des tapis très denses et recouvrants, indiquant un enrichissement en matière organique du milieu.

La plantation de Peupliers, demandeurs en eau, peut également être une des causes de leur déclin.



Mégaphorbiaie à l'Est de Fessevillers

Les mégaphorbiaies jouent non seulement un rôle écologique important pour la faune en termes de corridor biologique, d'espace d'alimentation et de reproduction pour diverses espèces animales, mais également un rôle hydraulique puisqu'elle joue un rôle de stockage des eaux.

≡ Les cours d'eau

Code CORINE biotopes	24.16
Code Natura 2000	/

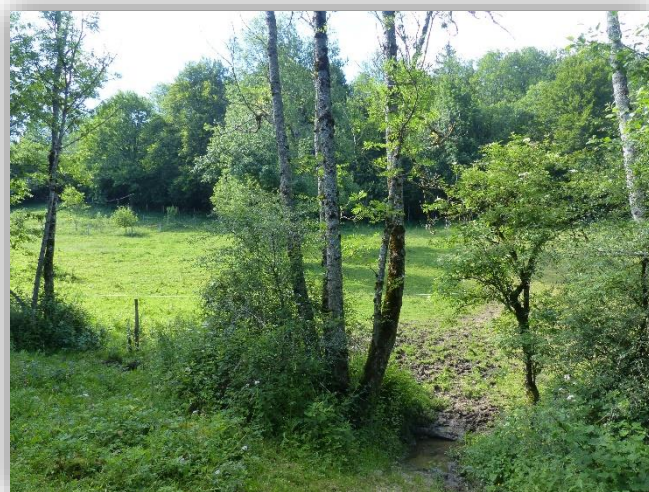
Les **cours d'eau** intermittents (code CB n°24.1 et 24.16) de Fessevillers sont de manière générale bordés de ripisylve et de prairies humides.

Dans les abords proches du tissu urbain, seul un cours d'eau dont l'écoulement est intermittent est présent. Il permet le développement de prairies humides et de mégaphorbiaie, plus particulièrement dans les thalwegs. Bien qu'il ne soit pas permanent, il constitue un milieu intéressant particulièrement pour la faune et la flore.

En effet, son écoulement est interrompu seulement une partie de l'année, laissant le lit à sec ou avec des flaques. L'alternance de ces conditions d'écoulement permet la succession de communautés végétales et animales, dont le développement dépend d'un fonctionnement hydraulique particulier.

Toutefois, certains usages peuvent altérer le fonctionnement des milieux. Une modification des berges, le recalibrage du cours d'eau ou encore le piétinement peuvent induire une modification du régime d'écoulement de la rivière. Ces altérations peuvent entraîner une dégradation des berges, entraîner un colmatage du lit ou encore dégrader la qualité de l'eau. Rappelons donc que le maintien de berges naturelles garanti le fonctionnement écologique, morphologique et biologique des cours d'eau. Le maintien de la végétation rivulaire est essentiel au bon développement de la faune et de la flore aquatique.

Cours d'eau intermittent à Fessevillers



≡ Les mares

Code CORINE biotopes	22.1, 89.2
Code Natura 2000	/

Les **mares** constituent des zones d'alimentation, de repos ou d'habitat pour de nombreuses espèces (insectes, amphibiens, poissons, oiseaux). La présence de végétation dépend de la pression d'entretien des milieux. Leur intérêt écologique diffère selon les taxons, par exemple certaines espèces affectionnent les berges en pente douce et une faible profondeur, tandis que d'autres préfèrent une profondeur plus importante.

Mare (près de la Charotte du haut)



2.2.4. Les haies, bosquets et arbres isolés, alignements d'arbres et fourrés

Code CORINE biotopes	31.81, 84.1, 84.3
Code Natura 2000	/

L'essentiel des haies ponctuant le territoire communal s'apparentent à deux types de formations :

- Les formations buissonnantes de type fruticée : Il s'agit de formations dominées par les espèces arbustives à baies, comme le Prunellier, le Rosier des chiens, l'Aubépine monogyne, le Sureau noir, le Troène, le Cornouiller sanguin, la Ronce ou encore la Viorne lantane. Les fourrés sont également représentés par ce type de communautés ;
- Le réseau de grands bosquets au sein des milieux ouverts et au droit du tissu urbain présente une strate arborée plus développée. Cette dernière est composée d'espèces communes dont on citera le Chêne sessile, le Frêne, le Merisier, le Charme, l'Erable champêtre ou encore le Noisetier. Des haies hautes présentant le même type de formation se développent également sur la commune.

L'essentiel de ces formations est encore bien développé à l'échelle de la commune. Des haies sont également présentes au sein de la trame urbaine, mais sont régulièrement constituées d'espèces exotiques telles que le Thuya et présentent un intérêt un peu moindre pour la faune et la flore. Cependant tous ces secteurs méritent une attention particulière pour leur rôle de zone « relais » entre le massif boisé et les espaces plus ouverts.

Qu'elles soient linéaires, ponctuelles, arbustives ou mixtes, les **formations arbustives** présentent un intérêt considérable pour la faune, notamment pour le gibier, les oiseaux, les micromammifères et les insectes butineurs. Outre leur intérêt agricole majeur (pare-vent, ombre, maintien des sols, limitation du ruissellement), ces « corridors écologiques » servent de refuge, de nourriture et de sites de nidification pour de nombreuses espèces.

Vue sur une haie haute sur la commune de Fessevillers



Au sein des espaces naturels, on peut également retrouver des **arbres isolés** qui jouent un rôle à la fois écologique pour leur fonction d'habitat, de relais et d'alimentation pour la faune, mais qui fournissent également un service d'ombrage et de maintien des sols aux exploitants. Au même titre que les haies, ils rendent des services à l'Homme qui exploite ses abords. Cependant, ces arbres n'ont pas été repérés sur la cartographie d'occupation des sols pour une logique de lisibilité.

2.2.5. Les jardins et espaces libres de la trame urbaine

Code CORINE biotopes	84.3, 85
Code Natura 2000	/

Les abords et le cœur de la trame urbaine sont bien pourvus en espaces libres correspondant à des **jardins privés et à quelques grands arbres**, ce qui confère au tissu urbain une atmosphère très « respirante ».

En plus de l'aspect esthétique, ces espaces offrent aux habitants de nombreux services écosystémiques, comme l'ombrage, la protection au vent et l'atténuation de la chaleur qui émane du tissu urbain en période de forte chaleur.

Cette configuration est également particulièrement favorable à la faune anthropophile, c'est-à-dire qui cohabite aisément avec l'Homme. Cela concerne à la fois la faune commune et ubiquiste comme les mésanges, les rougequeue, les hérissons ou encore certaines espèces de chauves-souris comme la Pipistrelle commune ou la Sérotine commune pour n'en citer que quelques-unes.



Vue sur le village de Fessevillers au tissu bâti très vert et respirant

2.2.6. Le milieu forestier

Code CORINE biotopes	41.1, 83.31
Code Natura 2000	9130

La commune de Fessevillers compte plus de 229 hectares de forêt communale, ce qui représente plus de 25% de la surface de la commune. Une politique foncière et une réglementation les concernant a été émise en novembre 2010 par le département du Doubs (source : Commune de Fessevillers). Ce document a pour objectif la mise en cohérence de l'usage des sols et certains enjeux de gestion durable de l'espace : préservation du foncier agricole, maintien des paysages ouverts, adéquation entre essences forestières et les enjeux environnementaux (notamment face aux changements climatiques).

La commune appartient au zonage « A » dudit document, ce qui correspond aux communes comprises intégralement ou partiellement dans les vallées et les reculées fortement boisées. Dans ce zonage, la réglementation devra contribuer à un objectif de reconquête paysagère. En outre, les semis et les plantations d'essences forestières ainsi que la reconstitution de boisements après coupe rase pourront être interdits ou réglementés.

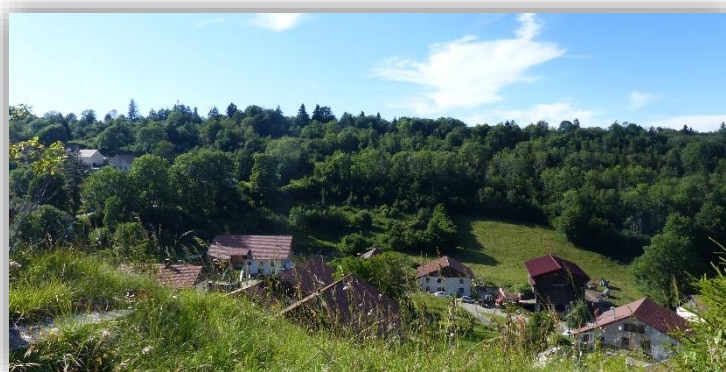
Sur la commune plusieurs parcelles présentent un intérêt au titre de la Directive européenne Habitats-Faune-Flore. Parmi les habitats forestiers considérés, on citera notamment les hêtraies et hêtraies-sapinières de l'*Asperulo-Fagetum*, représentatif de l'étage montagnard.

Ces habitats sont caractérisés par des boisements mixtes dominés par le Hêtre et le Sapin pectiné, souvent en mélange avec l'Erable sycomore et/ou plane. Quelques espèces herbacées typiques telles que le Sceau de Salomon verticillé s'y développent. Il s'agit d'un habitat répandu sur le Second Plateau de Franche-Comté.



Hêtraie sapinière (Bois de la Charrotte du bas)

Enfin, quelques secteurs sont dévolus aux **plantations monospécifiques de résineux (sapins, épicéas)**, vouées à l'exploitation forestière.



Vue sur le milieu forestier de Fessevillers

2.2.7. Les friche et zones rudérales

Code CORINE biotopes	87.1, 87.2
Code Natura 2000	/

Quelques milieux de transitions que sont les friches et les milieux rudéraux sont présents sur la commune de Fessevillers. Il s'agit généralement de milieux perturbés et/ou remaniés, ou bien abandonnés, entraînant le développement d'espèces pionnières.

Une zone est concernée par la présence de friche sur la commune de Fessevillers. Elle se localise au nord-ouest de la rue Cernier d'Embray et se développe au niveau d'une zone de dépôt de matières inertes. Certaines parties laissées à l'abandon et/ou non remaniées, ont permis le développement d'espèces nitrophiles telles que des oseilles, l'Ortie dioïque, le Sénéçon du Cap...



Friche à proximité d'une zone de dépôts

Quelques zones rudérales se développent également au niveau de zones remaniées et/ou de décharge. Il peut s'agir de zones de travaux ou encore de décharge de gravats qui sont colonisées par des espèces pionnières dont certaines se rapprochent des communautés des friches. Ces milieux sont également anecdotiques à l'échelle de Fessevillers.

2.2.8. Synthèse des habitats sur la commune

Type de milieu	Type d'habitat	N° d'habitat CORINE biotopes	Intérêt communautaire (Code Natura 2000)	Prioritaire*
Milieux ouverts	Prairie pâturée	38.1	-	-
	Prairie de fauche	38.2	6520 (si orchidées)	-
	Pelouses	34.32	6210	-
	Friches	87.1	-	-
	Zones rudérales	87.2	-	-
Milieux forestiers et boisés	Hêtraie sapinière	41.13	9130	-
	Plantations	83.31	-	-
	Fourrés, haies et bosquets	31.81 / 84.3	-	-
	Alignement d'arbres	84.1	-	-

Type de milieu	Type d'habitat	N° d'habitat CORINE biotopes	Intérêt communautaire (Code Natura 2000)	Prioritaire*
Milieux humides et aquatiques	Prairie humide	37.2 / 81.2	-	-
	Mégaphorbiaie	37.1	6430	-
	Cours d'eau	24.1	-	-
	Mares	22.1 / 89.2	-	-
Milieux artificiels	Jardins et espaces libres	84.3 / 85	-	-

**Parmi les habitats d'intérêt communautaire, certains sont dits « prioritaires », en raison de leur mauvais état de conservation. Des efforts de protection sont donc attendus de la part de la commune.*

La figure suivante dresse la cartographie des habitats sus-cités.

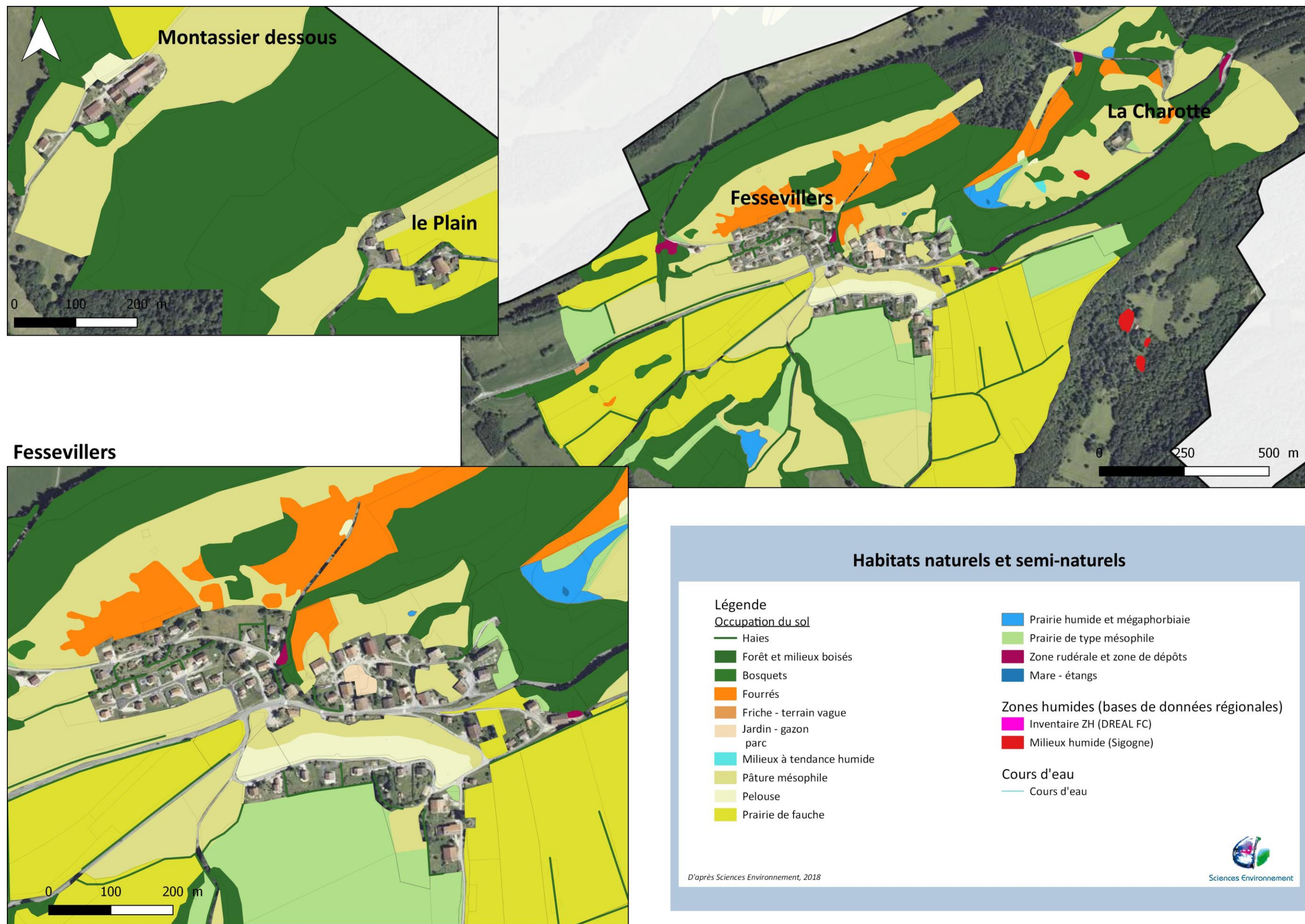


Figure 8: Habitats naturels et semi-naturels

2.2.9. *Espèces exotiques envahissantes*

Le Conservatoire Botanique de Franche-Comté définit une plante exotique envahissante comme une espèce végétale :

- Introduite par l'Homme en dehors de son aire de répartition naturelle, souvent pour l'ornement,
- Qui est parvenue à s'échapper dans la nature et à proliférer au détriment des espèces indigènes.

Aucune espèce de ce type n'est connue sur la commune, et les prospections de terrain n'ont pas permis d'en identifier.

Néanmoins afin de prémunir l'introduction de ces espèces sur le territoire de la commune, des préconisations seront émises dans la partie « Recommandations ». Celles-ci concernent essentiellement le choix d'essences à favoriser et celles à éviter en cas de plantation de haies.

Les retours d'expérience permettent d'affirmer qu'il est très compliqué de parvenir à leur élimination. Ainsi, si des individus sont identifiés et de la gestion mise en place, il convient de prendre de grandes précautions en cas de fauche ou d'arrachage de pieds, en raison de leurs puissantes capacités de dissémination. Il convient donc d'adopter une gestion adaptée à chaque espèce pour limiter l'invasion des zones périphériques encore épargnées.

→ Pour ces espèces, le Conservatoire Botanique a mis en ligne des fiches techniques et synthétiques présentant notamment la méthode de gestion adaptée à mettre en place.

2.3. Trame verte et bleue

La notion de Trame Verte et Bleue (TVB) découle du Grenelle de l'Environnement et vise à préserver la biodiversité en repensant l'aménagement du territoire en termes de réseaux et de connectivité écologiques. « Un réseau écologique constitue un maillage d'espaces ou de milieux nécessaires au fonctionnement des habitats et de leur diversité ainsi qu'aux cycles de vie des diverses espèces de faune et de flore sauvages et cela, afin de garantir leurs capacités de libre évolution »². Il est constitué de trois éléments principaux : les **réservoirs de biodiversité**, les **corridors écologiques** (s'appliquant plus particulièrement aux milieux terrestres et humides), et enfin les **cours d'eau**, qui constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors. L'analyse de ces éléments permet d'identifier des **continuités écologiques** à différentes échelles (internationale, nationale, régionale ou locale).

Définition des concepts clés du réseau écologique appliqués à la Trame verte et bleue

Réservoir de biodiversité : c'est dans ces espaces que la biodiversité est la plus riche et le mieux représentée. Les conditions indispensables à son maintien et à son fonctionnement sont réunies. Ces espaces bénéficient généralement de mesures de protection ou de gestion (arrêté préfectoral de protection de biotopes, réserve naturelle, gestion contractuelle Natura 2000...)

Corridors écologiques : ils représentent des voies de déplacement privilégiées pour la faune et la flore et permettent d'assurer la connexion entre réservoirs de biodiversité (liaison fonctionnelle entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettant sa dispersion ou sa migration). Il s'agit de structures linéaires (haies, ripisylves...), de structures en « pas-japonais » (mares, bosquets...) ou de matrices paysagères (type de milieu paysager).

Continuités écologiques : elles correspondent à l'ensemble des réservoirs de biodiversité, des corridors écologiques, des cours d'eau et des canaux.

L'enjeu majeur de la TVB est de « reconstituer un réseau écologique cohérent en rétablissant les continuités entre les habitats favorables permettant aux espèces de circuler et de rétablir des flux »³. Sa mise en place à l'échelle régionale a été réalisée par le **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)**, adopté le 2 décembre 2015.

Le SCoT du Pays Horloger en cours d'élaboration tiendra compte de ce document. La Carte communale devra quant à elle être compatible avec le SCoT – dans les 3 ans suivant son approbation – qui dressera alors une carte schématique des enjeux relatifs à la trame verte et bleue sur son territoire. En attendant l'approbation du SCoT, la Carte communale devra prendre en compte le SRCE.

Rappelons que : La prise en compte implique une obligation de compatibilité avec dérogation possible pour des motifs justifiés. Selon de Conseil d'État, la prise en compte impose de « ne pas s'écarter des orientations fondamentales sauf, sous le contrôle du juge, pour un motif tiré de l'intérêt [de l'opération] et dans la mesure où cet intérêt le justifie » (CE, 9 juin 2004, 28 juillet 2004 et 17 mars 2010).

La compatibilité implique une obligation de non contrariété aux orientations fondamentales de la norme supérieure, en laissant une certaine marge de manœuvre pour préciser et développer les orientations des documents ou normes supérieurs.

² Allag-Dhuisme F., Amsellem J., Barthod C., Deshayes M., Graffin V., Lefeuvre C., Salles E. (coord), Bartnetche C., Brouard-Masson J., Delaunay A., Garnier CC., Trouvilliez J. (2010). *Choix stratégiques de nature à contribuer à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques – premier document en appui à la mise en œuvre de la Trame verte et bleue en France*. Proposition issue du comité opérationnel Trame verte et bleue. MEEDDM ed.

³ Passerault M. (2010). *La trame verte et bleue : Analyse du concept et réflexions méthodologiques pour sa traduction dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique*. Mémoire de fin d'études Master 2 Espaces, Société, Environnement (Université de Poitiers) réalisé pour le compte de la DREAL Franche-Comté.

2.3.1. Continuités écologiques identifiées

La vallée du Doubs constitue une continuité majeure du territoire pour les espèces aquatiques et terrestres, notamment la migration et l'hivernage des oiseaux. Cette continuité écologique joue un rôle majeur aux échelles locale et régionale, ainsi que nationale. Des continuités plus locales, notamment orientées Nord-est / Sud-ouest, assurent la connexion entre la vallée du Doubs et celle du Dessoubre, également considérée comme continuité majeure du territoire. La prévention de toute fragmentation, dégradation ou destruction de certains milieux naturels essentiels aux déplacements des espèces est ainsi essentielle pour maintenir la fonctionnalité entre ces deux espaces.

La figure suivante indique que le territoire communal est largement englobé dans un corridor régional « potentiel à préserver » de la Trame verte. Ce corridor traverse une large moitié Est du territoire, selon un axe général Nord-Sud.

Il indique également la présence d'un réservoir régional de biodiversité de la Trame verte à l'extrémité du Sud-est du territoire, ne concernant toutefois pas l'emprise de ce dernier.

La situation frontalière du territoire communal, et plus largement du SCoT du Pays Horloger et de la Franche-Comté en fait un territoire stratégique pour les déplacements de la faune entre la France et la Suisse.

Quelques espaces concernés par la présence de rus et de plans d'eau intègrent le corridor régional potentiel en pas japonais du SRCE.

Concernant la Trame bleue, le SCoT considère le Doubs comme réservoir de biodiversité. Enfin, ce document identifie également la présence d'un corridor écologique de la Trame verte entre la vallée du Doubs aval, le Plateau et la vallée du Doubs franco-suisse. Enfin, la partie Nord du territoire est incluse dans un corridor régional de la Trame verte à préserver.

L'étude de terrain nous a permis d'affiner le tracé de ces corridors à l'échelle locale. Les corridors repérés par le diagnostic du SCoT sont assez cohérents et globalement superposables avec les corridors supposés d'après la campagne de terrain.

Il est à noter que le SCoT du Pays Horloger est en cours d'élaboration, avec une approbation prévue pour 2020. A partir de cette approbation, rappelons que la commune devra mettre en compatibilité son document d'urbanisme avec le SCoT dans un délai de trois ans.

2.3.2. Continuités écologiques locales

2.3.2.1. Trame verte

La trame forestière est bien développée sur le territoire communal. Au droit du tissu bâti, elle est particulièrement présente sur sa frange Nord. Quelques arbres isolés et linéaires de haies sont également présents au sein du village ou en périphérie immédiate de ce dernier. Ces éléments garantissent la perméabilité des zones artificialisées, notamment pour la petite faune et l'avifaune. Ils sont bénéfiques à la « nature ordinaire » et aux espèces communes associées à la présence de l'Homme.

En marge, au sein des espaces naturels du territoire, la mosaïque de haies et de bosquets est encore assez fournie. Cette dernière participe à la facilitation des déplacements des espèces et permet de maintenir une connexion entre les réservoirs de biodiversité présents à proximité de la commune (site Natura 2000 notamment), en formant ainsi un corridor dit « en pas japonais ». La faune peut s'y déplacer en toute quiétude, étant donné qu'aucun élément fragmentant majeur ne s'interpose dans ce continuum.

Certains secteurs de la commune sont légèrement moins dotés en structures relais, notamment les abords de la route départementale. Cette dernière ne présente toutefois pas un trafic particulièrement important, et constitue donc un élément fragmentant secondaire.

Un large espace de pelouse calcaire au Sud de la route départementale « scinde » le village en deux parties. Evoluant sur un espace à forte pente, il constitue une coupure naturelle sur ce secteur, et présente une certaine originalité dans un contexte artificialisé. Cet espace joue un rôle relais également dans les échanges et les déplacements d'espèces inféodées à cette sous-trame.

Une deuxième coupure naturelle est à signaler à l'Ouest du village.

2.3.2.2. Trame aquatique et trame humide

Concernant la trame bleue, le principal corridor aquatique du secteur est celui du Doubs, s'écoulant à l'Est du territoire communal. Précisons que ce dernier est également considéré comme réservoir de biodiversité régional.

Les trames humide et aquatique sont peu développées à Fessevillers. Elles sont uniquement représentées au niveau des petits rus temporaires qui drainent le territoire. L'un d'entre eux se situe à proximité du village, et alimente un secteur humide bien développé. Plusieurs entités humides ponctuent le territoire, à travers des formations herbacées humides, des petites mares, etc. Elles forment ainsi un corridor humide en pas japonais qui semble plutôt bien représenté dans un contexte karstique aux tendances séchardes.

La cartographie suivante illustre les enjeux de la TVB connus sur le territoire.

2.3.2.3. Entraves et fragmentations de la continuité écologique

Les continuités écologiques sont peu entravées par les milieux artificialisés, les deux éléments de la fragmentation étant la route départementale D201 et le tissu bâti. Néanmoins ce dernier est peu développé, les constructions étant peu denses ou se limitant à un faible nombre d'habitations. Il ne peut être considéré comme un élément majeur de la fragmentation écologique, son incidence sur le bon fonctionnement des continuités est faible.

La route départementale ne présente pas un trafic particulièrement dense et, même si des collisions avec la faune sauvage peuvent avoir lieu ponctuellement, elles ne sont pas de nature à remettre en question le maintien des populations locales.



Trame verte et bleue : continuités locales

Éléments de la trame bleue

- Corridor humide et aquatique en pas japonais
- Corridor aquatique (ruisseau temporaire)

Structures relais à préserver

- Milieux humides

Éléments de la trame verte

- Corridor forestier
- Coupure naturelle

Structures relais à préserver

- Forêts, bosquets et linéaires de haies
- Pelouse calcaire
- Continuum agricole et prairial

Éléments fragmentants principaux

- Bâti
- Route

0 100 200 m



Figure 10: Trame verte et bleue : continuités locales

2.4. Synthèse

Assurer la pérennité à long terme du patrimoine naturel, comme la préservation des milieux et des espèces rares et menacées, constitue un défi qui dépasse largement les limites des compétences communales. Pour autant, la commune peut, par la prise en compte de cette situation, contribuer à le soutenir.

L'enjeu consiste à la fois à diminuer les dégradations créées par l'Homme sur les milieux naturels, et d'autre part à favoriser la place de la nature « en ville », pour bénéficier des services écologiques rendus par cette même nature. L'intégration du patrimoine naturel dans le cadre des documents d'urbanisme est à la fois garant de la préservation des milieux naturels et de la faune et de la flore associée, d'un patrimoine paysager et d'une certaine qualité de vie.

Grille atouts-faiblesses/opportunités : Paysage naturel	
Atouts	Faiblesses
Un complexe d'habitats naturels encore bien diversifié (espace forestier peu morcelé, prairies variées, zones humides, pelouses sèches, etc.) encore riches en biodiversité et propices à plusieurs espèces, communes et remarquables Des éléments de la Trame verte et bleue présents sur le territoire	Les petits rus temporaires sont soumis à un piétinement entraînant une altération du milieu aquatique et humide.
Opportunités	

- ✓ Limiter les incidences négatives sur la nature « en ville », en évitant tant que possible les éléments arborés/arbustifs,
- ✓ Adapter le projet de zonage sur les secteurs relevant du patrimoine naturel remarquable (zones humides, pelouses, etc.), qui constituent par ailleurs des milieux singuliers à l'échelle de la commune, ce qui devrait contribuer à leur préservation sur le ban communal : éviter leur suppression, leur altération, leur assèchement (zone humide), leur enclavement...
- ✓ Préserver les éléments de la trame verte et bleue, envisager l'utilisation d'outils réglementaires,
- ✓ Préserver les espèces remarquables en maintenant leurs habitats (haies, milieu forestier, zones humides, pelouses, etc.) et les continuités écologiques sur le territoire communal,
- ✓ Enfin, bien que les documents d'urbanisme ne disposent pas d'outils spécifiques pour encadrer l'artificialisation des peuplements forestiers (plantations monospécifiques d'Epicéa ou sélection en faveur d'une proportion plus importante de résineux), des outils existent néanmoins, tels que la Commission Communale / Intercommunale d'Aménagement Forestier qui permet de définir l'affectation et le devenir des terres. Par ailleurs, rappelons que cette pratique entraîne une banalisation du milieu. Elle atteint par ailleurs ses limites face au changement climatique, défavorable à ces essences.

3. DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

3.1. Méthodologie

La réalisation du diagnostic écologique permet de rendre compte de façon plus directe de l'intérêt relatif des différents milieux rencontrés. La méthode d'appréciation de la valeur écologique repose sur les critères suivants :

1. La diversité et la rareté des espèces. Ce paramètre est abordé en termes de potentialité d'accueil des milieux sur la base des connaissances actuelles.
2. La diversité écologique, qui intègre les structures verticales (nombre de strates) et horizontales (complexité de la mosaïque).
3. Le rôle écologique exercé sur le milieu physique (maintien des sols, régulation hydrique...) et sur le fonctionnement de l'écosystème.
4. L'originalité du milieu dans son contexte régional ou local.
5. Le degré de naturalité (non artificialisation) et la sensibilité écologique.

Cette méthode, qui reste subjective, permet néanmoins d'estimer de manière satisfaisante l'intérêt écologique des milieux.

Quatre degrés d'appréciation peuvent être envisagés pour chacun des critères :

Degré d'appréciation	Faible	Moyen	Fort	Très fort
Gradient correspondant	1	2	3	4

Le gradient maximal d'intérêt écologique est établi à 20.

Niveau d'intérêt écologique	Gradient
Intérêt écologique exceptionnel	18 à 20
Intérêt écologique fort	14 à 17
Intérêt écologique moyen	9 à 13
Intérêt écologique modéré faible	7 à 8
Intérêt écologique faible	5 à 6

Cette méthode de diagnostic permet de se placer le plus possible en retrait de toute appréciation subjective de l'intérêt écologique.

3.2. Résultats

Le tableau ci-dessous indique la valeur d'intérêt écologique de chaque milieu selon les critères présentés précédemment. La figure suivante cartographie ces résultats.

Critères d'intérêt écologique Type d'habitat	Diversité Rareté des espèces	Diversité écologique	Rôle écologique	Originalité du milieu	Degré de naturalité, sensibilité écologique	Gradient d'intérêt écologique
Culture agricole	1	1	1	1	1	5
Friche, terrain vague	2	1	1	1	1	6
Jardin, espaces libre, etc.	1	2	1	1	1	6
Prairies mésophiles (hors fauche)	1	1	2	1	1	6
Prairies de fauche	2	1	2	1	2	8
Ruisseaux temporaires	2	2	3	2	1	10
Forêt	3	3	4	2	2	14
Pelouses	3	2	3	3	3	14
Haies et bosquets	3	3	4	3	2	15
Milieux humides	3	2	4	4	2	15

Habitats à forte valeur écologique

- Les milieux humides figurent dans cette catégorie en raison des services écosystémiques qu'ils rendent à l'Homme, à travers leur pouvoir « tampon » et épurateur. Par ailleurs, ces habitats jouent également un rôle écologique (corridor, abri, alimentation, etc.).
- Les pelouses sont mentionnées dans cette catégorie. Outre leur intérêt souligné par leur classement comme habitats d'intérêt communautaire, les pelouses sont des espaces constitués d'une végétation particulière, abritant une faune et une flore sensibles à l'évolution de leur milieu. Rappelons que les pelouses sont, de manière générale, menacées par la déprise agricole engendrée par la disparition du pastoralisme extensif et par la montée en puissance de l'agriculture extensive.
- Les formations arborées comme les haies et bosquets sont considérées d'intérêt écologique fort compte-tenu des nombreuses fonctions de ces dernières : d'une part pour la faune qui y trouve refuge, alimentation, mais aussi et surtout un support « relais » pour ses déplacements à travers les milieux ouverts utilisés par l'Homme ; d'autre part pour ce dernier qui bénéficie des effets positifs que jouent ces formations sur le maintien des sols, l'ombrage, la protection contre les vents ou encore la limitation du ruissellement.
- Les forêts figurent également dans cette catégorie. Le milieu forestier fait l'objet d'une exploitation limitant toutefois considérablement son intérêt écologique. Bien qu'il joue néanmoins un rôle dans le fonctionnement des écosystèmes, l'intérêt écologique de ce milieu est altéré. Le secteur recense plusieurs habitats forestiers d'intérêt communautaire, ainsi que de plusieurs espèces emblématiques du massif jurassien, dont une large partie peut être considérée comme menacée.

Habitats à moyenne valeur écologique

Les ruisseaux temporaires sont inclus dans cette catégorie, en raison de leur état de conservation (piétinement, etc.). Ils jouent néanmoins un rôle écologique important localement.

Habitats à valeur écologique modéré faible

Les prairies de fauche sont évoquées dans cette catégorie, ces milieux étant généralement riches en plantes à fleurs et en orchidées, représentant ainsi un intérêt particulier, notamment pour l'entomofaune. Néanmoins comme nous l'avons évoqué précédemment, certaines pratiques agricoles mises en place sur ces prairies peuvent limiter leur intérêt et/ou la perception de leur intérêt écologique. Certaines espèces ne sont alors plus détectables, et la diversité floristique n'est donc plus optimale. Aussi, en fonction des pressions exercées (intensité de pâturage ou de fauche, amendement, etc.), l'intérêt écologique de ces prairies varie.

Habitats à valeur écologique faible

Sont également concernés les milieux fortement anthropisés ou gérés de manière intensive : cultures, jardins, etc. L'intérêt floristique de ces derniers est très limité du fait d'un entretien et de pratiques intensifs, ainsi que de l'implantation d'espèces ornementales souvent d'origine exotique.



D'après Sciences Environnement, 2018

Diagnostic écologique

Légende

- Intérêt écologique fort
- Intérêt écologique modéré
- Intérêt écologique modéré faible
- Intérêt écologique faible

0 50 100 m



Sciences Environnement

Figure 11: Diagnostic écologique

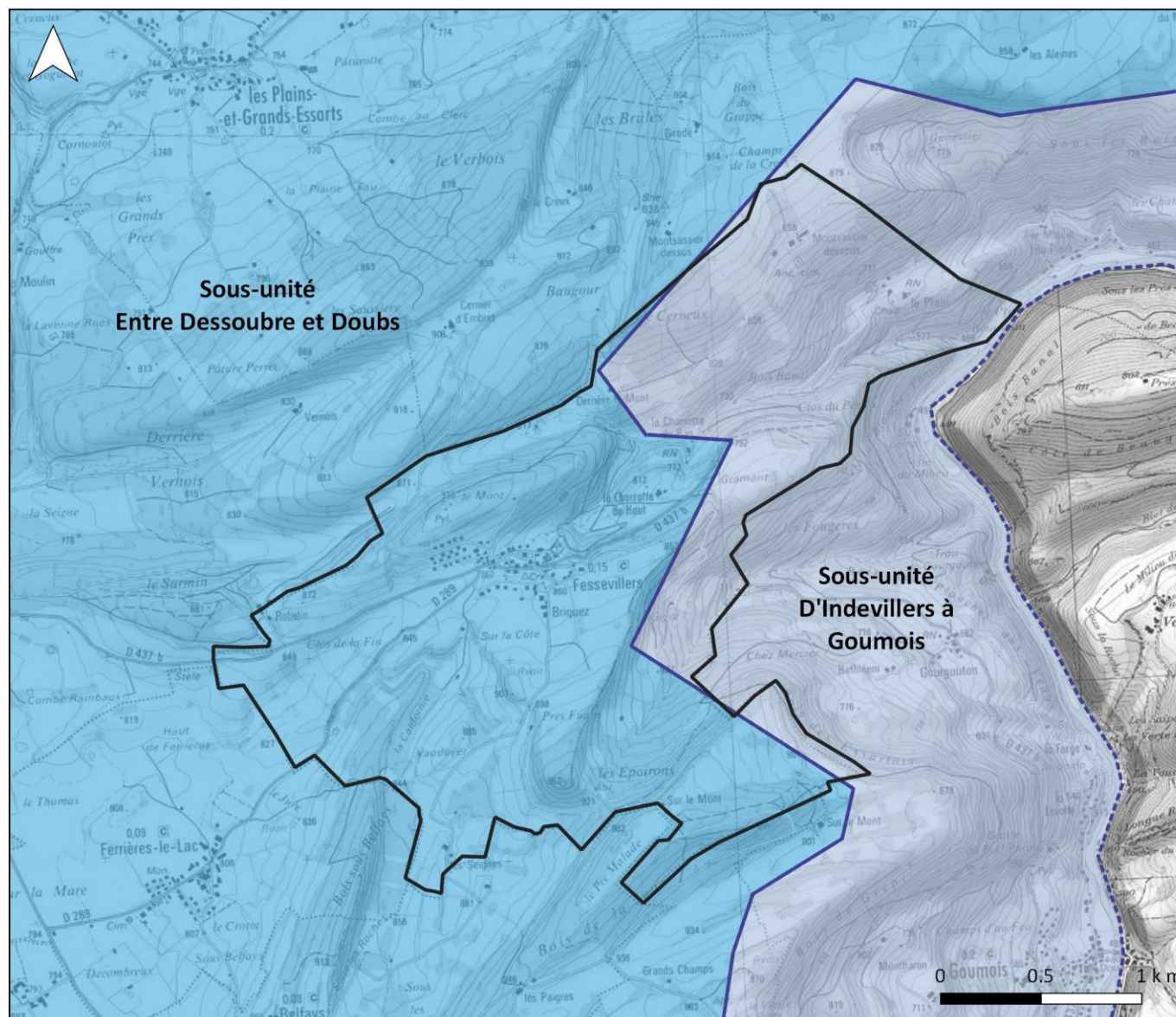
4. PAYSAGE NATUREL

4.1. Unités paysagères

≡ **Rappel : Notion d'unité paysagère**

Une unité paysagère est définie comme un paysage porté par une entité spatiale dont l'ensemble des caractères de relief, d'hydrographie, d'occupation du sol, de formes d'habitat et de végétation présente une homogénéité d'aspect. Elle se distingue des unités voisines par une différence de présence, d'organisation ou de forme de ces caractères.

- **Unité « Second Plateau »** : en passant sur le Second Plateau, le paysage se ferme et l'effet d'altitude peut se lire dans la physionomie du paysage, qui prend un caractère montagnard. Ainsi, les résineux dominent les peuplements forestiers et les espaces agricoles portent la marque de leur vocation herbagère prépondérante. La topographie de plateau est accidentée par toute une série de rides alignées qui préfigurent les plissements du Haut-Jura.
 - ➔ **Sous-unité « Entre Dessoubre et Doubs »** : Dans sa partie Nord-est, entre Mont-de-Laval et Burnevillers, les éléments plans et dégagés l'emportent nettement sur les rides secondaires boisées, qui dominent de part et d'autre les vallées bordières parallèles très encaissées du Doubs et du Dessoubre, les espaces ouverts situés autour du Russey et de Damprichard étant particulièrement vastes. Dans la moitié Nord, les villages de Courtefontaine, Indevillers, Montandon, Les Plains-et-Grands-Essarts, Trévillers, Fessevillers sont de taille plus modeste que dans le secteur du Val de Morteau ou de la moitié Sud de la sous-unité (secteurs de Maîche, Charquemont, etc.)
- **Unité « Gorges du Doubs »** : situées à la pointe Nord-est du Premier et du Second plateau, les gorges du Doubs déterminent une frontière naturelle avec la Suisse. Cette unité s'avère diversifiée, tant du point de vue topographique, avec des orientations de versants et un tracé de fond de vallée variables, que de celui de l'occupation des sols (prairies, cultures, boisements, implantation de l'habitat, etc.). Quelques barrages imposent leur masse monumentale. Ils ont pris le relais d'anciens établissements industriels le plus souvent ruinés ou reconvertis. Sur les versants raides, la déprise agricole est patente, brouillant les lignes du paysage et les vues sur le Doubs.
 - ➔ **Sous-unité « D'Indevillers à Goumois »** : sur cette section des gorges, le paysage est plus resserré et présente un fond de vallée très étroit. Les versants surplombant la vallée sont recolonisés par la forêt, redonnant au paysage son caractère « sauvage ». La grande combe du Bief de Fuesse, appendice greffé sur les gorges soulignées par les Rochers de la Fille, termine la section à l'Est, avant le passage en Suisse. Le Doubs dessine alors une boucle à 180°, pour entourer le Clos du Doubs et revenir en France à Brémencourt.



D'après la base CARMEN 2018

Paysage naturel : unités et sous-unités paysagères

Légende

Unités paysagères

Le Second Plateau

Les Gorges du Doubs

Figure 12: Paysage naturel : unités et sous-unités paysagères

4.2. Éléments remarquables du paysage naturel

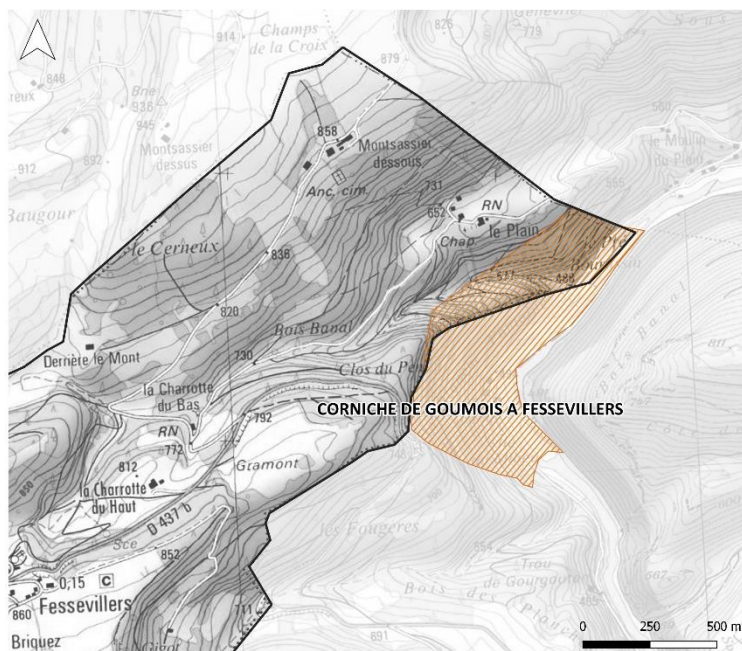
4.2.1. *Site inscrit, site classé*

Rappelons qu'un site classé ou inscrit est un espace naturel remarquable dont le caractère historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque appelle au nom de l'intérêt général, à la conservation en l'état (entretien, restauration, mise en valeur, etc.) ainsi que la préservation de toutes atteintes graves (destruction, altération, banalisation, etc.).

A compter de la notification au préfet de texte (décret ou arrêté) prononçant le classement ou l'inscription d'un site ou d'un monument naturel, tous travaux susceptibles de modifier l'aspect ou l'état d'un site sont soumis au contrôle du ministre chargé des sites ou du préfet du département » (d'après le MEDDE).

Les aménagements en site inscrits sont soumis à des procédures moins contraignantes qu'en site classé.

Le territoire communal recense un site inscrit : celui de la « Corniche de Goumois à Fessevillers ». Sa localisation est visible sur la figure suivante.



4.2.2. *Sites emblématiques*

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a défini une liste de sites dits « emblématiques » représentant des enjeux très forts en matière de paysage. Leur reconnaissance peut être liée à une valeur historique, une exception géomorphologique ou encore une activité prestigieuse. Ces éléments présentent donc un intérêt patrimonial et paysager particulier.

A Fessevillers, une large partie Est du territoire est incluse dans un de ces espaces identifiés, et relève donc d'un intérêt national. Il s'agit de l'entité « Haute vallée du Doubs ».

4.2.3. *Les éléments naturels de l'identité paysagère*

4.2.3.1. *Les milieux humides*

Bien que ces formations ne soient pas particulièrement remarquables tant par leur étendue que par leur composition, ces formations font néanmoins figure d'éléments originaux du paysage local au droit du bâti.

Vue sur une mare au sein des pâtures



4.2.3.2. Les formations boisées

Le ban communal de Fessevillers est caractérisé par une présence importante des formations boisées, à la fois représentées par le massif forestier, mais également par les formations ligneuses (haies et bosquets) qui ponctuent le milieu ouvert. Les haies structurent le paysage et en rompent la monotonie. Elles sont également le témoin d'activités agro-pastorales. Cette trame arborée ou arborescente constitue une caractéristique paysagère locale remarquable.

L'ambiance du territoire communal, très « verte », révèle un paysage particulièrement typique du massif jurassien.



Vue sur le village et ses abords boisés

4.2.3.3. Les pelouses calcaires

Par rapport aux espaces prairiaux, ces formations sont peu représentées aux abords du bâti. Néanmoins, une large bande de pelouse évolue au centre du village, au niveau d'une rupture topographique. Elle constitue ainsi un élément du paysage naturel notable du village.



Vue sur la pelouse, dominant le Nord du village

4.2.3.4. Les points de vue remarquables

Au niveau du tissu bâti, un secteur est à signaler quant au point de vue qu'il offre sur le village, ses alentours et sur le grand paysage. En effet, la topographie locale étant très marquée au niveau du village, elle forme un « promontoire » qui surplombe la route départementale 437, et offre ainsi une vue profonde sur le paysage environnant.

La vue reste ainsi largement conditionnée par la topographie.



Vue depuis le promontoire sur le village et le grand paysage



Figure 13: Paysage naturel : éléments de l'identité paysagère



Figure 14: Paysage naturel : planche photographique

4.3. Structures paysagères et évolution

4.3.1. Description

Le paysage se décrit comme une « *étendue spatiale, naturelle ou transformée par l'Homme, qui présente une certaine identité visuelle ou fonctionnelle* » (Larousse, 2018).

Cette définition induit donc une dimension « naturelle », qui relève donc à la fois de la topographie, de la géologie, de la végétation, etc., et une dimension « humaine » ayant une incidence directe sur le paysage par l'utilisation de l'espace par les populations.

4.3.2. Tendances d'évolution

Depuis les années 1950, plusieurs constats peuvent être réalisés sur l'évolution du paysage naturel du territoire communal. La figure suivante illustre quelques phénomènes facilement observables par photographie aérienne :

- **L'enfrichement – n°1** : à l'image de nombreuses communes alentours, certaines parcelles agricoles ont connu un phénomène d'enfrichement sur les 50 dernières années. Ces anciennes pâtures, probablement moins productives ou plus difficiles d'accès ont été progressivement abandonnées, pour laisser place à une recolonisation naturelle des formations boisées.
- **L'urbanisation – n°2** : entre les années 1950 et les années 2010, le village de Fessevillers a connu une augmentation de sa population et donc de son tissu bâti. L'extension s'est concentrée à l'Ouest et au Sud où elle y a été plus mesurée.
- **L'enrésinement – n°3** : ce phénomène se traduit de deux façons, puisqu'on observe selon les secteurs soit un remplacement des formations forestières anciennement feuillues par de larges plantations de résineux, essentiellement des Epicéas, soit par un « grignotage » d'espaces anciennement ouverts, probablement dédiés au pâturage mais pas toujours faciles d'accès.
- **La suppression de haies** : le remembrement a entraîné la suppression de linéaires de haies au sein des espaces agricoles, entraînant un appauvrissement de la diversité paysagère, ceci à l'échelle régionale ainsi que nationale. A Fessevillers, la comparaison des photographies aériennes ne permet pas de constater une flagrante diminution de linéaires de haies. Une petite proportion a disparu, néanmoins d'autres petits linéaires sont apparus depuis ou se sont renforcés.
- **La suppression des vergers ou d'arbres isolés** : bien souvent, les abords du tissu bâti sont bordés par des vergers que l'on retrouve au sein des jardins ou des espaces agricoles. Dans le cadre de projets d'urbanisation, il est donc fréquent que ces formations soient les premières impactées par l'extension des villages. L'évolution des pratiques et du rôle de ces vergers (perte de leur fonction nourricière autrefois essentielle) ont également participé à leur abandon progressif et à leur suppression. Ce phénomène s'observe au sein du bâti du village de Fessevillers.

Outre une modification paysagère, ces évolutions ont entraîné une perte de la fonctionnalité du territoire en termes de corridors écologiques et de diversité d'habitats naturels.

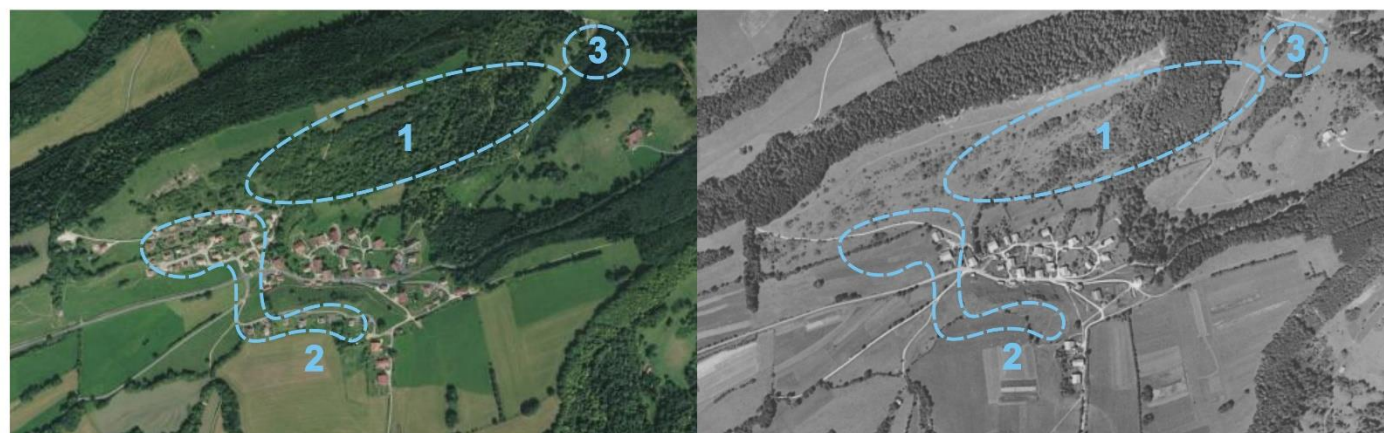


Figure 15: Paysage naturel : tendances d'évolution

4.4. Synthèse

Ce chapitre propose diverses mesures pour la prise en compte des éléments du paysage de la commune. Bien qu'elles ne soient pas toujours transposables dans les différentes pièces du document d'urbanisme, elles peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la commune.

Grille atouts-faiblesses/opportunités : Milieu naturel	
Atouts	Faiblesses
<p>Présence d'éléments typiques du paysage jurassien jusqu'aux abords du tissu bâti, dans un contexte à dominante rurale.</p> <p>Présence d'un site inscrit en marge du tissu bâti.</p> <p>Présence d'un point de vue au sein du village, offrant une large vue sur le paysage proche et le grand paysage.</p>	<p>Evolution du paysage naturel vers une homogénéisation, notamment du milieu forestier, et appauvrissement de formations typiques jouant également un rôle essentiel pour la biodiversité, remarquable ou non.</p>
Opportunités	
<ul style="list-style-type: none">✓ <u>Préserver les éléments</u> du paysage (haies, bosquets, etc.) à l'aide d'outils réglementaires (article L151-19 du Code de l'Urbanisme...),✓ <u>Maintenir des ruptures naturelles</u> entre les entités bâties afin de maintenir leur silhouette paysagère,✓ <u>Valoriser et entretenir la roche calcaire</u> (affleurements, falaises, murgers, etc.), un élément du patrimoine naturel et humain,✓ <u>Préserver les éléments du paysage naturel</u> et leurs structures,✓ <u>Maintenir le cadre de vie</u> actuel, très « vert ».	

5. BILAN DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PAYSAGERS

Thématiques	Descriptif des enjeux	Intensité
Milieu physique		
Contexte géologique et risques naturels	<p>Tissu bâti essentiellement localisé sur terrain à dominante calcaire</p> <p>Phénomènes karstiques essentiellement concentrés au sein des espaces naturels</p> <p>Absence de Plan de Prévention des Risques naturels</p> <p>Risques naturels essentiellement concentrés sur les zones de ruptures topographiques</p>	Faible
Ressource en eau	<p>Vulnérabilité des eaux souterraines liée au sous-sol calcaire</p> <p>Territoire concerné par une « Ressource majeure d'intérêt actuel » pour l'eau potable</p> <p>Un captage d'eau potable présent sur la commune</p> <p>Moyenne qualité du Doubs (milieu récepteur) sur ce secteur</p> <p>Dégradation des petits rus temporaires</p>	Fort
Milieu naturel		
Patrimoine naturel remarquable	<p>Présence d'habitats naturels sensibles (zones humides, pelouses)</p> <p>Absence de site Natura 2000 sur le territoire communal</p> <p>Territoire favorable à la biodiversité commune et remarquable</p>	Fort
Habitat & flore	<p>Présence d'habitats à intérêt écologique élevé à préserver</p> <p>Bonne représentation de la « nature ordinaire » liée au caractère rural du secteur</p> <p>Présence d'espèces de la flore remarquable</p>	Fort
Continuité écologique	Continuums de la TVB peu fragmentés mais menacés par l'homogénéisation des paysages	Modéré
Paysage naturel		
Éléments remarquables	<p>Contexte naturel représentatif du massif jurassien</p> <p>Présence d'éléments typiques à préserver</p>	Modéré
Sensibilités	<p>Vue plus ou moins dégagée sur le territoire, rapidement limitée par la végétation et la topographie</p> <p>Tendances à l'enrésinement et à l'enfrichement depuis 50 ans, dans une moindre mesure à la suppression de haies et d'arbres isolés.</p>	Fort

ANNEXES

- ✓ Annexe 1 : Plaquette de présentation des Ressources Karstiques Majeures
- ✓ Annexe 2 : DUP du captage d'eau de Blanchefontaine et cartographie parcellaire
- ✓ Annexe 3 : Prescriptions concernant les zones soumises aux différents risques de mouvement de terrain
- ✓ Annexe 4 : Plaquette de présentation du risque de retrait-gonflement des argiles
- ✓ Annexe 5 : La nouvelle réglementation parasismique
- ✓ Annexe 6 : Licence d'utilisation des données de la base régionale des milieux humides (CEN FC)
- ✓ Annexe 7 : Fiche descriptive de la ZNIEFF II Doubs Franco-Suisse
- ✓ Annexe 8 : Fiche descriptive du site Natura 2000 « Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs »

KARST DU MASSIF DU JURA

Ressources majeures en eau potable

pour aujourd'hui et pour demain



INVENTAIRE, GESTION ET PROTECTION



Source Bleue à Malbuisson

Quels enjeux ?

● L'alimentation en eau potable de nos territoires est un enjeu important pour les collectivités. Actuellement 70% des captages du massif du Jura sont d'origine karstique et permettent d'alimenter un tiers de la population.

● En 2015, le SDAGE* sera révisé. Les ressources identifiées dans le cadre de cette étude seront inscrites comme des zones à protéger pour l'alimentation en eau potable actuelle et future. Parmi les outils de préservation pré-identifiés, les acteurs locaux pourront engager les actions qu'ils jugent prioritaires.

● A ce titre, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a lancé une étude afin d'identifier les ressources karstiques majeures.

*Le SDAGE

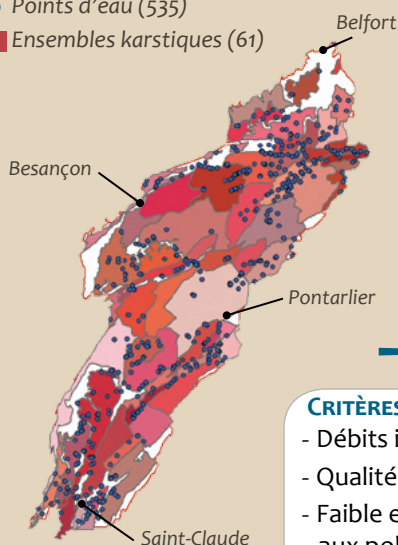
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il fixe les orientations fondamentales d'une « gestion équilibrée » de la ressource en eau, à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée.

Identification des ressources karstiques majeures

1 Sélection des ensembles karstiques sur le massif du Jura

● Points d'eau (535)

■ Ensembles karstiques (61)



2 Sélection des ressources karstiques majeures

● Points d'eau majeurs (193)

■ Ressources karstiques majeures (45)



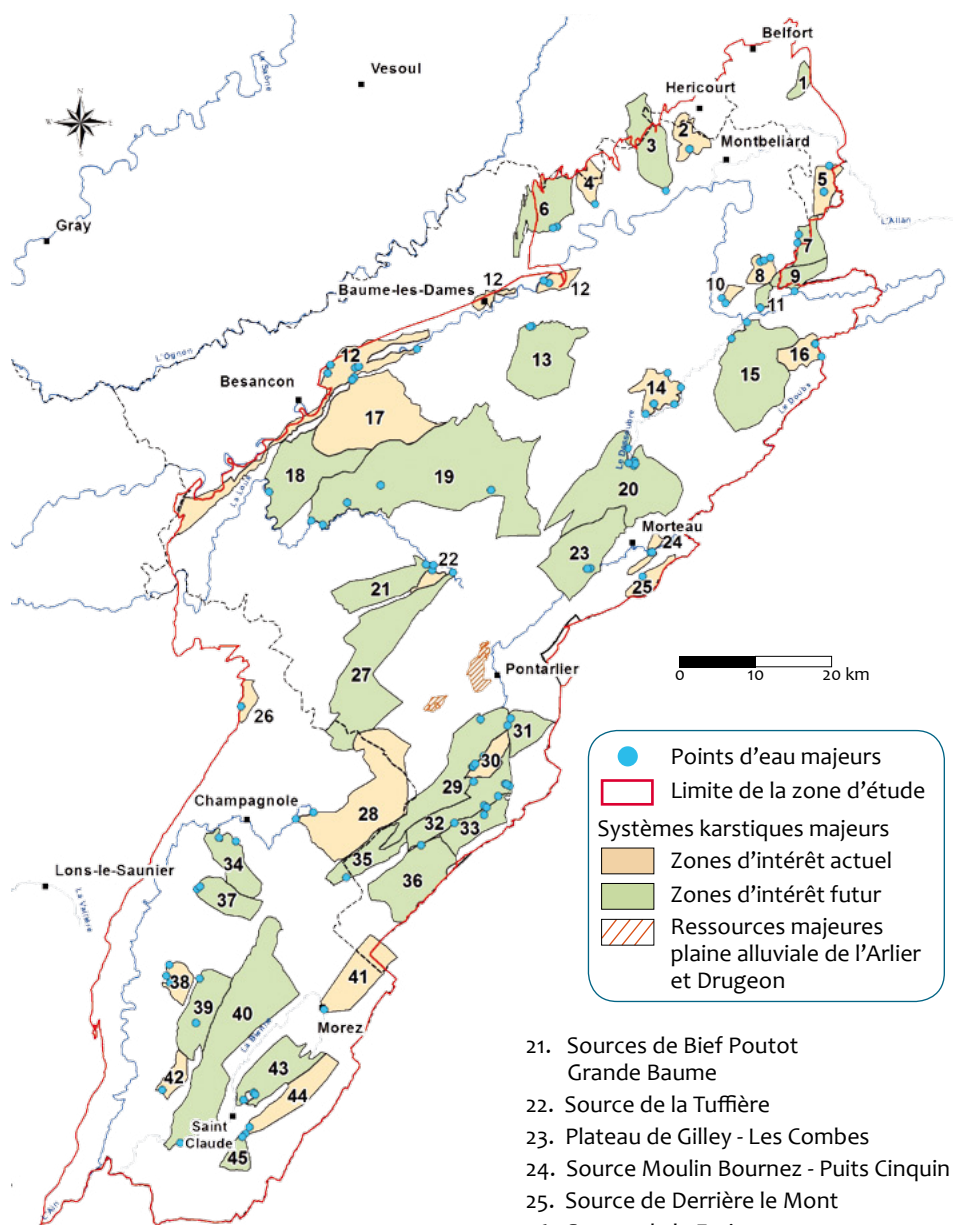
CRITÈRES DE SÉLECTION :

- Débits importants
- Qualité correcte
- Faible exposition aux pollutions
- Proximité des besoins

● La démarche de délimitation et de protection des ressources karstiques majeures s'inscrit dans une volonté de développement durable : connaissance de ces ressources, maîtrise des flux de pollution, usages respectueux des milieux naturels et de leur biodiversité, réponses aux besoins d'alimentation en eau potable, anticipation face aux évolutions climatiques.

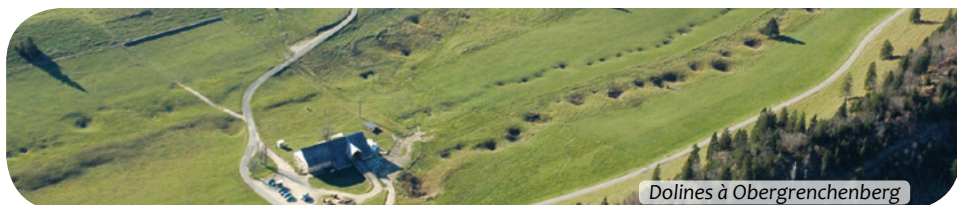
Quel territoire ?

Les ressources karstiques majeures concernent des zones d'intérêt actuel (ressources actuellement exploitées) et des zones d'intérêt futur (sources et quifères profonds non exploités). Elles sont réparties sur un vaste secteur de 6 500 km².



► NOM DE LA RESSOURCE KARSTIQUE MAJEURE

1. Karst sous couverture Belfort
2. Source des Beaumettes
3. Source de Lougres
4. Fontaine du Crible
5. Source du Val - Trou de la Doux
6. Sources Gourdeval - Sarre
7. Source de la Doue - Forage Jean Burnin (Suisse)
8. Sources de la Laronesse - Creuse
Forage du Vallon
9. Source Ronde Fontaine (Suisse)
10. Sources Oeil de Boeuf - Oeuches
11. Source Château de la Roche
12. Karst profond de la vallée du Doubs
13. Sources Noire - Alloz
14. Plateau de Chamesey - Source de Froidefontaine
15. Source du Bief de Brand
16. Sources de Blanchefontaine - La Forge
17. Sources Arcier - Bergeret
18. Source du Bief
19. Sources du Maine - Ecoutot
20. Sources du Dessoubre - Bief Ayroux
21. Sources de Bief Poutot
Grande Baume
22. Source de la Tuffière
23. Plateau de Gilley - Les Combes
24. Source Moulin Bournez - Puits Cinquin
25. Source de Derrière le Mont
26. Source de la Furieuse
27. Source Baume Archée
28. Sources de l'Ain - Papeterie
29. Synclinal Val de Saint Point
30. Sources Schlumberger
Grande source Bleue
31. Source Martin
32. Synclinal Val de Rochejean - Métabief
33. Sources C Tunnel du Mont d'Or
La Creuse
34. Source de Balerne et Bief de la
Reculée
35. Source de la Saine
36. Source du Doubs
37. Sources de Fontenu - du Moulin
38. Sources des Gines - Le Pas
39. Source de la Gongone
40. Source de l'Enragé
41. Source de l'Arce
42. Source du Pont des Arches
43. Trou de l'Abîme
44. Sources des Foules - Montbrillant
45. Bief Noir

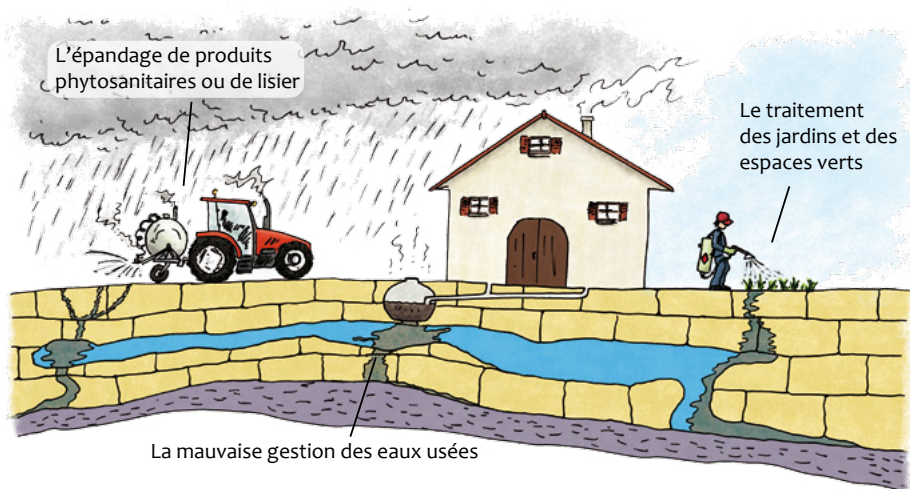


Dolines à Obergrenchenberg

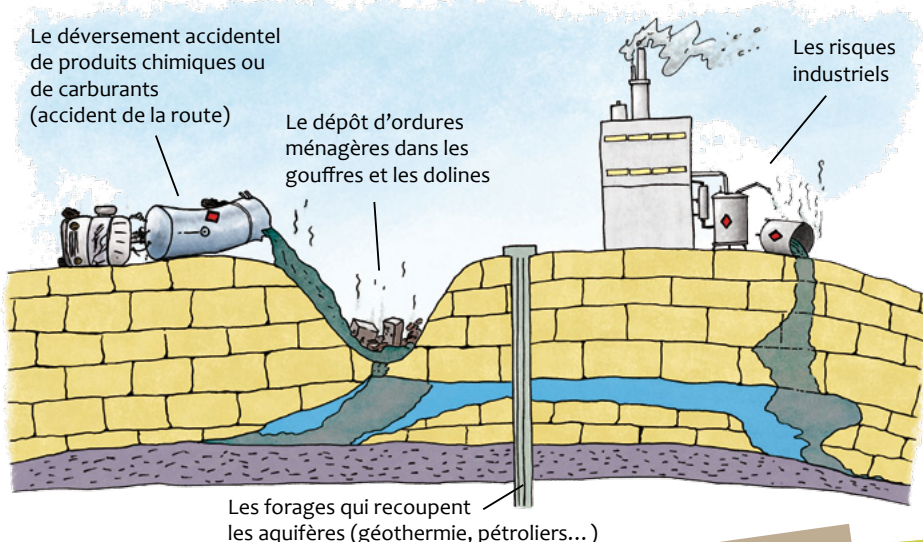
Quels risques ?

Le karst est un milieu vulnérable vis-à-vis des pollutions extérieures. Il est caractérisé par l'existence de zones d'infiltration préférentielle à circulation rapide (dolines, gouffres, pertes...). Le karst est un milieu complexe avec des circulations parfois surprenantes comme l'alimentation de la Loue par le Doubs, mise en évidence par l'incendie des usines Pernod à Pontarlier en 1901.

Pollutions diffuses dans les zones vulnérables



Pollutions accidentelles dans les zones vulnérables



Le saviez-vous ?

Aujourd'hui 30% des captages présentent, en été, des baisses de débits problématiques. Un bilan récent des connaissances réalisé par l'Agence de l'Eau sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse expose les perspectives d'évolution climatique. Elle prévoit, dans les 30 ans à venir, une diminution de débit sur la Loue et le Doubs (en période de sécheresse) de 25 à 50 %.

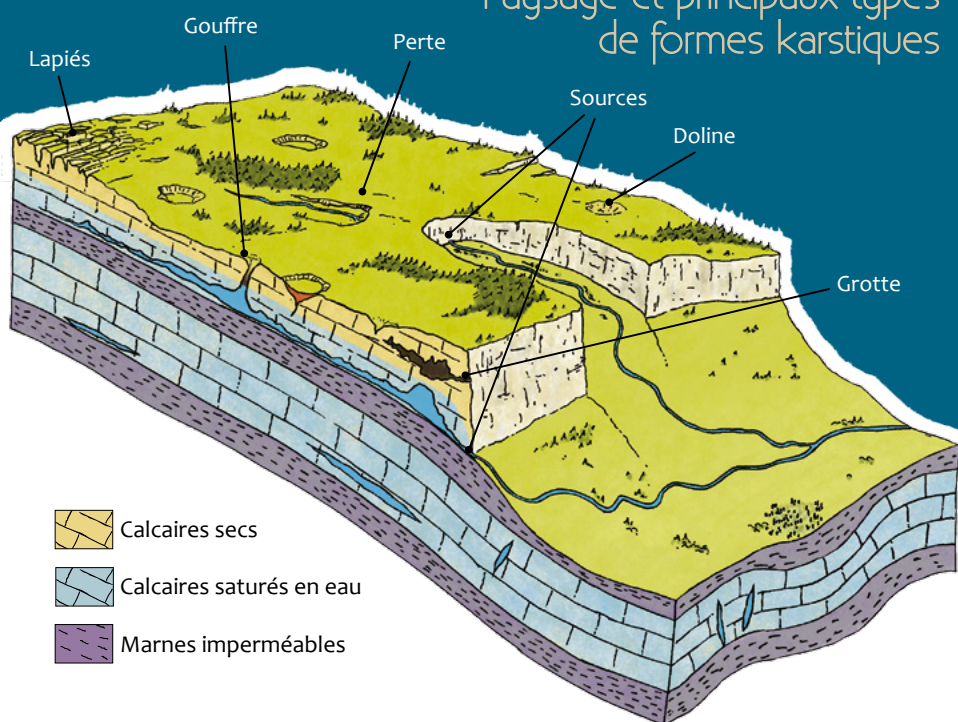
Ces constats doivent conduire à une réflexion sur la diversification de l'alimentation en eau potable. Les ressources karstiques majeures peuvent répondre à ce besoin.

Le karst, c'est quoi ?

La rencontre de l'eau et du calcaire : l'eau de pluie, chargée en gaz carbonique à son passage dans le sol, acquiert l'acidité nécessaire pour permettre la dissolution de la roche calcaire.

Au cours du temps, l'eau agrandit les fissures et les fractures préexistantes dans la roche et développe de véritables réseaux souterrains qui donnent naissance à des sources.

Paysage et principaux types de formes karstiques



Le karst est caractérisé par des formes originales :

- **en surface**, la morphologie est marquée par la présence de dolines, de lapiés, de pertes, d'avens, de vallées sèches, de reculées, de sources...

- **en profondeur**, on distingue deux zones :

- une zone d'écoulement verticale des eaux par des cheminées karstiques (circulation rapide) et des réseaux de fines fissures (circulation lente),
- une zone d'écoulement horizontale (zone noyée), formée de galeries et de drains souterrains.

- des réseaux karstiques fossiles existent généralement au-dessus des réseaux actifs. Ce sont les grottes et cavités visitées par les spéléologues.

Le saviez-vous ?

Le mot allemand « karst » nomme à l'origine la zone de plateaux calcaires du Nord-Ouest de la Slovénie. Le mot slave correspondant, « kras », ou en italien « carso », provient de la racine « kr » qui désigne la montagne. Ce mot a été généralisé à toutes les régions calcaires présentant une morphologie comparable.



Les documents de l'étude seront disponibles sur demande ou téléchargeables sur www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr



Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Délégation de Besançon

Immeuble le Cadran
34 rue de la Corvée
25000 Besançon
Tél. : 04 26 22 31 00
www.eaurmc.fr

Crédits photos : Vincent Bichet, Idées Eaux, Robert Lepennec, MFR - Illustrations : Thierry Mazzéo - Graphisme : CPIE Haut-Doubs
Imprimerie Simon à Ornans - Février 2013



PREFECTURE DU DOUBS

Direction des Collectivités Territoriales et du
Conseil Juridique

Bureau de l'Urbanisme et des Enquêtes Publiques

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE
DE L'EAU DU PLATEAU MACHOIS**

Source de Blanchefontaine à Goumois

ARRETE N° 2009-1604-01149

- ♦ portant déclaration d'utilité publique :
 - de la dérivation des eaux souterraines ;
 - de l'instauration des périmètres de protection.
- ♦ autorisant l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine
- ♦ autorisant le prélèvement d'eau souterraine au titre du Code de l'environnement - Rubrique 1.1.2.0

**LE PREFET DE REGION FRANCHE COMTE
PREFET DU DOUBS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-61, et D.1321-103 à D.1321-105 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8, L.215-13 et R.214-1 ;

VU le Code de l'Expropriation, et notamment les articles L.13-1, L.13-13 et L.13-14 ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé par le Préfet Coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996 ;

VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU l'arrêté du 31 août 1993 relatif aux modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;

VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au Code des Bonnes Pratiques Agricoles ;

VU l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectifs ;

VU l'arrêté du 26 Juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R.1321-6 du Code de la Santé Publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1994 relatif au stockage des hydrocarbures utilisés comme moyen de chauffage ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2004 fixant les conditions de réalisation du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU la délibération du Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) de l'eau du Plateau Maïchois en date du 26 janvier 2006 ;

VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

VU le rapport de Monsieur CHAUVE hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Doubs, en date du 12 décembre 1999 modifié le 6 mai 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2008 prescrivant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique ;

VU les résultats de l'enquête d'utilité publique ;

VU les conclusions et les avis du commissaire enquêteur en date du 28 mai 2008 ;

VU l'avis du Conseil Départemental compétent en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques – CODERST- en date du 16 mars 2009 ;

VU le document ci-annexé en date du 13 mars 2009 produit par le président du SIVU de l'eau du Plateau Maïchois exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ;

CONSIDERANT que la mise en place des périmètres de protection autour des captages constitue un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité des eaux prélevées ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Doubs ;

ARRETE

SECTION I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PRELEVEMENT DE L'EAU

Article 1 : Objet de la déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- Les travaux de dérivation des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du captage de la source de Blanchefontaine situé sur la commune de GOUMOIS ;
- La mise en place des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage ;
- Les canalisations d'adduction de l'eau ;
- Les ouvrages de traitement et de distribution de l'eau.

Article 2 : Autorisation de prélèvements d'eau souterraine pour la consommation humaine

Le SIVU de l'eau du Plateau Maïchois est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage de Blanchefontaine situé sur la commune de Goumois dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 3 : Volumes prélevés

Le débit maximal de prélèvement est fixé à 250 m³/heure et 6000 m³/jour.

Le prélèvement sera en moyenne de 3200 m³/j et de 1200000 m³/an

Un système de comptage adapté doit permettre de vérifier en permanence ces valeurs.

Article 4 : Situation du captage

Le captage est situé sur la parcelle n°3 - section A – lieu dit « Blanche Fontaine » sur la commune de GOUMOIS.

Article 5 : Périmètres de protection du captage

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral, et de l'état parcellaire joints en annexe du présent arrêté.

Réglementation générale : les textes existants, concernant l'objet du présent arrêté, s'appliquent de plein droit.

Article 5-1 : Périmètres de Protection immédiate (PPI)

① Délimitation

Pour le captage, la station de pompage et la station de traitement :

- Commune de GOUMOIS : Section A - parcelles n° 3, 327, 328, 330 et 331 - lieu dit « Blanche Fontaine ».

PPI satellite visant à protéger le gouffre "Clos Léonard" en relation directe avec la source captée :

- Commune de FESSEVILLERS : Section A - parcelles n° 189 - lieu-dit « Clos Léonard »

② Prescriptions générales

Les périmètres de protection immédiate doivent être acquis par le SIVU de l'eau du Plateau Maîchois par voie amiable, ou par voie d'expropriation, dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les PPI devront être clos afin d'en limiter l'accès aux seules personnes autorisées.

Toutes les activités seront interdites dans les PPI sauf celles liées à l'exploitation du captage et à l'entretien mécanique du terrain.

Les travaux suivants devront être réalisés:

- coupe des principaux arbres autour des installations de Blanchefontaine.
- réalisation d'aménagements le long du chemin communal dit "Moulin du Plain" afin de retenir les véhicules, et évacuer les eaux de ruissellement de la chaussée en aval du captage.
- réalisation d'aménagements permettant de préserver les installations de production des chutes diverses (blocs de pierre, arbres) en provenance du versant.
- suppression de l'actuel chemin forestier qui surplombe les installations de production, et création d'un nouvel accès aux parcelles forestières en vue de leur exploitation.

Article 5-2 : Périmètres de protection rapprochée (PPR = PPR-A + PPR-B)

① Délimitation

Périmètre de protection rapprochée A (PPR-A)

Commune de GOUMOIS

- Section A :
 - Parcelles n° 326, 329 et 332 lieu dit « Blanche Fontaine »

Commune de FESSEVILLERS

- Section A :
 - Parcelles n° 54 et 55 lieu-dit « Clos du Pendu »
 - Parcelle n° 190 lieu-dit « clos Léonard »
 - Parcelles n° 71, 72, 74, 79, 82 à 88, 138, 140, 142, 143, 151, 153, 156 et 157 lieu-dit « A Gramont »
 - Parcelle n° 69 lieu-dit « La Charerotte du Bas »
 - Parcelles n° 105 et 106 lieu-dit « La Charerotte du Haut »
 - Parcelles n° 96, 98 à 101, 103, 104, 131, 166 à 168 lieu-dit « Communal du Bas »
 - Parcelles n° 108 à 110 lieu-dit « Clos des Combes »
 - Parcelles n° 91 à 93, 95, 135 lieu-dit « La Vôte »
- Section C :
 - Parcelles n° 1 à 6 lieu-dit « Au Fuat »
- Section B :
 - Parcelles n° 21, 22, 420 pour partie lieu-dit « Au Mont »
- Section AB :
 - Parcelles n° 101 et 102 lieu-dit « Planches Montantes »
 - Parcelle n° 28 lieu-dit « Au Village »

Périmètre de protection rapprochée B (PPR-B)

Commune de FESSEVILLERS

- Section A :
 - Parcelle 116 lieu-dit « Communal du Bas »
- Section B :
 - Parcelles n° 204, 258, 262, 264, 265, 341, 342, 345 à 348, 374, 375, 405, 420 pour partie et 421 lieu-dit « Au Mont »
 - Parcelles n° 321, 352, 353, 359, 362, 364 à 373, 413 à 415 lieu-dit « Sur le chemin de Trévillers »
 - Parcelles n° 44 à 46, 222, 223 et 323 lieu-dit « La Fenotte »
 - Parcelles n° 130, 131, 290, 350, 355 à 357, 376, 377, 407 à 412 lieu-dit « Sur la Côte »
- Section AB :
 - Parcelles n° 2 à 5, 11, 14 à 17, 19 à 27, 29 à 31, 33, 35 à 62, 64, 76, 108, 115, 117, 118, 122 à 127, 131, 132, 137, 138, 158, 159 à 166, 169 à 171, 177 à 179, 182, 183, 185 à 189 lieu-dit « Au village »
 - Parcelles n° 67, 71 à 73, 75 à 96, 104, 105, 112, 114, 135, 139 à 141, 143 à 146, 156, 173 à 176, 180, 181, 184, 190 à 193 lieu-dit « Sur la Côte »
 - Parcelle n° 100 lieu-dit « Planches Pavées »
 - Parcelles n° 97, 98, 120 et 121 lieu-dit « La Polvie »

② Prescriptions générales communes aux PPR-A et PPR-B

- ✓ Les parcelles boisées conserveront leur vocation forestière
- ✓ Les prairies permanentes seront maintenues en l'état

③ Interdictions communes aux PPR-A et PPR-B

- ✓ Les rejets d'eaux usées d'origine domestique, agricole ou industrielle
- ✓ L'utilisation de produits phytosanitaires
- ✓ Les stockages et dépôts de matières susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, qu'ils soient temporaires ou permanents
- ✓ Les excavations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du réservoir calcaire tel que la création de forages, de carrières, de plans d'eau

④ Interdiction spécifique au PPR-A

- ✓ Les nouvelles constructions

⑤ Activités réglementées en PPR-A et PPR-B

- ✓ Les épandages d'effluents liquides (lisiers, purins, boues issues du traitement des eaux usées) sont interdits sur l'ensemble des périmètres de protection rapprochée, à l'exception du secteur dit "A Grammont" constitué par les parcelles cadastrées n° 71, 72, 74, 82 à 87, 138, 140 et 151 - section A - lieu dit "A Grammont" sur la commune de FESSEVILLERS. Cette mesure dérogatoire est limitée au purin et à la période de pousse (printemps et juillet).
- ✓ Les prairies seront exploitées uniquement pour le fourrage et pour le pacage extensif des animaux
- ✓ Les épandages de fumier et d'engrais minéraux seront réalisés sous respect du Code des Bonnes Pratiques Agricoles défini dans l'arrêté du 22 novembre 1993
- ✓ Un système d'assainissement collectif doit être mis en place sur la commune de FESSEVILLERS; les effluents seront rejetés, après traitement, en dehors du bassin d'alimentation du captage

Article 5-3 : Périmètres de protection éloignée (PPE)

① Délimitation

Le périmètre de protection éloignée englobe le reste du bassin d'alimentation apparent de la source captée, à savoir le reste de la commune de FESSEVILLERS, les villages de FERRIERES-Le-LAC et BELFAYS ainsi que des bouts des communes de DAMPRICHARD, GOUMOIS, LES PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS et TREVILLERS.

② Prescriptions

- ✓ Le périmètre de protection éloignée constitue pour la commune et pour l'administration une zone de vigilance vis à vis des activités susceptibles de porter atteinte à la productivité et à la qualité de l'eau captée.
- ✓ Un assainissement collectif sera mis en place pour les communes de BELFAYS et FERRIERE LE LAC; les effluents devront être rejetés, après traitement, en dehors du bassin d'alimentation du captage.

- ✓ Les épandages d'effluents organiques seront réalisés suivant la carte d'aptitude des sols à l'épandage et les préconisations agronomiques, qui seront jointes au futur arrêté préfectoral de DUP.

SECTION II : DISTRIBUTION DE L'EAU

Article 6 : Modalités de la distribution de l'eau

Le SIVU de l'eau du Plateau Maîchois est autorisé à utiliser l'eau prélevée au captage de Blanchefontaine, en vue de la consommation humaine, dans le respect des modalités suivantes :

- L'eau prélevée fait l'objet d'un traitement de décantation, filtration et désinfection avant refoulement vers le réservoir de distribution.
- Le captage, les installations de traitement, de transport et de stockage doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Préfet du Doubs. Celui-ci pourra imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses d'eau, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.

Article 7 : Matériaux au contact de l'eau

Les matériaux utilisés dans les installations de production et de distribution au contact de l'eau destinée à la consommation humaine ne doivent pas être susceptibles d'altérer la qualité de l'eau. L'exploitant est tenu de s'assurer auprès de ses fournisseurs que ces matériaux bénéficient d'une attestation de conformité sanitaire.

Article 8 : Mesures de surveillance

Conformément au Code de la Santé Publique et notamment aux dispositions des articles R.1321-23 et R.1321-55, l'exploitant des installations est tenu d'assurer une surveillance et un entretien de l'ensemble des ouvrages, comprenant notamment :

- l'examen et le nettoyage régulier des équipements de captage, de production, de traitement, de stockage et de distribution de l'eau;
- l'intervention rapide en cas de dysfonctionnement, en prenant soin de prévenir les autorités sanitaires,
- la mise en place d'une auto surveillance de la qualité de l'eau,
- l'entretien annuel minimum des dispositifs de stockage de l'eau,
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées relatives à la surveillance et au contrôle des installations.

Article 9 : Contrôle sanitaire

La qualité de l'eau et le bon fonctionnement des installations sont contrôlés par la DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales), selon un programme annuel qu'elle a défini en fonction de la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvement sont à la charge du syndicat selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation.

En cas de modification subite de la qualité physico-chimique de l'eau ou de dysfonctionnement constaté, la commune prévient la DDASS dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

La DDASS surveille l'évolution de la qualité des eaux prélevées. Si cette qualité venait à se dégrader et à se rapprocher des limites de potabilité, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres de protection, des servitudes associées, ainsi que du dispositif de traitement de l'eau.

Article 10 : Dispositions permettant le prélèvement et le contrôle des installations

L'aménagement de l'ouvrage de captage doit permettre aisément le prélèvement d'échantillons d'eau brute. Les canalisations en sortie de traitement sont équipées d'un robinet de prise d'échantillon d'eau traitée en départ de distribution.

Les agents des services de l'Etat ont constamment libre accès aux installations autorisées.

L'exploitant des installations est tenu de leur laisser à disposition le fichier sanitaire.

Article 11 : Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en Mairie par le Maire, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire
- Leur interprétation sanitaire faite par la DDASS
- Les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée

Une note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées transmise par le Préfet du Doubs est publiée au recueil des actes administratifs des communes de plus de 3500 habitants.

SECTION III : MISE EN CONFORMITE

Article 12 : Mise en conformité

Les servitudes instituées par le présent arrêté au sein des périmètres de protection sont applicables dès notification de l'arrêté aux propriétaires des parcelles concernées.

Les travaux prescrits sont à effectuer à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 18 mois à compter de la date de publication du présent arrêté. Le procès-verbal de réception des travaux doit être envoyé à la DDASS.

SECTION IV : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 : Respect de l'application de l'arrêté

Le SIVU de l'eau du Plateau Maîchois a la responsabilité du respect de l'application de cet arrêté, notamment des servitudes instituées dans les périmètres de protection.

Article 14 : Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation dans les conditions fixées par cet arrêté.

Article 15 : Modification d'activité et d'installations à l'intérieur des périmètres de protection

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à la Préfecture du Doubs, notamment :

- Les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la productivité et la qualité de l'eau ;
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, aux frais du pétitionnaire.

Dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés, l'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection du captage. Un arrêté préfectoral pourra être pris en ce sens.

Article 16 : Notification et publicité de l'arrêté – Publication des servitudes

Le présent arrêté est transmis au président du SIVU de l'eau du Plateau Maîchois en vue de sa notification individuelle aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée.

Le présent arrêté est transmis aux maires de BELFAYS, DAMPRICHARD, FERRIERES-LE-LAC, FESSEVILLERS, GOUMOIS, LES PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS et TREVILLERS en vue de sa mise à disposition du public, son affichage en mairie pendant une durée de deux mois et son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Une mention de cet affichage est insérée par le président du SIVU de l'eau du Plateau Maîchois en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par le soin des maires des communes de BELFAYS, DAMPRICHARD, FERRIERES-LE-LAC, FESSEVILLERS, GOUMOIS, LES PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS et TREVILLERS, et envoyé à la Préfecture du Doubs.

Article 17 : Justification de l'utilité publique

Est annexé au présent arrêté un document en date du 13 mars 2009 produit par le président du SIVU de l'eau du Plateau Maîchois exposant les motifs et considérations justifiant l'utilité publique de l'opération.

Article 18 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet du Doubs ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Article 19 : Exécution

- ✓ Le président du Syndicat intercommunal à vocation unique de l'eau de Plateau Maîchois ;
- ✓ Le Maire de la commune de BELFAYS ;
- ✓ Le Maire de la commune de DAMPRICHARD ;
- ✓ Le Maire de la commune de FERRIERES-LE-LAC ;
- ✓ Le Maire de la commune de FESSEVILLERS ;
- ✓ Le Maire de la commune de GOUMOIS ;
- ✓ Le Maire de la commune de LES PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS ;
- ✓ Le Maire de la commune de TREVILLERS ;
- ✓ Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- ✓ La Directrice Départementale de l'Equipeement et de l'Agriculture ;
- ✓ Le Directeur Régional de l'Environnement ;
- ✓ Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
- ✓ La Directrice des Services Vétérinaires du Doubs.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une mention sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Doubs et dont copie conforme à l'original sera également adressée au :

- ✓ Président du Conseil Général du Doubs ;
- ✓ Sous-Préfet de l'arrondissement de Montbéliard
- Directeur de l'Agence Foncière du Doubs ;
- ✓ Président de la Chambre d'Agriculture du Doubs ;
- ✓ Directeur Régional de l'O.N.F. ;
- ✓ Directeur du B.R.G.M. ;
- ✓ Directeur de la S.A.F.E.R Franche-Comté ;
- ✓ Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

Besançon, le 16 AVR. 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre CLAVREUIL

Pour Copie conforme
Pour le Secrétaire Général
l'Attaché Chef de Bureau

J. BENOIT



S.I.V.U. de l'EAU Du Plateau Maîchois

24, rue Montalembert
25120 MAÏCHE

tel : 03.81.64.25.29

fax : 03.81.64.16.18

e.mail : pjacquet@sivu-eau-maiche.com

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
de ce jour,

Besançon, le 16 AVR. 2009
Le Chef de Bureau



J. BENOIT

le 13 mars 2009

Document justifiant le caractère d'utilité publique des travaux de la mise en place des périmètres de protection de la source de Blanchefontaine

En tant que responsable de la qualité des eaux distribuées à la population, il appartient à la collectivité de s'assurer en permanence qu'elles satisfont à cet usage. Il est d'autant plus facile de fournir au public des eaux de qualité satisfaisante que l'on utilise, au départ, des ressources de bonne qualité. La mise en place des périmètres de protection constitue à cet égard un outil indispensable pour maintenir la qualité naturelle des eaux captées en vue de la consommation humaine.

La mise en place des périmètres de protection est une obligation réglementaire qui découle du Code de la Santé Publique ; elle a pour objectifs :

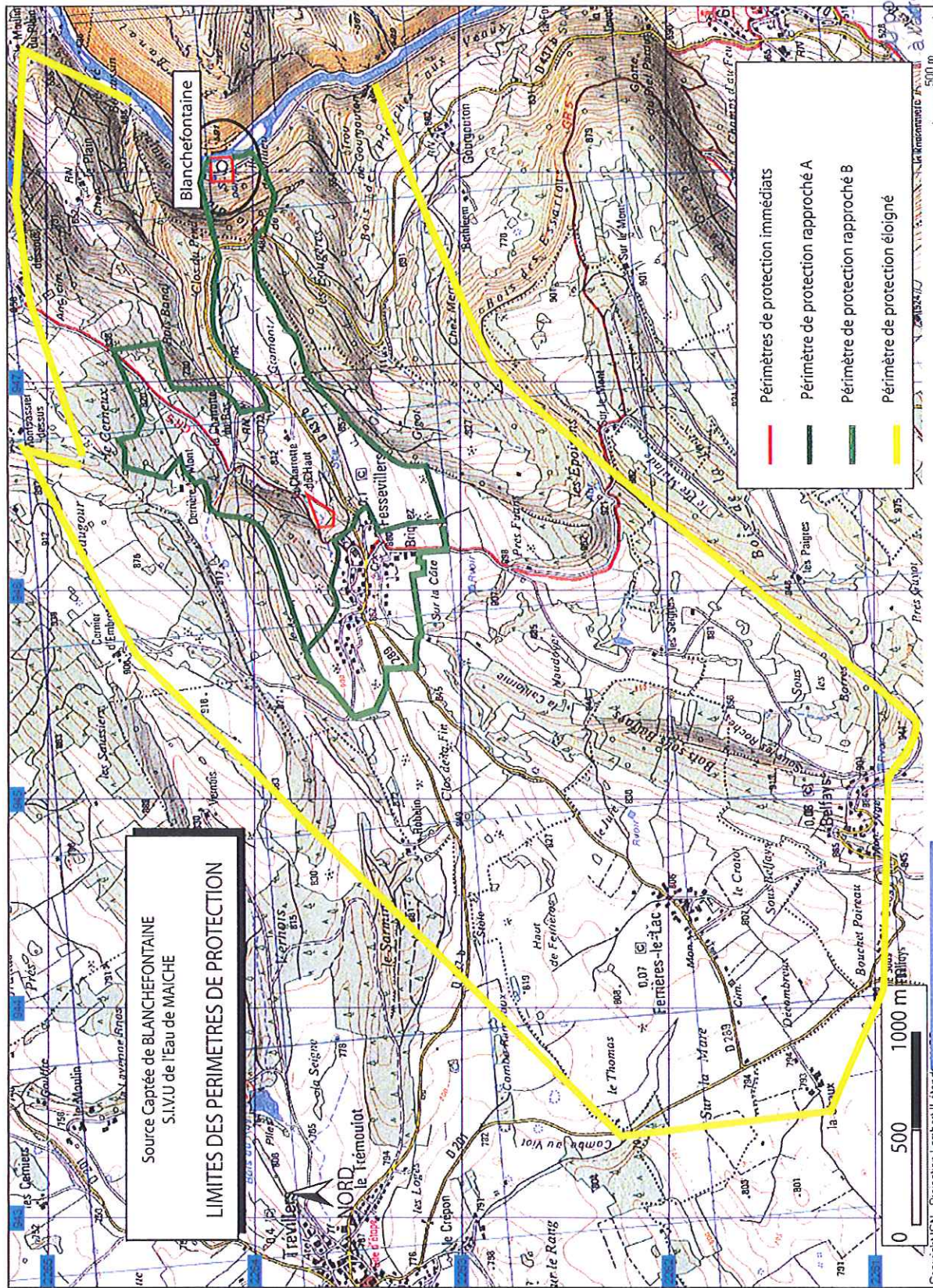
- d'empêcher la dégradation des ouvrages de prélèvements ;
- d'éviter le rejet de substances polluantes susceptibles d'altérer la qualité des eaux captées ;
- de maîtriser le développement de toutes nouvelles activités incompatibles avec la préservation des ressources exploitées ;
- de renforcer les dispositifs de prévention et de contrôle dans les zones de captage ;
- de limiter le recours à des traitements coûteux et sophistiqués en préservant la qualité initiale de l'eau ;

Les périmètres de protection définis autour de la source de Blanchefontaine à GOUMOIS répondent à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique. Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster leur délimitation et les prescriptions qui s'y rapportent. S'ils induisent certes quelques contraintes pour les propriétaires et exploitants des terrains concernés par la protection, celles ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus. Ainsi, les périmètres de protection devraient permettre d'assurer dans le futur l'approvisionnement en eau potable Des 19 communes du SIVU de l'eau du plateau maichois soit aujourd'hui une population de près de 13 000 habitants environ.

C'est pourquoi le SIVU de l'eau du plateau maichois s'est engagé dans cette voie considérant que dans un but d'utilité publique, elle permet de protéger la santé des générations présentes et futures, et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable en préservant les ressources.

En particulier, le SIVU souhaite que les prescriptions et contraintes soient expressément notifiées et imposées dans le cadre de la reprise de l'exploitation GOGNIAT située au cœur du village de FESSEVILLERS en amont du « Clos Léonard » puits perdu classé dans le PPI.

à MAICHE
Le Président, Pierre JACQUET



pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
de ce jour.

Besançon, le 6 AVR. 2009

Cabinet REILE Pascal
25 290 ORNANS

Le Chef de Bureau

J. BENOIT

DELIMITATION DES PERIMETRES SUR PLAN PARCELLAIRE
SOURCE DE BLANCHFONTAINE
 (Détail du parcellaire, secteur Fessevillers village)

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
de ce jour.
Besançon, le 16 AVR. 2009
Le Chef de Bureau



J. BENOIT

AU
SL MONT

COMMUNE DE FESSEVILLERS
Section B

362
40
DE TRÉVILLERS
1904 - Doude

LA FENOTTE

COMMUNE DE FESSEVILLERS
Section AB

SUR LA CÔTE 134

PLANCHES
PAVEES

PLANCHES
101

MONTANTES
102




AU FUAT
3

CLOS DES COMBES
108 COMMUNE DI
Sect

LA CHAREROTTE
DU HAUT

LA VÔTE
chemin

Nord

-  Périmètre de protection immédiate
-  Périmètre de protection rapprochée A
-  Périmètre de protection rapprochée B



Villa Saint Charles
25720 BEURE
tel : 03 81 51 89 76
fax : 03 81 51 27 11
pascal.reile@cabinetreile.fr

250 500 m

Fiche de préconisation dans les zones sensibles au glissement

Les formations sensibles au glissement regroupent les zones de marnes en pente, les éboulis sur versant marneux et les zones de moraines, groises et dépôts superficiels sur versant non marneux.

Ce sont des zones stables dans les conditions naturelles mais qui peuvent être le siège de glissement à la suite de l'intervention de l'homme. Dans ces zones, plus la pente est importante, plus le risque de déclencher un mouvement est fort. De même, plus les terrassements sont importants, plus le risque est fort.

Le terrain d'assiette de votre projet se situe dans une **zone sensible au glissement classée en aléa faible** (pente < 8°).

Dans cette zone, il est recommandé de réaliser une étude spécifique visant à définir les caractéristiques du sol et les dispositions constructives à mettre en oeuvre pour assurer la stabilité et la pérennité des constructions. A défaut, il conviendra d'intégrer les dispositions constructives suivantes :

- éviter des surcharges importantes par apport de remblais sur la partie amont,
- ancrage des fondations au minimum à 0,80 m dans le sol (respect des cotes hors gel),
- adapter la construction à la pente : éviter les travaux de terrassement conduisant à rupture ou accentuation de la pente par réalisation de talus de hauteur importante (supérieure à 2 mètres), construction en redans, sous-sol partiel,
- remblayer les fouilles avec du matériau calcaire propre immédiatement après la réalisation de la partie enterrée de l'ouvrage,
- - mettre en place un drain de ceinture pour diminuer les pressions d'eau et évacuer les eaux en dehors de la zone de travaux,
- réaliser des butées de terre au moyen de murs de soutènement.

Gestion des eaux pluviales

Dans les zones de marnes en pente et d'éboulis sur versant marneux et quel que soit la pente du terrain, les dispositifs d'infiltration d'eau dans le sous-sol sont à proscrire. Ces installations peuvent à terme engendrer des phénomènes de glissement de terrain, en créant de nouvelles venues d'eau qui augmente la pression de l'eau dans les marnes et provoquent une perte de cohésion de ces matériaux.

Dans les zones de moraines, groises, dépôts superficiels et d'éboulis sur versant non marneux, lorsque la pente est inférieure à 14 °, les dispositifs d'infiltration sont fortement déconseillés.

Fiche de préconisation dans les zones sensibles au glissement

Les formations sensibles au glissement regroupent les zones de marnes en pente, les éboulis sur versant marneux et les zones de moraines, groises et dépôts superficiels sur versant non marneux.

Ce sont des zones stables dans les conditions naturelles mais qui peuvent être le siège de glissement à la suite de l'intervention de l'homme. Dans ces zones, plus la pente est importante, plus le risque de déclencher un mouvement est fort. De même, plus les terrassements sont importants, plus le risque est fort.

Le terrain d'assiette de votre projet se situe dans une **zone sensible au glissement classée en aléa moyen** (pente comprise entre 8 et 14°).

Cas n°1 : le projet présente une vulnérabilité faible (terrassements peu importants < 2 mètres, absence de sous-sols, construction isolée)

Dans cette zone, il est recommandé de réaliser une étude spécifique ou à défaut, de respecter les dispositions constructives suivantes :

- éviter des surcharges importantes par apport de remblais sur la partie amont,
- ancrage des fondations au minimum à 0,80 m dans le sol (respect des cotes hors gel),
- adapter la construction à la pente : éviter les travaux de terrassement conduisant à rupture ou accentuation de la pente par réalisation de talus de hauteur importante (supérieure à 2 mètres), construction en redans, sous-sol partiel,
- remblayer les fouilles avec du matériau calcaire propre immédiatement après la réalisation de la partie enterrée de l'ouvrage,
- - mettre en place un drain de ceinture pour diminuer les pressions d'eau et évacuer les eaux en dehors de la zone de travaux,
- réaliser des butées de terre au moyen de murs de soutènement.

Cas n°2 : le projet présente une grande vulnérabilité (terrassements importants > 2 mètres, sous-sols, construction en zone urbaine dense) et il n'y a pas d'étude géotechnique

Dans cette zone, une étude spécifique devra être réalisée pour vérifier la bonne adaptation de la construction à la nature des sols présents et définir les précautions à prendre lors de la réalisation des travaux pour ne provoquer de glissement et/ou ne pas occasionner de dégâts sur les constructions voisines.

→ Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme

Cas n°3 : le projet présente une grande vulnérabilité (terrassements importants, sous-sols, construction en zone urbaine dense) et une étude géotechnique a été réalisée.

→ Consultation de l'unité PRNT

Gestion des eaux pluviales

Dans les zones de marnes en pente et d'éboulis sur versant marneux et quel que soit la pente du terrain, les dispositifs d'infiltration d'eau dans le sous-sol sont à proscrire. Ces installations peuvent à terme engendrer des phénomènes de glissement de terrain, en créant de nouvelles venues d'eau qui augmente la pression de l'eau dans les marnes et provoquent une perte de cohésion de ces matériaux.

Dans les zones de moraines, groises, dépôts superficiels et d'éboulis sur versant non marneux, lorsque la pente est inférieure à 14°, les dispositifs d'infiltration sont fortement déconseillés.

Fiche de préconisation dans les zones sensibles au glissement

Les formations sensibles au glissement regroupent les zones de marnes en pente, les éboulis sur versant marneux et les zones de moraines, groises et dépôts superficiels sur versant non marneux.

Ce sont des zones stables dans les conditions naturelles mais qui peuvent être le siège de glissement à la suite de l'intervention de l'homme. Dans ces zones, plus la pente est importante, plus le risque de déclencher un mouvement est fort. De même, plus les terrassements sont importants, plus le risque est fort.

Le terrain d'assiette de votre projet se situe dans une **zone sensible au glissement classée en aléa fort** (pente comprise entre 14 et 21°).

Cas n°1 : les projets sont situés dans un lotissement, présentent une faible vulnérabilité et sont précédés d'une étude géotechnique spécifique.

➔ **Consultation de l'unité PRNT**

Cas n°2 : les projets sont situés dans un lotissement, présentent une faible vulnérabilité et ne sont pas précédés d'une étude géotechnique spécifique.

➔ **Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme**

Cas n°3 : les projets sont situés hors lotissement

En l'absence d'étude spécifique définissant les dispositions constructives et les précautions de mise en oeuvre, toute construction étant de nature à provoquer un glissement ne pourra être autorisée.

➔ **Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme**

Cas n°4 : les projets présentent une forte vulnérabilité

Le projet de construction envisagé étant de nature à provoquer un glissement ne pourra être autorisé.

➔ **Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme**

Gestion des eaux pluviales

Compte tenu de l'importance de la pente des terrains (> 14°), les dispositifs d'infiltration d'eau dans le sous-sol sont à proscrire. Ces installations peuvent à terme engendrer des phénomènes de glissement de terrain, en créant de nouvelles venues d'eau qui augmente la pression de l'eau dans les marnes par exemple et provoquent une perte de cohésion de ces matériaux.

Fiche de préconisation dans les zones sensibles au glissement

Les formations sensibles au glissement regroupent les zones de marnes en pente, les éboulis sur versant marneux et les zones de moraines, groises et dépôts superficiels sur versant non marneux.

Ce sont des zones stables dans les conditions naturelles mais qui peuvent être le siège de glissement à la suite de l'intervention de l'homme. Dans ces zones, plus la pente est importante, plus le risque de déclencher un mouvement est fort. De même, plus les terrassements sont importants, plus le risque est fort.

Dans les zones d'aléa très fort (pente supérieure à 21°), aucun projet de construction ne pourra être autorisé, le risque de déstabiliser les sols et de provoquer un glissement étant trop important.

➔ Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme

Dans de rares exceptions, une étude géologique et géotechnique peut conduire à identifier des secteurs constructibles (le cas échéant, sous réserve de prescriptions). Une telle étude doit appréhender l'ensemble de la zone de glissement ou d'instabilité et ne peut être limitée à une seule parcelle. L'étude devra à minima :

- *déterminer la géométrie des masses en mouvements ou susceptibles de l'être, en précisant la répartition des différentes couches géologiques,*
- *évaluer la vitesse des mouvements actuels (cas des glissements actifs),*
- *évaluer les caractéristiques d'identification et estimer les paramètres mécaniques des sols,*
- *étudier la présence de l'eau (localisation, circulation, répartition des pressions interstitielles aux différentes saisons),*
- *évaluer la stabilité du site,*
- *le cas échéant, définir les dispositifs de confortement et évaluer leur coût.*

Préalablement à tout projet d'aménagement, les ouvrages de confortement et de protection (si leur réalisation est économiquement acceptable) devront être réalisés par un maître d'ouvrage pérenne qui en assurera la réalisation, le suivi et l'entretien.

Les zones soumises à l'aléa éboulement et chute de blocs

Etant donné la rapidité, la soudaineté et le caractère souvent imprévisible de ces phénomènes, les instabilités rocheuses constituent des dangers pour les vies humaines, même pour de faibles volumes (chutes de pierres). Les chutes de blocs, et à fortiori les éboulements, peuvent causer des dommages importants aux structures pouvant aller jusqu'à leur ruine complète, d'autant que l'énergie (fonction de la masse et de la vitesse) des blocs est grande.

Ainsi, les **zones potentielles de chute de pierres et de blocs** affectent les biens mais aussi les personnes. Ces zones doivent en principe être strictement protégées de toute urbanisation nouvelle : elles sont **inconstructibles**.

Cas n°1 : projets portant sur des constructions existantes

Pour les constructions existantes, les extensions et changements de destination peuvent parfois être autorisés. Dans tous les cas :

- ils ne doivent pas conduire à créer de logement supplémentaire (pour ne pas augmenter la population soumise au risque),
- des prescriptions particulières visant à réduire la vulnérabilité (par exemple pas de création d'ouverture face à l'amont de la pente) peuvent être imposées.

→ Consultation de l'unité PRNT

Cas n°2 : projets nouveaux

Dans ces zones, tout projet d'aménagement ou de construction étant de nature à exposer des biens et des personnes à un risque fort ne peut être autorisé.

→ Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme

La constructibilité de la zone ne peut être envisagée qu'exceptionnellement envisagée sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- *la réalisation d'une étude des aléas,*
- *l'étude et la définition des ouvrages de protection à mettre en œuvre pour limiter la survenance d'un événement,*
- *la réalisation des ouvrages de protection (si leur réalisation est économiquement acceptable) préalablement à la réalisation de l'opération d'aménagement,*
- *identifier un maître d'ouvrage pérenne pour assurer la réalisation, le suivi et l'entretien des dispositifs de protection.*

L'étude des aléas devra être réalisée préalablement à toute opération et devra comprendre :

- *un diagnostic de la falaise relevant les indices d'instabilité, les crevasses, les fissurations ouvertes, le niveau des fissurations,*
- *les données caractéristiques de l'environnement : topographie, présence d'eau éventuelle, pente, présence de zone d'éboulis ou de pierrés,*
- *une étude trajectographique selon l'importance des volumes susceptible de s'ébouler et de la pente de la zone en pied de falaise,*
- *des préconisations en matière de dispositifs adaptés à la réduction de la vulnérabilité.*

Les zones soumises à l'aléa affaissement et effondrement

Dans les zones à moyenne densité d'indices d'affaissement et d'effondrements, les constructions nouvelles sont autorisées sauf dans les indices (dolines, gouffres...) identifiées, le risque de mouvements et donc de dommages aux biens ne pouvant être écarté.

Cas n°1 : projet de construction

Dans les zones à moyenne densité d'indices, il est recommandé de réaliser des études spécifiques à chaque projet de construction ou à défaut, de tenir compte des recommandations suivantes (notamment lors de la phase de terrassement) :

" Les éventuelles poches d'argiles devront être purgées et substituées par des matériaux calcaires sains et compactés.

Les éventuels vides devront être comblés par des matériaux sains et compactés.

Les fondations devront être ancrées dans le calcaire compact et/ou au minimum à une cote hors gel.

Les éventuelles parties enterrées devront être ceinturées par un système drainant.

Si durant la phase de terrassements, des vides, failles ou fissurations importantes sont mises à jour, il conviendra dans ce cas de prendre l'attache d'un bureau d'études spécialisé.

De même, si l'on observe lors des terrassements une poche argileuse très développée et dont la purge ne peut être économiquement envisagée (quantité de matériaux à évacuer très importante), il conviendra alors de prendre l'attache d'un bureau d'études spécialisée qui définira les dispositions constructives adaptées à la nature des sols. "

Cas n°2 : permis d'aménager, lotissement, déclaration préalable à une division sans étude géotechnique générale

Dans ce cas, la localisation exacte des indices affaissements et effondrements devra être préalablement réalisée, afin d'écarter les "zones sensibles" de l'aménagement. Ainsi, une étude géotechnique globale visant à identifier les indices existants devra être réalisée.

➔ Refus en application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme

Cas n°3 : permis d'aménager, lotissement, déclaration préalable à une division avec étude géotechnique générale

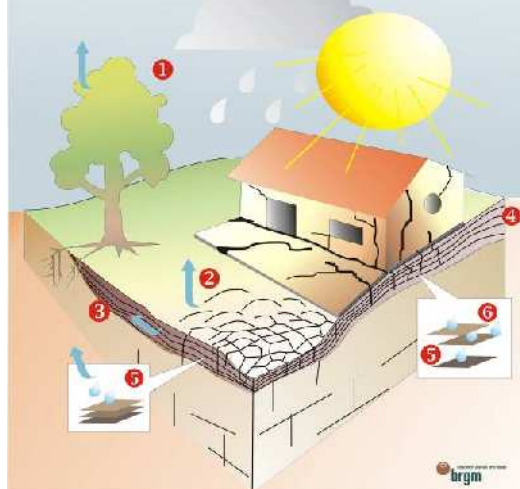
➔ Consultation de l'unité PRNT

En matière d'application du droit des sols, la transmission avec les dossiers de documents (photographies, éventuellement relevé topographique du terrain) peut faciliter l'identification de la présence éventuelle de dépression liée à la présence d'une cavité (souvent caractérisées par des dépressions topographiques). La fourniture de ces documents évitera une demande systématique de pièces complémentaires lors de l'examen du dossier au titre du risque mouvements de terrain.

Le retrait-gonflement des sols argileux

Dans le département du Doubs

- 1 Evapotranspiration
- 2 Evaporation
- 3 Absorption par les racines
- 4 Couches argileuses
- 5 Feuillets argileux
- 6 Eau interstitielle



Un phénomène naturel Bien connu des géotechniciens

Un sol argileux change de volume selon son degré d'humidité comme le fait une éponge : il gonfle avec l'humidité et se rétracte avec la sécheresse. En période de sécheresse, ces variations de volume se manifestent par des fentes de retrait, mais surtout induisent des tassements du sol plus ou moins importants suivant la configuration et l'ampleur du phénomène. Ces tassements sont souvent hétérogènes à l'échelle des constructions, du fait des variations géologiques et de la présence du bâti.

Impact sur les constructions : des désordres importants et coûteux

Ils touchent principalement les constructions légères (habitations individuelles) de plain-pied et celles aux fondations peu profondes ou non homogènes.

- ✓ Fissuration des structures
- ✓ distorsion de portes et fenêtres
- ✓ dislocation des dallages et des cloisons
- ✓ rupture de canalisations enterrées
- ✓ Décollement des bâtiments annexes



Identification des zones sensibles Carte départementale de l'aléa retrait-gonflement

La réalisation de cette carte départementale s'appuie sur l'analyse des cartes géologiques, des essais et des analyses des sols (susceptibilité) ainsi que sur l'examen des sinistres.

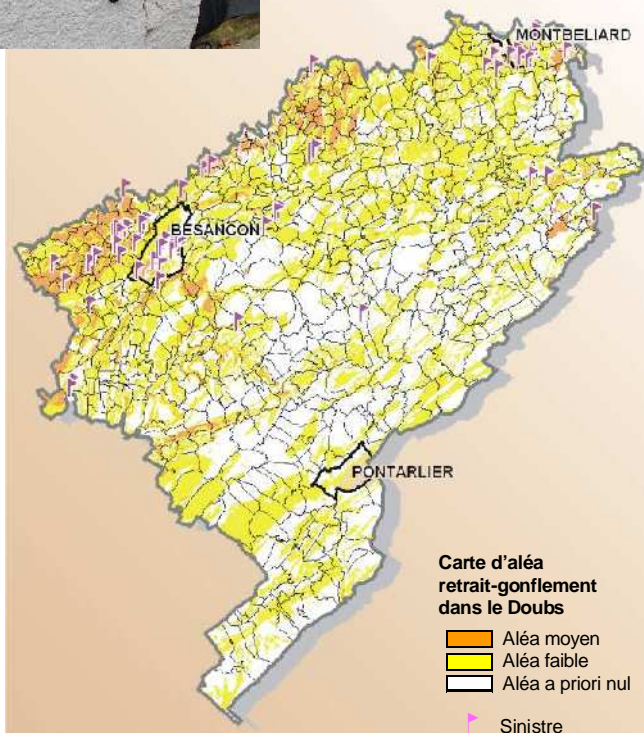
Son échelle de validité est le 1/50 000 : pour une identification du sol à l'échelle de la parcelle, une étude de sol s'impose.

De plus, dans les zones identifiées comme non argileuses (aléa nul), il n'est pas exclu de rencontrer localement des lentilles argileuses non cartographiées susceptibles de provoquer des sinistres.

Quelques chiffres clés (Rapport BRGM/RP-57338-Fr, septembre 2009) :

- ✓ 103 sinistres localisés dans le département du Doubs ;
- ✓ Aléa moyen : 375 km² soit 7 % du département ;
- ✓ Aléa faible : 2 081 km² soit 40 % du département ;
- ✓ Aléa a priori nul : 2 792 km² soit 53 % du département.

En juin 2010, 10 communes ont déjà été reconnues en état de catastrophe naturelle au titre de l'été 2003.



Site internet dédié : www.argiles.fr



comment construire sur sols argileux ?



Nature du sol et mesures constructives à mettre en œuvre

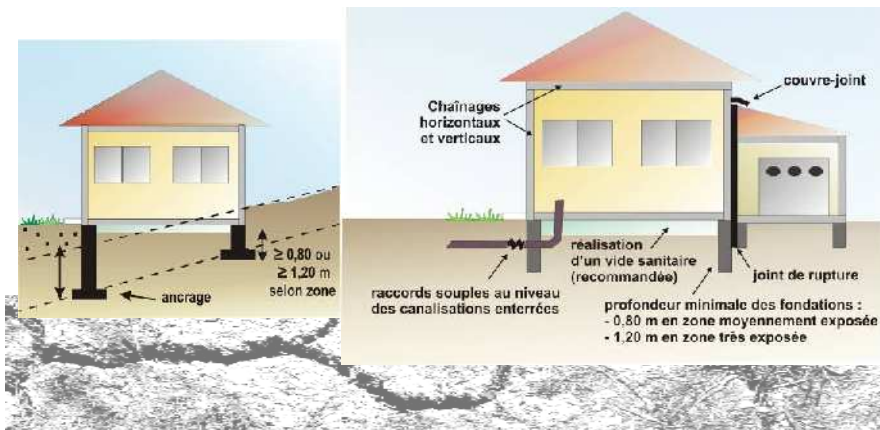
Avant de construire dans les zones identifiées sur la carte d'aléa comme sensibles aux phénomènes de retrait-gonflement (consultable sur www.argiles.fr), il est vivement conseillé de faire procéder, par un bureau d'étude spécialisé, à une reconnaissance de sol qui doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes au droit de la parcelle (G11*). Le coût d'une telle étude est classiquement compris entre 2000 et 3500 €.

Pour un projet de maison individuelle, il est recommandé :

- d'appliquer des mesures spécifiques préconisées par une étude de sol complémentaire (G12, G2 et G3*) ;
- à défaut, d'appliquer des mesures forfaitaires (illustrées ci-dessous) qui visent d'une part à limiter les mouvements auxquels est soumis le bâti, et d'autre part à améliorer sa résistance à ces mouvements (le coût de ces mesures est estimé à 10 % du coût total de la construction).

* Normes AFNOR NF P 94-500 sur la classification des missions géotechniques.

Adapter les fondations, rigidifier la structure et désolidariser les bâtiments accolés Veillez au respect des règles de l'art (D.T.U. *) !!!



- Prévoir des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage minimale de 0,8 m à 1,2 m selon la sensibilité du sol ;

- Assurer l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;

- Eviter les sous-sols partiels, préférer les sous-sols complets, les radiers ou les planchers portés sur vide sanitaire aux dallages sur terre plein ;

- Prévoir des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux pour les murs porteurs ;

- Prévoir des joints de rupture sur toute la hauteur entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.

*D.T.U. : Documents Techniques Unifiés (Règles de l'Art normalisées)

Eviter les variations localisées d'humidité et éloigner les arbres

- Eviter les infiltrations d'eaux pluviales (y compris celles provenant des toitures, terrasses, descentes de garage...) à proximité des fondations ;

- Assurer l'étanchéité des canalisations enterrées (joints souples) ;

- Eviter les pompages à usage domestique ;

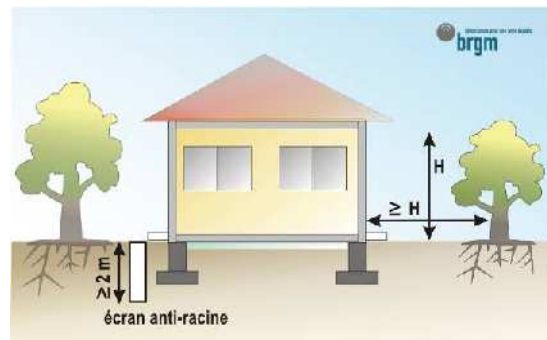
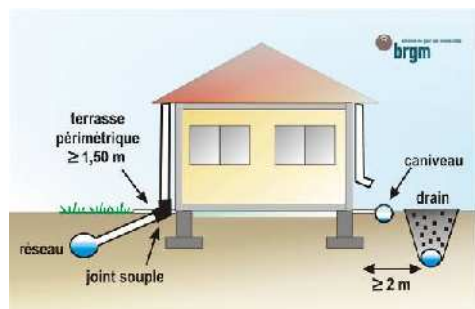
- Envisager la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations (trottoir périphérique anti-évaporation, géomembrane...) ;

- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs ;

- Eviter de planter des arbres avides d'eau à proximité de l'habitation ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines ;

- Procéder à un élagage régulier des plantations existantes ;

- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.



Pour en savoir plus :

- Retrouvez les cartes d'aléa et des précisions sur les recommandations techniques sur le site dédié du BRGM : www.argiles.fr
- Téléchargez le guide « Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ? » sur le site du ministère en charge de l'écologie : www.prim.net
- Demandez conseil à votre architecte ou maître d'œuvre ou renseignez-vous auprès de votre mairie, DDT, Préfecture ou du BRGM
- Trouvez les coordonnées d'un bureau d'étude géotechnique auprès de l'USG (www.u-s-g.org), de Syntec-Ingenierie (www.syntec-ingenierie.fr), ...

Direction Départementale des Territoires
du Doubs
6, rue Roussillon
25000 - Besançon
www.doubs.equipement-agriculture.gouv.fr

Préfecture de région Franche-Comté
Préfecture du Doubs
8 bis, rue Charles Nodier
25035 - Besançon Cedex
www.franche-comte.pref.gouv.fr

BRGM - Service Géologique Régional
Bourgogne - Franche-Comté
Parc Technologique
27, rue Louis de Broglie
21000 - Dijon
www.brgm.fr

Autres liens utiles :

Portail de la prévention des risques majeurs du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
www.ecologie.gouv.fr - www.prim.net

Agence Qualité Construction
www.qualiteconstruction.com

Caisse Centrale de Réassurance
www.ccr.fr

La nouvelle RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE applicable aux bâtiments

*dont le permis de construire est déposé
à partir du 1^{er} mai 2011*

Janvier 2011



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Écologie,
du Développement durable,
des Transports
et du Logement

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

La nouvelle réglementation

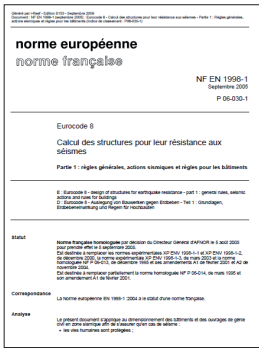
Le séisme de la Guadeloupe du 21 novembre 2004 et le séisme d'Epagny-Annecy du 15 juillet 1996 viennent nous rappeler que la France est soumise à un risque sismique bien réel. Les Antilles sont exposées à un aléa fort et ont connu par le passé de violents séismes. De même, bien que considérée comme un territoire à sismicité modérée, la France métropolitaine n'est pas à l'abri de tremblements de terre ravageurs comme celui de Lambesc de juin 1909 (46 victimes).

L'endommagement des bâtiments et leur effondrement sont la cause principale des décès et de l'interruption des activités. Réduire le risque passe donc par une réglementation sismique adaptée sur les bâtiments neufs comme sur les bâtiments existants. L'arrivée de l'Eurocode 8, règles de construction parasismique harmonisées à l'échelle européenne, conduit à la mise à jour de la réglementation nationale sur les bâtiments.

Principe de la réglementation

La réglementation présentée concerne les bâtiments **à risque normal**, pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants.

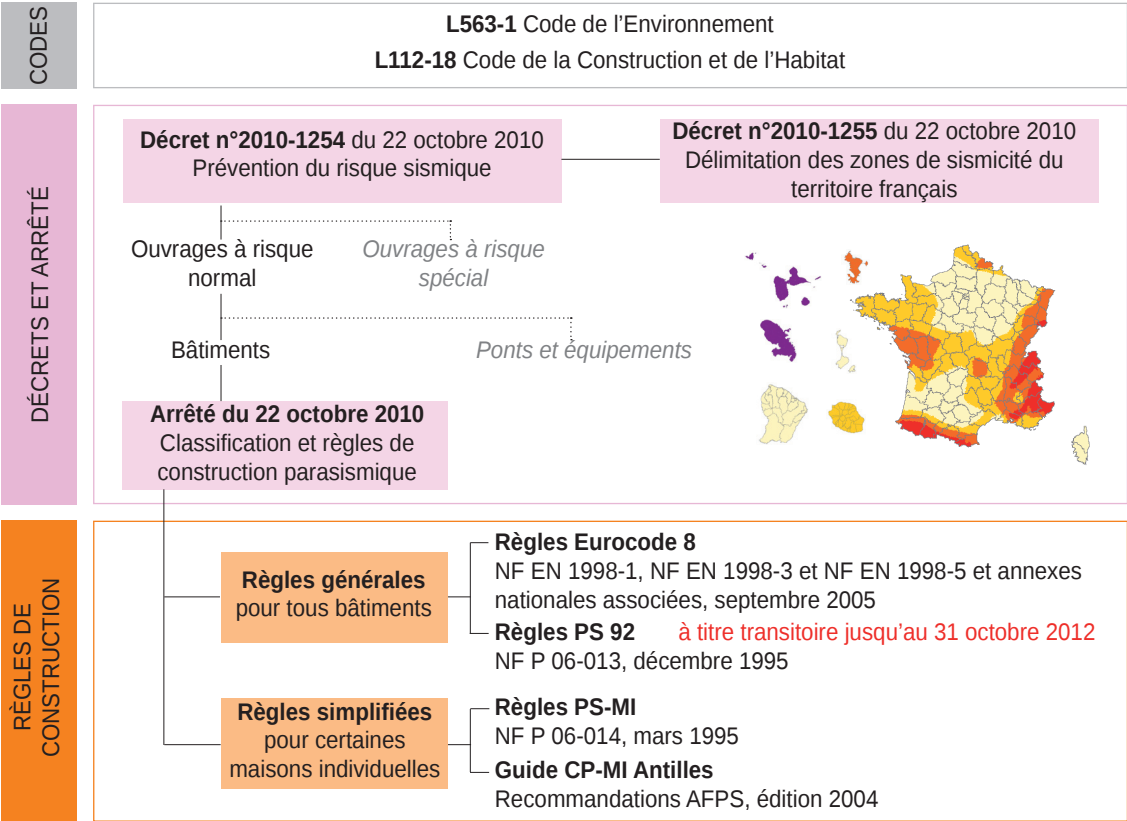
Zonage sismique. Le zonage sismique du territoire permet de s'accorder avec les principes de dimensionnement de l'Eurocode 8. Sa définition a également bénéficié des avancées scientifiques des vingt dernières années dans la connaissance du phénomène sismique.



Réglementation sur les bâtiments neufs. L'Eurocode 8 s'impose comme la règle de construction parasismique de référence pour les bâtiments. La réglementation conserve la possibilité de recourir à des règles forfaitaires dans le cas de certaines structures simples.

Réglementation sur les bâtiments existants. La réglementation n'impose pas de travaux sur les bâtiments existants. Si des travaux conséquents sont envisagés, un dimensionnement est nécessaire avec une minoration de l'action sismique à 60% de celle du neuf. Dans le même temps, les maîtres d'ouvrage volontaires sont incités à réduire la vulnérabilité de leurs bâtiments en choisissant le niveau de confortement qu'ils souhaitent atteindre.

Organisation réglementaire



Construire parasismique

■ Implantation

■ Étude géotechnique



Extrait de carte géologique

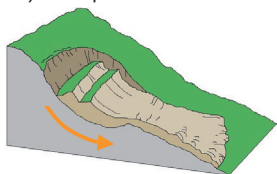
Effectuer une étude de sol pour connaître les caractéristiques du terrain.

Caractériser les éventuelles amplifications du mouvement sismique.

■ Se protéger des risques d'éboulements et de glissements de terrain

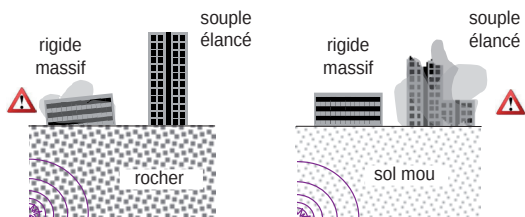
S'éloigner des bords de falaise, pieds de crête, pentes instables.

Le cas échéant, consulter le plan de prévention des risques (PPR) sismiques de la commune.



Glissement de terrain

■ Tenir compte de la nature du sol



Privilégier des configurations de bâtiments adaptées à la nature du sol.

Prendre en compte le risque de la liquéfaction du sol (perte de capacité portante).

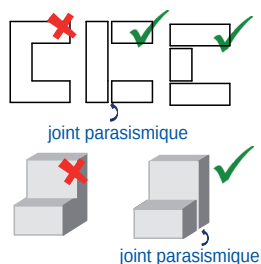
■ Conception

■ Préférer les formes simples

Privilégier la compacité du bâtiment.

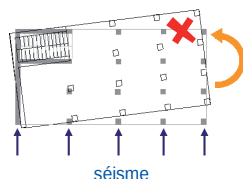
Limiter les décrochements en plan et en élévation.

Fractionner le bâtiment en blocs homogènes par des joints parasismiques continus.



■ Limiter les effets de torsion

Distribuer les masses et les raideurs (murs, poteaux, voiles...) de façon équilibrée.

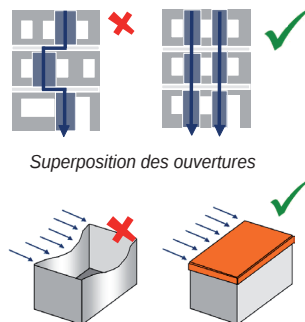


■ Assurer la reprise des efforts sismiques

Assurer le contreventement horizontal et vertical de la structure.

Superposer les éléments de contreventement.

Créer des diaphragmes rigides à tous les niveaux.



Limitation des déformations : effet «boîte»

■ Appliquer les règles de construction

■ Exécution

■ Soigner la mise en oeuvre

Respecter les dispositions constructives.

Disposer d'une main d'oeuvre qualifiée.

Assurer un suivi rigoureux du chantier.

Soigner particulièrement les éléments de connexion : assemblages, longueurs de recouvrement d'armatures...



Nœud de chaînage - Continuité mécanique



Mise en place d'un chaînage au niveau du rampant d'un bâtiment



■ Utiliser des matériaux de qualité



béton



maçonnerie

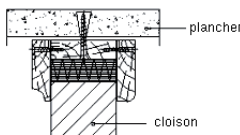


métal



bois

■ Fixer les éléments non structuraux



Liaison cloison-plancher (extrait des règles PS-MI)

Fixer les cloisons, les plafonds suspendus, les luminaires, les équipements techniques lourds.

Assurer une liaison efficace des cheminées, des éléments de bardage...

Comment caractériser les séismes ?

Le phénomène sismique

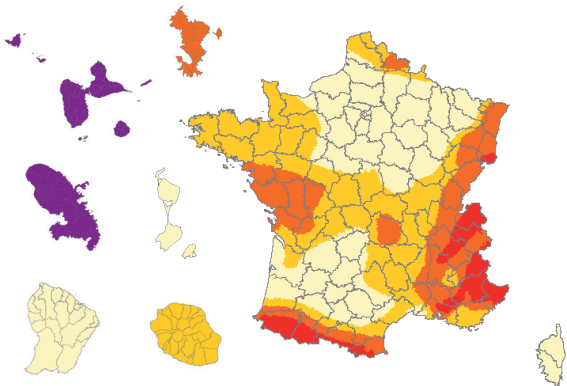
Les ondes sismiques se propagent à travers le sol à partir d'une source sismique et peuvent être localement amplifiées par les dernières couches de sol et la topographie du terrain. Un séisme possède ainsi de multiples caractéristiques : durée de la secousse, contenu fréquentiel, déplacement du sol... La réglementation retient certains paramètres simples pour le dimensionnement des bâtiments.

Zonage réglementaire

Le paramètre retenu pour décrire l'aléa sismique au niveau national est une accélération a_{gr} , accélération du sol «au rocher» (le sol rocheux est pris comme référence).

Le zonage réglementaire définit **cinq zones de sismicité croissante** basées sur un découpage communal. La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national. La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

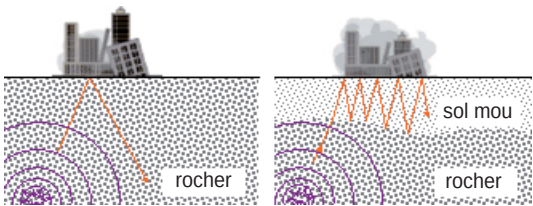
Zone de sismicité	Niveau d'aléa	a_{gr} (m/s²)
Zone 1	Très faible	0,4
Zone 2	Faible	0,7
Zone 3	Modéré	1,1
Zone 4	Moyen	1,6
Zone 5	Fort	3



Influence du sol

La nature locale du sol (dizaines de mètres les plus proches de la surface) influence fortement la sollicitation ressentie au niveau des bâtiments. L'Eurocode 8 distingue cinq catégories principales de sols (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou) pour lesquelles est défini un coefficient de sol S . Le paramètre S permet de traduire l'amplification de la sollicitation sismique exercée par certains sols.

Classes de sol	S (zones 1 à 4)	S (zone 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4



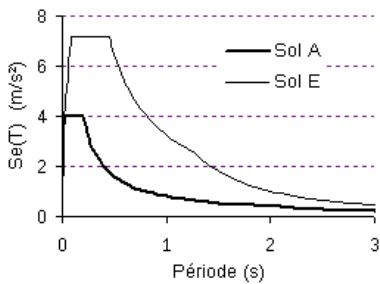
Amplification du signal sismique suivant la nature du sol

POUR LE CALCUL ...

Pour le dimensionnement des bâtiments

Dans la plupart des cas, les ingénieurs structures utilisent des spectres de réponse pour caractériser la réponse du bâtiment aux séismes. L'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 2010 définit les paramètres permettant de décrire la forme de ces spectres.

Exemple : spectre horizontal, zone de sismicité 4, catégorie d'importance II



Comment tenir compte des enjeux ?

Pourquoi une classification des bâtiments ?

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en quatre catégories d'importance croissante, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance		Description
I		<ul style="list-style-type: none">■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		<ul style="list-style-type: none">■ Habitations individuelles.■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5.■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m.■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, $h \leq 28$ m, max. 300 pers.■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes.■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		<ul style="list-style-type: none">■ ERP de catégories 1, 2 et 3.■ Habitations collectives et bureaux, $h > 28$ m.■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes.■ Établissements sanitaires et sociaux.■ Centres de production collective d'énergie.■ Établissements scolaires.
IV		<ul style="list-style-type: none">■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public.■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie.■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne.■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise.■ Centres météorologiques.

Pour les structures neuves abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les bâtiments existants, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

POUR LE CALCUL ...

Le coefficient d'importance γ_I

A chaque catégorie d'importance est associé un coefficient d'importance γ_I qui vient moduler l'action sismique de référence conformément à l'Eurocode 8.

Catégorie d'importance	Coefficient d'importance γ_I
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

Quelles règles pour le bâti neuf ?

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 2 et pour les structures de catégories II, III et IV pour les zones de sismicité plus élevée.

■ Application de l'Eurocode 8

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels.

POUR LE CALCUL ...

Décomposition de l'Eurocode 8

La **partie 1** expose les principes généraux du calcul parasismique et les règles applicables aux différentes typologies de bâtiments.

La **partie 5** vient compléter le dimensionnement en traitant des fondations de la structure, des aspects géotechniques et des murs de soutènement.






■ Règles forfaitaires simplifiées

Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment.

- Les règles **PS-MI** «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.
- Dans la zone de sismicité forte, le guide AFPS «Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles» **CP-MI** permet de construire des bâtiments simples de catégorie II, sous certaines conditions stipulées dans le guide.

■ Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II		III	IV
					
Zone 1	aucune exigence				
Zone 2					
Zone 3	PS-MI ¹		Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=0,7 \text{ m/s}^2$	
Zone 4	PS-MI ¹		Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	
Zone 5	CP-MI ²		Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	

¹ Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI

² Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide

³ Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

■ Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

Quelles règles pour le bâti existant ?

■ Gradation des exigences

TRAVAUX	Principe de base	Je souhaite améliorer le comportement de mon bâtiment	Je réalise des travaux lourds sur mon bâtiment	Je crée une extension avec joint de fractionnement
	L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.	L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment.	Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence.	L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

■ Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,42 \text{ m/s}^2$
Zone 3	II	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	PS-MI¹ Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	III	> 30% de SHON créée	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau	
Zone 4	II	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	PS-MI¹ Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	
Zone 5	II	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	CP-MI²
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	Eurocode 8³ $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée	Eurocode 8³ $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	

¹ Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI. La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).

² Application **possible** du guide CP-MI

³ Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

■ Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

■ Entrée en vigueur et période transitoire

Les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 entrent en vigueur le **1^{er} mai 2011**.

Pour tout permis de construire déposé avant le **31 octobre 2012**, les règles parasismiques PS92 restent applicables pour les bâtiments de catégorie d'importance II, III ou IV ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux.

Cependant, les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.

POUR LE CALCUL ...

Valeurs d'accélération modifiées (m/s²) pour l'application des PS92 (à partir du 1^{er} mai 2011)

	II	III	IV
Zone 2	1,1	1,6	2,1
Zone 3	1,6	2,1	2,6
Zone 4	2,4	2,9	3,4
Zone 5	4	4,5	5

■ Plan de prévention des risques (PPR) sismiques

Les plans de prévention des risques sismiques constituent un outil supplémentaire pour réduire le risque sismique sur le territoire.

Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage), la vulnérabilité du bâti existant (prescriptions de diagnostics ou de travaux) et les enjeux.

■ Attestation de prise en compte des règles parasismiques

Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

■ Contrôle technique

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage pour contribuer à la prévention des aléas techniques (notamment solidité et sécurité). Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R111-38 du code de la construction et de l'habitation). Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

POUR EN SAVOIR PLUS

Les organismes que vous pouvez contacter :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) www.developpement-durable.gouv.fr
- La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- La direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- Les services déconcentrés du ministère :
 - Les Directions départementales des territoires (et de la mer) - DDT ou DDTM
 - Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL
 - Les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DEAL
 - Les Centres d'études techniques de l'équipement - CETE

Des références sur le risque sismique :

- Le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique www.planseisme.fr
- Le portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net

Janvier 2011



Direction générale de l'aménagement,
du logement et de la nature
Direction de l'habitat, de l'urbanisme
et des paysages
Sous-direction de la qualité et du développement
durable dans la construction

Arche sud 92055 La Défense cedex
Tél. +33 (0)1 40 81 21 22



Licence d'utilisation des produits de la base de données d'inventaires des milieux humides de Franche-Comté

Article 1 : Préambule

Les données d'inventaires de milieux humides ont été bancarisées dans la base de données régionale d'inventaires des milieux humides par leur propriétaire dans le but de contribuer à la diffusion de la connaissance. La présente licence a pour objet de décrire les principes et les modalités d'utilisation des produits de diffusion, afin de protéger les auteurs, les propriétaires (liste en annexe 1) et les gestionnaires de données de milieux humides contre les usages dérivés non souhaités, particulièrement concernant la revente des données brutes.

L'intégration des données dans la base de données d'inventaires et les relations entre les propriétaires de données et leur gestionnaire sont cadrées par les conventions de partenariat pour la mise à disposition, l'administration et la diffusion des données d'inventaires de milieux humides. La présente licence respecte les termes de cette convention.

Cette licence concerne l'ensemble des produits de la base de données, quel que soit le support de restitution (couches de données géographiques, fiches synthétiques, cartographies, listes, métadonnées...). Les produits de la base de données sont :

- Les couches de données de périmètres de milieux humides,
- Les couches de données de localisation des relevés floristiques et sondages pédologiques,
- Les fiches synthétiques par milieu humide,
- Les fiches détaillées par milieu humide,
- Les produits de sortie du portail Sigogne (liste de synthèses notamment)
- Les documents d'accompagnement (éléments sur l'état d'avancement des inventaires et métadonnées).

En recevant les données, l'utilisateur s'engage à respecter les termes de la licence définis ici. Ainsi, tout usage dérivé non prévu dans la présente convention est interdit sans l'accord du propriétaire des données.

Article 2 : Valeur des données diffusées

La vocation de l'inventaire des milieux humides est de constituer un outil d'alerte pour les projets d'aménagement et de faciliter la mise en œuvre de démarches stratégiques de gestion. Les données d'inventaires de milieux humides sont une indication sur le caractère humide au sens écologique, retenu dans l'article L211-1 du Code de l'environnement. Elles correspondent ainsi à la

définition donnée dans le 3^{ème} Plan national d'action en faveur des milieux humides, paru en juin 2014, qui précise que :

Les « milieux humides » sont les portions du territoire, naturelles ou artificielles, qui sont ou ont été en eau (ou couvertes d'eau), inondées ou gorgées d'eau de façon permanente ou temporaire, qu'il s'agisse d'eau stagnante ou courante, douce, salée ou saumâtre.

On retrouve parmi les milieux humides les têtes de bassin, les lacs, les tourbières, les étangs, les mares, les ripisylves, les plaines alluviales, les bras morts, les marais agricoles aménagés, les marais salants, les marais et lagunes côtières, les estuaires, les mouillères ainsi que les zones intertidales.

Les milieux humide regroupent notamment les zones humides au sens de la convention de Ramsar et les zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié.

Extrait du 3^{ème} Plan national d'action en faveur des milieux humides (2014-2018) (MEDDE, 2014).

Cette définition de « Milieux humides » est plus large que la définition réglementaire des « Zones humides », retenue dans l'arrêté du 1^{er} octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement, et résultant d'un compromis entre la définition générale des milieux humides reprise dans la loi sur l'eau et des enjeux socio-économiques. Le terme « Zones humides » se voit en effet aujourd'hui réservé :

- à la définition réglementaire contenue dans l'Arrêté du 1^{er} octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement, qui résulte d'un compromis entre une définition scientifique et des enjeux socio-économiques.
- aux zones humides au sens de la convention Ramsar.

Les inventaires présentement diffusés correspondent ainsi à la définition de « Milieux humides », ces données n'ayant pas été récoltées en application de la méthodologie de l'arrêté.

Les données d'inventaires de milieux humides ont vocation à être intégrées utilisées pour :

- la définition de plans de gestion stratégique en application de la disposition 6B-01 du SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021,
- la réalisation de document de planification, l'intégration des données de milieux humides permettant dans ce cas une prise en compte plus large que celle exigée par la loi.

Par contre, les données de milieux humides ne sont pas assez précises pour répondre à l'obligation réglementaire de préservation des zones humides dans le cadre de projets d'aménagement, tels que stipulés dans les articles L. 214-1 à L. 214-6 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Les données de milieux humides diffusées sont issues des expertises de plusieurs maîtres d'ouvrages d'inventaires, synthétisés dans la base de données régionale d'inventaires des milieux humides de Franche-Comté (se rapporter aux métadonnées des couches pour la généalogie). La diffusion des données relève de la responsabilité des maîtres d'ouvrage des différents inventaire.

Article 3 : Propriété des données

La base de données d'inventaire des milieux humides est protégée par le droit d'auteur. Les données qu'elle contient sont également considérées comme des œuvres et sont protégées à ce titre par le droit d'auteur.

Les données ayant été acquises dans le cadre d'une mission de service public, la Directive 2003/98/CE du Parlement Européen et du Conseil sur la réutilisation des informations du secteur public, s'applique de plein droit. Ainsi, leur diffusion constitue, en application de la Convention d'Aarhus, de la Directive 2007/2/CE du Parlement Européen établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté Européenne (INSPIRE), de la Loi n°2005-1319 du 26 octobre 2005, du Code de l'Environnement et du Grenelle de l'Environnement, une obligation.

Les produits de la base de données d'inventaires des milieux humides sont protégés légalement afin de garantir aux maîtres d'ouvrages d'inventaire et au gestionnaire de la base une utilisation encadrée des données.

Les données liées aux inventaires de milieux humides sont mises à disposition sous **licence Creative Common BY-NC-ND 3.0 FR** (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>), qui implique :

- **BY : Attribution** — L'utilisateur doit créditer l'œuvre et intégrer un lien vers la licence. Ces informations doivent être indiquées par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que le propriétaire de l'œuvre soutient l'utilisateur ou la façon dont l'œuvre est utilisée.
- **NC : Pas d'Utilisation Commerciale** — L'utilisateur n'est pas autorisé à faire un usage commercial de cette œuvre, tout ou partie du matériel la composant. En effet, il n'est pas autorisé à revendre les données brutes, mais peut, suite à l'accord du gestionnaire des données, commercialiser son savoir-faire dans l'analyse et la mise en page des données.
- **ND : Pas de modifications** — Dans le cas où l'utilisateur effectue un remix, qu'il transforme, ou crée à partir du matériel composant l'œuvre originale, il n'est pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'œuvre modifiée. Ainsi, les données brutes ne pourront être modifiées et des périmètres ne pourront être supprimés. L'utilisateur est néanmoins autorisé à n'utiliser qu'une partie des données correspondant à un territoire plus restreint que celui pour lesquelles les données auraient été transmises.

Sont placés sous licence Creative Common BY-NC-ND 3.0 FR tous les produits de la base de données d'inventaire des milieux humides : les couches géographiques, les exports sous forme de fiches ou de listes, les données en simple consultation.

Article 4 : Précautions d'utilisation des données

Les informations mises à disposition sont fournies sur demande en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie quant à leur aptitude à un usage particulier n'est apportée par le service fournisseur.



En conséquence, l'utilisateur apprécie notamment :

- l'opportunité d'utiliser les données ;
- la compatibilité des fichiers avec ses systèmes informatiques ;
- l'adéquation des données à ses besoins ;
- s'il dispose de la compétence suffisante pour utiliser les informations mises à disposition.

L'utilisateur veille à vérifier que l'actualité des informations mises à disposition est compatible avec chaque usage qu'il en fait. Il conviendra de contacter les maîtres d'ouvrages d'inventaires ou l'animation régionale en faveur des zones humides pour plus de précision.

Non exhaustivité et caractère évolutif : Les données diffusées sont mises à jour régulièrement par le gestionnaire de la base, en fonction de l'acquisition de nouvelles données. L'utilisateur est invité à prendre l'attache de l'animation régionale en faveur des zones humides, afin de s'assurer de la validité de la version dont il dispose.

Les données ne peuvent en aucun cas être considérées comme exhaustives.

Echelle : Les utilisateurs sont mis particulièrement en garde contre toute interprétation, utilisation ou présentation des données à une échelle plus grande que celle indiquée dans les métadonnées. La cartographie ne peut en effet prétendre à une précision parcellaire (échelle du 1/25 000° pour les données DREAL et 1/5 000° pour les autres données).

Précision des limites : Les données de milieux humides ne correspondent pas à la définition réglementaire, notamment du fait de leur imprécision aux limites. Une confirmation par une étude de terrain en application de la méthode de l'arrêté de définition et de délimitation des zones humides est donc nécessaire dans le cadre d'une utilisation réglementaire.

Il conviendra donc de contacter les services de l'Etat pour plus de précision.

Article 5 : Obligations en cas d'utilisation des données

Usages autorisés

Les données sont transmises à l'utilisateur dans un cadre précis. L'utilisateur s'engage à n'utiliser les produits de diffusion que dans le cadre du projet pour ces données lui ont été transmises.

Sont possibles, sous ces conditions, la présentation sur tout support, des données et métadonnées, ainsi que toute étude ou analyse résultant de l'exploitation de ces informations. L'utilisateur peut extraire les données sur une partie du territoire ou réaliser des cartographies à partir de celles-ci. Toutefois, ces différentes utilisations des données devront tenir compte des caractéristiques et des limites indiquées dans la présente licence.

Usages proscrits

La réutilisation des informations suppose que celles-ci ne soient pas altérées, que leur sens ne soit pas dénaturé et que leurs sources et la date de leur dernière mise à jour soient explicitement indiquées. Aucune modification des données par des utilisateurs n'est possible.



Tout usage dérivé est proscrit sans l'assentiment du propriétaire des données. De même, toute transmission à une autre structure par l'utilisateur est proscrite sans l'assentiment du propriétaire des données. Personne n'est autorisé à utiliser contre rétribution les données issues de la base de données d'inventaires des milieux humides de Franche-Comté.

Mentions systématiques lors de l'utilisation des données

Pour toute représentation cartographique ou édition des données sous quelque forme que ce soit, doivent être systématiquement mentionnées :

- les **sources des données** : nom du ou des maîtres d'ouvrages concernés par les données utilisées et source générale des données (Base de données d'inventaires des milieux humides de Franche-Comté, Animation régionale en faveur des zones humides),
- la **date de validité des données**
- les **précautions d'utilisation** : le caractère non exhaustif et évolutif des données, l'échelle d'utilisation.

Restitution des données

L'utilisateur s'engage à alimenter la base de données d'inventaires de milieux humides francs-comtois s'il venait à disposer de nouvelles données dans le cadre de la mission pour laquelle les données lui ont été transmises. Il lui appartient de prendre contact avec l'Animation régionale en faveur des zones humides afin d'envisager l'intégration de nouvelles données dans la BDMH.

Information des parties

L'utilisateur s'engage à prendre toutes les mesures pour que les personnes autres que lui, soient informées et respectent le contenu des conditions d'utilisation.

Les données diffusées doivent être systématiquement accompagnées de la présente licence d'utilisation, et de la fiche de métadonnées dans le cas des couches de données géographiques.

L'animation régionale en faveur des zones humides et le maître d'ouvrage d'inventaire devront être systématiquement prévenus en cas d'utilisation de données différente de celle qui aurait été prévue lors de la transmission initiale.

L'utilisateur est invité à informer le service mettant les informations à disposition, à savoir l'animation régionale en faveur des zones humides, des erreurs et anomalies qu'il pourrait éventuellement relever dans ces informations, ce service restant libre d'apprécier la suite à donner à ce signalement.

Annexe 1

Liste des propriétaires des données :

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté
- Fédération départementale des chasseurs du Jura
- Syndicat mixte de la Loue
- Conseil départemental du Doubs
- Etablissement public territorial de bassin Saône et Doubs
- Syndicat mixte d'aménagement de la basse et moyenne vallée de l'Ognon
- Conseil départemental du Territoire de Belfort
- Conseil départemental de la Haute-Saône

Pour plus de précisions sur la généalogie des données, consulter la fiche de métadonnées des données de milieux humides.



ZONES NATURELLES
D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE,
FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

LE DOUBS FRANCO - SUISSE (Identifiant national : 430007821)

(ZNIEFF continentale de type 2)

(Identifiant régional : 02340000)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : DREAL
Franche-Comté, 2013.- 430007821, LE DOUBS FRANCO - SUISSE. - INPN,
SPN-MNHN Paris, 30P. <http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/430007821.pdf>

Région en charge de la zone : Franche-Comté

Rédacteur(s) : DREAL Franche-Comté

Centroïde calculé : 942657°-2254234°

1. DESCRIPTION	2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE	4
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE	4
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE	4
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION	5
6. HABITATS	5
7. ESPECES	7
8. LIENS ESPECES ET HABITATS	30
9. SOURCES	30



1. DESCRIPTION

ZNIEFF de Type 1 inclue(s)

- Id nat. : [430020081](#) - COMBLES ET CLOCHER DE L'EGLISE DE GOUMOIS (Id reg. : 02340005)
- Id nat. : [430007842](#) - FALAISES DES ECHELLES DE LA MORT (Id reg. : 02340001)
- Id nat. : [430007844](#) - COTES DU DOUBS DU SAUT A BIAUFOND (Id reg. : 02340003)

1.1 Localisation administrative

- Barboux (INSEE : 25042)
- Bonnétagne (INSEE : 25074)
- Charmauvillers (INSEE : 25124)
- Charquemont (INSEE : 25127)
- Damprichard (INSEE : 25193)
- Fessevillers (INSEE : 25238)
- Fournet-Blancheroche (INSEE : 25255)
- Goumois (INSEE : 25280)
- Grand'Combe-des-Bois (INSEE : 25286)
- Indevillers (INSEE : 25314)
- Villers-le-Lac (INSEE : 25321)
- Urtière (INSEE : 25573)

1.2 Altitudes

Minimum (m) : 475

Maximum (m) : 1026

1.3 Superficie

2754,97 hectares

1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

- Id nat. : [430007842](#) - FALAISES DES ECHELLES DE LA MORT (Type 1) (Id reg. : 02340001)
- Id nat. : [430007844](#) - COTES DU DOUBS DU SAUT A BIAUFOND (Type 1) (Id reg. : 02340003)
- Id nat. : [430020081](#) - COMBLES ET CLOCHER DE L'EGLISE DE GOUMOIS (Type 1) (Id reg. : 02340005)

1.5 Commentaire général

Du Saut du Doubs à son entrée en Suisse, le Doubs sert de frontière naturelle entre la France et la Suisse et circule dans une vallée encaissée dominée par des falaises abruptes. Ce site présente un caractère sauvage marqué par l'alternance de canyons (gorges, goules comme aux Echelles de la Mort) et de bassins épanouis (Goumois). Ce secteur présente une succession de groupements végétaux dans un espace restreint et dans un état de conservation remarquable :

- une pessière-sapinière sur le plateau ;
- un taillis clair à hêtre, alisier et sorbier des oiseleurs installé en limite de corniche ;
- une falaise à groupements caractéristiques (potentille caulescente) ;
- des éboulis fixés colonisés par des pelouses sèches de corniche à séslerie (Seslerio-Xerobromion) ;
- sur les éboulis et les secteurs très pentus, dans une ambiance confinée, se développent assez largement des érablières fraîches ou thermophiles et des tiliaies ;
- sur certaines corniches (Falaise des Echelles de la Mort vers Charquemont), des pelouses sèches, proches des prairies acidoclines montagnardes, se développent sur sol profond (Mesobromion).
- la hêtraie chaude développée sur les éboulis fixés ensoleillés présente également un recouvrement important ;
- une hêtraie froide installée sur les sols peu épais ombragés et une érablière à scolopendre sur les éboulis plus grossiers ;
- des fonds de gorges colonisés par des prairies alluviales à fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*). Etroites et peu accessibles, elles tendent à régresser par manque d'entretien. Le fond est également occupé par des forêts alluviales à aulne blanchâtre (*Alnus incana*). Les berges sont très souvent colonisées par de remarquables groupements à hautes herbes et pétasites. La présence d'une espèce végétale protégée, la campanule à larges feuilles est à souligner.

La morphologie du lit mineur est marquée par l'alternance de seuils stables et de mouilles ("gours, gauts, retournes"), très favorables aux poissons de grande taille. La présence relictuelle de l'apron, à l'aval du site, témoigne de cette qualité de milieu et la densité des larves d'insectes pétricoles du groupe des Plécoptères (Perlidae) est une des plus élevée du réseau hydrographique



franc-comtois. La qualité de l'eau se situe entre la classe 1A et 1B (objectif : 1A) et les valeurs d'indice biologique restent parmi les plus élevées du bassin du Doubs (I.B.G. = 17/20) bien qu'elles aient perdu trois unités en l'espace d'une décennie. Ceci se traduit par une prolifération de certains groupes d'invertébrés moins sensibles à la pollution minérale et organique, y compris dans les plus hauts niveaux de qualité. Cette régression de la qualité biologique est due à une pollution par l'azote et les matières organiques en provenance du karst et des retenues hydroélectriques.

Les forêts de pente, inaccessibles sur de nombreux secteurs sont jusqu'à présent exploitées de façon relativement extensive et les plantations monospécifiques restent rares. L'ensemble présente de ce fait un très bon état de conservation et propice à la nidification d'espèces comme le milan royal, le milan noir, l'épervier d'Europe. Au sein de ces forêts, les corniches, les pelouses et éboulis sont nombreux. Le site possède également un haut intérêt faunistique, les falaises abritant régulièrement, le grand corbeau, le faucon pèlerin et le hibou grand duc.

Le Doubs est utilisé pour la production d'énergie électrique et les barrages successifs ont fortement modifié la structure originelle et généré des nuisances qui s'accroissent et se caractérisent par la rupture des cycles hydrologique, thermique et sédimentaire, des obstacles au déplacement des poissons, des épisodes d'émersion et de submersion des fonds, un effet de chasse d'eau et un confinement des masses d'eau. Depuis plus de dix ans, les proliférations végétales (végétaux dressés dans les retenues, algues filamenteuses fixées en eau vive ou non fixées dans les secteurs calmes) se sont accrues sur le site sous l'effet des rejets insuffisamment ou non traités des secteurs amont, des plateaux et de la vallée (la Chaux-de-Fonds, Charmauvillers, Goumois). La régression des peuplements de trichoptères est un des signes les plus nets de cet envahissement végétal. La création d'équipements touristiques et la pratique de sports d'eau vive insuffisamment contrôlée, constituent également de sérieuses menaces pour ce secteur.

OBJECTIFS DE GESTION

1. Restaurer la qualité physico-chimique des eaux de surface et des eaux souterraines en améliorant l'épuration des effluents domestiques, mettant en place des dispositifs d'assainissement individuels performants et régulièrement entretenus, limitant les effets des effluents d'origine agricole et les nuisances induites par les installations touristiques et sportives à fonctionnement saisonnier.
2. Préserver la dynamique du cours d'eau et la qualité des habitats naturels et obtenir une gestion concertée des barrages hydroélectriques (modification du rythme des éclusées, réduction des épisodes submersion - émersion des fonds et des effets de chasse d'eau, maintien d'une valeur de débit biologique acceptable défini en fonction des exigences écologiques des espèces aquatiques).
3. Entretenir les frayères ;
4. Entreprendre une cartographie des formations boisées visant à définir les secteurs non exploitables, ceux devant faire l'objet d'une gestion particulière et ceux où une gestion ordinaire adaptée est suffisante ;
5. Concevoir et réaliser avec le maximum de précaution les dessertes forestières ;
6. Restaurer et entretenir les milieux ouverts y compris intra-forestiers (corniche, pelouses, éboulis, fond de vallée,...) ;
7. Organiser l'affluence liée aux loisirs pour prévenir la surfréquentation afin de maintenir la quiétude des espèces animales et d'éviter la dégradation des milieux ;
8. Assurer une protection réglementaire des secteurs les plus remarquables.

1.6 Compléments descriptif

1.6.1 Géomorphologie

- Montagne
- Rivière, fleuve
- Vallée
- Gorge, ravin

Commentaire sur la géomorphologie

aucun commentaire

1.6.2 Activités humaines

- Sylviculture
- Pêche
- Tourisme et loisirs



- Activités hydroélectriques, barrages

Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

1.6.3 Statut de propriété

- Propriété privée (personne physique)
- Domaine privé communal

Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

1.6.4 Mesures de protection

- Arrêté Préfectoral de Biotope
- Site classé selon la loi de 1930

Commentaire sur les mesures de protection

aucun commentaire

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux

Ecologique
Faunistique
Insectes
Poissons
Amphibiens
Oiseaux
Mammifères
Floristique
Phanérogames

Fonctionnels

Rôle naturel de protection contre
l'érosion des sols
Zone particulière liée à la
reproduction

Complémentaires

Paysager

Commentaire sur les intérêts

aucun commentaire

3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats
- Fonctionnement et relation d'écosystèmes
- Formations végétales, étages de végétation

Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

La délimitation inclut le versant dominant la vallée du Doubs en rive gauche.

4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

FACTEUR	Potentiel / Réel
Rejets de substances polluantes dans les eaux	
Modification des fonds, des courants	



FACTEUR	Potentiel / Réel
Modification du fonctionnement hydraulique	
Autres aménagements forestiers, accueil du public, création de pistes	
Sports et loisirs de plein-air	

Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

Aucun	Faible	Moyen	Bon
<ul style="list-style-type: none"> - Autres Invertébrés - Bryophytes - Algues - Champignons - Lichens 	<ul style="list-style-type: none"> - Reptiles - Amphibiens - Insectes - Ptéridophytes - Habitats 	<ul style="list-style-type: none"> - Mammifères - Oiseaux - Poissons - Phanérogames 	

6. HABITATS

6.1 Habitats déterminants

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
24.12 Zone à Truites			
34.32 Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides			
41.4 Forêts mixtes de pentes et ravins			
44.2 Galeries d'Aulnes blancs			
62.1 Végétation des falaises continentales calcaires			

6.2 Habitats autres

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
24.4 Végétation immergée des rivières			
34.33 Prairies calcaires subatlantiques très sèches			
37.7 Lisières humides à grandes herbes			
38.1 Pâtures mésophiles			
41.13 Hêtraies neutrophiles			
41.16 Hêtraies sur calcaire			



CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
41.2 Chênaies-charmaies			

6.3 Habitats périphériques

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
38.1 Pâtures mésophiles			
41.1 Hêtraies			

6.4 Commentaire sur les habitats

aucun commentaire



7. ESPECES

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	179	Lissotriton vulgaris (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	212	Bombina variegata (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
Insectes	53615	Lopinga achine (Scopoli, 1763)		Reproducteur					
	53976	Lycaena helle (Denis & Schiffermüller, 1775)		Reproducteur					
	54085	Maculinea arion (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
Mammifères	60295	Rhinolophus ferrumequinum (Schreber, 1774)		Reproducteur					
	60313	Rhinolophus hipposideros (Bechstein, 1800)		Reproducteur					
	60345	Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)		Reproducteur					
	60400	Myotis emarginatus (E. Geoffroy, 1806)		Reproducteur	Informateur : Roué S.Y.				
	60408	Myotis nattereri (Kuhl, 1817)		Reproducteur					
	60418	Myotis myotis (Borkhausen, 1797)		Reproducteur					
	60546	Miniopterus schreibersii (Kuhl, 1817)		Reproducteur					
	60612	Lynx lynx (Linnaeus, 1758)		Reproducteur	Informateur : LPO FC				
	60614	Lynx lynx (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
Oiseaux	2844	Milvus milvus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771		Reproducteur	Informateur : Groupe Pèlerin Jura				2010 - 2011
	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	4480	Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
Poissons	66333	Lampetra planeri (Bloch, 1784)		Reproducteur					
	67239	Parachondrostoma toxostoma (Vallot, 1837)		Reproducteur					
	67295	Leuciscus leuciscus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	67333	Telestes souffia (Risso, 1827)		Reproducteur	Informateur : CSP				
	67336	Telestes souffia (Risso, 1827)		Reproducteur					
	67759	Thymallus thymallus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	69182	Cottus gobio Linnaeus, 1758		Reproducteur	Informateur : CSP				
Angiospermes	87666	Campanula latifolia L., 1753		Reproducteur	Informateur : Collaud R.				1997 - 2010
	91267	Circaea x intermedia Ehrh., 1789		Reproducteur	Informateur : Le Jean Y.				1998 - 1999
	93830	Cynoglossum germanicum Jacq., 1767		Reproducteur	Informateur : Collaud R.				1980 - 2010
	94411	Daphne alpina L., 1753		Reproducteur	Informateur : Société Botanique de Franche-Comté (SBFC)				1980
	98977	Fritillaria meleagris L., 1753		Reproducteur	Informateur : Société Botanique de Franche-Comté (SBFC)				
	99878	Gentiana clusii Perrier & Sogeaon, 1855			Informateur : Ferreze Y.				2009
	100614	Gymnadenia odoratissima (L.) Rich., 1817		Reproducteur	Informateur : Collaud R.				2010



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	117096	Ranunculus lingua L., 1753		Reproducteur	Informateur : Collaud R.				2008 - 2010
	119447	Rumex aquaticus L., 1753			Informateur : Collaud R.				2008 - 2010
	129520	Viola biflora L., 1753		Reproducteur	Informateur : Société Botanique de Franche-Comté (SBFC)				
	134552	Festuca patzkei Markgr.-Dann., 1978			Informateur : Collaud R.				2010
	140345	Rumex aquaticus L., 1753			Informateur : Brugel E.				2008
	140825	Scrophularia canina subsp. hoppii (W.D.J.Koch) P.Fourn., 1937		Reproducteur	Informateur : Société Botanique de Franche-Comté (SBFC)				

7.2 Espèces autres

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	92	Salamandra salamandra (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	121	Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)							
	155	Lissotriton helveticus (Razoumowsky, 1789)		Reproducteur					
	197	Alytes obstetricans (Laurenti, 1768)		Reproducteur					
	259	Bufo bufo (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	310	Rana dalmatina Fitzinger in Bonaparte, 1838							
	318	Pelophylax kl. esculentus (Linnaeus, 1758)							
	351	Rana temporaria Linnaeus, 1758		Reproducteur					



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Mammifères	60015	Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	60038	Sorex minutus Linnaeus, 1766		Reproducteur					
	60062	Sorex araneus Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	60102	Sorex coronatus Millet, 1828		Reproducteur					
	60249	Talpa europaea Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	60360	Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)		Reproducteur					
	60479	Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)		Reproducteur					
	60490	Pipistrellus nathusii (Keyserling & Blasius, 1839)							
	60518	Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	60585	Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	60596	Felis silvestris Schreber, 1775							
	60636	Meles meles (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	60658	Martes martes (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	60674	Martes foina (Erxleben, 1777)		Reproducteur					
	60686	Mustela erminea Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	60716	Mustela nivalis Linnaeus, 1766		Reproducteur					
	60731	Mustela putorius Linnaeus, 1758							
	60981	Sus scrofa Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	61057	Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	61119	Rupicapra rupicapra (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	61153	Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758		Reproducteur	Informateur : LPO FC				
	61260	Arvicola terrestris (Linnaeus, 1758)							
	61290	Clethrionomys glareolus (Schreber, 1780)		Reproducteur					



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	61357	Microtus agrestis (Linnaeus, 1761)		Reproducteur					
	61379	Microtus arvalis (Pallas, 1778)		Reproducteur					
	61510	Apodemus sylvaticus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	61568	Mus musculus Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	61587	Rattus rattus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	61618	Eliomys quercinus (Linnaeus, 1766)		Reproducteur					
	61636	Muscardinus avellanarius (Linnaeus, 1758)							
	61675	Lepus europaeus Pallas, 1778		Reproducteur					
Oiseaux	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	971	Podiceps auritus (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)		Migrateur, passage					
	980	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)		Migrateur, passage					
	1950	Anas penelope Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	1956	Anas strepera Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	1958	Anas crecca Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	1966	Anas platyrhynchos Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	1970	Anas clypeata Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	1973	Anas acuta Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	1984	Netta rufina (Pallas, 1773)		Migrateur, passage					
	1991	Aythya ferina (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	1998	Aythya fuligula (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	2440	Phalacrocorax carbo (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	2506	Ardea cinerea Linnaeus, 1758		Reproducteur					



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2514	Ciconia nigra (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	2618	Actitis hypoleucos Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	2623	Buteo buteo (Linnaeus, 1758)							
	2630	Buteo lagopus (Pontoppidan, 1763)		Migrateur, passage					
	2651	Hieraaetus pennatus (Gmelin, 1788)		Migrateur, passage					
	2706	Cygnus olor (Gmelin, 1803)							
	2734	Anser albifrons (Scopoli, 1769)		Migrateur, passage					
	2741	Anser anser (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	2808	Bucephala clangula (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	2813	Mergellus albellus (Linnaeus, 1758)		Migrateur, passage					
	2818	Mergus merganser Linnaeus, 1758		Migrateur, passage					
	2832	Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)							
	2840	Milvus migrans (Boddaert, 1783)		Reproducteur	Informateur : LPO FC				
	2891	Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)		Reproducteur	Informateur : LPO FC				
	2895	Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)							
	2943	Bonasa bonasia (Linnaeus, 1758)							
	3533	Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	3755	Motacilla cinerea Tunstall, 1771							
	3774	Sitta europaea Linnaeus, 1758							
	3780	Tichodroma muraria (Linnaeus, 1758)		Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : LPO FC				
	3958	Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)							
	4342	Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	4510	Corvus corax Linnaeus, 1758		Reproducteur	Informateur : Groupe Pèlerin Jura				2008 - 2011
	4603	Loxia curvirostra Linnaeus, 1758							
Poissons	69378	Zingel asper (Linnaeus, 1758)							
Reptiles	77600	Lacerta agilis Linnaeus, 1758		Reproducteur					
	77692	Zootoca vivipara (Lichtenstein, 1823)		Reproducteur					
	77756	Podarcis muralis (Laurenti, 1768)		Reproducteur					
	77955	Coronella austriaca Laurenti, 1768		Reproducteur					
	78064	Natrix natrix (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
	78130	Vipera aspis (Linnaeus, 1758)		Reproducteur					
Angiospermes	79734	Acer campestre L., 1753							
	79779	Acer platanoides L., 1753							
	79783	Acer pseudoplatanus L., 1753							
	79908	Achillea millefolium L., 1753							
	80070	Aconitum lycoctonum subsp. vulparia (Rchb.) Nyman, 1889							
	80322	Aegopodium podagraria L., 1753							
	80805	Agrostis capillaris L., 1753							
	81195	Alchemilla xanthochlora Rothm., 1937							
	81295	Alliaria petiolata (M.Bieb.) Cavara & Grande, 1913							
	81541	Allium ursinum L., 1753							
	82103	Amelanchier ovalis Medik., 1793			Informateur : Brugel E.				2008
	82104	Amelanchier ovalis Medik., 1793							
	82288	Anacamptis pyramidalis (L.) Rich., 1817							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	82738	Angelica sylvestris L., 1753							
	82909	Anthericum ramosum L., 1753							
	82952	Anthriscus sylvestris (L.) Hoffm., 1814							
	83420	Pseudoturritis turrita (L.) Al-Shehbaz, 2005							
	83499	Arctium lappa L., 1753							
	84112	Arum maculatum L., 1753							
	84230	Asarum europaeum L., 1753							
	84306	Asperula cynanchica L., 1753							
	84318	Galium odoratum (L.) Scop., 1771							
	85740	Bellis perennis L., 1753							
	86289	Brachypodium pinnatum (L.) P.Beauv., 1812							
	86305	Brachypodium sylvaticum (Huds.) P.Beauv., 1812							
	86490	Briza media L., 1753							
	86601	Bromopsis erecta (Huds.) Fourr., 1869							
	87044	Bupleurum falcatum L., 1753							
	87296	Calamagrostis varia (Schrud.) Host, 1809							
	87359	Clinopodium nepeta subsp. sylvaticum (Bromf.) B.Bock, 2012							
	87540	Caltha palustris L., 1753							
	87652	Campanula glomerata L., 1753							
	87720	Campanula rotundifolia L., 1753							
	87742	Campanula trachelium L., 1753							
	87925	Cardamine heptaphylla (Vill.) O.E.Schulz, 1903							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	88108	Carduus defloratus L., 1759							
	88324	Carex alba Scop., 1772							
	88415	Carex caryophyllea Latourr., 1785							
	88470	Carex digitata L., 1753							
	88510	Carex flacca Schreb., 1771							
	88538	Carex flacca subsp. flacca							
	88582	Carex humilis Leyss., 1758							
	88691	Carex montana L., 1753							
	88737	Carex ornithopoda Willd., 1805							
	88905	Carex sylvatica Huds., 1762							
	89147	Carlina acaulis L., 1753							
	89180	Carlina vulgaris L., 1753							
	89200	Carpinus betulus L., 1753							
	89619	Centaurea jacea L., 1753							
	89647	Cyanus montanus (L.) Hill, 1768							
	89880	Centranthus angustifolius (Mill.) DC., 1805			Informateur : Brugel E.				2008
	89928	Cephalanthera rubra (L.) Rich., 1817							
	90338	Chaerophyllum hirsutum L., 1753							
	91053	Leucanthemum vulgare Lam., 1779							
	91274	Cirsium acaulon (L.) Scop., 1769							
	91378	Cirsium oleraceum (L.) Scop., 1769							
	91422	Cirsium tuberosum (L.) All., 1785							
	91886	Clematis vitalba L., 1753							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	92127	Colchicum autumnale L., 1753							
	92282	Convallaria majalis L., 1753							
	92497	Cornus mas L., 1753							
	92501	Cornus sanguinea L., 1753							
	92517	Hippocrepis emerus (L.) Lassen, 1989							
	92543	Coronilla vaginalis Lam., 1786							
	92606	Corylus avellana L., 1753							
	92710	Cotoneaster tomentosus Lindl., 1822							
	92876	Crataegus monogyna Jacq., 1775							
	92880	Crataegus monogyna Jacq., 1775							
	93015	Crepis biennis L., 1753							
	93763	Cymbalaria muralis P.Gaertn., B.Mey. & Scherb., 1800							
	93860	Cynosurus cristatus L., 1753							
	94207	Dactylis glomerata L., 1753							
	94402	Danthonia decumbens (L.) DC., 1805							
	94435	Daphne mezereum L., 1753							
	94618	Cardamine heptaphylla (Vill.) O.E.Schulz, 1903							
	96431	Epipactis atrorubens (Hoffm.) Besser, 1809							
	96465	Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769			Informateur : Collaud R.				2010
	97434	Eupatorium cannabinum L., 1753							
	97452	Euphorbia amygdaloides L., 1753							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	97466	Euphorbia flavicoma subsp. verrucosa (Fiori) Pignatti, 1973							
	97502	Euphorbia dulcis L., 1753							
	97537	Euphorbia helioscopia L., 1753							
	97896	Euonymus europaeus L., 1753							
	97947	Fagus sylvatica L., 1753							
	98130	Festuca filiformis Pourr., 1788							
	98717	Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879							
	98865	Fragaria vesca L., 1753							
	98921	Fraxinus excelsior L., 1753							
	99272	Galeopsis angustifolia Ehrh. ex Hoffm., 1804							
	99367	Galium mollugo L., 1753							
	99373	Galium aparine L., 1753							
	99420	Galium album Mill., 1768							
	99473	Galium mollugo L., 1753							
	99488	Galium odoratum (L.) Scop., 1771							
	99582	Galium verum L., 1753							
	99828	Genista tinctoria L., 1753							
	99846	Genista sagittalis L., 1753							
	99903	Gentiana lutea L., 1753							
	100142	Geranium robertianum L., 1753							
	100160	Geranium sylvaticum L., 1753							
	100225	Geum urbanum L., 1753							
	100310	Glechoma hederacea L., 1753							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	100607	Gymnadenia conopsea (L.) R.Br., 1813							
	100787	Hedera helix L., 1753							
	100956	Helianthemum nummularium (L.) Mill., 1768							
	100964	Helianthemum grandiflorum (Scop.) DC., 1805							
	101188	Helleborus foetidus L., 1753							
	101300	Heracleum sphondylium L., 1753							
	101711	Hieracium bifidum Kit., 1815							
	102055	Hieracium humile Jacq., 1777							
	102235	Hieracium murorum L., 1753							
	102716	Hieracium vulgatum Fr., 1819							
	102842	Hippocrepis comosa L., 1753							
	103287	Hypericum hirsutum L., 1753							
	103316	Hypericum perforatum L., 1753							
	104488	Kernera saxatilis (L.) Sweet, 1827							
	104528	Knautia maxima (Opiz) J.Ortmann, 1842							
	104557	Knautia maxima (Opiz) J.Ortmann, 1842							
	104615	Rostraria cristata (L.) Tzvelev, 1971							
	104848	Lamium galeobdolon (L.) L., 1759							
	105076	Laserpitium latifolium L., 1753							
	105092	Laserpitium siler L., 1753							
	105280	Lathyrus vernus (L.) Bernh., 1800							
	105768	Leucanthemum adustum (W.D.J.Koch) Gremli, 1898							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	105817	Leucanthemum vulgare Lam., 1779							
	105966	Ligustrum vulgare L., 1753							
	105989	Lilium martagon L., 1753							
	106288	Linum catharticum L., 1753							
	106370	Neottia ovata (L.) Bluff & Fingerh., 1837							
	106581	Lonicera periclymenum L., 1753							
	106595	Lonicera xylosteum L., 1753							
	106653	Lotus corniculatus L., 1753							
	106761	Lunaria rediviva L., 1753							
	106915	Silene dioica var. dioica							
	107073	Lysimachia nummularia L., 1753							
	107158	Maianthemum bifolium (L.) F.W.Schmidt, 1794							
	107649	Medicago lupulina L., 1753							
	107871	Melica nutans L., 1753							
	107880	Melica uniflora Retz., 1779							
	108003	Melittis melissophyllum L., 1753							
	108361	Mercurialis perennis L., 1753							
	108686	Moehringia muscosa L., 1753							
	108698	Moehringia trinervia (L.) Clairv., 1811							
	108961	Lactuca muralis (L.) Gaertn., 1791							
	110435	Ophrys insectifera L., 1753							
	110914	Orchis mascula (L.) L., 1755							
	111289	Origanum vulgare L., 1753							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	111859	Oxalis acetosella L., 1753							
	112421	Paris quadrifolia L., 1753							
	112975	Phalaris arundinacea L., 1753							
	113407	Phyteuma spicatum L., 1753							
	113596	Pimpinella saxifraga L., 1753							
	113893	Plantago lanceolata L., 1753							
	113904	Plantago major L., 1753							
	113906	Plantago media L., 1753							
	114011	Platanthera bifolia (L.) Rich., 1817							
	114114	Poa annua L., 1753							
	114297	Poa nemoralis L., 1753							
	114332	Poa pratensis L., 1753							
	114595	Polygala vulgaris L., 1753							
	114611	Polygonatum multiflorum (L.) All., 1785							
	114612	Polygonatum odoratum (Mill.) Druce, 1906							
	114616	Polygonatum verticillatum (L.) All., 1785							
	115156	Populus tremula L., 1753							
	115680	Potentilla erecta (L.) Räusch., 1797							
	115813	Prenanthes purpurea L., 1753							
	115865	Primula elatior (L.) Hill, 1765							
	116043	Prunus avium (L.) L., 1755							
	116142	Prunus spinosa L., 1753							
	116419	Pulmonaria montana Lej., 1811							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	116600	Pyrus communis subsp. pyraeaster (L.) Ehrh., 1780							
	116903	Ranunculus acris L., 1753							
	117135	Ranunculus tuberosus Lapeyr., 1813							
	117528	Rhamnus alpina L., 1753							
	117530	Rhamnus cathartica L., 1753							
	117533	Frangula dodonei Ard., 1766							
	117748	Ribes alpinum L., 1753							
	117787	Ribes uva-crispa L., 1753							
	117993	Rosa pendulina L., 1753							
	118073	Rosa canina L., 1753							
	118402	Rosa spinosissima L., 1753							
	118993	Rubus caesius L., 1753							
	119149	Rubus idaeus L., 1753							
	119318	Rubus saxatilis L., 1753							
	119419	Rumex acetosella L., 1753							
	120685	Salvia pratensis L., 1753							
	120717	Sambucus nigra L., 1753							
	120753	Potentilla sanguisorba L., 1753							
	120823	Saponaria ocymoides L., 1753							
	120967	Saxifraga paniculata Mill., 1768							
	121334	Scabiosa columbaria L., 1753							
	121367	Scabiosa lucida Vill., 1779							
	122106	Sedum album L., 1753							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	122671	Senecio hercynicus Herborg, 1987							
	123032	Libanotis pyrenaica (L.) O.Schwarz, 1949							
	123068	Sesleria caerulea (L.) Ard., 1763							
	123071	Sesleria caerulea (L.) Ard., 1763							
	123683	Silene vulgaris (Moench) Garcke, 1869							
	124205	Solidago virgaurea L., 1753							
	124306	Sorbus aria (L.) Crantz, 1763							
	124308	Sorbus aucuparia L., 1753							
	124407	Sparganium emersum Rehmann, 1871			Informateur : Brugel E.				2008
	124740	Stachys alpina L., 1753							
	124797	Betonica officinalis L., 1753							
	124814	Stachys sylvatica L., 1753							
	125000	Stellaria graminea L., 1753							
	125294	Succisa pratensis Moench, 1794							
	125447	Dioscorea communis (L.) Caddick & Wilkin, 2002							
	125677	Taraxacum officinale F.H.Wigg., 1780							
	125981	Teucrium chamaedrys L., 1753							
	126008	Teucrium montanum L., 1753							
	126159	Thalictrum minus L., 1753							
	126566	Thymus pulegioides L., 1753							
	126650	Tilia platyphyllos Scop., 1771							
	127029	Tragopogon pratensis L., 1753							
	127382	Trifolium medium L., 1759							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	127439	Trifolium pratense L., 1753							
	128169	Ulmus glabra Huds., 1762							
	128268	Urtica dioica L., 1753							
	128345	Vaccinium myrtillus L., 1753							
	128429	Valeriana officinalis subsp. repens (Host) O.Bolòs & Vigo, 1983							
	128832	Veronica chamaedrys L., 1753							
	129083	Viburnum lantana L., 1753							
	129087	Viburnum opulus L., 1753							
	129147	Vicia cracca L., 1753							
	129305	Vicia sepium L., 1753							
	129477	Vincetoxicum hirundinaria Medik., 1790							
	129482	Vincetoxicum hirundinaria Medik., 1790							
	129492	Viola alba Besser, 1809							
	129586	Viola hirta L., 1753							
	129666	Viola reichenbachiana Jord. ex Boreau, 1857							
	133005	Centaurea scabiosa subsp. grinensis (Reut.) Nyman							
	137869	Molinia caerulea subsp. arundinacea (Schränk) K.Richt., 1890							
	141644	Thesium alpinum var. tenuifolium Saut. ex W.D.J.Koch, 1844							
	197281								
	619957	Molinia caerulea subsp. arundinacea (Schränk) K.Richt., 1890							
Fougères	84387	Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799							



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	84521	Asplenium ruta-muraria L., 1753							
	84534	Asplenium trichomanes L., 1753							
	84999	Athyrium filix-femina (L.) Roth, 1799							
	95567	Dryopteris filix-mas (L.) Schott, 1834							
	95592	Gymnocarpium robertianum (Hoffm.) Newman, 1851							
	96523	Equisetum hyemale L., 1753							
	113301	Asplenium scolopendrium L., 1753							
	115041	Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799							
	115057	Dryopteris filix-mas (L.) Schott, 1834							
	116265	Pteridium aquilinum (L.) Kuhn, 1879							
	121894	Asplenium scolopendrium L., 1753							
	161073	Asplenium ceterach L., 1753							
Gymnospermes	79319	Abies alba Mill., 1768							
	104397	Juniperus communis L., 1753							
	113435	Picea abies (L.) H.Karst., 1881							
	125816	Taxus baccata L., 1753							



7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de détermination	Réglementation
Amphibiens	92	<i>Salamandra salamandra</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	197	<i>Alytes obstetricans</i> (Laurenti, 1768)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	212	<i>Bombina variegata</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	259	<i>Bufo bufo</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	310	<i>Rana dalmatina</i> Fitzinger in Bonaparte, 1838	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	351	<i>Rana temporaria</i> Linnaeus, 1758	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
Insectes	53615	<i>Lopinga achine</i> (Scopoli, 1763)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	53976	<i>Lycaena helle</i> (Denis & Schiffermüller, 1775)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	54085	<i>Maculinea arion</i> (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
Mammifères	60015	<i>Erinaceus europaeus</i> Linnaeus, 1758	Autre	Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60295	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i> (Schreber, 1774)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60313	<i>Rhinolophus hipposideros</i> (Bechstein, 1800)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60345	<i>Barbastella barbastellus</i> (Schreber, 1774)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60360	<i>Eptesicus serotinus</i> (Schreber, 1774)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60400	Myotis emarginatus (E. Geoffroy, 1806)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60408	Myotis nattereri (Kuhl, 1817)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60418	Myotis myotis (Borkhausen, 1797)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60479	Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60490	Pipistrellus nathusii (Keyserling & Blasius, 1839)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60518	Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60585	Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60612	Lynx lynx (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département (lien) Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	60636	Meles meles (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60658	Martes martes (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60674	Martes foina (Erxleben, 1777)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60686	Mustela erminea Linnaeus, 1758	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60716	Mustela nivalis Linnaeus, 1766	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60731	Mustela putorius Linnaeus, 1758	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	60981	Sus scrofa Linnaeus, 1758	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	61057	Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	61119	Rupicapra rupicapra (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	61153	Sciurus vulgaris (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	61636	Muscardinus avellanarius (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
Oiseaux	965	Podiceps cristatus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	971	Podiceps auritus (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	977	Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	1958	Anas crecca Linnaeus, 1758	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	1966	Anas platyrhynchos (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
	1973	Anas acuta Linnaeus, 1758	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	1984	Netta rufina (Pallas, 1773)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	1991	Aythya ferina (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	1998	Aythya fuligula (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	2440	Phalacrocorax carbo (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2506	Ardea cinerea Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2514	Ciconia nigra (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien)
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2623	Buteo buteo (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	2630	Buteo lagopus (Pontoppidan, 1763)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2651	Hieraetus pennatus (Gmelin, 1788)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2706	Cygnus olor (Gmelin, 1803)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2734	Anser albifrons (Scopoli, 1769)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien) Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	2741	Anser anser (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien) Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	2808	Bucephala clangula (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien) Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national (lien)
	2818	Mergus merganser Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2832	Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2840	Milvus migrans (Boddaert, 1783)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2844	Milvus milvus (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2891	Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2895	Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	2938	Falco peregrinus Tunstall, 1771	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien) Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3493	Bubo bubo (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3533	Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3608	Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) (lien) Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	3755	Motacilla cinerea Tunstall, 1771	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3774	Sitta europaea Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3780	Tichodroma muraria (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3958	Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4342	Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4480	Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4510	Corvus corax Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	4603	Loxia curvirostra Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
Poissons	66333	Lampetra planeri (Bloch, 1784)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	67295	Leuciscus leuciscus (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	67759	Thymallus thymallus (Linnaeus, 1758)	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	67778	Salmo trutta fario Linnaeus, 1758	Déterminante	Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien)
	69182	Cottus gobio Linnaeus, 1758	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
	69378	Zingel asper (Linnaeus, 1758)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national (lien) Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département (lien)
Reptiles	77600	Lacerta agilis Linnaeus, 1758	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	77756	Podarcis muralis (Laurenti, 1768)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	77955	Coronella austriaca Laurenti, 1768	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien) Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)



Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	78064	Natrix natrix (Linnaeus, 1758)	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
	78130	Vipera aspis (Linnaeus, 1758)	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
Angiospermes	89147	Carlina acaulis L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	92282	Convallaria majalis L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	94435	Daphne mezereum L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	98977	Fritillaria meleagris L., 1753	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	99903	Gentiana lutea L., 1753	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	105989	Lilium martagon L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
	117096	Ranunculus lingua L., 1753	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain (lien)
	128345	Vaccinium myrtillus L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
Fougères	115041	Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)
Gymnospermes	125816	Taxus baccata L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)

8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

9. SOURCES

- Monneret R.-J.() "".
- Société Botanique de Franche-Comté (SBFC)() "".
- LPO FC(2007) "".
- Groupe Pèlerin Jura() "".
- DIDIER B.(1976) "Les sites botaniques remarquables du Doubs. Labo de Phyto Besançon, Bull Univers "
- LPO FC() "".
- CSP (2005) "Etat des populations de l'apron du Rhône (Zingel asper) en région Franche-Comté. T1 : synthèse et valorisation des connaissances actuelles sur la présence de l'espèce et T2 : aire de répartition actuelle de l'espèce. CSP et DIREN F-C. T1 : 18 p., T2 : 38 p. + ann".
- Observatoire régional de l'environnement de Franche-Comté (1997) "Qualité des eaux superficielles. Le Doubs et ses affluents secondaires, données 1996-1997. Conseil régional de Franche-Comté, DIREN F-C et Agence de l'eau RMC. 9 p."
- Le Jean Y.() "".
- Roué S.Y.() "".
- Lejean Y.() "".
- Collaud R.() "".
- André M.() "".
- CSP(0) "".



- Ferrez Y., Prost J.-F., André M., Carteron M., Millet P., Piguët A. et Vadam J.-C. (2001) "Atlas des plantes rares ou protégées de Franche-Comté, Besançon, Société d'horticulture du Doubs et des amis du jardin botanique, Turriers, Naturalia Publications. 310 p."
- Jacquat M-S, Blant M, Jeannot N Y Gonseth, A et J-C Pedroli () "La faune et la flore de la vallée du Doubs de Villers-le-Lac à Brémontcourt in Rapport du Groupe de travail "Doubs". 95 p."



NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES

Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

FR4312017 - Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs

1. IDENTIFICATION DU SITE	1
2. LOCALISATION DU SITE	2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES	5
4. DESCRIPTION DU SITE	7
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE	11
6. GESTION DU SITE	13

1. IDENTIFICATION DU SITE

1.1 Type

A (ZPS)

1.2 Code du site

FR4312017

1.3 Appellation du site

Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs

1.4 Date de compilation

30/11/1995

1.5 Date d'actualisation

28/02/2006

1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Franche-Comté	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
www.developpement-durable.gouv.fr	www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr	www.mnhn.fr www.spn.mnhn.fr
en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr		natura2000@mnhn.fr

1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site

ZPS : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 26/04/2006



Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZPS : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000000264457

2. LOCALISATION DU SITE

2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

Longitude : 6,61917°

Latitude : 47,17722°

2.2 Superficie totale

16271 ha

2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
43	Franche-Comté

2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
25	Doubs	100 %

2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
25046	BATTENANS-VARIN
25051	BELLEHERBE
25061	BIEF
25074	BONNETAGE
25091	BRESEUX (LES)
25095	BRETONVILLERS
25102	BURNEVILLERS
25114	CHAMESOL
25125	CHARMOILLE
25161	CONSOLATION-MAISONNETTES
25173	COUR-SAINT-MAURICE
25174	COURTEFONTAINE
25203	DOMPREL
25244	FLEUREY
25248	FONTENELLES (LES)
25256	FRAMBOUHANS
25262	FUANS



25268	GERMEFONTAINE
25275	GLERE
25301	GUYANS-VENNES
25314	INDEVILLERS
25325	LANDRESSE
25329	LAVAL-LE-PRIEURE
25333	LAVIRON
25335	LIEBVILLERS
25344	LONGEVILLE-LES-RUSSEY
25349	LORAY
25366	MANCENANS-LIZERNE
25386	MONTANCY
25387	MONTANDON
25391	MONT-DE-LAVAL
25392	MONT-DE-VOUGNEY
25393	MONTECHEROUX
25402	MONTJOIE-LE-CHATEAU
25426	NOIREFONTAINE
25433	ORGEANS-BLANCHEFONTAINE
25453	PIERREFONTAINE-LES-VARANS
25456	PLAIMBOIS-DU-MIROIR
25457	PLAIMBOIS-VENNES
25458	PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS (LES)
25504	ROSUREUX
25519	SAINT-HIPPOLYTE
25522	SAINT-JULIEN-LES-RUSSEY
25550	SOMMETTE (LA)
25551	SOULCE-CERNAY
25138	TERRES-DE-CHAUX (LES)
25584	VALOREILLE
25588	VAUCLUSE
25589	VAUCLUSOTTE
25591	VAUFREY
25600	VENNES



2.7 Région(s) biogéographique(s)

Continental (100%)



3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	A B C D	A B C		
					Représent -activité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale

- **PF** : Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple); P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative » ; D = « Présence non significative ».
- **Superficie relative** : A = $100 \geq p > 15 \%$; B = $15 \geq p > 2 \%$; C = $2 \geq p > 0 \%$.
- **Conservation** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Moyenne / réduite ».
- **Évaluation globale** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative ».

3.2 Espèces visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site						Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A B C D	A B C		
				Min	Max		C R V P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
B	A338	Lanius collurio	r			i	P		D			
B	A072	Pernis apivorus	r	1		p	P		D			
B	A073	Milvus migrans	r	3		p	P		D			
B	A074	Milvus milvus	r	7		p	P		C			
B	A103	Falco peregrinus	p	12	15	p	P		C			
B	A104	Bonasa bonasia	p			i	P		D			
B	A215	Bubo bubo	p	4	5	p	P		C			
B	A223	Aegolius funereus	p			i	P		D			
B	A229	Alcedo atthis	p			i	P		D			



B	A234	<i>Picus canus</i>	p			i	P		D			
B	A236	<i>Dryocopus martius</i>	p			i	P		D			

- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type** : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m2, bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fstems = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple); P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population** : A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Moyenne / réduite ».
- **Isolement** : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative ».

3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce			Population présente sur le site			Motivation						
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories			
			Min	Max		C R V P	IV	V	A	B	C	D

- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m2, bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fstems = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Motivation** : IV, V : annexe où est inscrite l'espèce (directive « Habitats ») ; A : liste rouge nationale ; B : espèce endémique ; C : conventions internationales ; D : autres raisons.



4. DESCRIPTION DU SITE

4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	2 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	5 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	4 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	2 %
N14 : Prairies améliorées	5 %
N16 : Forêts caducifoliées	70 %
N22 : Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	5 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	7 %

Autres caractéristiques du site

Habitats d'eau douce - Formations herbacées naturelles et semi-naturelles - Pelouses sèches - Forêts - Habitats rocheux - Grottes - Marais et tourbières - Formations tufeuses - Terres agricoles

Vulnérabilité : Sur les territoires agricoles, le mode d'exploitation est essentiellement basé sur l'exploitation de prairies permanentes, en majeure partie des pâtures pour des raisons de topographie (forte pente). Leur conduite, relativement dynamique, va de pair avec un niveau de fertilisation pouvant induire un mauvais état de conservation des habitats naturels voire une dégradation ponctuelle de la qualité des eaux de surface. Dans le même temps, est noté un risque important d'abandon de certains territoires agricoles. Les possibilités de reprise sont rares et ont abouti à des plantations y compris en fond de vallées. La perte de biodiversité s'accompagne d'une perte de valeur paysagère. Les secteurs non productifs (corniches, pelouses) montrent un enrichissement très marqué.

Le taux de boisement est relativement élevé (67%) avec une forte proportion de forêts résineuses (58%) résultant d'un envahissement spontané et progressif des peuplements feuillus mais aussi de plantation d'anciennes parcelles agricoles. Ce phénomène peut encore s'accroître malgré une certaine mévente des bois de la vallée.

Le Dessoubre et la Reverotte montrent des peuplements de bryophytes bien développés ce qui confère un intérêt communautaire à ces 2 rivières. Cependant, la qualité physico-chimique des eaux est moyenne en raison de teneurs excessives en nitrate (voire en phosphore dans le cas du ruisseau de Vaux) en relation avec les activités exercées sur le bassin versant. La pollution, de nature organique, trouve essentiellement son origine au niveau des effluents domestiques non traités et des épandages agricoles. Cette contamination provoque des développements algaux importants durant la saison estivale provoquant une diminution constante de la ressource halieutique. L'indice biologique reste satisfaisant (17/20) bien que les groupes repères polluo-sensibles ne soient pas inventoriés. Pour le Doubs, l'essentiel des désordres trouve son origine dans la présence de retenues hydro-électriques situées en amont du site et sur le site (retenues de Vaufrey et de Bief). De fréquents phénomènes de lâchers d'eau sont enregistrés de même que les débits peuvent se montrer insuffisants à certaines époques de l'année. L'eau dont la qualité physico-chimique est satisfaisante peut également montrer des valeurs de température excessives en été.

Le développement touristique est une composante importante pour ces vallées. Actuellement, les équipements de fond de vallée sont rares (quelques hôtels et un seul village, Rosureux). Les pratiques de loisirs telle que la pêche ou la randonnée pédestre s'organisent à partir du plateau à l'exception des visites du séminaire de Consolation pour lequel les lieux de stationnement se situent en fond de vallée. Les loisirs motorisés restent modérés. Cette maîtrise reste à pérenniser, certains promoteurs pouvant concevoir un développement plus important des infrastructures d'accueil en fond de vallée.

4.2 Qualité et importance

A l'est du département du Doubs, les vallées du Doubs, du Dessoubre et de la Reverotte incisent profondément les plateaux calcaires du Jurassique selon un axe globalement orienté nord-est sud-ouest. La disposition tabulaire des roches conditionne des versants abrupts mais cependant réguliers. Les parties hautes sont constituées de corniches calcaires tandis que les parties basses sont ennoyées de cailloux et d'argiles. Les fonds de vallée restent étroits. Le Dessoubre prend sa source à



600m d'altitude sous la Roche du Prêtre, dans le Cirque de Consolation. Sa naissance résulte de la confluence d'une série d'émergences, alimentées par les eaux d'infiltration des plateaux voisins. De nombreux exutoires de tourbières, entonnoirs et gouffres du plateau calcaire se rattachent ainsi au réseau souterrain du Dessoubre. A quelques kilomètres de là, il est rejoint par son principal affluent, la Reverotte, débutant sous la roche Barchey (988m), près du village de Loray. Le Dessoubre termine sa course dans le Doubs, 33km plus loin, à Saint Hippolyte. Depuis la frontière suisse, ce dernier, circule d'est en ouest, après l'impressionnant virage du Clos du Doubs.

Dans cet ensemble, la forêt est dominante, les peuplements feuillus, résineux ou mixtes couvrant les versants abrupts. Cependant, les falaises et amphithéâtre rocheux, les prairies de pente, les réseaux de haies et bosquets, les fonds de vallée s'évasant régulièrement à la faveur d'afférences latérales confèrent à l'ensemble un attrait paysager remarquable et relativement diversifié. Des atteintes sont cependant notées. En effet, ces vallées accueillait autrefois beaucoup plus d'activités qu'actuellement. Dès le moyen-âge, l'énergie motrice des rivières a été utilisée. De nombreux moulins, scieries, forges, tuileries, teintureries aujourd'hui disparus, s'étaient implantés dans les vallées. Les traces en sont encore visibles. Cependant, leur abandon, le déclin des activités agricoles en liaison avec les difficultés d'exploitation ont induit un enrichissement et un boisement (souvent sous la forme de plantations de résineux) progressifs des vallées.

L'encaissement des vallées, l'opposition de versants plus ou moins abrupts, le contraste entre les différentes vallées, la nature des calcaires, la présence des plateaux occasionnent une grande diversité de milieux naturels.

La forêt couvre la majeure partie du site (60 %), en raison surtout de la topographie marquée et elle est le siège d'une activité économique importante. Parmi les habitats d'intérêt communautaire, il convient de distinguer :

- La tiliaie et l'érablaie à tilleuls de ravins colonisent les éboulis grossiers sans cesse alimentés par les parois verticales qui surplombent les pentes. Elles se différencient en fonction de l'exposition du versant et la productivité diffère suivant l'exposition, faible en condition chaude ou plus élevée en condition ombragée et humide. Leur extension reste très limitée et la topographie les rend, la plupart du temps, inexploitable.
- Des hêtraies à aspérule. Il s'agit de hêtraies pures ou de hêtraies-sapinières qui se développent sur des sols neutres à humus doux. Sont reconnues :
 - la hêtraie-chênaie à aspérule odorante. Elle est installée sur des sols bruns riches en calcium, argilo-limoneux et bien alimentés en eau. Ce type de forêt est commun en Franche-Comté.
 - la hêtraie-chênaie à pâturin de Chaix. Elle s'exprime en contexte plus acidifié que le précédent et reste très fréquent à l'étage collinéen.
 - la hêtraie hygrosclérophile* à tilleul qui est présente sur les versants ombragés d'ubac. Elle est assez répandue et l'épicéa est assez régulièrement introduit. La strate herbacée, à recouvrement parfois faible, comprend des espèces typiques telles que la dentaire pennée, la mercuriale pérenne, l'aspérule odorante avec, parfois, des espèces remarquables.
 - la hêtraie à dentaire qui est assez répandue sur les versants de l'étage montagnard. Relativement productive et souvent enrichie en résineux, son exploitation est importante pour l'économie forestière locale.
- Des chênaies pédonculées calcicoles qui sont généralement localisées à l'étage collinéen, en fond de vallon et en bas de versant sur des colluvions épaisses. La réserve en eau est bonne toute l'année. Plusieurs groupements sont reconnus : la chênaie pédonculée à aconit tue-loup, la chênaie pédonculée acidocline* et la chênaie pédonculée à primevère élevée.
- Des hêtraies calcicoles telles que :
 - la hêtraie à If, observée à une altitude comprise entre 400 et 1000m sur des pentes importantes, est dominée par le hêtre et l'érable champêtre, souvent accompagnés par le sapin. Les zones concernées sont de faible superficie. Elle constitue un habitat préférentiel pour l'if à baie, dont le caractère relictuel est notable.
 - la hêtraie à séslerie bleue rencontrée au niveau des barres rocheuses et des pentes fortes et rocailleuses dans des conditions de sécheresse particulièrement marquées. Ce groupement, très localisé dans la région, montre une flore très originale mais également quelques enrésinements en épicéas.
 - la hêtraie mésoxérophile* à laïche blanche. Elle est relativement rare en France et son grand intérêt patrimonial est justifié par la présence d'espèces rares, orchidées en particulier. Elle est présente sur les pentes fortes, d'exposition ouest/sud-ouest et la strate herbacée est souvent envahie par le buis. Elle constitue, avec le groupement précédent, l'un des habitats préférentiels de l'if à baie.
- la forêt alluviale résiduelle (frênaie-érablaie riveraine) occupe les fonds de vallées sous forme de liséré ; elle joue un rôle important de fixation des berges.

Les milieux ouverts herbacés représentent environ 35% de la superficie du site. Les prairies pâturées qui semblent représenter la part essentielle ne sont pas d'intérêt européen. Sur les sols superficiels apparaissent des pelouses, formations ouvertes, à végétation rase exigeant des sols superficiels bien drainés et non fertilisés. Leur superficie, plus importante, par le passé est aujourd'hui anecdotique. Pourtant, leur conservation est essentielle pour le maintien de la richesse de cet ensemble (en évitant l'enrichissement).



- Faisant transition entre les pelouses et les milieux rocheux, une pelouse calcaire karstique apparaît sur certaines dalles rocheuses et en l'absence de sol élaboré ; des espèces spécialisées, le céraiste nain ou les orpins, constituent le groupement. Sa répartition est extrêmement localisée.

- Les sols superficiels des corniches arides, les vires et pentes rocheuses sont propices au développement de pelouses xérophiles continentales. Ces pelouses rases, presque toujours écorchées, ne couvrent que des surfaces restreintes et les plantes qui les caractérisent sont menacées. Ces pelouses n'évoluent pas de manière spontanée.

- En arrière des corniches et sur les pentes, sur des sols plus profonds, se développent des pelouses mésophiles. Leur cortège floristique est plus important et particulièrement riche en espèces rares. En fonction de la nature des sols (calcaires, marnes) et du climat, elles offrent une forte variabilité de composition.

- A la différence des pelouses xérophiles, le maintien des pelouses mésophiles est dépendant d'un entretien extensif ; en l'absence, l'apparition de groupements arbustifs est notée comme les fruticées à amélanchier, d'intérêt communautaire, les fourrés de prunelliers, troènes et églantiers, fourrés de noisetiers, ourlets forestiers

Lorsque les sols sont profonds, apparaissent les prairies mésophiles entretenues par la pâture ou la fauche. Dans ce dernier cas, elles sont d'intérêt communautaire lorsque le niveau de fertilisation reste faible à modéré, qu'elles soient de basse altitude ou de montagne. Dans les prairies maigres de fauche de basse altitude, la flore est dominée par des graminées (fromental, dactyle

) et des plantes à fleur (centaurée jacée, épiaire étroite

). Pour les prairies de fauche de montagne peu fertilisées, la flore est particulièrement riche en plantes à fleurs (géranium des bois, bistorte, narcisse, trolle

) ; les graminées dominent lorsqu'elles sont davantage fertilisées.

En raison de l'extrême karstification du sous-sol calcaire et de la configuration des vallées, les formations humides restent localisées malgré un contexte général de forte pluviosité. Malgré leur rareté, toutes présentent une forte valeur patrimoniale. A Bonnetage, Frambouhans et Saint-Julien-les-Russey, la tourbière des Creugniots montre essentiellement des groupements de pins à crochets. A Domprel, Germéfontaine, Laviron, Landresse et Pierrefontaine-les-Varans, les prairies paratourbeuses à molinie* sur argile ou et les mégaphorbiaies* constituent l'originalité de la flore. La vulnérabilité de ces formations humides est accentuée par leur fragmentation et leur petite taille. Enfin, leur importance est vitale pour la ressource en eau et l'alimentation des ruisseaux afférents à la Reverotte ou au Dessoubre.

Conditionnant la géomorphologie des lieux et la répartition de nombreuses formations végétales, les cours d'eau marquent fortement de leur empreinte ces vallées. La nature des fonds favorise la présence de groupements muscinaux aquatiques, discontinus certes, mais toujours largement représentés. Sur le Doubs et la basse vallée du Dessoubre, les végétaux à feuilles flottantes apparaissent. Ces caractéristiques confèrent un intérêt communautaire à l'ensemble du réseau hydrographique. Des efforts ont déjà été consentis pour la résorption des pollutions sur le Plateau si bien qu'une amélioration de la qualité des eaux est observée même si demeurent des secteurs non conformes avec les objectifs de qualité préconisés, ceci en liaison avec des charges excédentaires en phosphore et en azote. Ces vallées constituent des espaces naturels privilégiés où aux canyons froids de l'amont succèdent de plus larges épanouissements très favorables à l'Ombre commun. D'autres poissons témoignent de la qualité des eaux, comme la lamproie de Planer, le blageon ou le chabot.

Dans les vallées, les résurgences latérales constituent souvent des sources pétifiantes aboutissant à la formation de barres de tuf* le long du ruisseau ou de tufières colonisées par d'importantes associations de mousses. Les plus belles se situent au Varoly et au moulin de Vermondans.

Les habitats naturels rocheux sont une autre composante essentielle du site car marquant profondément le paysage.

- C'est le cas pour les nombreuses parois et pentes rocheuses qui dominent les vallées. Quelques végétaux profitent des moindres aspérités pour s'implanter et leur nature diffère selon l'exposition : de rares plantes en condition chaude et un recouvrement important de fougères et de mousses en conditions ombragée et humide. Leur inventaire doit être poursuivi ; leur intérêt pour la faune est également reconnu.

- Des éboulis peuvent localement apparaître sur les versants de l'adret ou de l'ubac des différentes vallées. Ces milieux présentent des conditions extrêmes et leur colonisation est marquée, à ce stade, par des espèces très spécialisées et peu communes. Quatre habitats naturels sont distingués.

- Les grottes et réseaux souterrains sont nombreux et très développés, le creusement du Plateau calcaire par les rivières favorisant leur apparition. Qu'elles soient sèches ou noyées, les conditions de vie montrent des caractéristiques analogues : obscurité d'où l'absence de photopériode, variations de température atténuées et disponibilité alimentaire limitée. La faune montre une forte spécialisation et plusieurs espèces d'invertébrés endémiques et de chauves souris sont présentes. Ainsi, les



grottes de l'Hermitage, de Sainte-Catherine et du Château de la Roche constituent des gîtes de reproduction pour plusieurs espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire. Les deux derniers figurent déjà dans le réseau Natura 2000, notamment pour le Minioptère de Schreibers.

Cette incontestable diversité d'habitats naturels (21 d'intérêt communautaire) est particulièrement favorable au développement d'une faune et d'une flore remarquables et de grande valeur (21 espèces sont répertoriées aux annexes 1, 2 et 4 des directives Oiseaux et Habitats).

Pour la flore, le nombre d'espèces rares et menacées est élevé ; leur présence concerne des milieux naturels spécifiques : pelouses, corniches, éboulis, marais et tourbières, prairies de fond de vallée. 16 d'entre elles bénéficient d'une protection. Aucune ne figure parmi celles qui sont d'intérêt communautaires.

Côté insectes, les investigations conduites ont mis en évidence la présence, dans les milieux humides, d'une espèce de papillon d'intérêt communautaire, le damier de la succise. Dans ces mêmes secteurs, une autre est protégée au niveau national.

L'avifaune n'est pas en reste avec la présence de 11 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Les falaises constituent le domaine de nidification du faucon pèlerin (près de 20 couples soit 3 % de la population française), la richesse du secteur est bien illustrée. Un réseau d'arrêts de protection de biotope a été mis en place pour assurer sa protection, la Franche-Comté portant une forte responsabilité en France. Sur ces mêmes milieux, se reproduisent d'autres oiseaux remarquables comme le hibou grand duc (environ 5 couples) ou encore le grand corbeau.

Pour plusieurs espèces des espaces ouverts ou semi-ouverts (alouette lulu, pie grièche écorcheur, tarier des prés), les preuves de nidification sont apportées ; des inventaires complémentaires permettront d'apprécier leur densité. La bondrée apivore, le milan noir et le milan royal sont très régulièrement nicheurs dans les massifs forestiers et aussi dans les espaces semi-ouverts. Ici, le milan royal présente des densités parmi les plus élevées de Franche-Comté. Dans les zones boisées situées au delà de 600m d'altitude, les peuplements forestiers les plus âgés abritent la chouette de Tengmalm, cependant assez rare sur le site. La présence de gros hêtres lui est particulièrement favorable ainsi qu'à toute une communauté d'oiseaux cavernicoles à commencer par le pic noir et le pic cendré. Le martin pêcheur est régulier sur l'ensemble des différentes rivières.

Malgré l'altitude qui constitue un facteur défavorable à un bon développement des populations de chauves-souris, cinq espèces inscrites en annexe II de la directive Habitats sont présentes sur le site (grand murin, grand rhinolophe, petit rhinolophe, minioptère de Schreibers, murin à oreilles échancrées.). Cette richesse, favorisée par la proximité de l'eau, est le signe du maintien d'écosystèmes encore peu artificialisés. Hormis pour le minioptère de Schreibers, les gîtes de mise bas se situent dans des bâtiments (5 colonies parmi les 8 recensées).

En raison de leur grande taille et des possibilités de quiétude qu'ils ménagent, les massifs forestiers des vallées du Doubs, du Dessoubre et de la Reverotte constituent un habitat idéal pour le lynx boréal. Le territoire d'un individu adulte est supérieur à 100 km² et cet ensemble constitue une charnière importante entre le Jura et les Vosges.

4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.



4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Propriété privée (personne physique)	%
Propriété d'une association, groupement ou société	%
Collectivité territoriale	%
Domaine communal	%
Domaine privé de l'état	%

4.5 Documentation

Lien(s) :

5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
31	Site inscrit selon la loi de 1930	%
32	Site classé selon la loi de 1930	%
38	Arrêté de protection de biotope, d'habitat naturel ou de site d'intérêt géologique	%

5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
------	---------------------	------	---------------------------

Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
------	---------------------	------	---------------------------

5.3 Désignation du site

Le constat d'une insuffisance de sites dans le Doubs

Le site est spécifiquement référencé dans la circulaire DNP/SDEN n°2004-2 du 23 novembre 2004 compte-tenu des insuffisances du réseau Natura 2000. Au regard de la présence sur le site d'habitats et d'espèces remarquables du patrimoine naturel et de l'insuffisance de ces éléments dans le réseau, le projet consiste en une désignation au titre des deux directives habitats et oiseaux sur la base d'un périmètre identique. Cette proposition a été exposée devant le comité départemental de suivi qui l'a validée.



Le périmètre proposé à la concertation porte comprend les vallées du Dessoubre et son affluent la Reverotte. Ces deux cours d'eau sont dépendants pour leur alimentation des zones humides des plateaux si bien que ces dernières ont été intégrées. Enfin, un secteur agricole du Plateau de Pierrefontaine-les-Varans, caractérisé par des réseaux de haies bien structurés et des milieux secs, est inclus.

La concertation

Une première réunion d'information des conseillers généraux et des présidents des communautés de communes concernées s'est tenue sous l'égide du Président du Conseil général du Doubs (fin avril). Suite à un avis favorable des présidents des 6 communautés de communes et des 5 conseillers généraux concernés, la concertation a débuté à partir de juillet 2005 pour s'achever début décembre. Elle a reposé sur une tournée de reconnaissance par secteur (3 secteurs identifiés) avec une confrontation des avis de l'Etat, des élus et des agriculteurs, sur des réunions de travail techniques (forêt, agriculture) et sur des réunions de travail avec les élus. Enfin, à la demande de certains maires, quelques réunions communales ont été tenues. Au total, les services de l'Etat (DIREN, DDAF et Sous-Préfecture) ont été mobilisés pour 17 réunions de travail.

Cette concertation a permis de mieux comprendre les enjeux locaux, les difficultés rencontrées dans les différents domaines socio-économiques (agriculture, forêt, tourisme) et de dégager certaines actions dont le montage apparaît souhaitable et possible. Elle a permis également de faire évoluer le périmètre de la zone Natura puisque la prise en compte de la Vallée du Doubs de la Suisse à l'aval de Saint-Hippolyte a été localement sollicitée sur la base des enjeux naturalistes forts qui la caractérisent. En même temps, le secteur agricole du Plateau de Pierrefontaine-les-Varans a fait l'objet de réserves de la part de la profession agricole aboutissant à son abandon provisoire tout en se réservant la possibilité d'une étude plus approfondie durant la phase d'élaboration du document d'objectifs et d'une décision définitive au moment de sa validation.

Au terme de cette phase de concertation, on peut conclure à une bonne adhésion locale rehaussée par un intérêt marqué des élus locaux voyant dans cette proposition de désignation dans le réseau Natura 2000 une possibilité de complémentarité avec les programmes déjà engagés sur le secteur.

Les programmes actuellement conduits

Un partenariat est noué entre les Communautés de communes et le Conseil général pour plusieurs dossiers :

- la Charte Dessoubre dont les 4 orientations arrêtées portent sur des rivières de qualité, des paysages et des milieux naturels préservés, un territoire vivant et équilibré et un développement économique compatible avec la préservation des sites
- l'étude paysagère engagée sur le Dessoubre et la Reverotte en vue de définir les principales actions permettant une restauration des paysages sur ce secteur,
- l'étude sur le Dessoubre et ses affluents permettant d'identifier les atteintes subies par la rivière et de définir les solutions pour y remédier.

Il est convenu que l'ensemble des procédures conduites sur ce secteur fasse l'objet d'une mise en cohérence et d'une recherche de complémentarité au fur et à mesure de leur déroulement.

Les protections existantes

Les protections réglementaires mises en place portent sur 21 falaises protégées par arrêté préfectoral de protection de biotope pour le faucon pèlerin (superficie de 536 ha).



6. GESTION DU SITE

6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation :

Adresse :

Courriel :

6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

☐

Oui

☐

Non, mais un plan de gestion est en préparation.

☒

Non

6.3 Mesures de conservation



NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES

Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

FR4301298 - Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs

1. IDENTIFICATION DU SITE	1
2. LOCALISATION DU SITE	2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES	5
4. DESCRIPTION DU SITE	12
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE	18
6. GESTION DU SITE	20

1. IDENTIFICATION DU SITE

1.1 Type

B (pSIC/SIC/ZSC)

1.2 Code du site

FR4301298

1.3 Appellation du site

Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs

1.4 Date de compilation

30/11/1995

1.5 Date d'actualisation

09/04/2015

1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Franche-Comté	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
www.developpement-durable.gouv.fr	www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr	www.mnhn.fr www.spn.mnhn.fr
en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr		natura2000@mnhn.fr

1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site

Date de transmission à la Commission Européenne : 28/02/2006



(Proposition de classement du site comme SIC)

Dernière date de parution au JO UE : 13/11/2007

(Confirmation de classement du site comme SIC)

ZSC : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 07/05/2015

Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : <http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030644186>

Explication(s) :

MAJ du gestionnaire uniquement

2. LOCALISATION DU SITE

2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

Longitude : 6,61917°

Latitude : 47,17722°

2.2 Superficie totale

16271 ha

2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
43	Franche-Comté

2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
25	Doubs	100 %

2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
25046	BATTENANS-VARIN
25051	BELLEHERBE
25061	BIEF
25074	BONNETAGE
25091	BRESEUX (LES)
25095	BRETONVILLERS
25102	BURNEVILLERS
25114	CHAMESOL
25125	CHARMOILLE
25161	CONSOLATION-MAISONNETTES
25173	COUR-SAINT-AURICE



25174	COURTEFONTAINE
25203	DOMPREL
25244	FLEUREY
25248	FONTENELLES (LES)
25256	FRAMBOUHANS
25262	FUANS
25268	GERMEFONTAINE
25275	GLERE
25301	GUYANS-VENNES
25314	INDEVILLERS
25325	LANDRESSE
25329	LAVAL-LE-PRIEURE
25333	LAVIRON
25335	LIEBVILLERS
25344	LONGEVILLE-LES-RUSSEY
25349	LORAY
25366	MANCENANS-LIZERNE
25386	MONTANCY
25387	MONTANDON
25391	MONT-DE-LAVAL
25392	MONT-DE-VOUGNEY
25393	MONTECHEROUX
25402	MONTJOIE-LE-CHATEAU
25426	NOIREFONTAINE
25433	ORGEANS-BLANCHEFONTAINE
25453	PIERREFONTAINE-LES-VARANS
25456	PLAIMBOIS-DU-MIROIR
25457	PLAIMBOIS-VENNES
25458	PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS (LES)
25504	ROSUREUX
25519	SAINT-HIPPOLYTE
25522	SAINT-JULIEN-LES-RUSSEY
25550	SOMMETTE (LA)
25551	SOULCE-CERNAY
25138	TERRES-DE-CHAUX (LES)



25584	VALOREILLE
25588	VAUCLUSE
25589	VAUCLUSOTTE
25591	VAUFREY
25600	VENNES

2.7 Région(s) biogéographique(s)

Continentale (100%)



3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	A B C D	A B C		
					Représent -activité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
3130 <i>Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea</i>		0,16 (0 %)		G	D			
3140 <i>Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.</i>		0,22 (0 %)		G	D			
3150 <i>Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition</i>		0,43 (0 %)		G	D			
5110 <i>Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)</i>		0,07 (0 %)		G	D			
5130 <i>Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires</i>		0,19 (0 %)		G	D			
6110 <i>Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi</i>	X	0,07 (0 %)		G	D			
6210 <i>Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)</i>		29,24 (0,18 %)		G	C	C	C	C
6410 <i>Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)</i>		44,65 (0,27 %)		G	C	C	C	C
6430 <i>Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin</i>		15,58 (0,1 %)		G	D			
6510 <i>Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)</i>		1320 (8,11 %)		G	C	C	C	B
7110 <i>Tourbières hautes actives</i>	X	0,15 (0 %)		G	D			
7140 <i>Tourbières de transition et tremblantes</i>		0,35 (0 %)		G	C	C	C	B
7220	X	0,06		G	B	C	B	B



Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)		(0 %)						
7230 Tourbières basses alcalines		0,32 (0 %)		G	D			
8120 Éboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (<i>Thlaspietea rotundifolii</i>)		0,22 (0 %)		G	D			
8130 Éboulis ouest-méditerranéens et thermophiles		2,55 (0,02 %)		G	D			
8160 Éboulis médio-européens calcaires des étages collinéen à montagnard	X	0,1 (0 %)		G	C	C	B	B
8210 Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique		1,02 (0,01 %)		G	A	C	B	B
8310 Grottes non exploitées par le tourisme		0 (0 %)		G	C	C	B	C
91D0 Tourbières boisées	X	0,52 (0 %)		G	C	C	C	C
91E0 Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	X	2,19 (0,01 %)		G	C	C	C	B
9130 Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>		115,8 (0,71 %)		G	C	C	C	B
9150 Hêtraies calcicoles médio-européennes du <i>Cephalanthero-Fagion</i>		9,45 (0,06 %)		G	C	C	B	C
9180 Forêts de pentes, éboulis ou ravins du <i>Tilio-Acerion</i>	X	2,75 (0,02 %)		G	B	C	B	B

- **PF** : Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple); P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative » ; D = « Présence non significative ».
- **Superficie relative** : A = $100 \geq p > 15 \%$; B = $15 \geq p > 2 \%$; C = $2 \geq p > 0 \%$.
- **Conservation** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Moyenne / réduite ».
- **Évaluation globale** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative ».

3.2 Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site					Évaluation du site	
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille	Unité	Cat.	Qualité des données	A B C D	A B C



				Min	Max		C R V P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
I	1042	Leucorrhinia pectoralis	p			i	R	M	D			
I	1044	Coenagrion mercuriale	p			i	R	M	D			
I	1060	Lycaena dispar	p			i	P	M	D			
I	1065	Euphydryas aurinia	p			i	P	M	D			
I	1083	Lucanus cervus	p			i	P	DD	D			
I	1092	Austropotamobius pallipes	p	25	250	i	P	M	C	C	A	B
F	1096	Lampetra planeri	p			i	P	DD	D			
F	1163	Cottus gobio	p			i	P	DD	D			
A	1166	Triturus cristatus	p	1	10	i	P	M	D			
A	1193	Bombina variegata	p	1	20	i	P	M	C	B	C	B
M	1303	Rhinolophus hipposideros	p	100	100	i	P	G	C	B	C	B
M	1304	Rhinolophus ferrumequinum	p	20	20	i	P	G	C	C	C	B
M	1308	Barbastella barbastellus	p	10	10	i	P	G	D			
M	1310	Miniopterus schreibersii	p	500	500	i	P	G	C	C	C	B
M	1321	Myotis emarginatus	p	300	300	i	P	G	C	B	C	B
M	1323	Myotis bechsteinii	p	1	20	i	R	DD	C	B	B	C
M	1324	Myotis myotis	p	1000	1000	i	P	G	C	B	C	B
M	1361	Lynx lynx	p	3	5	i	P	DD	C	B	C	B
I	4038	Lycaena helle	p	1	5	i	R	DD	C	C	B	C
F	5339	Rhodeus amarus	p			i	P	DD	D			
F	6147	Telestes souffia	p			i	P	DD	D			
F	6150	Parachondrostoma toxostoma	p			i	P	DD	D			



- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type** : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m2, bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fsters = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P = espèce présente.
- **Qualité des données** : G = « Bonne » (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = « Moyenne » (données partielles + extrapolations, par exemple); P = « Médiocre » (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population** : A = $100 \geq p > 15\%$; B = $15 \geq p > 2\%$; C = $2 \geq p > 0\%$; D = Non significative.
- **Conservation** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Moyenne / réduite ».
- **Isolement** : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale** : A = « Excellente » ; B = « Bonne » ; C = « Significative ».

3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce			Population présente sur le site			Motivation						
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories			
			Min	Max			IV	V	A	B	C	D
A		Salamandra salamandra			i	P			X		X	
A		Alytes obstetricans			i	P	X		X		X	
A		Bufo bufo			i	P			X		X	
A		Bufo calamita			i	P	X		X		X	
A		Rana dalmatina			i	P	X		X		X	
A		Rana lessonae			i	P	X					X
A		Rana temporaria			i	P		X	X		X	
A		Ichthyosaura alpestris			i	P						X
A		Lissotriton vulgaris			i	P						X
A		Lissotriton helveticus			i	P						X
B		Gallinago gallinago			i	P			X		X	
B		Anthus pratensis			i	P			X		X	
B		Lanius excubitor			i	P			X		X	



B		Saxicola rubetra			i	P			X		X	
B		Hippolais icterina			i	P			X		X	
B		Phylloscopus sibilatrix			i	P			X		X	
B		Muscicapa striata			i	P			X		X	
B		Carduelis cannabina			i	P			X		X	
B		Pyrrhula pyrrhula			i	P			X		X	
F		Leuciscus leuciscus			i	P						X
F		Esox lucius			i	P			X			
F		Thymallus thymallus			i	P		X	X		X	
F		Salmo trutta fario			i	P						X
I		Coenonympha tullia			i	P			X			
I		Coenonympha hero			i	P	X		X		X	
I		Boloria aquilonaris			i	P			X			
I		Colias palaeno			i	P			X			
I		Phengaris arion			i	P						X
I		Phengaris alcon rebeli			i	P						X
M		Erinaceus europaeus			i	P			X		X	
M		Eptesicus serotinus			i	P			X		X	
M		Myotis mystacinus			i	P			X		X	
M		Myotis nattereri			i	P			X		X	
M		Myotis daubentoni			i	P						X
M		Nyctalus noctula			i	P						X
M		Pipistrellus pipistrellus			i	P			X		X	



M		Vespertilio murinus			i	P			X		X	
M		Felis sylvestris			i	P						X
M		Sciurus vulgaris			i	P			X		X	
M		Muscardinus avellanarius			i	P			X		X	
M		Eptesicus nilssonii			i	P			X		X	
M		Plecotus sp.			i	P						X
P		Grimmia teretinervis			i	P						X
P		Sphagnum compactum			i	P						X
P		Sphagnum russowii			i	P						X
P		Aster amellus			i	P						X
P		Campanula latifolia			i	P						X
P		Carex cespitosa			i	P			X			
P		Coronilla coronata			i	P						X
P		Daphne alpina			i	P						X
P		Daphne cneorum			i	P						X
P		Dianthus gratianopolitanus			i	P						X
P		Festuca amethystina			i	P						X
P		Gentiana clusii			i	P						X
P		Hieracium caesium			i	P						X
P		Lycopodium annotinum			i	P						X
P		Orchis simia			i	P			X			
P		Orobanche bartlingii			i	P						X
P		Pedicularis sylvatica			i	P						X



P		Potamogeton alpinus			i	P						X
P		Primula auricula			i	P						X
P		Tephrosia helenitis			i	P						X
R		Anguis fragilis			i	P			X		X	
R		Lacerta agilis			i	P	X		X		X	
R		Lacerta vivipara			i	P						X
R		Podarcis muralis			i	P	X		X		X	
R		Coronella austriaca			i	P	X		X		X	
R		Natrix natrix			i	P			X		X	
R		Vipera aspis			i	P			X		X	

- **Groupe** : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Unité** : i = individus, p = couples, adults = Adultes matures, area = Superficie en m2, bfemales = Femelles reproductrices, cmales = Mâles chanteurs, colonies = Colonies, fstems = Tiges florales, grids1x1 = Grille 1x1 km, grids10x10 = Grille 10x10 km, grids5x5 = Grille 5x5 km, length = Longueur en km, localities = Stations, logs = Nombre de branches, males = Mâles, shoots = Pousses, stones = Cavités rocheuses, subadults = Sub-adultes, trees = Nombre de troncs, tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.)** : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Motivation** : IV, V : annexe où est inscrite l'espèce (directive « Habitats ») ; A : liste rouge nationale ; B : espèce endémique ; C : conventions internationales ; D : autres raisons.



4. DESCRIPTION DU SITE

4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	2 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	5 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	18 %
N15 : Autres terres arables	2 %
N16 : Forêts caducifoliées	67 %
N22 : Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	5 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1 %

Autres caractéristiques du site

Habitats d'eau douce - Formations herbacées naturelles et semi-naturelles - Pelouses sèches - Forêts - Habitats rocheux - Grottes - Marais et tourbières - Formations tufeuses - Terres agricoles

Vulnérabilité : Sur les territoires agricoles, le mode d'exploitation est essentiellement basé sur l'exploitation de prairies permanentes, en majeure partie des pâtures pour des raisons de topographie (forte pente). Leur conduite, relativement dynamique, va de pair avec un niveau de fertilisation pouvant induire un mauvais état de conservation des habitats naturels voire une dégradation ponctuelle de la qualité des eaux de surface. Dans le même temps, est noté un risque important d'abandon de certains territoires agricoles. Les possibilités de reprise sont rares et ont abouti à des plantations y compris en fond de vallées. La perte de biodiversité s'accompagne d'une perte de valeur paysagère. Les secteurs non productifs (corniches, pelouses) montrent un enrichissement très marqué.

Le taux de boisement est relativement élevé (67%) avec une forte proportion de forêts résineuses (58%) résultant d'un envahissement spontané et progressif des peuplements feuillus mais aussi de plantation d'anciennes parcelles agricoles. Ce phénomène peut encore s'accroître malgré une certaine mévente des bois de la vallée.

Le Dessoubre et la Reverotte montrent des peuplements de bryophytes bien développés ce qui confère un intérêt communautaire à ces 2 rivières. Cependant, la qualité physico-chimique des eaux est moyenne en raison de teneurs excessives en nitrate (voire en phosphore dans le cas du ruisseau de Vaux) en relation avec les activités exercées sur le bassin versant. La pollution, de nature organique, trouve essentiellement son origine au niveau des effluents domestiques non traités et des épandages agricoles. Cette contamination provoque des développements algaux importants durant la saison estivale provoquant une diminution constante de la ressource halieutique. L'indice biologique reste satisfaisant (17/20) bien que les groupes repères polluo-sensibles ne soient pas inventoriés. Pour le Doubs, l'essentiel des désordres trouve son origine dans la présence de retenues hydro-électriques situées en amont du site et sur le site (retenues de Vaufrey et de Bief). De fréquents phénomènes de lâchers d'eau sont enregistrés de même que les débits peuvent se montrer insuffisants à certaines époques de l'année. L'eau dont la qualité physico-chimique est satisfaisante peut également montrer des valeurs de température excessives en été.

Le développement touristique est une composante importante pour ces vallées. Actuellement, les équipements de fond de vallée sont rares (quelques hôtels et un seul village, Rosureux). Les pratiques de loisirs telle que la pêche ou la randonnée pédestre s'organisent à partir du plateau à l'exception des visites du séminaire de Consolation pour lequel les lieux de stationnement se situent en fond de vallée. Les loisirs motorisés restent modérés. Cette maîtrise reste à pérenniser, certains promoteurs pouvant concevoir un développement plus important des infrastructures d'accueil en fond de vallée.

4.2 Qualité et importance

A l'est du département du Doubs, les vallées du Doubs, du Dessoubre et de la Reverotte incisent profondément les plateaux calcaires du Jurassique selon un axe globalement orienté nord-est sud-ouest. La disposition tabulaire des roches conditionne des versants abrupts mais cependant réguliers. Les parties hautes sont constituées de corniches calcaires tandis que les parties basses sont ennoyées de cailloux et d'argiles. Les fonds de vallée restent étroits. Le Dessoubre prend sa source à 600m d'altitude sous la Roche du Prêtre, dans le Cirque de Consolation. Sa naissance résulte de la confluence d'une série



d'émergences, alimentées par les eaux d'infiltration des plateaux voisins. De nombreux exutoires de tourbières, entonnoirs et gouffres du plateau calcaire se rattachent ainsi au réseau souterrain du Dessoubre. A quelques kilomètres de là, il est rejoint par son principal affluent, la Reverotte, débutant sous la roche Barchey (988m), près du village de Loray. Le Dessoubre termine sa course dans le Doubs, 33km plus loin, à Saint Hippolyte. Depuis la frontière suisse, ce dernier, circule d'est en ouest, après l'impressionnant virage du Clos du Doubs.

Dans cet ensemble, la forêt est dominante, les peuplements feuillus, résineux ou mixtes couvrant les versants abrupts. Cependant, les falaises et amphithéâtre rocheux, les prairies de pente, les réseaux de haies et bosquets, les fonds de vallée s'évasant régulièrement à la faveur d'afférences latérales confèrent à l'ensemble un attrait paysager remarquable et relativement diversifié. Des atteintes sont cependant notées. En effet, ces vallées accueillait autrefois beaucoup plus d'activités qu'actuellement. Dès le moyen-âge, l'énergie motrice des rivières a été utilisée. De nombreux moulins, scieries, forges, tuileries, teintureries aujourd'hui disparus, s'étaient implantés dans les vallées. Les traces en sont encore visibles. Cependant, leur abandon, le déclin des activités agricoles en liaison avec les difficultés d'exploitation ont induit un enfrichement et un boisement (souvent sous la forme de plantations de résineux) progressifs des vallées.

L'encaissement des vallées, l'opposition de versants plus ou moins abrupts, le contraste entre les différentes vallées, la nature des calcaires, la présence des plateaux occasionnent une grande diversité de milieux naturels.

La forêt couvre la majeure partie du site (60 %), en raison surtout de la topographie marquée et elle est le siège d'une activité économique importante. Parmi les habitats d'intérêt communautaire, il convient de distinguer :

- La tiliaie* et l'érablaie à tilleuls de ravins colonisent les éboulis grossiers sans cesse alimentés par les parois verticales qui surplombent les pentes. Elles se différencient en fonction de l'exposition du versant et la productivité diffère suivant l'exposition, faible en condition chaude ou plus élevée en condition ombragée et humide. Leur extension reste très limitée et la topographie les rend, la plupart du temps, inexploitable.
- Des hêtraies à aspérule. Il s'agit de hêtraies pures ou de hêtraies-sapinières qui se développent sur des sols neutres à humus doux. Sont reconnues :
 - la hêtraie-chênaie à aspérule odorante. Elle est installée sur des sols bruns riches en calcium, argilo-limoneux et bien alimentés en eau. Ce type de forêt est commun en Franche-Comté.
 - la hêtraie-chênaie à pâturin de Chaix. Elle s'exprime en contexte plus acidifié que le précédent et reste très fréquent à l'étage collinéen.
 - la hêtraie hygrosclérophile à tilleul qui est présente sur les versants ombragés d'ubac. Elle est assez répandue et l'épicéa est assez régulièrement introduit. La strate herbacée, à recouvrement parfois faible, comprend des espèces typiques telles que la dentaire pennée, la mercuriale pérenne, l'aspérule odorante avec, parfois, des espèces remarquables.
 - la hêtraie à dentaire qui est assez répandue sur les versants de l'étage montagnard. Relativement productive et souvent enrichie en résineux, son exploitation est importante pour l'économie forestière locale.
- Des chênaies pédonculées calcicoles qui sont généralement localisées à l'étage collinéen, en fond de vallon et en bas de versant sur des colluvions épaisses. La réserve en eau est bonne toute l'année. Plusieurs groupements sont reconnus : la chênaie pédonculée à aconit tue-loup, la chênaie pédonculée acidocline* et la chênaie pédonculée à primevère élevée.
- Des hêtraies calcicoles telles que :
 - la hêtraie à If, observée à une altitude comprise entre 400 et 1000m sur des pentes importantes, est dominée par le hêtre et l'érable champêtre, souvent accompagnés par le sapin. Les zones concernées sont de faible superficie. Elle constitue un habitat préférentiel pour l'if à baie, dont le caractère relictuel est notable.
 - la hêtraie à séslerie bleue rencontrée au niveau des barres rocheuses et des pentes fortes et rocailleuses dans des conditions de sécheresse particulièrement marquées. Ce groupement, très localisé dans la région, montre une flore très originale mais également quelques enrésinements en épicéas.
 - la hêtraie mésoxérophile à laiche blanche. Elle est relativement rare en France et son grand intérêt patrimonial est justifié par la présence d'espèces rares, orchidées en particulier. Elle est présente sur les pentes fortes, d'exposition ouest/sud-ouest et la strate herbacée est souvent envahie par le buis. Elle constitue, avec le groupement précédent, l'un des habitats préférentiels de l'if à baie.
- la forêt alluviale résiduelle (frênaie-érablaie riveraine) occupe les fonds de vallées sous forme de liséré ; elle joue un rôle important de fixation des berges.

Les milieux ouverts herbacés représentent environ 35% de la superficie du site. Les prairies pâturées qui semblent représenter la part essentielle ne sont pas d'intérêt européen. Sur les sols superficiels apparaissent des pelouses, formations ouvertes, à végétation rase exigeant des sols superficiels bien drainés et non fertilisés. Leur superficie, plus importante, par le passé est aujourd'hui anecdotique. Pourtant, leur conservation est essentielle pour le maintien de la richesse de cet ensemble (notamment en évitant l'enfrichement).



- Faisant transition entre les pelouses et les milieux rocheux, une pelouse calcaire karstique apparaît sur certaines dalles rocheuses et en l'absence de sol élaboré ; des espèces spécialisées, le céraiste nain ou les orpins, constituent le groupement. Sa répartition est extrêmement localisée.

- Les sols superficiels des corniches arides, les vires et pentes rocheuses sont propices au développement de pelouses xérophiles continentales. Ces pelouses rases, presque toujours écorchées, ne couvrent que des surfaces restreintes et les plantes qui les caractérisent sont menacées. Ces pelouses n'évoluent pas de manière spontanée.

- En arrière des corniches et sur les pentes, sur des sols plus profonds, se développent des pelouses mésophiles. Leur cortège floristique est plus important et particulièrement riche en espèces rares. En fonction de la nature des sols (calcaires, marnes) et du climat, elles offrent une forte variabilité de composition.

- A la différence des pelouses xérophiles, le maintien des pelouses mésophiles est dépendant d'un entretien extensif ; en l'absence, l'apparition de groupements arbustifs est notée comme les fruticées à amélanchier, d'intérêt communautaire, les fourrés de prunelliers, troènes et églantiers, fourrés de noisetiers, ourlets forestiers

Lorsque les sols sont profonds, apparaissent les prairies mésophiles entretenues par la pâture ou la fauche. Dans ce dernier cas, elles sont d'intérêt communautaire lorsque le niveau de fertilisation reste faible à modéré, qu'elles soient de basse altitude ou de montagne. Dans les prairies maigres de fauche de basse altitude, la flore est dominée par des graminées (fromental, dactyle

) et des plantes à fleur (centaurée jacée, épiaire étroite

). Pour les prairies de fauche de montagne peu fertilisées, la flore est particulièrement riche en plantes à fleurs (géranium des bois, bistorte, narcisse, trolle

) ; les graminées dominent lorsqu'elles sont davantage fertilisées.

En raison de l'extrême karstification du sous-sol calcaire et de la configuration des vallées, les formations humides restent localisées malgré un contexte général de forte pluviosité. Malgré leur rareté, toutes présentent une forte valeur patrimoniale. A Bonnetage, Frambouhans et Saint-Julien-les-Russey, la tourbière des Creugniots montre essentiellement des groupements de pins à crochets. A Domprel, Germéfontaine, Laviron, Landresse et Pierrefontaine-les-Varans, les prairies paratourbeuses à molinie sur argile ou et les mégaphorbiaies constituent l'originalité de la flore. La vulnérabilité de ces formations humides est accentuée par leur fragmentation et leur petite taille. Enfin, leur importance est vitale pour la ressource en eau et l'alimentation des ruisseaux afférents à la Reverotte ou au Dessoubre.

Conditionnant la géomorphologie des lieux et la répartition de nombreuses formations végétales, les cours d'eau marquent fortement de leur empreinte ces vallées. La nature des fonds favorise la présence de groupements muscinaux aquatiques, discontinus certes, mais toujours largement représentés. Sur le Doubs et la basse vallée du Dessoubre, les végétaux à feuilles flottantes apparaissent. Ces caractéristiques confèrent un intérêt communautaire à l'ensemble du réseau hydrographique. Des efforts ont déjà été consentis pour la résorption des pollutions sur le Plateau si bien qu'une amélioration de la qualité des eaux est observée même si demeurent des secteurs non conformes avec les objectifs de qualité préconisés, ceci en liaison avec des charges excédentaires en phosphore et en azote. Ces vallées constituent des espaces naturels privilégiés où aux canyons froids de l'amont succèdent de plus larges épanouissements très favorables à l'Ombre commun. D'autres poissons témoignent de la qualité des eaux, comme la lamproie de Planer, le blageon ou le chabot.

Dans les vallées, les résurgences latérales constituent souvent des sources pétifiantes aboutissant à la formation de barres de tuf* le long du ruisseau ou de tufières colonisées par d'importantes associations de mousses. Les plus belles se situent au Varoly et au moulin de Vermondans.

Les habitats naturels rocheux sont une autre composante essentielle du site car marquant profondément le paysage.

- C'est le cas pour les nombreuses parois et pentes rocheuses qui dominent les vallées. Quelques végétaux profitent des moindres aspérités pour s'implanter et leur nature diffère selon l'exposition : de rares plantes en condition chaude et un recouvrement important de fougères et de mousses en conditions ombragée et humide. Leur inventaire doit être poursuivi ; leur intérêt pour la faune est également reconnu.

- Des éboulis peuvent localement apparaître sur les versants de l'adret ou de l'ubac des différentes vallées. Ces milieux présentent des conditions extrêmes et leur colonisation est marquée, à ce stade, par des espèces très spécialisées et peu communes. Quatre habitats naturels sont distingués.

- Les grottes et réseaux souterrains sont nombreux et très développés, le creusement du Plateau calcaire par les rivières favorisant leur apparition. Qu'elles soient sèches ou noyées, les conditions de vie montrent des caractéristiques analogues : obscurité d'où l'absence de photopériode, variations de température atténuées et disponibilité alimentaire limitée. La faune montre une forte spécialisation et plusieurs espèces d'invertébrés endémiques* et de chauves souris sont présentes. Ainsi, les



grottes de l'Hermitage, de Sainte-Catherine et du Château de la Roche constituent des gîtes de reproduction pour plusieurs espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire. Les deux derniers figurent déjà dans le réseau Natura 2000, notamment pour le Minioptère de Schreibers.

Cette incontestable diversité d'habitats naturels (21 d'intérêt communautaire) est particulièrement favorable au développement d'une faune et d'une flore remarquables et de grande valeur (21 espèces sont répertoriées aux annexes 1, 2 et 4 des directives Oiseaux et Habitats).

Pour la flore, le nombre d'espèces rares et menacées est élevé ; leur présence concerne des milieux naturels spécifiques : pelouses, corniches, éboulis, marais et tourbières, prairies de fond de vallée. 16 d'entre elles bénéficient d'une protection. Aucune ne figure parmi celles qui sont d'intérêt communautaires.

Côté insectes, les investigations conduites ont mis en évidence la présence, dans les milieux humides, d'une espèce de papillon d'intérêt communautaire, le damier de la succise. Dans ces mêmes secteurs, une autre est protégée au niveau national.

L'avifaune n'est pas en reste avec la présence de 11 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Les falaises constituent le domaine de nidification du faucon pèlerin (près de 20 couples soit 3 % de la population française), la richesse du secteur est bien illustrée. Un réseau d'arrêts de protection de biotope a été mis en place pour assurer sa protection, la Franche-Comté portant une forte responsabilité en France. Sur ces mêmes milieux, se reproduisent d'autres oiseaux remarquables comme le hibou grand duc (environ 5 couples) ou encore le grand corbeau.

Pour plusieurs espèces des espaces ouverts ou semi-ouverts (alouette lulu, pie grièche écorcheur, tarier des prés), les preuves de nidification sont apportées ; des inventaires complémentaires permettront d'apprécier leur densité. La bondrée apivore, le milan noir et le milan royal sont très régulièrement nicheurs dans les massifs forestiers et aussi dans les espaces semi-ouverts. Ici, le milan royal présente des densités parmi les plus élevées de Franche-Comté. Dans les zones boisées situées au delà de 600m d'altitude, les peuplements forestiers les plus âgés abritent la chouette de Tengmalm, cependant assez rare sur le site. La présence de gros hêtres lui est particulièrement favorable ainsi qu'à toute une communauté d'oiseaux cavernicoles à commencer par le pic noir et le pic cendré. Le martin pêcheur est régulier sur l'ensemble des différentes rivières.

Malgré l'altitude qui constitue un facteur défavorable à un bon développement des populations de chauves-souris, cinq espèces inscrites en annexe II de la directive Habitats sont présentes sur le site (grand murin, grand rhinolophe, petit rhinolophe, minioptère de Schreibers, murin à oreilles échancrées,). Cette richesse, favorisée par la proximité de l'eau, est le signe du maintien d'écosystèmes encore peu artificialisés. Hormis pour le minioptère de Schreibers, les gîtes de mise bas se situent dans des bâtiments (5 colonies parmi les 8 recensées).

En raison de leur grande taille et des possibilités de quiétude qu'ils ménagent, les massifs forestiers des vallées du Doubs, du Dessoubre et de la Reverotte constituent un habitat idéal pour le lynx boréal. Le territoire d'un individu adulte est supérieur à 100 km² et cet ensemble constitue une charnière importante entre le Jura et les Vosges.

4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
H	A08	Fertilisation		I
H	H01	Pollution des eaux de surfaces (limniques et terrestres, marines et saumâtres)		I
L	A01	Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)		I
L	A07	Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques		I
L	A09	Irrigation		I
L	A10.01	Elimination des haies et bosquets ou des broussailles		I



L	B02.03	Elimination du sous-bois		I
L	B02.04	Elimination des arbres morts ou dépérissants		I
L	D01.05	Pont, viaduc		I
L	D06	Autres formes de transport et de communication		I
L	E02.01	Usine		I
L	E03.02	Dépôts de déchets industriels		I
L	F03.02	Prélèvements sur la faune terrestre		I
L	F03.02.01	Collecte d'animaux (insectes, reptiles, amphibiens, ...)		I
L	F03.02.03	Piégeage, empoisonnement, braconnage		I
L	F04	Prélèvements sur la flore		I
L	F06	Autres activités de chasse, de pêche ou de collecte		I
L	G01	Sports de plein air et activités de loisirs et récréatives		I
L	G01.03	Véhicules motorisés		I
L	G01.06	Ski, ski hors-piste		I
L	G01.08	Autres activités de plein air et de loisirs		I
L	G02	Structures de sports et de loisirs		I
L	G05	Autres intrusions et perturbations humaines		I
L	G05.01	Piétinement, surfréquentation		I
L	J02.06	Captages des eaux de surface		I
M	A02	Modification des pratiques culturelles (y compris la culture perenne de produits forestiers non ligneux : oliviers, vergers, vignes)		I
M	A04.03	Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage		I
M	A10.01	Elimination des haies et bosquets ou des broussailles		I
M	B01	Plantation forestière en milieu ouvert		I
M	D01	Routes, sentiers et voies ferrées		I
M	D01.01	Sentiers, chemins, pistes cyclables (y compris route forestière)		I
M	D01.02	Routes, autoroutes		I
M	D02	Réseaux de communication et de transport de fluides et d'énergie		I
M	D02.01	Lignes électriques et téléphoniques		I
M	E01.02	Urbanisation discontinue		I
M	E01.03	Habitations dispersées		I
M	E03	Décharges		I
M	E03.01	Dépôts de déchets ménagers / liés aux installations récréatives		I
M	E03.03	Dépôts de matériaux inertes		I



M	F01	Aquaculture (eau douce et marine)		I
M	F02.03	Pêche de loisirs		I
M	G01.04	Alpinisme, escalade, spéléologie		I
M	G05	Autres intrusions et perturbations humaines		I
M	H05	Pollution des sols et déchets solides (hors décharges)		I
M	J02.01	Comblement et assèchement		I
M	J02.01.03	Comblement des fossés, digues, mares, étangs, marais ou trous		I
M	J02.05	Modifications du fonctionnement hydrographique		I
M	J02.06	Captages des eaux de surface		I

Incidences positives

Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i o b]
L	B02.02	Coupe forestière (éclaircie, coupe rase)		I

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Propriété privée (personne physique)	%
Propriété d'une association, groupement ou société	%
Collectivité territoriale	%
Domaine communal	%
Domaine privé de l'état	%

4.5 Documentation

- TERRAZ, L. et al (2008). Guide pour une rédaction synthétique des Docobs Natura 2000. ATEN, Montpellier, 56 pages (ISBN 10 : 2-912801-74-5 ISBN 13 : 978-2-912801-74-6, dépôt légal : juin 2008).
- TERRAZ, L. et al (2008). Guide pour une rédaction synthétique des Docobs Natura 2000 : le Docob type " prêt à remplir ". ATEN, Montpellier, 56 pages (dépôt légal : juin 2008).
- TERRAZ, L., PROFIT, A-F., BLANCHARD, O. (2008). Natura 2000 en Franche-Comté : quand l'Homme s'engage pour la Biodiversité ". CPIE Haut-Doubs, DIREN Franche-Comté, Besançon, 20 pages (dépôt légal : juin 2008).
- HAGIMONT, A., (2009) - Document d'objectifs du site Natura 2000 (SIC: FR4301298) - ZPS: FR4312017) des "Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs". Communauté de Communes du Plateau du Russey- Le Russey. DIREN Franche-Comté, Union Européenne. 110p. + annexes.
- BAILLY G. (2006). Typologie des milieux ouverts des zones humides du plateau de la Reverotte. Conservatoire Botanique National de Franche-Comté, DIREN Franche-Comté. 57p.
- BAILLY G., BABSKY C. (2008). Typologie des groupements végétaux dans le site N2000 « vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs ». Cartographie-test des milieux ouverts de la vallées du Dessoubre entre Consolation-Maisonnettes et Saint-Hippolyte ; cartographie-test des habitats du bois du Tremblot. Conservatoire Botanique National de Franche-Comté, DIREN Franche-Comté, Conseil Général du Doubs, Union Européenne . 277p. + annexes, 14 cartes.



- BEAUFILS T., BOUARD H., DUFLO-MINET C. (2009). Etudes et cartographie des milieux forestiers du site Natura 2000 des « Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs », dans le cadre de l'élaboration de son document d'objectifs. Groupement Thérèse Beaufils ; Hervé Bouard ; Catherine Duflo-Minet, Communauté de Communes du Plateau du Russey, DIREN FC, Conseil Général du Doubs. A paraître.
- BOIMARTEL M., (2009). Actualisation des connaissances sur les populations d'apron du Rhône (Zingel asper) dans le Doubs - linéaire du futur Parc Naturel Régional franco-suisse. Centre Nature les Cerlatez, Géosciences Environnement, IMACOF Université François Rabelais TOURS. 72 p.
- CHAMBAUD F. (2009). Etudes et cartographie des milieux ouverts du site Natura 2000 des « Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs », dans le cadre de l'élaboration de son document d'objectifs. CAEI, Communauté de Communes du Plateau du Russey, DIREN FC, Conseil Général du Doubs. 81p. + annexes
- JUSSYK F., COURTE C. (2009). Etude de l'avifaune du site Natura 2000 des « Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs », dans le cadre de l'élaboration de son document d'objectifs - Synthèse de la campagne 2008. ALISEA, ECOLOR, Communauté de Communes du Plateau du Russey, DIREN FC, Conseil Général du Doubs. 49p.
- Ligue pour la Protection des Oiseaux de Franche-Comté (2011). OBSNATU la base # inventaire de la faune vertébrée terrestre régionale (hors poissons et chiroptères). Site de la Ligue pour la protection des oiseaux de Franche-Comté : <<http://franche-comte.lpo.fr/>>.
- MORA F., VERGUET C. (2007). Désignation des enjeux entomologiques et mise en évidence de zones d'intérêt sur les premiers et seconds plateaux du Doubs (Rhopalocères et Odonates). Vallée du Dessoubre et portion amont du Doubs. Tourbières et zones humides orientales (Russey, Béliet). Office Pour les Insectes et leur Environnement de Franche-Comté, DIREN Franche-Comté. 56 p. + fiches de synthèse.
- ONEMA (2009). IMAGE # Information sur les Milieux Aquatiques pour la Gestion Environnementale. Site internet des données de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques : <<http://www.image.csp.ecologie.gouv.fr/sie/index.htm>>.
- ROSSIGNON C., (2009). Etude de l'état des peuplements piscicoles du réseau hydrographique du Dessoubre - Définition d'un état initial. FDAAPPMA 25, TELEOS Suisse, RWB-France, Groupement de Commande pour la conservation et la Valorisation du Dessoubre. 103 p.

Lien(s) :

5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
31	Site inscrit selon la loi de 1930	0 %
32	Site classé selon la loi de 1930	2 %
38	Arrêté de protection de biotope, d#habitat naturel ou de site d#intérêt géologique	5 %

5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
31	SOURCE DU MOULIN DE VERMONDANS A PLAIMBOIS-VE	+	0%
31	RUISSEAU DU VAL A PIERREFONTAINE-LES-VARANS	*	0%
31	ROCHES DU BOURBET AUX BRESEUX	+	0%
31	LES RUINES DU MOULIN DES EPAIS ROCHERS A PIER	+	1%
31	LES RIVES DU DESSOUBRE A ROSUREUX	*	0%
31	GROTTE DE L'ERMITAGE A MANCENANS-LIZERNE	+	0%
31	FALAISE ET RAVIN DE MOUILLEVILLERS	*	0%



31	CIRQUE DE LA CONSOLATION	+	1%
31	CASCADE DE WAROLY A MANCENANS-LIZERNE	+	0%
32	SITE DE GIGOT A BRETONVILLERS	+	0%
32	GROTTE ET CHATEAU DE LA ROCHE A SAINT-HIPPOL	+	0%
32	CHATEAU DE MONTJOIE	+	0%

Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
------	---------------------	------	---------------------------

5.3 Désignation du site

Le constat d'une insuffisance de sites dans le Doubs

Le site est spécifiquement référencé dans la circulaire DNP/SDEN n°2004-2 du 23 novembre 2004 compte-tenu des insuffisances du réseau Natura 2000. Au regard de la présence sur le site d'habitats et d'espèces remarquables du patrimoine naturel et de l'insuffisance de ces éléments dans le réseau, le projet consiste en une désignation au titre des deux directives habitats et oiseaux sur la base d'un périmètre identique. Cette proposition a été exposée devant le comité départemental de suivi qui l'a validée.

Le périmètre proposé à la concertation porte comprend les vallées du Dessoubre et son affluent la Reverotte. Ces deux cours d'eau sont dépendants pour leur alimentation des zones humides des plateaux si bien que ces dernières ont été intégrées. Enfin, un secteur agricole du Plateau de Pierrefontaine-les-Varans, caractérisé par des réseaux de haies bien structurés et des milieux secs, est inclus.

La concertation

Une première réunion d'information des conseillers généraux et des présidents des communautés de communes concernées s'est tenue sous l'égide du Président du Conseil général du Doubs (fin avril). Suite à un avis favorable des présidents des 6 communautés de communes et des 5 conseillers généraux concernés, la concertation a débuté à partir de juillet 2005 pour s'achever début décembre. Elle a reposé sur une tournée de reconnaissance par secteur (3 secteurs identifiés) avec une confrontation des avis de l'Etat, des élus et des agriculteurs, sur des réunions de travail techniques (forêt, agriculture) et sur des réunions de travail avec les élus. Enfin, à la demande de certains maires, quelques réunions communales ont été tenues. Au total, les services de l'Etat (DIREN, DDAF et Sous-Préfecture) ont été mobilisés pour 17 réunions de travail.

Cette concertation a permis de mieux comprendre les enjeux locaux, les difficultés rencontrées dans les différents domaines socio-économiques (agriculture, forêt, tourisme) et de dégager certaines actions dont le montage apparaît souhaitable et possible. Elle a permis également de faire évoluer le périmètre de la zone Natura puisque la prise en compte de la Vallée du Doubs de la Suisse à l'aval de Saint-Hippolyte a été localement sollicitée sur la base des enjeux naturalistes forts qui la caractérisent. En même temps, le secteur agricole du Plateau de Pierrefontaine-les-Varans a fait l'objet de réserves de la part de la profession agricole aboutissant à son abandon provisoire tout en se réservant la possibilité d'une étude plus approfondie durant la phase d'élaboration du document d'objectifs et d'une décision définitive au moment de sa validation.



Au terme de cette phase de concertation, on peut conclure à une bonne adhésion locale rehaussée par un intérêt marqué des élus locaux voyant dans cette proposition de désignation dans le réseau Natura 2000 une possibilité de complémentarité avec les programmes déjà engagés sur le secteur.

Les programmes actuellement conduits

Un partenariat est noué entre les Communautés de communes et le Conseil général pour plusieurs dossiers :

- la Charte Dessoubre dont les 4 orientations arrêtées portent sur des rivières de qualité, des paysages et des milieux naturels préservés, un territoire vivant et équilibré et un développement économique compatible avec la préservation des sites
- l'étude paysagère engagée sur le Dessoubre et la Reverotte en vue de définir les principales actions permettant une restauration des paysages sur ce secteur,
- l'étude sur le Dessoubre et ses affluents permettant d'identifier les atteintes subies par la rivière et de définir les solutions pour y remédier.

Il est convenu que l'ensemble des procédures conduites sur ce secteur fasse l'objet d'une mise en cohérence et d'une recherche de complémentarité au fur et à mesure de leur déroulement.

Les protections existantes

Les protections réglementaires mises en place portent sur 21 falaises protégées par arrêté préfectoral de protection de biotope pour le faucon pèlerin (superficie de 536 ha).

6. GESTION DU SITE

6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation : Syndicat Mixte d'Aménagement du Dessoubre et de Valorisation
du Bassin Versant - tél : 03.81.64.17.06 Chargé de mission
NATURA 2000 : Aurélien HAGIMONT tél : 06.89.37.87.64

Adresse : Maison des Services - 24 rue Montalembert 25120 Maîche

Courriel : ahagimont@smix-dessoubre.fr

6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

☒ Oui Nom : Docob du site « Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs » FR 4301298 et FR4312017. Version validée lors du copil du 29 avril 2009
Lien : http://natura2000.mnhn.fr/uploads/doc/PRODBIOTOP/1790_DOCOB_N2000_Dessoubre-Reverotte-Doubs.pdf

☐ Non, mais un plan de gestion est en préparation.

☐ Non

6.3 Mesures de conservation

Communauté de Communes du Plateau du Russey
Aurélien HAGIMONT CC Plateau du Russey 17, avenue de Lattre de Tassigny
F-25210 Le Russey



Tel : 03 81 43 81 26 / Fax : 03 81 43 74 17
Email : a.hagimont.ccpr@orange.fr
DOCOB réalisé

- 
-  Énergies renouvelables
 -  Aménagement et environnement
 -  Déchets, Diagnostics de pollution
 -  Carrières, Installations classées
 -  Milieu naturel
 -  Hydrogéologie
 -  Eaux superficielles
 -  Assainissement collectif et non collectif
 -  Maîtrise d'œuvre et réseaux d'eau potable



Sciences Environnement

Agence de Clermont-Ferrand
5 bis allée des roseaux
63200 Riom
Tél. +33 (0)4 73 38 84 73
Fax +33 (0)3 81 80 01 08
clermont-ferrand@sciences-environnement.fr

Agence de Besançon et Siège social
6 boulevard Diderot
25000 Besançon
Tél. +33 (0)3 81 53 02 60
Fax +33 (0)3 81 80 01 08
besancon@sciences-environnement.fr

Agence d'Auxerre
12 rue du stade
89290 Vincelles
Tél. +33 (0)9 67 29 27 28
Fax +33 (0)3 81 80 01 08
auxerre@sciences-environnement.fr

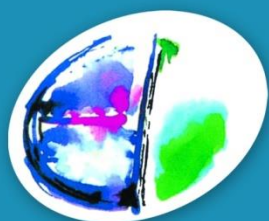
www.sciences-environnement.fr

Bureau d'études
d'ingénierie,
conseils, services

CARTE COMMUNALE DE FESSEVILLERS (25)

Etude environnementale

Analyse des incidences sur l'environnement



Sciences Environnement

Mars 2020

DOSSIER 18-087

Ce dossier a été réalisé par :

Sciences Environnement

Agence de Besançon

Pour le compte de : [Commune de Fessevillers \(25\)](#)

Personnel ayant participé à l'étude :

Chargé(es) d'études :

- [Julie VIRICELLE](#)
- [Clémentine WEISS](#)

SOMMAIRE

1. Préambule	4
2. Analyse des incidences sur les zones touchées de manière notable.....	5
3. Analyse de la prise en compte de l'environnement	7
3.1. Prise en compte des enjeux liés au milieu physique	7
3.1.1. Incidences sur la ressource en eau	7
3.2. Prise en compte des enjeux liés aux risques naturels.....	9
3.2.1. Incidences liées aux risques naturels.....	9
3.3. Prise en compte des enjeux liées au milieu naturel	11
3.3.1. Rappel des enjeux et des recommandations	11
3.3.2. Incidences sur la flore et les habitats.....	11
3.3.3. Incidences sur les zones humides	16
3.3.4. Incidences sur la biodiversité.....	16
3.3.5. Incidences sur les continuités écologiques.....	19
3.4. Prise en compte des enjeux liés au paysage naturel	21
3.5. Evaluation des incidences Natura 2000	23
3.5.1. Rappel du contexte	23
3.5.2. Evaluation préliminaire des incidences	24
4. Conclusion	26
Annexes.....	Erreur ! Signet non défini.

ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Zones ouvrant à l'urbanisation	5
Figure 2 : Intérêt écologique et zones ouvrant à l'urbanisation.....	12
Figure 3: Proposition de modification de zonage vis-à-vis des pelouses.....	15
Figure 4 : Tableau de synthèse des incidences sur les espèces de la faune remarquable	17
Figure 5 : Localisation de la commune par rapport à Natura 2000	24

1. PREAMBULE

L'évaluation des incidences vise à apprécier l'importance des conséquences de la mise en œuvre des orientations du document d'urbanisme sur les différentes thématiques environnementales.

Il s'agit notamment d'analyser les différentes pièces de la Carte Communale au regard des enjeux et des recommandations émises dans le cadre de l'Etat initial de l'environnement. Notons que notre analyse porte uniquement sur les thématiques traitées par Sciences environnement.

Enfin, en cas d'incidences négatives identifiées sur une composante environnementale, des mesures correctives sont proposées à la commune afin de les supprimer et/ou de les limiter. Pour cela, la doctrine « ERC » devra être suivie :

- Les mesures « E » pour Evitement et les mesures « R » pour Réduction des incidences, qui visent à proposer un scénario d'aménagement modifié,
- Les mesures « C » pour « Compenser » les incidences, proposées uniquement si les mesures E et R n'ont pas pu être mises en place ou ne sont pas suffisantes pour pallier les incidences du projet.

Difficultés rencontrées

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée.

2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE

L'évaluation des incidences d'un projet de Carte Communale sur l'environnement porte principalement sur les zones touchées de manière notable, à savoir les secteurs ouverts à l'urbanisation (secteur constructible ou ZC).

La figure suivante localise les différentes zones évoquées :

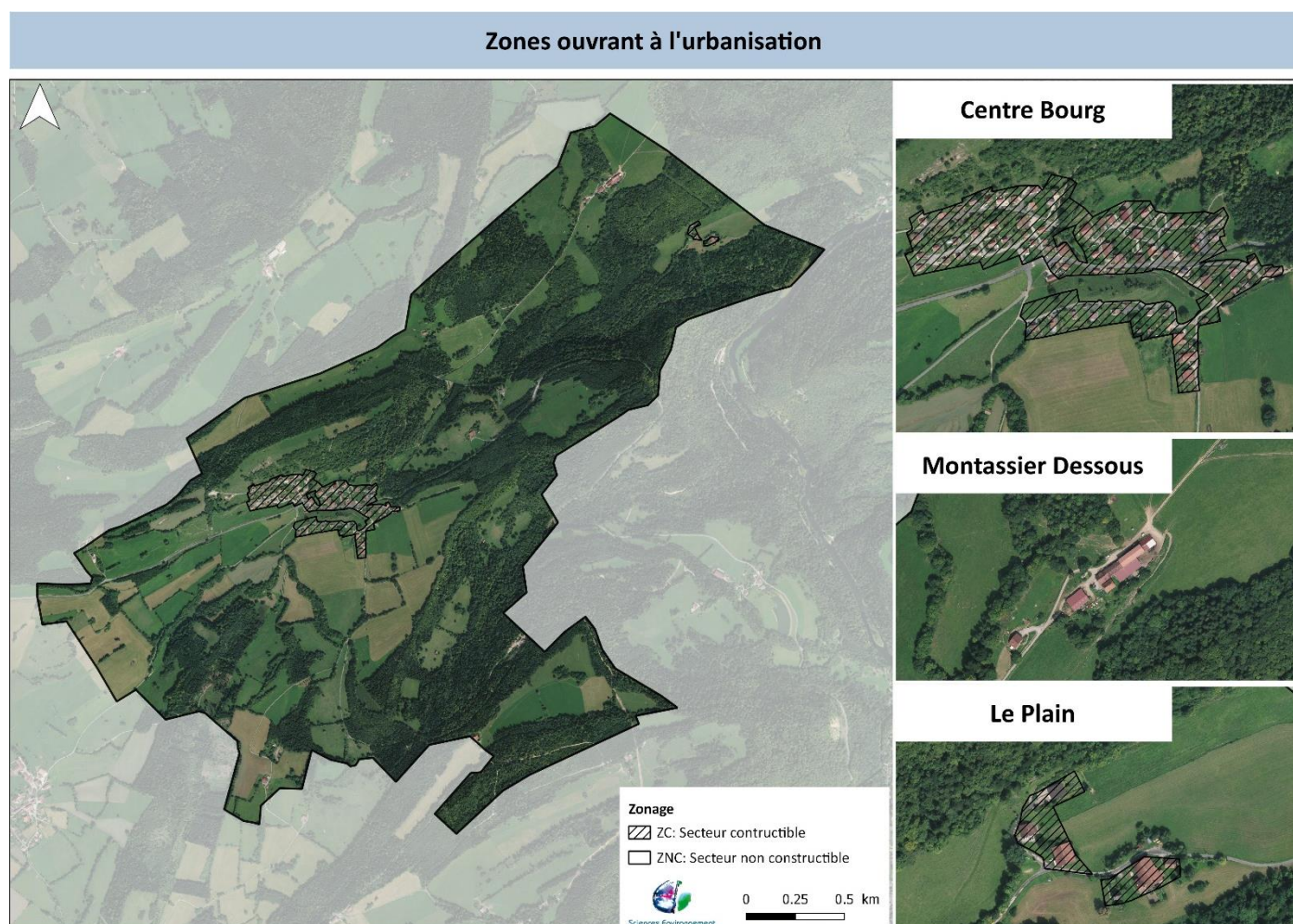


Figure 1 : Zones ouvrant à l'urbanisation

Le plan de zonage met en évidence les emprises retenues à l'urbanisation. Ces dernières se situent en périphérie du bâti existant, avec un objectif de densification du tissu bâti et la construction dans la continuité de l'existant. Rappelons que ces opérations d'aménagement se réaliseront à plus ou moins long terme.

Incidences pressenties

Les incidences potentielles pressenties concernent les thématiques suivantes :

- La **ressource en eau** : les aménagements seront à l'origine d'une imperméabilisation du sol et d'une évolution des rejets et des prélèvements entraînant donc une modification locale de l'écoulement des eaux. Pour limiter cet impact, des dispositions sont proposées et abordées au volet dédié à la ressource en eau.
- Les **risques naturels** : certaines zones sont concernées par des aléas de mouvement de terrain et des risques d'inondation. Les risques qui leur sont liés sont faibles car ils se situent pour l'essentiel en bordure ou éloignés du bâti existant. Seul le risque sismique présente un risque avéré car il concerne l'entièreté de la commune.

- Le **milieu naturel** : les zones ouvrant à l'urbanisation concernent des formations végétales favorables à la faune (haies, bosquets, pelouse) au sein desquelles plusieurs espèces protégées (ou non) sont susceptibles de se reproduire, s'alimenter ou transiter. Le développement de l'urbanisation, bien que concentré autour du bâti existant aura pour conséquence d'appauvrir la trame urbaine en termes d'éléments structurants de la trame verte.
- Le **paysage naturel** : le projet prévoit l'extension du bâti dans des zones possédant un fort enjeu paysager au niveau intra-urbain (pelouse). Cette extension urbaine aura des conséquences sur les éléments dominants du paysage naturel et sur l'attrait visuel de la commune.

Ces incidences pressenties, ainsi que les différentes thématiques traitées dans l'EIE font l'objet de l'analyse développée au cours des pages suivantes. Afin de limiter les éventuels impacts identifiés et de rendre acceptables les incidences potentielles du projet sur l'environnement, des mesures correctrices seront proposées. Sur la base de la doctrine « Eviter-Réduire-Compenser », ces propositions auront pour objectif d'amener la Commune à réfléchir à des éventuelles modifications de sorte à mieux prendre en compte certains enjeux.

3. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

L'Etat initial de l'environnement s'est attaché à proposer des recommandations pour la bonne prise en compte des enjeux environnementaux identifiés sur le territoire communal, en amont de l'élaboration du projet.

Au cours des pages suivantes, ces recommandations sont reprises pour chaque thématique abordée et mises en parallèle au projet communal, afin de vérifier leur bonne prise en compte.

3.1. Prise en compte des enjeux liés au milieu physique

3.1.1. *Incidences sur la ressource en eau*

3.1.1.1. Rappel des enjeux et des sensibilités

Enjeux et recommandations définis lors de l'EIE	
Enjeu/sensibilité	Recommandations
La commune présente plusieurs atouts concernant l'item de la ressource en eau. La masse d'eau souterraine est reconnue comme « Ressource majeure » et connue comme étant de bonne qualité, des mesures restent néanmoins à prendre pour limiter leur dégradation. Un captage d'eau potable est identifié sur la commune. Cependant, le contexte est particulièrement vulnérable aux pollutions en raison d'un substratum calcaire ce qui entraîne une sensibilité pour la Ressource Karstique Majeure. En outre, la commune est implantée dans un sous-bassin versant du Doubs de qualité écologique moyenne. Des petits rus temporaires dégradés par le piétinement du bétail sont également recensés sur la commune.	<ul style="list-style-type: none">- Préserver les milieux humides et les abords des rus de l'urbanisation pour leur rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes et les services hydrauliques qu'ils rendent,- Adapter le projet aux enjeux liés à la ressource karstique majeure (RKM),- Limiter les incidences de l'extension urbaine sur la ressource : minimiser l'imperméabilisation des sols, éviter le comblement, la dérivation et le busage des rus, préserver les cavités souterraines, s'assurer de la cohérence du projet avec les capacités d'épuration en place et la capacité de la ressource en eau potable.

3.1.1.2. Prise en compte dans le projet

• Eaux superficielles

La commune s'inscrit au sein des sous bassins du « Doubs médian », et du « Doubs Franco-Suisse » dont l'état écologique est respectivement moyen et bon, et bon pour ce qui est de leur état chimique. Au vu de la superficie prévue à l'urbanisation, l'incidence du projet ne devrait pas modifier de façon sensible l'état écologique et chimique de ces masses d'eau, d'autant plus que les zones humides et les milieux aquatiques du secteur seront préservés.

• Eaux souterraines

Le territoire communal se situe au sein d'un périmètre de « Ressource Majeure » intitulé « Sources de Blanchefontaine et La Forge ». Elle est considérée comme « zone d'intérêt actuel », ce qui signifie que les ressources en eau identifiées dans ces zones ont vocation à être protégées. Notons que le projet prévoit une superficie limitée pour l'ouverture à l'urbanisation ainsi qu'une préservation des milieux humides et des abords des éléments hydrographiques, limitant ainsi les risques de dégradation de la ressource en eau liés à l'artificialisation des parcelles.

Concernant le captage d'eau potable communal, notons que le centre bourg et les secteurs ZC présents dans ses abords sont inclus dans le périmètre rapproché B de protection de captage. Les zones ZC du secteur « Les Plains » sont quant à elles implantées dans le périmètre éloigné.

• Rejets

Au regard des rejets, l'augmentation de la population va entraîner une hausse des rejets domestiques de la commune. Aussi, pour les constructions devant faire l'objet d'un raccordement au réseau collectif, il convient de s'assurer que la capacité de la STEP est suffisante pour traiter ces nouveaux effluents.

Pour déterminer la capacité de la station d'épuration, un indicateur doit notamment être observé, à savoir la charge de pollution pouvant être traitée (volume de pollution). Une charge théorique se calcule en équivalent habitant. La charge réelle ne doit pas dépasser la charge théorique.

La STEP est dimensionnée pour une capacité de 950 EH avec une charge maximale en entrée estimée 136EH en 2018, lors du dernier contrôle.

Considérant qu'un EH correspond à un habitant, et que le projet démographique de la population visée à l'horizon 2033 s'élève à environ 189 habitants sur la commune de Fessevillers, la STEP est suffisamment dimensionnée pour l'accueil de 24 habitants supplémentaires.

- **Prélèvements**

Le développement du tissu urbain et l'arrivée de nouveaux habitants et d'activités va entraîner une hausse de la consommation en eau potable. Il convient donc de s'assurer de la capacité de la ressource en eau potable actuelle pour répondre à la hausse de la demande.

La consommation moyenne du Syndicat est de 800 000 m³/an soit environ 2 200m³/jour pour une production annuelle à la source de 1 150 000m³, soit 3 140m³/jour. En considérant qu'un habitant consomme en moyenne 120 litres par jour (0,12 m³) d'après les standards actuels, on peut estimer une augmentation d'environ 2880 litres consommés par jour pour satisfaire les besoins des 24 habitants supplémentaires, soit 2,88m³/j et 1052 m³/an. La capacité journalière de production de l'unité de production et de traitement de l'eau située à Blanchefontaine étant de 3900m³, l'implantation de 24 personnes sur la commune ferait augmenter la consommation journalière d'eau à 2203 m³. Cette augmentation est tout à fait acceptable au regard de la capacité journalière de l'unité située à Blanchefontaine.

Cependant, **les besoins ne sont pas couverts à l'étiage par la source de Blanchefontaine** et le Syndicat peut être amené périodiquement à compléter sa ressource par un pompage dans le Doubs, comme lors de l'étiage sévère de 2015 où 34 000 m³ d'eau durent être pompés dans le Doubs.

L'alimentation en eau apparaît donc insuffisante en période d'étiage sévère et il conviendrait donc de trouver des solutions pour pallier aux problèmes de ravitaillement en eau du SIVU à ces périodes. La réalisation d'un nouveau forage « forage des planches aux Vaux sur la Commune de Goumois » serait une opportunité de répondre à cette problématique, mais rappelons que la question de sa réalisation n'a actuellement pas trouvé de réponse.

Le projet démographique est donc envisageable au regard de la capacité de la ressource en eau potable mais peut ponctuellement s'avérer insuffisant en période d'étiage pour toutes les communes alimentées par la source de Bellefontaine.

Les incidences du projet de zonage pressenties sur les différentes problématiques liées à la ressource en eau sont relativement limitées : en préservant les zones humides et les milieux aquatiques, les risques de dégradation de la qualité et de la quantité d'eau est réduit. La STEP de Goumois est suffisamment bien dimensionnée pour accueillir les rejets de nouveaux habitants selon les prévisions envisagées à l'horizon 2033, et de ce fait, d'éviter les risques de pollution liés aux effluents supplémentaires.

3.2. Prise en compte des enjeux liés aux risques naturels

3.2.1. Incidences liées aux risques naturels

3.2.1.1. Rappel des enjeux et des recommandations

Enjeux et recommandations définis lors de l'EIE	
Enjeu/sensibilité	Recommandations
Un risque inondation peu présent sur la commune	<ul style="list-style-type: none">- Préserver les éléments fixes du paysage permettant la prévention du ruissellement et la limitation des risques d'érosion (talus, dolines, haies, bosquets, etc.).- Limiter la vulnérabilité des habitants en privilégiant l'ouverture à l'urbanisation dans les secteurs les moins soumis aux risques naturels,- Recommander une étude géotechnique dans les secteurs soumis à des risques de mouvement de terrain significatifs préalablement à toute construction nouvelle afin d'établir les dispositions constructives adaptées au terrain et au projet de construction. Il arrive en effet que les travaux d'aménagement soient vecteurs de déclenchements de mouvements de terrain dans une formation à priori immobile.- Préserver les zones humides et les abords des petits rus de l'urbanisation qui constituent des zones préférentielles d'infiltration et de stockage des eaux.
Des risques liés au mouvement de terrain concernant peu les secteurs bâtis	
Un risque sismique modéré	

3.2.1.2. Prise en compte dans le projet

- **Incidences vis-à-vis du risque mouvement de terrain**

La commune se situe sur un secteur présentant des risques liés au milieu physique, notamment concernant les risques suivants : glissement de terrain, affaissement-effondrement, éboulement et retrait-gonflement des argiles.

Concernant l'aléa du glissement de terrain, les aléas vont de faible à très fort. Cependant, ils se cantonnent au Nord-Est et au Sud de la commune, dans des zones qui ne seront pas ouvertes à l'urbanisation.

Pour l'aléa « affaissement-effondrement », le territoire communal est localement concerné par ce risque du fait de la présence d'indices karstiques (dolines, fosses, gouffres...). Quelques-uns de ces indices sont recensés dans les abords proches des secteurs urbanisés. Il s'agit principalement d'effondrement de cavité (doline) et d'une zone de fontaine, source, résurgence ou émergence. Néanmoins, les secteurs envisagés pour l'extension urbaine ne sont pas directement concernés par ces aléas, et ne se situent pas à proximité immédiate de zones sensibles.

Plusieurs secteurs soumis au risque d'éboulement sont connus sur le territoire. Il s'agit des secteurs de falaises situées dans la partie Est de la commune ainsi qu'au Nord du village. Bien que certains des aléas identifiés soient présents dans les abords immédiats du bâti, les zones ZC retenues les évitent totalement.

Les risques de retrait-gonflement des argiles concerne peu ou prou les mêmes zones que l'aléa glissement de terrain. Le projet communal évite donc totalement ce risque en développant le bâti dans la continuité de l'existant.

- **Incidences vis-à-vis du risque inondation**

Le territoire communal n'est concerné par aucun Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI). En revanche, il intègre le périmètre du Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée 2016-2021. Compte tenu du zonage ZC retenu, le projet tient compte de la priorité I « Mieux prendre en compte les risques dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation » et plus particulièrement à la disposition « Respecter les principes d'un aménagement du territoire adapté au risque d'inondation ». Il répond plus particulièrement au sous-

objectif D.1-6 « Eviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant le développement en dehors des zones à risque », en axant le développement urbain au droit du bâti déjà existant et en dehors de zones à risque d'inondation.

Dans l'ensemble, la commune présente une très faible sensibilité aux remontées de nappes sauf à son extrémité Sud-Ouest et au Nord, à proximité du Doubs. La délimitation de la ZC a donc tenu compte de ces aléas et les évite totalement.

- **Incidences vis-à-vis du risque sismique**

L'entièreté de la commune se situe en zone de sismicité 3 (modérée). Quelque soit le choix d'implantation des futurs secteurs urbanisables, le risque ne peut être évité. Rappelons que les constructions devront intégrer les normes parasismiques en vigueur.

Les sensibilités vis-à-vis des risques naturels sont prises en compte par le zonage retenu. En tenant compte des différents aléas pour le choix des futurs zones urbanisables, il veille à limiter l'exposition aux risques des nouvelles constructions et des habitants sur la base des dernières données disponibles.

Tous les risques hormis le risque sismique sont évités. Le projet a par voie de conséquence une incidence qualifiée de négligeable vis-à-vis des risques naturels connus sur la commune.

3.3. Prise en compte des enjeux liées au milieu naturel

3.3.1. *Rappel des enjeux et des recommandations*

Enjeux et recommandations définis lors de l'EIE	
Enjeu/sensibilité	Recommandations
<p>Un complexe d'habitats naturels encore bien diversifié (espace forestier peu morcelé, prairies variées, zones humides, pelouses sèches, etc.) encore riches en biodiversité et propices à plusieurs espèces, communes et remarquables</p> <p>Des éléments de la Trame verte et bleue présents sur le territoire.</p> <p>Les petits rus temporaires sont soumis à un piétinement entraînant une altération du milieu aquatique et humide</p>	<ul style="list-style-type: none">- Limiter les incidences négatives sur la nature « en ville », en évitant tant que possible les éléments arborés/arbustifs,- Adapter le projet de zonage sur les secteurs relevant du patrimoine naturel remarquable (zones humides, pelouses, etc.), qui constituent par ailleurs des milieux singuliers à l'échelle de la commune, ce qui devrait contribuer à leur préservation sur le ban communal : éviter leur suppression, leur altération, leur assèchement (zone humide), leur enclavement...- Préserver les éléments de la trame verte et bleue, envisager l'utilisation d'outils réglementaires,- Préserver les espèces remarquables en maintenant leurs habitats (haies, milieu forestier, zones humides, pelouses, etc.) et les continuités écologiques sur le territoire communal,- Enfin, bien que les documents d'urbanisme ne disposent pas d'outils spécifiques pour encadrer l'artificialisation des peuplements forestiers (plantations monospécifiques d'Epicéa ou sélection en faveur d'une proportion plus importante de résineux), des outils existent néanmoins, tels que la Commission Communale / Intercommunale d'Aménagement Forestier qui permet de définir l'affectation et le devenir des terres. Par ailleurs, rappelons que cette pratique entraîne une banalisation du milieu. Elle atteint par ailleurs ses limites face au changement climatique, défavorable à ces essences.

3.3.2. *Incidences sur la flore et les habitats*

3.3.2.1. *Prise en compte dans le projet*

Les zones d'extension de l'urbanisation restent cantonnées aux abords immédiats du bâti existant, et concernent des surfaces de faibles ampleurs. Néanmoins, d'après l'analyse réalisées dans le cadre de l'Etat initial de l'environnement, certains habitats naturels relevant d'un intérêt écologique fort à l'échelle de la commune sont concernés. Les incidences sur la flore et les habitats sont présentées dans le chapitre ci-après.

3.3.2.2. *Analyse des incidences sur la flore et les habitats*

- **Les habitats naturels**

La superposition du projet de zonage avec la carte du diagnostic écologique établie lors de l'Etat initial de l'environnement (cf. figure suivante) montre que les zones ouvrant à l'urbanisation concernent des espaces présentant un intérêt écologique faible à fort :

Intérêt écologique et zones ouvrant à l'urbanisation

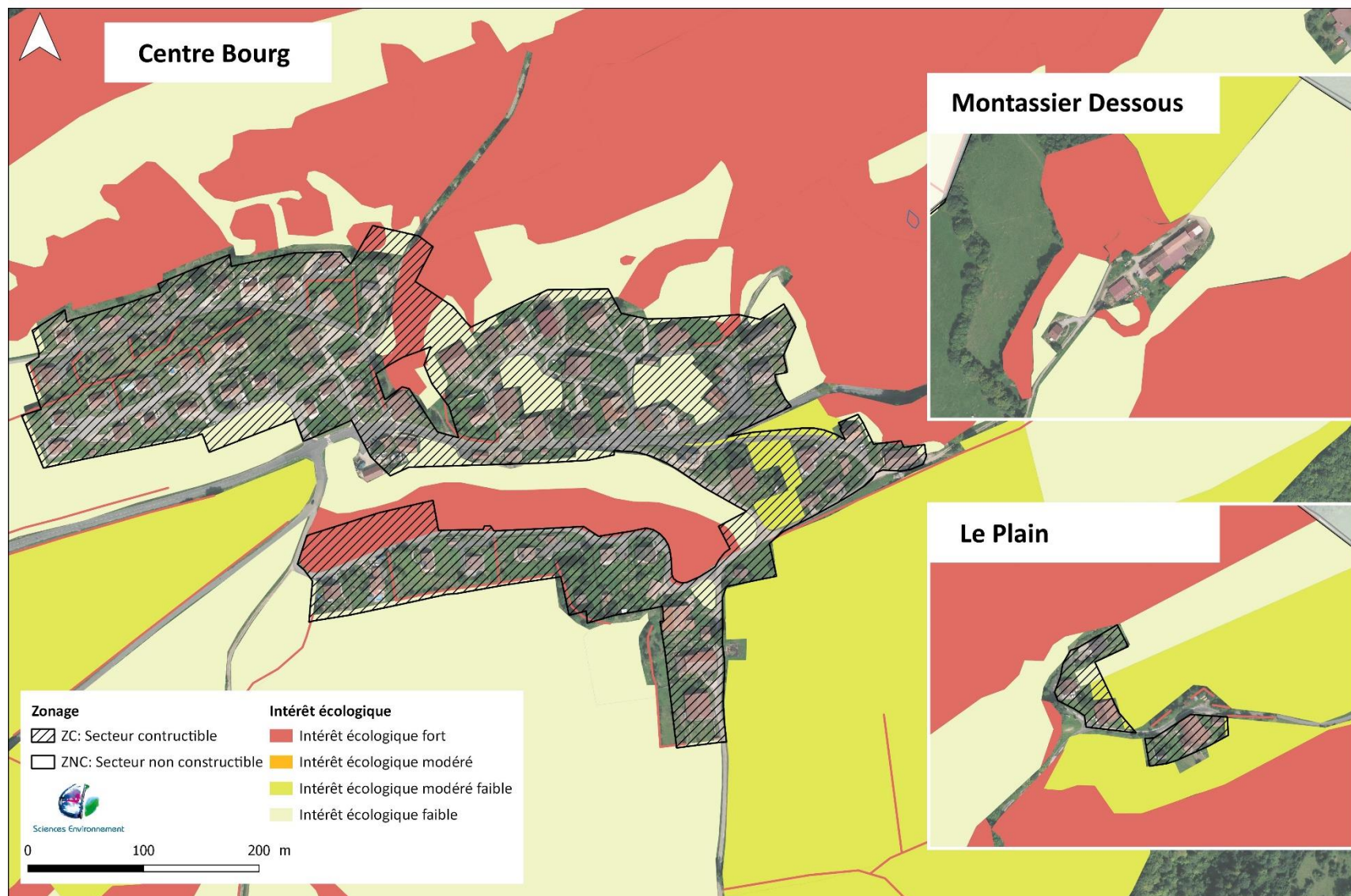


Figure 2 : Intérêt écologique et zones ouvrant à l'urbanisation

Cette figure permet de constater que l'essentiel des habitats d'intérêt fort du territoire communal ont été exclus, néanmoins, plusieurs exceptions sont à signaler :

- Au niveau du centre bourg, au Nord de la rue sur la Côté, des pelouses d'intérêt fort sont concernées par le zonage ZC. Rappelons que cet habitat est également d'intérêt communautaire.
- Au niveau de la Rue de Cernier d'Embray, des formations boisées et des fourrés à intérêt fort sont concernées par le zonage ZC.

Au regard de ces constats, le projet communal est susceptible d'engendrer un appauvrissement de l'intérêt écologique de la mosaïque végétale au sein du tissu bâti ou en périphérie immédiate. Une mesure correctrice est donc proposée (cf. volet dédié ci-dessous).

• La flore remarquable

Le territoire communal accueille trois espèces de la flore remarquable. Le tableau suivant synthétise les incidences potentielles sur ces dernières :

Nom commun	Incidences potentielles	Remarques
Cerfeuil de Villars Non protégée – En danger critique d'extinction	Potentiellement significatives	Le Cerfeuil de Villars est susceptible d'être impacté lors de l'ouverture à l'urbanisation des parcelles encore non bâties retenues dans le zonage constructible de la carte communale, l'espèce étant rencontrée au niveau de prairies et bois clairs, ainsi que de zones plus sèches (pelouses, éboulis). Précisons également que l'espèce a été recensée au niveau du lieu-dit « Le Mont » qui surplombe la zone constructible du bourg. Bien que l'espèce ait été mentionnée en 2006, soit il y a plus de 10 ans, dans la bibliographie, les probabilités de rencontrer cette dernière au niveau des formations favorables présentes dans la zone constructible sont donc significatives. Les incidences sur les autres espèces sont évaluées comme non significative car le tracé du périmètre ZC évite les zones humides identifiées sur la commune. Ces espèces étant inféodées à ce type d'habitat, aucun impact prévisible n'est envisagé.
Pédiculaire des bois Protégée – Quasi-menacée	Non significatives	
Epipactis des marais Non-protégée – Quasi-menacée	Non significatives	

3.3.2.3. Mesures correctrices

• Mesures d'évitement :

- Plusieurs secteurs non-bâties de la zone constructible envisagée présentent des caractéristiques potentiellement favorables à une espèce patrimoniale connue sur le territoire communal : le Cerfeuil de Villars. Bien que cette espèce ne soit pas protégée, elle présente néanmoins un statut de conservation très défavorable, qui justifierait la prise de mesures adaptées en faveur de sa préservation. Il est donc vivement recommandé de s'assurer de l'absence de cette espèce au sein des futures zones d'extension identifiées ci-dessous, préalablement à tous travaux d'aménagement, et d'adapter le tracé de la zone constructible en cas de présence avérée.



Figure 3 : Secteurs favorables au Cerfeuil de Villars

- Les éléments arborés et arbustifs identifiés sur les secteurs ZC doivent être préservés autant que possible (préservation de l'existant) surtout lorsqu'ils présentent des arbres mûres favorables à l'accueil de la faune. En ce sens, le linéaire arboré longeant à l'Est la rue de Cernier d'Embray conviendrait d'être préservé. Si cet impact ne peut être évité, la replantation d'arbres et/ou de haie devra être envisagée à la hauteur de ce qui sera détruit.



Figure 4 : Linéaire de haie à préserver

- Il conviendrait d'éviter l'urbanisation sur les secteurs à fort enjeux, plus particulièrement sur les secteurs de pelouses identifiées au Sud du centre-bourg. En dehors de son rôle structurant d'un point de vue paysager, cet habitat joue un rôle écologique important tant pour la faune que pour la flore et est susceptible d'abriter des espèces spécialisées à forte valeur patrimoniale. Les enjeux concernant les pelouses ont pu être précisés au cours du diagnostic zones humides. Seule la partie Ouest du secteur identifié en tant que pelouse sur la carte d'occupation des sols de la commune a fait l'objet d'un passage de terrain dans le cadre du diagnostic. Il a permis d'identifier deux faciès de végétation différent : une prairie pâturée sèche sur la partie à l'Est de la haie et une pelouse calcaire sèche pâturée à l'Ouest. Le premier faciès, bien qu'il possède un intérêt floristique et faunistique indéniable apparaît comme présentant moins d'enjeux. Au vu des espèces dominantes identifiées à ce niveau, cette zone ne peut pas être considérée comme une pelouse calcaire sèche, le pâturage ayant altéré la typicité de l'habitat.

En ce sens, un travail de réflexion devrait être mené pour réorienter les secteurs ouverts à l'urbanisation vers des habitats d'enjeux moindre, tels que les prairies mésophiles (fauchées ou pâturées), bien représentées dans les abords immédiats de la commune.

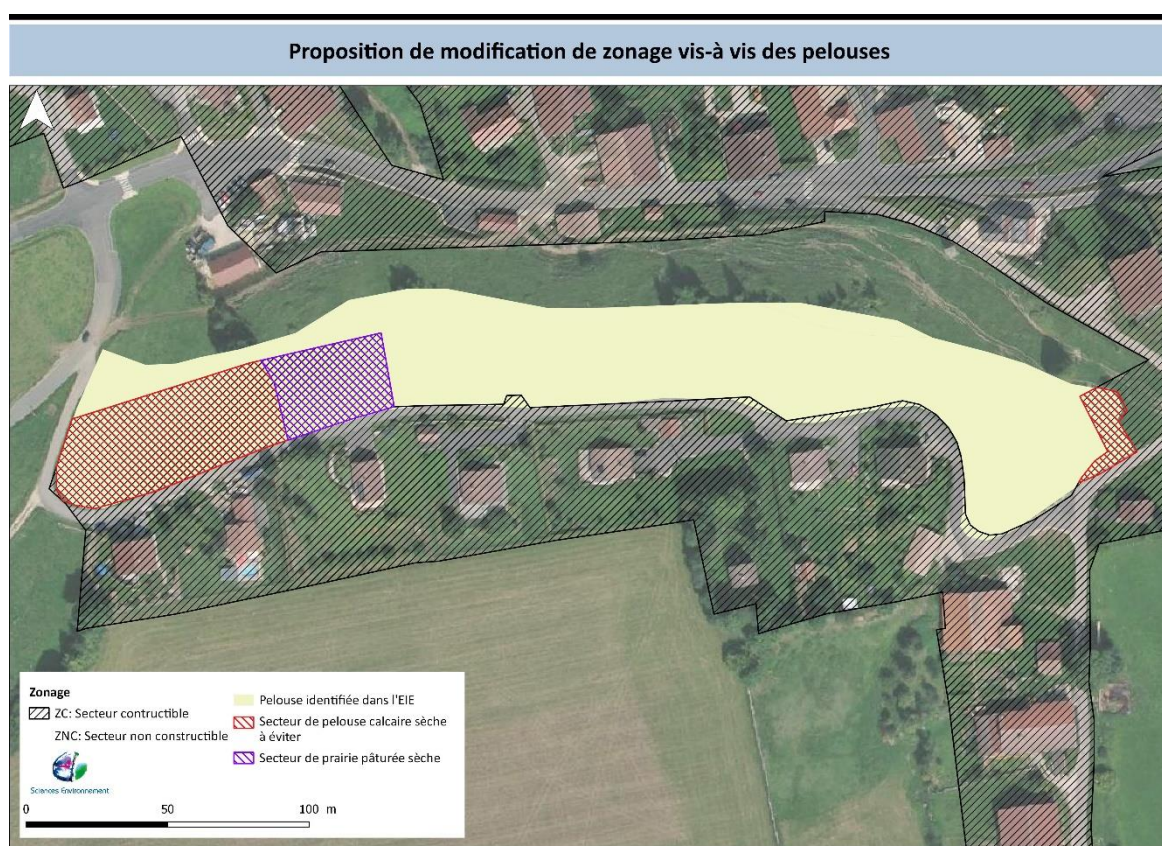


Figure 5: Proposition de modification de zonage vis-à-vis des pelouses

Comme vu précédemment, le projet prévoit l'ouverture d'une faible surface à l'urbanisation plus particulièrement aux abords du centre-bourg.

Toutefois, il a été relevé que plusieurs formations d'intérêt écologique et paysager fort sont incluses dans le périmètre retenu pour la zone constructible. Ces formations concernent une pelouse calcaire et des formations arborées/arbustives structurant le tissu urbain.

Des mesures sont donc proposées pour limiter les incidences du projet vis-à-vis des enjeux identifiés.

En l'absence du respect des mesures correctrices présentées ci-dessus, l'incidence du projet est considérée comme significative sur la flore et les habitats naturels

3.3.3. Incidences sur les zones humides

3.3.3.1. Prise en compte dans le projet

Les milieux et zones humides identifiées sur le territoire sont pour l'essentiel éloignés de la trame urbaine de la commune. Seule une zone humide est localisée à proximité du zonage ZC, au Nord de la rue du bas, mais elle sera préservée de l'urbanisation. Cela leur assure une certaine protection dans la mesure où l'urbanisation s'axe sur les abords immédiats du tissu urbain déjà existant, notamment au niveau du centre-bourg de la commune. En ce sens, le zonage retenu prend bien en compte les enjeux que présentent les zones humides à l'échelle du secteur.

Rappelons qu'un diagnostic spécifiquement dédié aux zones humides a été réalisé sur le territoire communal par Sciences Environnement le 27 mai 2020. Celui-ci n'a pas permis de révéler la présence de zone humide au sens réglementaire (arrêté du 24 juin 2008 modifié 2009 et complété par la loi n°2013-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office Français de la Biodiversité) sur les secteurs ouverts à l'urbanisation.

Aucune incidence n'est pressentie sur les milieux et zones humides du territoire dans le cadre du projet de Carte communale.

3.3.4. Incidences sur la biodiversité

3.3.4.1. Prise en compte dans le projet

L'essentiel des formations naturelles relevant d'un enjeu écologique fort et favorable à l'accueil d'espèces animales patrimoniales est préservé à l'échelle de la commune. Par ailleurs, la surface ouverte à l'urbanisation est faible au regard de la surface de la commune et minimise les risques d'incidences sur les espèces patrimoniales et leurs habitats.

3.3.4.1. Incidences sur la faune remarquable

Le territoire communal accueille une diversité d'espèces, remarquables par leur classement aux Directives « Habitats » ou « Oiseaux », leur rareté ou encore leur statut de conservation. Ce volet traitera l'analyse des incidences sur les espèces remarquables connues sur la commune et considérées comme nicheuses avérées ou potentiellement nicheuses d'après les bases de données pour les espèces faunistiques.

Le tableau suivant synthétise les incidences potentielles sur les espèces remarquables connues sur la commune d'après la bibliographie :

Nom commun	Incidences potentielles	Remarques
Oiseaux		
Espèces forestières : Bondrée apivore, Bouvreuil pivoine, Chevêchette d'Europe, Milan noir, Milan royal, Pic noir	Non significatives	Les formations préférentiellement fréquentées par ces espèces pour leur reproduction sont préservées de la zone constructible.
Espèces anthropophiles : Hirondelle rustique	Non significative	L'Hirondelle rustique est une espèce dont le cycle de vie et plus particulièrement la phase de reproduction est conditionnée par la présence d'un bâti favorable (ancienne ferme, maisons ouvertes sur l'extérieur, granges...). Les principales menaces pesant sur ces espèces sont l'agriculture intensive, l'usage de pesticide et la raréfaction des sites de reproduction. Le projet n'intervenant pas sur ces aspects précis (la surface concernée par les secteurs ZC est faible), l'incidence du projet est considérée comme non significative car elle ne détruira pas les habitats favorables existants, ni les sites d'alimentation de l'espèce.


Nom commun	Incidences potentielles	Remarques
Oiseaux		
<p>Espèces associées aux milieux semi-ouverts :</p> <p>Bruant jaune, Bouvreuil pivoine, Chardonneret élégant, Pie grièche écorcheur</p>	Potentiellement significatives	<p>L'essentiel des formations fréquentées par ces espèces pour leur cycle de vie est préservé de l'urbanisation, l'emprise de la zone constructible étant très limitée. Toutefois, certaines formations incluses dans la zone constructible peuvent accueillir ces espèces, notamment au niveau du secteur ci-dessous :</p>  <p>Précisons toutefois que le territoire communal offre de nombreux habitats favorables à ces espèces à proximité où elles pourront se reporter. Toutefois, la suppression de ces formations en période de reproduction et d'élevage des jeunes pourrait entraîner la destruction d'individus.</p>
<p>Espèces rupicoles :</p> <p>Grand corbeau</p>	Non significative	<p>Aucune falaise n'est identifiée sur le périmètre du zonage ZC. En l'absence d'habitat favorable à cette espèce, l'incidence du projet est considérée comme non significative.</p>
Poissons		
<p>Apron du Rhône</p>	Non significative	<p>L'Apron du Rhône est une espèce liée à des rivières présentant des milieux diversifiés où alternent zones de courantes et zones plus calmes et profondes. Il est identifié dans le cours d'eau du Doubs, ce dernier occupant une fraction infime de la surface de la commune, au Nord-Est-de celle-ci. Le Doubs étant situé en dehors des zones ZC, l'incidence du projet est jugée comme non significative pour cette espèce.</p>
Mammifères		
<p>Mammifères associés aux milieux forestiers :</p> <p>Chat forestier et Lynx boréal</p>	Non significative	<p>L'entièreté des formations utilisées par ces espèces dans le cadre de leur cycle de vie sont évitées dans le zonage retenu pour l'urbanisation. Bien qu'elles soient susceptibles de fréquenter les abords du bâti, les surfaces retenues apparaissent infimes eu égard de leur territoire de vie. Les incidences du projet sont donc considérées comme non significatives.</p>
Chiroptères		
<p>Chiroptères :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espèces anthropophiles - Espèces forestières 	Potentiellement significatives	<p>Concernant les espèces anthropophiles comme la Sérotine commune, ces dernières sont susceptibles de fréquenter les vieux combles et sont donc sensibles aux rénovations de bâti ancien par exemple. D'autres chauves-souris comme les Pipistrelles se rencontrent préférentiellement dans des fissures et petites cavités au sein du tissu bâti. La CC ne dispose néanmoins pas d'outils pour encadrer les interventions à ce niveau.</p> <p>Concernant les espèces forestières (Murin à moustache, Noctule commune...), il n'est pas exclu que certaines d'entre elles utilisent les cavités arboricoles et autres formations favorables (décollements d'écorces, etc.) situées au sein de la zone constructible. Cette dernière présente quelques arbres matures qui peuvent être utilisés en tant que gîtes pour ces espèces.</p>

Figure 6 : Tableau de synthèse des incidences sur les espèces de la faune remarquable

3.3.4.2. Incidences sur les sites naturels remarquables

Pour rappel, les sites naturels du patrimoine remarquable recensés sur le périmètre de la commune relèvent d'une ZNIEFF de type II intitulée « le Doubs Franco-Suisse » (430007821) et le futur Parc Naturel Régional du Doubs Horloger.

Tout risque d'incidence sur la ZNIEFF de type II identifiée sur la commune est évité grâce au choix d'implantation du projet d'urbanisation.

De par son appartenance au futur Parc Naturel Régional du Doubs Horloger, le projet doit prendre en compte les différents axes retenus dans la Charte du Parc. Une attention particulière sera portée sur l'Axe 1 « Renforcer la Haute Valeur Patrimoniale du Doubs Horloger » et à ses orientations (et plus particulièrement l'orientation « Conforter durablement la biodiversité, garantir la fonctionnalité écologique du territoire et une ressource en eau de qualité »).

- Les zones humides font l'objet d'une analyse spécifique au volet 3.3.3.
- Le réseau Natura 2000 fait l'objet d'une analyse spécifique au volet 3.5.

Le projet prévoit l'ouverture à l'urbanisation de secteurs peu favorables à une majeure partie de la faune remarquable connue sur le territoire communal. Néanmoins, plusieurs d'entre elles pourraient être potentiellement impactées par la suppression de formations arborées/arbustives et des pelouses.

Une très faible fraction de la commune est concernée par les espaces naturels et les sites du patrimoine remarquable. Ces derniers sont situés en dehors du secteur ZC de la commune.

Pour limiter les incidences sur la biodiversité, des mesures particulières sont proposées au volet suivant.

3.3.4.3. Mesures correctrices

• Mesures d'évitement

- Il conviendrait d'éviter les secteurs d'intérêt écologique fort identifiés dans le cadre de l'Etat initial de l'environnement.
- Dans le cas où l'évitement des secteurs d'intérêt fort ne peuvent pas être évités, pour éviter tout risque de destruction de spécimen d'espèce remarquable et/ou protégée, il conviendrait d'éviter certains travaux en période de reproduction des oiseaux et des chauves-souris (phase hivernale et de reproduction): le tissu bâti accueille une biodiversité dite « anthropophile », c'est-à-dire qui s'accommode de la proximité de l'homme et peut même tirer profit de ses aménagements. Aussi, pour ces espèces, afin d'éviter toute incidence directe (destruction de spécimen, dérangement) lors de certains travaux, il conviendrait d'éviter les périodes de nidification, ceci pour éviter toute destruction de nichées et/ou d'individus reproducteurs.

Le tableau suivant illustre la période de nidification et d'élevage des jeunes au cours desquelles les travaux d'abattage des arbres et des haies doivent être évités. Il reprend également les périodes à éviter pour la réalisation de travaux au niveau du bâti, plus particulièrement de restauration, qui peuvent impacter les espèces dont la nidification est intimement liée aux constructions humaines (Hirondelle rustique ou Pipistrelle commune par exemple) :

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Travaux d'abattage des arbres et haies												
Travaux sur bâti												

Périodes à éviter (en bleu)

• Mesures de réduction

Parallèlement il est recommandé l'installation d'abris pour la biodiversité : l'aménagement de certaines zones aura pour conséquence de supprimer des formations buissonnantes et arborées, qui constituent des habitats de

reproduction pour la faune des villages, dont une large partie est protégée. D'éventuels travaux de réfection du bâti peuvent également aboutir à la disparition d'habitats favorables à ces espèces.

L'un des facteurs limitant pour la biodiversité en ville est le manque de cavités nécessaires à certaines espèces pour y réaliser une partie de leur cycle biologique : reproduction, hibernation, protection contre les intempéries ou encore le froid en hiver. En effet, ces cavités se trouvent soit dans les vieux arbres, rares en ville car souvent considérés comme dangereux, soit dans le vieux bâti, menacé par des réfections, voire des destructions.

Pour y remédier, des gîtes (nichoirs) peuvent être installés sur le bâti. Ils peuvent ainsi être posés en excroissance sur les murs des bâtiments ou intégrés directement dans l'isolation extérieure. La variété de nichoirs, gîtes ou abris est très importante compte tenu des besoins spécifiques des espèces et il convient de se rapprocher des associations naturalistes locales pour choisir les modèles les mieux adaptés aux espèces présentes localement.



Gîte à chauves-souris



Nichoirs à oiseaux cavicoles

Des précisions peuvent être obtenus via le site internet

suivant : <https://urbanisme-bati-biodiversite.fr/biodiversite-en-ville/urbanisme-et-batiment/pose-de-gites-nichoirs-et-abris-pour-la-faune-sur-les-batiments/>

L'engagement de la commune vis-à-vis de la Charte du futur PNR du Doubs Horloger peut passer par la mise en œuvre des mesures précédemment citées au sein des différents paragraphes du présent dossier.

- **Mesures de compensation**

Dans le cas où aucune alternative ne peut être envisagée dans le cadre de l'évitement de la pelouse calcaire au centre du bourg, la commune peut s'engager à compenser les surfaces impactées en restaurant des pelouses dégradées du territoire communal ou de ses abords. Ce type d'opération se réalise notamment à travers plusieurs actions à renouveler tous les ans, telles que :

- Pâturage extensif par des ovins ou caprins pour débroussailler des secteurs enrichés,
- Suivi d'un calendrier adapté aux enjeux du site pour les périodes de pâturage
- Mise en place d'une pression de pâturage adaptée aux enjeux du site
- A défaut de pâturage, mise en place d'une fauche annuelle (automne) avec export de la litière
- Broyage des ligneux en période de dormance de la végétation, mais conservation d'îlots pour maintenir un paysage mixte.

3.3.5. Incidences sur les continuités écologiques

3.3.5.1. Prise en compte dans le projet

Les principaux corridors écologiques et réservoirs de biodiversité identifiés dans l'EIE et les documents cadres sont préservés de l'urbanisation. Les espaces concernés par l'extension de la trame urbaine restent en périphérie immédiate du bâti existant et de fait, ne fragmentent pas de continuité majeure sur le territoire.

La trame bleue est totalement évitée par le projet, les milieux aquatiques (rus) et humides étant exclus du périmètre retenu.

Concernant la trame verte, les éléments arborés et/ou arbustifs existants (haies, bosquets, arbres isolés) forment la trame verte de la commune et jouent un rôle de corridors écologiques, de refuge, de source de nourriture et des sites de reproduction pour la faune. Par ailleurs, ces éléments jouent un rôle indéniable dans la régulation des eaux de

ruissellement, la protection contre le vent et l'érosion. A ce titre, ils méritent une attention particulière et doivent être préservés autant que possible.

En l'état, le projet prévoit l'urbanisation de faibles surfaces, ce qui ne devrait pas remettre en question les continuités écologiques liées aux habitats ouverts et semi-ouverts, le tissu urbain restant perméable.

Par voie de conséquence, le projet est compatible avec le SRCE et le SCOT car il n'impacte pas de manière significative les différentes continuités relevées dans ces documents cadres.

Aucune incidence significative n'est à déplorer concernant les principaux éléments de la trame verte et bleue du territoire.

3.4. Prise en compte des enjeux liés au paysage naturel

3.4.1.1. Rappel des enjeux et des sensibilités

Enjeux et recommandations définis lors de l'EIE	
Enjeu/sensibilité	Recommandations
Présence d'éléments typiques du paysage jurassien jusqu'aux abords du tissu bâti, dans un contexte à dominante rurale. Présence d'un site inscrit en marge du tissu bâti. Présence d'un point de vue au sein du village, offrant une large vue sur le paysage proche et le grand paysage. Evolution du paysage naturel vers une homogénéisation, notamment du milieu forestier, et appauvrissement de formations typiques jouant également un rôle essentiel pour la biodiversité, remarquable ou non.	<ul style="list-style-type: none">- Préserver les éléments du paysage (haies, bosquets, etc.) à l'aide d'outils réglementaires (article L151-19 du Code de l'Urbanisme...),- Maintenir des ruptures naturelles entre les entités bâties afin de maintenir leur silhouette paysagère,- Valoriser et entretenir la roche calcaire (affleurements, falaises, murgers, etc.), un élément du patrimoine naturel et humain,- Préserver les éléments du paysage naturel et leurs structures,- Maintenir le cadre de vie actuel, très « vert ».

3.4.1.2. Prise en compte dans le projet

Le projet communal prévoit une extension de l'urbanisation au niveau des abords du bâti déjà existant, ce qui limite les phénomènes de mitage et permet d'éviter une déformation de l'enveloppe urbaine. Le site inscrit « Corniche de Goumois à Fessevillers », localisé au Nord-Est de la commune et hors des emprises ZC, ne subira donc pas d'incidence du fait de l'urbanisation.

Une portion des zones ZC retenues sont comprises dans le périmètre du site emblématique « Haute vallée du Doubs », néanmoins l'envergure du projet communal n'aura pas de conséquence notable sur la qualité paysagère du site

Une portion de la zone ZC délimitée au niveau du centre-bourg de la commune est identifiée sur des habitats à forte valeur paysagère. L'habitat concerné correspond à une pelouse calcaire, rare dans au sein du contexte urbanisé, constituant ainsi un élément du paysage naturel notable de la commune. Par ailleurs, cet habitat est très visible de par sa localisation en entrée de ville (point de vue de la D437B en arrivant à l'Ouest de la commune). Cet espace participe à l'identité paysagère de la commune. Cette pelouse calcaire évolue donc au niveau de l'un des points de vue principaux depuis l'espace bâti (entrée du centre bourg).

La partie concernée par une prairie pâturée sèche quant à elle se situe au niveau d'une rupture topographique, formant un « promontoire » central bien visible de divers points hauts de la commune. Bien que présentant un intérêt moindre du fait de son manque de typicité, cet habitat reste un point central de la commune, d'autant plus qu'il est associé au petit patrimoine de la commune (petite vierge).

L'attrait paysager de la commune passe également par la bonne représentation de structures « vertes » de différentes hauteurs (haies, linéaires d'arbres, fourrés...) qui jalonnent les espaces interstitiels du bâti et confortent ainsi la prégnance du paysage naturel typique du massif jurassien jusqu'au sein de la trame urbaine.

Les zones humides bien que peu remarquables sur la commune figurent néanmoins parmi les éléments originaux du paysage. Elles seront évitées par le choix d'implantation des secteurs ZC.

Les incidences du projet sur le site emblématique apparaissent faibles voire négligeables au regard des surfaces ouvertes à l'urbanisation.

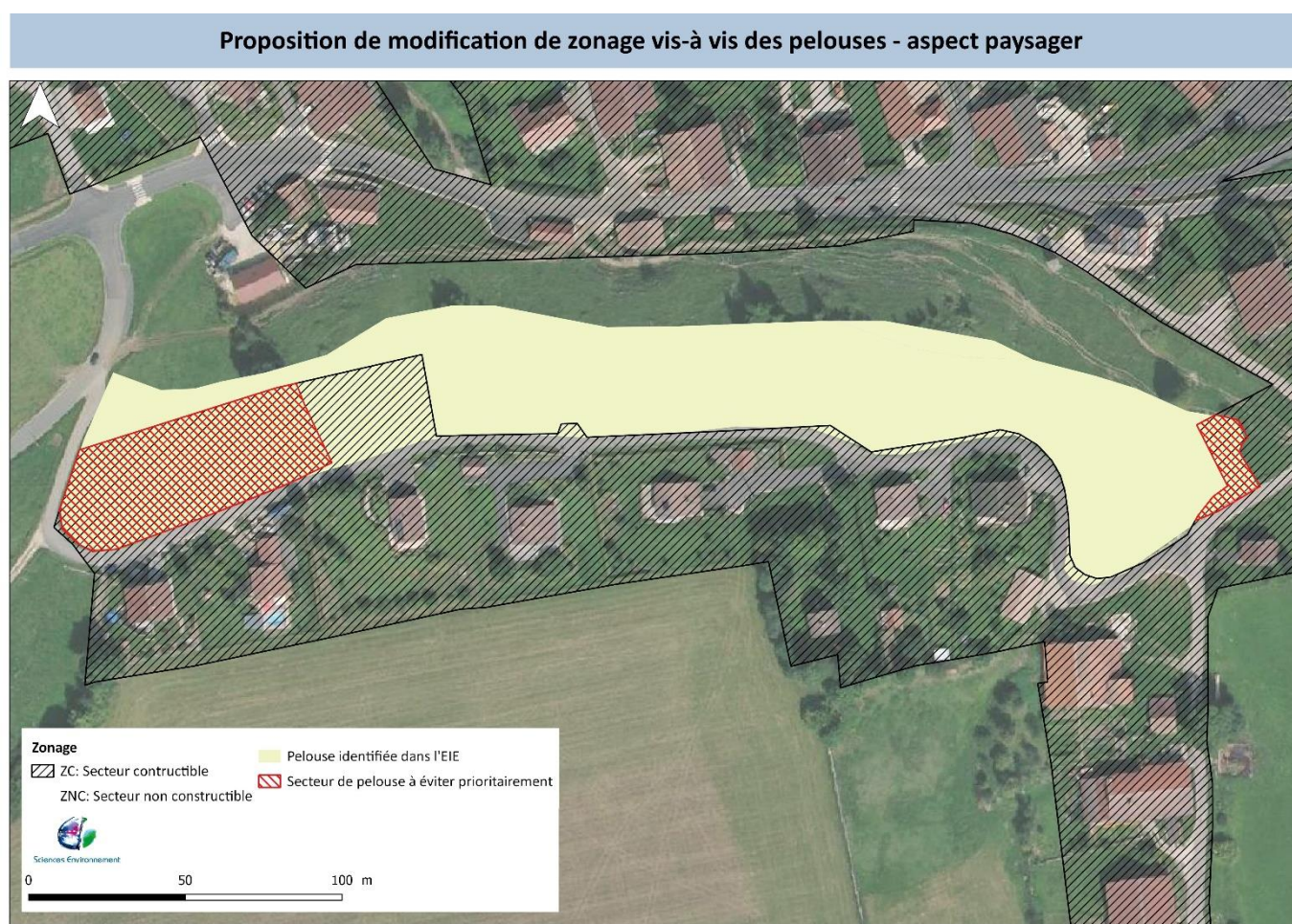
Une partie du projet axe l'extension de la commune sur des secteurs à faible valeur paysagère. Néanmoins, une portion des zones ZC est identifiée sur un secteur à présentant un intérêt paysager local significatif. Aussi, l'incidence du projet sur le paysage naturel local intra-urbain est considérée comme significative.

3.4.1.1. Mesures correctrices

Le projet communal gagnerait à protéger les secteurs de pelouses les plus typiques, ce qui participerait non seulement à préserver l'intérêt paysager de la commune mais également à valoriser le cadre de vie offert par la diversité des habitats naturels au droit du tissu bâti. En ce sens, il conviendrait de préserver les sections de pelouses calcaires identifiées ci-dessous et de conserver la haie séparant les parcelles. Cette haie continuerait ainsi de jouer son rôle de brise vue naturel entre les pelouses préservées et les secteurs ouverts à l'urbanisation. Notons toutefois que dans l'idéal, au regard des raisons tant paysagères qu'écologiques identifiées dans le cadre de cette étude, l'intégralité de cet habitat naturel mériterait d'être exclue de la zone constructible.

En cas d'impossibilité, l'implantation du bâti devra être réfléchie pour limiter au maximum les impacts visuels des constructions vis-à-vis du paysage naturel (retrait du bâti au niveau de la route, mise en place de haies, etc).

Le projet communal pourrait également s'engager à **pérenniser les éléments fixes du paysage naturel** afin d'assurer leur conservation à l'échelle du document d'urbanisme, au risque de voir un appauvrissement du petit paysage local (haies, bosquets, etc.).



3.5. Evaluation des incidences Natura 2000

L'évaluation des incidences sur Natura 2000 a pour but de vérifier la compatibilité d'un projet avec les objectifs de protection et de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire à l'origine de la désignation du site, de prévenir leur dégradation ou leur destruction. Le contenu de cette étude est défini par l'article R.414-23 du code de l'environnement.

3.5.1. Rappel du contexte

La commune ne compte aucun Natura 2000 sur son territoire.

Le site le plus proche est celui des « Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs », situé au plus proche à 2,8 km au Nord et à l'Ouest de la commune.

Au Nord, 2 sites se trouvent entre 12 et 16km du territoire communal : « Le Crêt des Roches » et la « Côte de Champvermol ». Au Sud, à un peu plus de 11km de Fessevillers se situe le site Natura 2000 de « Tourbière des Cerneux-Gourinots et zones humides environnantes, Les Saignes des Guinots, Le Verbois ».

Nom	Type	Code	DOCOB	Surface	Distance
Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs	ZPS	FR4312017	Réalisé	16 271 ha	2,8 km au Nord
	ZSC	FR4301298			
Réseau de 15 cavités à Minioptères de Schreibers en Franche-Comté	ZSC	FR4301351	Réalisé	25ha	7 km au Nord-Ouest
Crêt des Roches	ZSC	FR4301288	Réalisé	60 ha	Plus de 12 km au Nord
Côte de Champvermol	ZSC	FR4301289	Réalisé	156 ha	Plus de 13 km au Nord
Tourbière des Cerneux-Gourinots et zones humides environnantes, Les Saignes des Guinots, Le Verbois	ZSC	FR4301287	Réalisé	391ha	Plus de 11km au Sud

Site naturels remarquables: le réseau Natura 2000

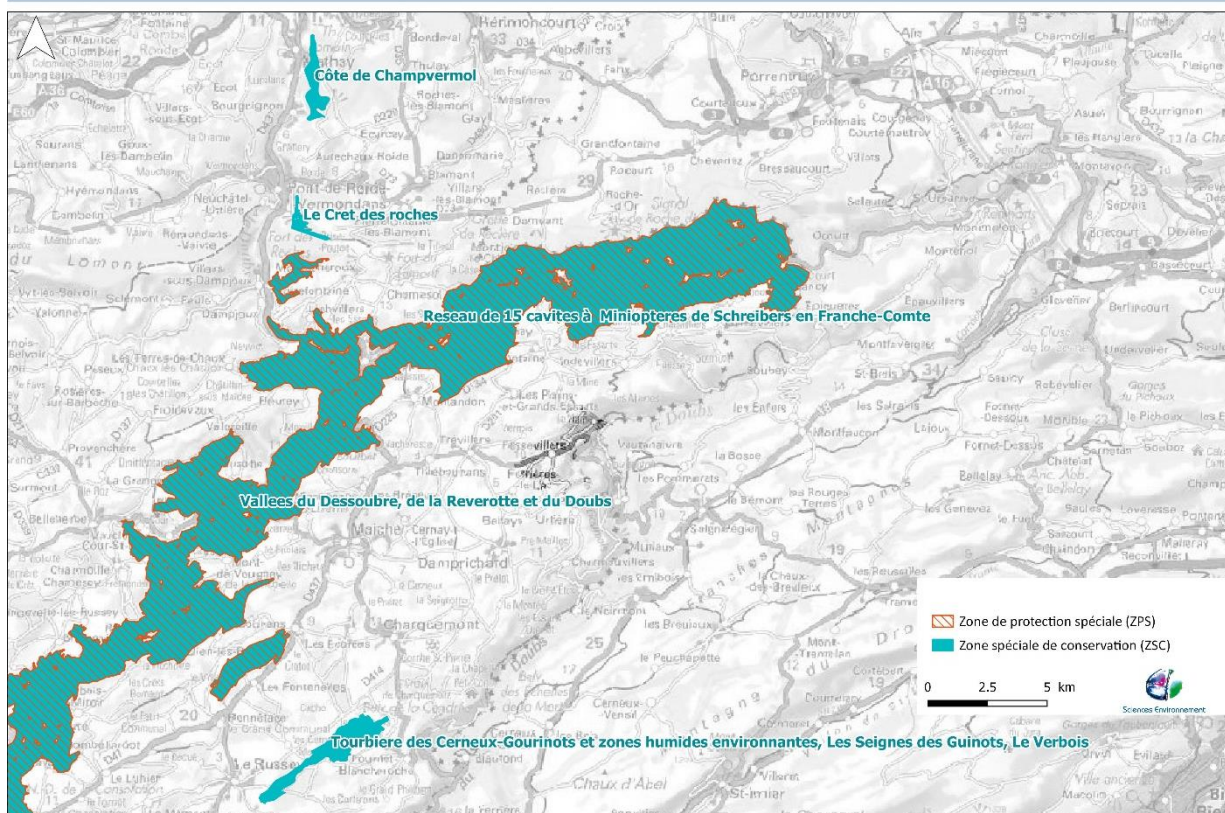


Figure 7 : Localisation de la commune par rapport à Natura 2000

3.5.2. Evaluation préliminaire des incidences

La commune n'étant pas incluse dans le périmètre d'un site Natura 2000, le projet ne peut donc avoir que des incidences potentielles indirectes sur les enjeux écologiques ayant justifié la désignation du site. Les lignes suivantes s'attachent à analyser ces incidences potentielles du projet et à proposer des mesures correctrices en cas de nécessité.

3.5.2.1. Incidences indirectes potentielles

Incidences indirectes sur les habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site

Le site Natura 2000 le plus proche et donc le plus susceptible d'être impacté par le projet est la ZSC/ZPS « Vallées du Dessoubre, de la Réverotte et du Doubs ». N'étant pas directement implanté sur le périmètre de la commune, les risques d'incidences se réduisent au risque de destruction/d'altération d'habitats indirectement lié au site. Sur la commune, le risque se limite au transport éventuel de pollution via le Doubs, celui-ci étant situé en position amont au niveau de la commune. L'éloignement du bourg et la faible superficie retenue dans le cadre des zones ZC laisse pressentir un impact négligeable de l'urbanisation sur ce site Natura 2000.

Les autres sites se situent à plus de 6km du périmètre communal, et la plupart sont déconnectés du réseau hydrographique. Dans le cas des sites Natura 2000 « Tourbière des Cerneux-Gourinots et zones humides environnantes, Les Saignes des Guinots, Le Verbois », « Crêt de des roches » et « Réseau de 15 cavités à Minioptères de Schreibers en Franche-Comté », soit le site se trouve en amont de la commune, soit les habitats diffèrent de ceux rencontrés à Fessevillers (et sans lien direct ou indirect), ce qui ne laisse présager aucune incidence du projet sur les sites.

Seule la ZSC « Côte de Champvermol » est connectée à la commune via son alimentation par le Doubs. Cependant, les mêmes arguments que pour la ZSC/ZPS la plus proche peuvent être avancés. En outre, en cas de pollution très

éventuelle du Doubs au niveau de Fessevillers, la distance séparant le site de la commune est telle que celle-ci s'en trouverait fortement diluée.

Aussi, les incidences indirectes potentielles du projet sur les habitats associés aux sites Natura 2000 sont estimées non significatives.

Incidences indirectes sur les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site

- **Perturbations des espèces dans leurs fonctions vitales**

Plusieurs types de perturbations peuvent survenir suite à l'extension des zones urbanisées, telles que le dérangement dû à l'activité humaine (bruit, piétinement...), la pollution des eaux de surface et souterraines (rejets dans le milieu naturel), modifications du régime hydraulique (imperméabilisation des sols, prélèvement sur la ressource en eau).

- Incidences potentielles sur les espèces aquatiques et associées aux milieux humides liées aux rejets dans le milieu récepteur : comme cela a déjà été abordé précédemment, aucune incidence potentielle n'est à présager au niveau des habitats aquatiques et humides, les espèces inféodées à ce type de milieux ayant justifié la désignation du site seront donc également préservées de toute incidence notable.
- Incidences sur les autres espèces terrestres : les seules incidences que pourraient avoir le projet sont de nature indirecte, c'est-à-dire par l'altération d'habitats de chasse, de corridors de déplacement ou encore de zones de repos pour les espèces ayant justifié la désignation des différents sites considérés. Rappelons que le projet d'extension de l'urbanisation se situe à plusieurs kilomètres de l'emprise des sites Natura 2000 identifiés. Aucune nuisance particulière liée aux phases de travaux n'est pressentie sur les espèces forestières, rupicoles ou liées aux milieux ouverts d'intérêt communautaire des sites, dans la mesure où elles seront générées dans des secteurs déjà soumis à des pressions anthropiques importantes et en marge de leurs habitats de prédilection. La surface prévue à l'urbanisation est par ailleurs anecdotique à l'échelle de la commune et des sites Natura 2000 les plus proches. Les zones ZC ne peuvent pas être considérées comme des zones privilégiées pour l'alimentation de ces espèces du fait de leur localisation au sein ou en périphérie immédiate du bâti, de l'ampleur raisonnable du projet et de l'abondance d'habitats favorables aux espèces considérées en périphérie immédiate des sites Natura 2000.

- **Fragmentation de l'habitat, effet de coupure, isolement des populations...**

Les principaux corridors écologiques identifiés dans l'état initial de l'environnement et jouant un rôle indispensable à la fonctionnalité des écosystèmes du site Natura 2000 ne sont pas impactés par le projet qui prévoit une extension de l'urbanisation dans des secteurs en périphérie immédiate du bâti et des axes de circulation actuels, ceci hors de sites naturels remarquables et des éléments majeurs de la Trame verte et bleue

L'évaluation des incidences ne met en évidence aucune incidence significative du projet de carte communale sur les sites Natura 2000 étudiés. Aucune mesure corrective n'est à prévoir. L'évaluation des incidences s'arrête donc à ce stade.

4. CONCLUSION

L'analyse des incidences du projet de carte communale de Fessevillers proposée au cours des pages précédentes a permis d'identifier des incidences potentielles significatives concernant les thématiques du milieu naturel et du paysage naturel.

Le principal impact négatif identifié concerne le secteur de pelouse calcaire et certains des éléments boisés compris dans la zone constructible. L'urbanisation envisagée au niveau de la pelouse centrale du bourg apparaît dommageable à la faune et la flore qui fréquentent ce milieu d'intérêt communautaire à forte patrimonialité, mais également à l'identité paysagère de la commune. Ces espaces sont visibles en divers points du village (forte implantation topographique) et jouent un rôle important dans son attrait paysager et sa typicité. L'urbanisation de cette formation naturelle centrale aurait pour conséquence d'altérer la qualité paysagère locale.

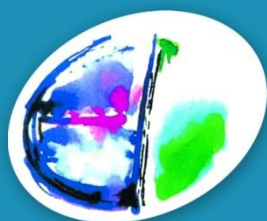
Concernant les autres thématiques environnementales de l'environnement, il ressort que les incidences des zones ouvertes à l'urbanisation apparaissent dans leur ensemble peu ou non significatives au regard du tracé de la zone constructible.

Bureau d'études
d'ingénierie,
conseils, services

CARTE COMMUNALE DE FESSEVILLERS (25)

Evaluation environnementale

DIAGNOSTIC ZONES HUMIDES



Sciences Environnement

Ce dossier a été réalisé par :

Sciences Environnement

Agence de Besançon

Pour le compte de : [Commune de Fessevillers \(25\)](#)

Personnel ayant participé à l'étude :

Chargée d'études : [Julie Viricelle – rédaction, inventaires](#)

SOMMAIRE

1. Contexte de l'étude.....	4
1.1.1. Présentation.....	4
1.1.2. Habitats naturels patrimoniaux et utilisation des sols	4
1.1.3. Contexte lié aux zones humides	7
1.1.4. Contexte géologique	7
2. Méthodologie de délimitation des zones humides.....	9
3. Resultats du diagnostic	11
3.1. Description de la pédologie	11
3.1.1. Cartographie des résultats.....	11
3.2. Analyse des résultats	12
3.2.1. Récapitulatif des sondages	12
3.2.2. Analyse	13
3.3. Description de la végétation	13
Conclusion.....	14

INDEX DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Localisation des parcelles ayant fait l'objet de prospections zones humides	5
Figure 2: Occupation des sols sur les sites d'étude	6
Figure 4 : Zones et milieux humides connus lors de l'EIE	7
Figure 5 : Contexte géologique	8
Figure 6 : Classes d'hydromorphie retenues dans la législation (source : MEDDE, GIS Sol. 2013).....	10
Figure 7 : Protocole de placement des relevés pédologiques vis-à-vis de la frontière supposée de la zone humide (Source : MEDDE, GIS Sol. 2013, Crédit photographique : Hélène Rousseau)	10
Figure 8 : Localisation des sondages réalisés.....	11
Figure 9 : Tableau de synthèse des résultats	12

1. CONTEXTE DE L'ETUDE

1.1.1. Présentation

Dans le cadre de la réalisation de la carte communale de la commune de Fessevillers (25), un diagnostic de présence ou d'absence de zone humide conformément à l'arrêté du 24 juin 2008, modifié le 1^{er} octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7 et R.211-108 du code de l'Environnement a été sollicité.

Cette expertise s'est attachée à déterminer le caractère humide – ou non – des secteurs d'implantation projetés selon les critères spécifiques à la dénomination de « zones humides ». Les relevés ont été réalisés le 27 mai 2020.

La localisation des secteurs étudiés est visible sur le plan ci-après.

1.1.2. Habitats naturels patrimoniaux et utilisation des sols

Les sites prospectés dans le cadre du diagnostic zones humides ont précédemment fait l'objet d'une cartographie de l'occupation des sols dans le cadre de l'étude environnementale de la carte communale. Les habitats recensés au niveau des sites faisant l'objet de ce diagnostic sont rappelés et superposés sur la carte ci-dessous. Leur utilisation est également rappelée dans les lignes suivantes.

Dans le cadre des relevés réalisés dans l'EIE, aucun des sites prospectés ne présente *a priori* de végétation hygrophile. La majorité des parcelles est concernée par des habitats de type prairie pâturée mésophile. Cela concerne 4 des parcelles, dont certaines sont dominées par cet habitat (parcelles centrales). Les parcelles les plus au nord sont en plus accompagnées de formations arbustives et/ou arborées. Une parcelle, localisée le plus au sud, est concernée par une pelouse calcaire sèche.

Le diagnostic parcellaire réalisé dans le cadre de cette étude a été l'occasion de vérifier plus finement la présence ou l'absence de formations végétales relevant de la zone humide sur ces emprises.

Localisation des sites prospectés

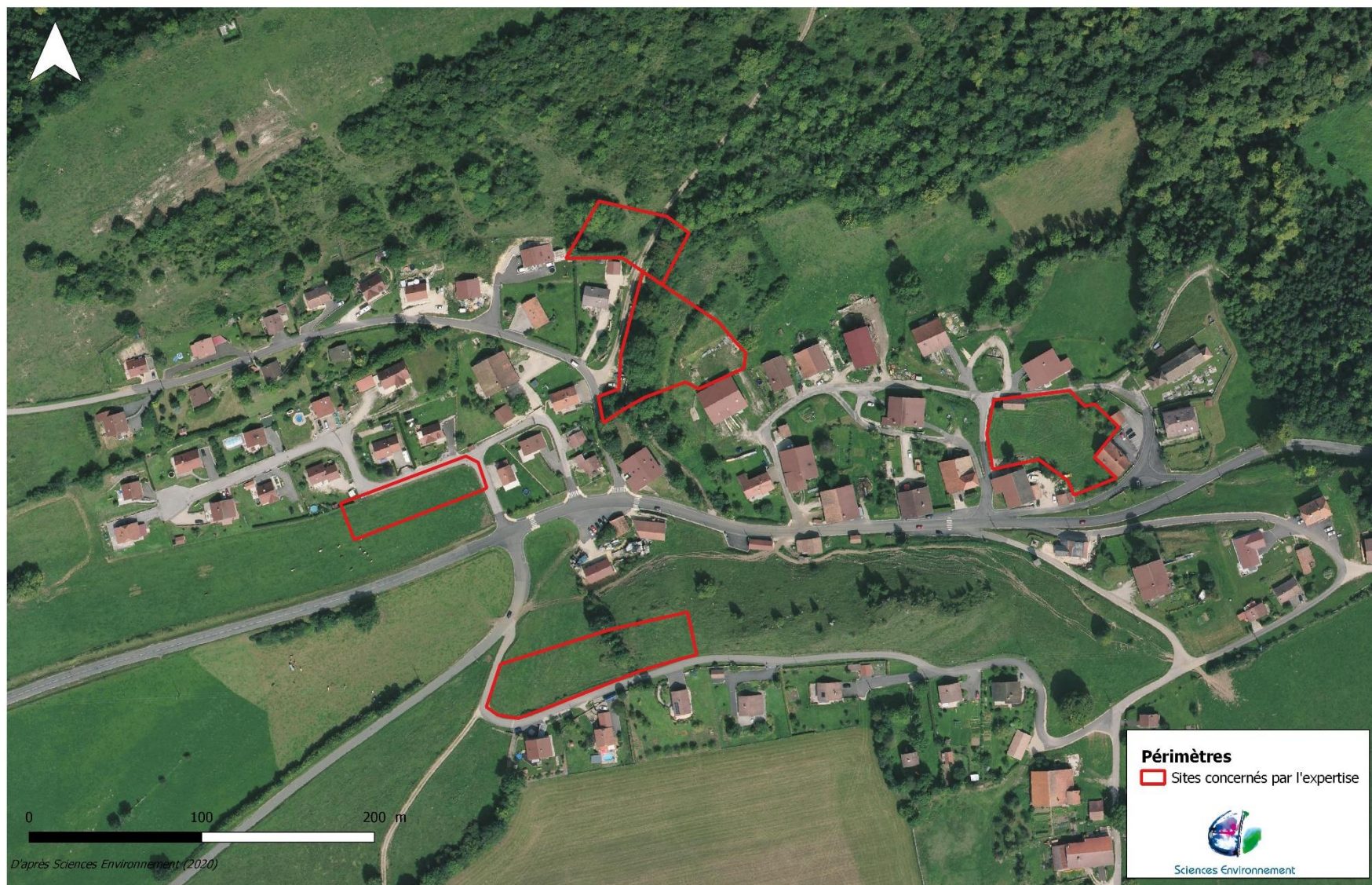


Figure 1 : Localisation des parcelles ayant fait l'objet de prospections zones humides

Habitats naturels et semi-naturels concernant les sites prospectés

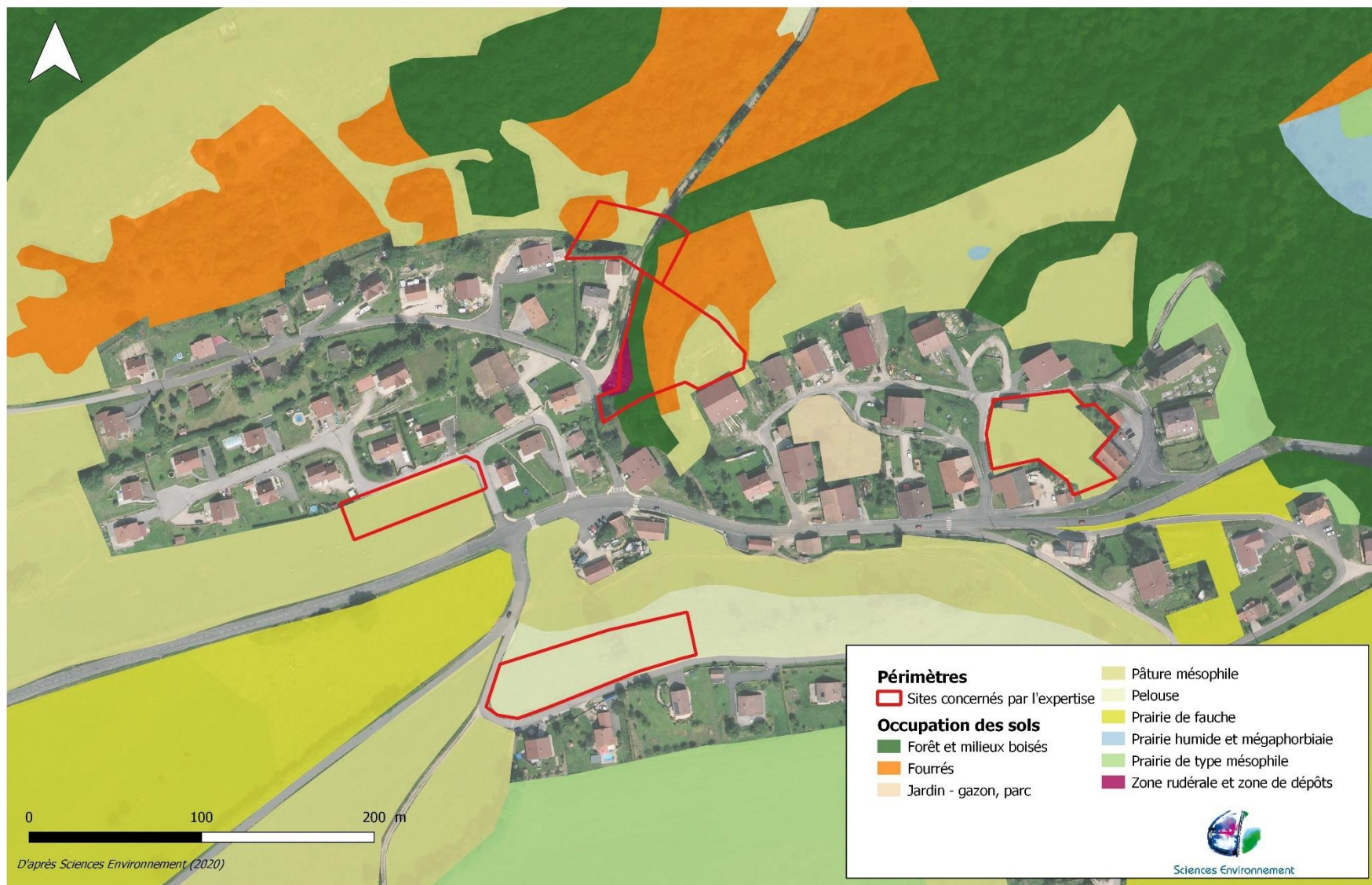


Figure 2: Occupation des sols sur les sites d'étude

1.1.3. Contexte lié aux zones humides

Comme l'illustre la figure suivante issue de l'Etat initial de l'environnement, aucune zone humide ou milieu humide n'a été identifié sur les sites à prospecter, que ce soit lors de la réalisation de la carte d'occupation des sols de l'EIE ou au sein de la bibliographie (base de données Sigogne).

De manière générale, la trame humide est faiblement représentée à l'échelle du tissu urbain.

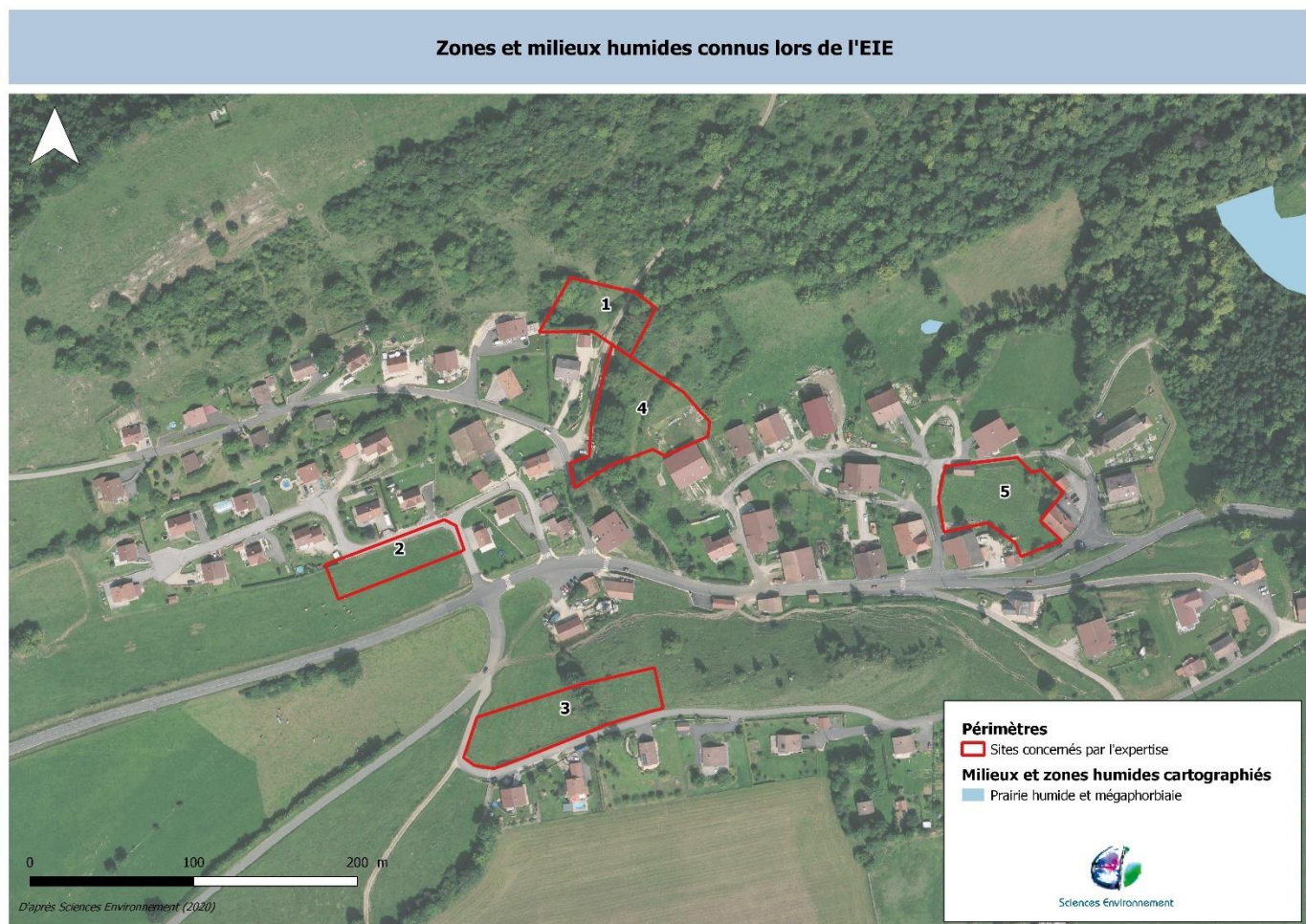


Figure 3 : Zones et milieux humides connus lors de l'EIE

1.1.4. Contexte géologique

Comme l'illustre la figure suivante, les sites visés par la présente étude sont concernés par des couches géologiques diversifiées :

- Pour les parcelles le plus au nord (1,2,4 et 5), par des calcaires compacts du Kimméridgien (j8). Le sommet de cette formation est localement recouvert de marnes. Néanmoins, la plus grande masse de l'assise est formée par des calcaires compacts, des calcaires grenus, et localement par des calcaires en bancs plus marneux. Au regard de la présence de bancs marneux, il est donc possible que les terrains soient localement peu perméables
- Pour la parcelle 5, une partie de la parcelle est concernée par des conglomérats du Miocène (m). Ces formations se composent des galets calcaires liés par un ciment gréseux ou argileux.
- Pour la parcelle 3, par la couche géologique du Rauracien (j6). Il s'agit d'une formation calcaire complexe épaisse de 70 à 90cm où s'imbriquent différents faciès récifaux et périrécifaux.

Les formations du Kimméridgien semblent les plus propices à la formation de zones humides, alors que les deux autres formations apparaissent plus drainantes du fait de leur nature calcaire.

Contexte géologique

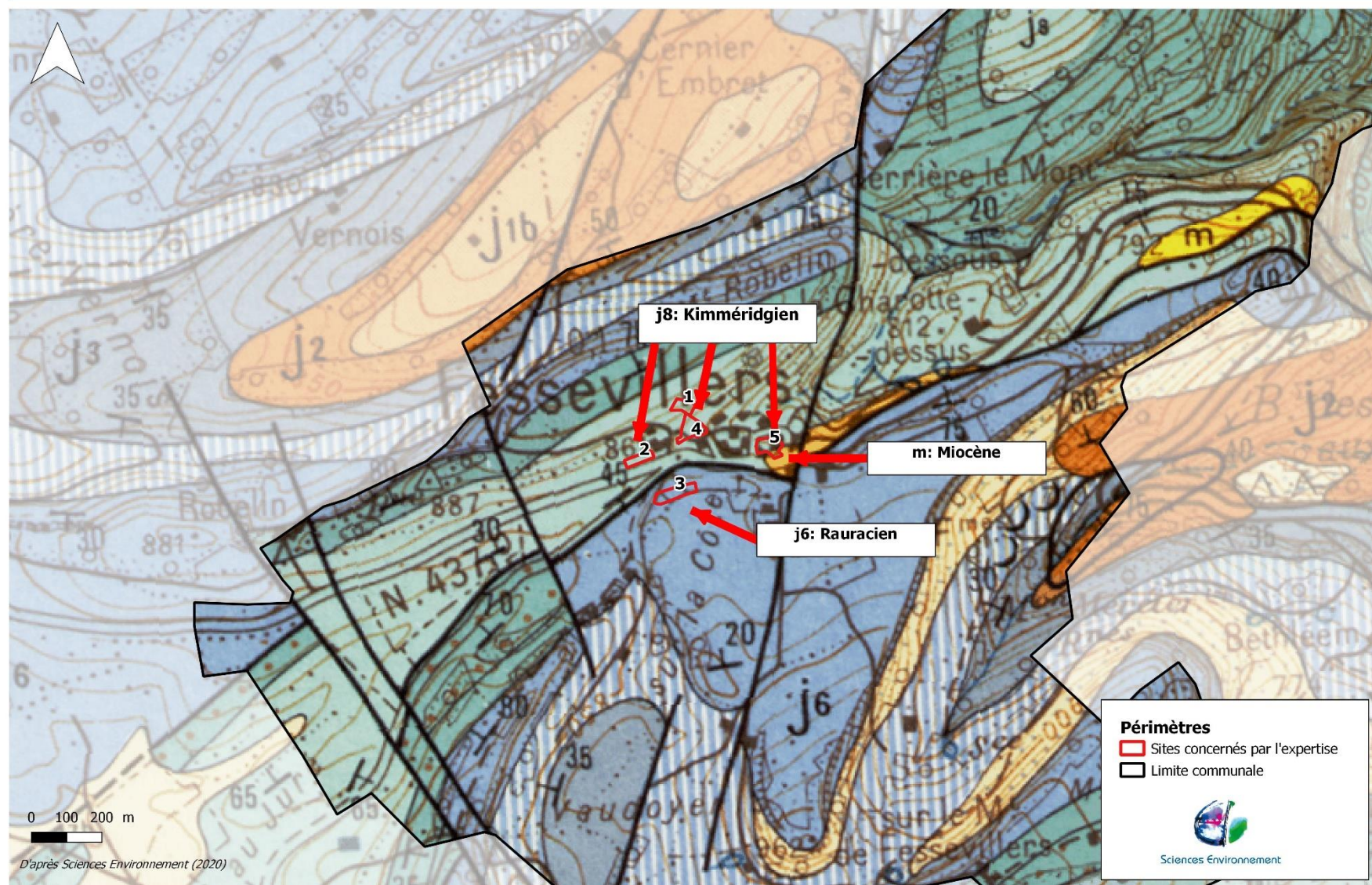


Figure 4 : Contexte géologique

2. METHODOLOGIE DE DELIMITATION DES ZONES HUMIDES

La cartographie et la délimitation des zones humides sont encadrées par l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 01 octobre 2009 découlant des articles L214-7-1, R211-8 et R. 211-108 du code de l'environnement et par la circulaire du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Un guide pour l'identification et la délimitation des zones humides a également été réalisé par le MEDDE et le GIS Sol en 2013¹. Ce guide offre des indications complémentaires quant à la mise en œuvre de la méthodologie.

L'article R211-108 du code de l'environnement précise que :

« I.-Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées au 1° du I de l'article L. 211-1 sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique. En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide. »

Pour faciliter l'appréciation partagée de ce qu'est une zone humide – en vue de leur préservation par la réglementation – l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié le 1^{er} octobre 2009 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R211-108 du code de l'environnement.

Ainsi, « une zone est considérée comme humide si elle présente l'un des critères suivants :

- 1) Les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques (...)
- 2) Sa végétation, si elle existe, est caractérisée par :
 - soit des espèces (indicatrices de zones humides),
 - soit des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides (...)

Cette étude a été réalisée sur la base des critères « sol » et « végétation », afin de délimiter le plus précisément possible la présence éventuelle de zone humide. Par ailleurs, la nouvelle réglementation découlant de la loi n°2013-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office Français de la Biodiversité réhabilite la considération **alternative** des critères « sol » et « végétation ».

Ainsi, nous considérerons qu'une zone humide est définie comme telle lorsqu'elle présente **soit** une végétation hygrophile **soit** un type pédologique de zone humide.

Les sols de zones humides se caractérisent par la présence d'un ou de plusieurs traits d'hydromorphie, de leur hauteur d'apparition et de leur profondeur. Ces traits sont les suivants :

- des traits rédoxiques qui traduisent un engorgement temporaire et qui se présentent sous la forme de taches rouille, de nodules ou films bruns ou noirs et par une décoloration et un blanchissement des horizons
- des horizons réductiques qui traduisent un engorgement permanent ou quasi permanent et qui se présentent sous la forme d'un horizon de couleur uniforme verdâtre/bleuâtre

¹ MEDDE, GIS Sol. 2013. Guide pour l'identification et la délimitation des sols de zones humides. Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Groupement d'Intérêt Scientifique Sol, 63 pages.

- des horizons histiques qui traduisent un milieu saturé en eau pendant plus de six mois et qui se caractérisent par des horizons entièrement constitués de matières organiques (débris de végétaux hygrophiles ou sub-aquatiques)

En l'absence d'indices visibles de présence de zone humide, les relevés pédologiques ont été réalisés par un échantillonnage systématique. La norme AFNOR CARTO NF X31-560 fixe une densité de sondages pédologiques de 1 relevé pour 2 à 3 ha. Dans le cadre de ce travail, les relevés ont été plus nombreux sur la majeure partie des zones.

La densité des relevés pédologiques réalisés est également dépendante de l'hétérogénéité des conditions topographiques, hydrographiques et végétales identifiées sur le terrain.

La méthode mise en œuvre sur la zone d'étude utilise les sondages à la tarière pédologique. Les indices et traces d'hydromorphie ont été recherchés dans les différents horizons du sol. Le caractère humide ou non des terrains échantillonnés se base sur les travaux du Groupe d'Etude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981).

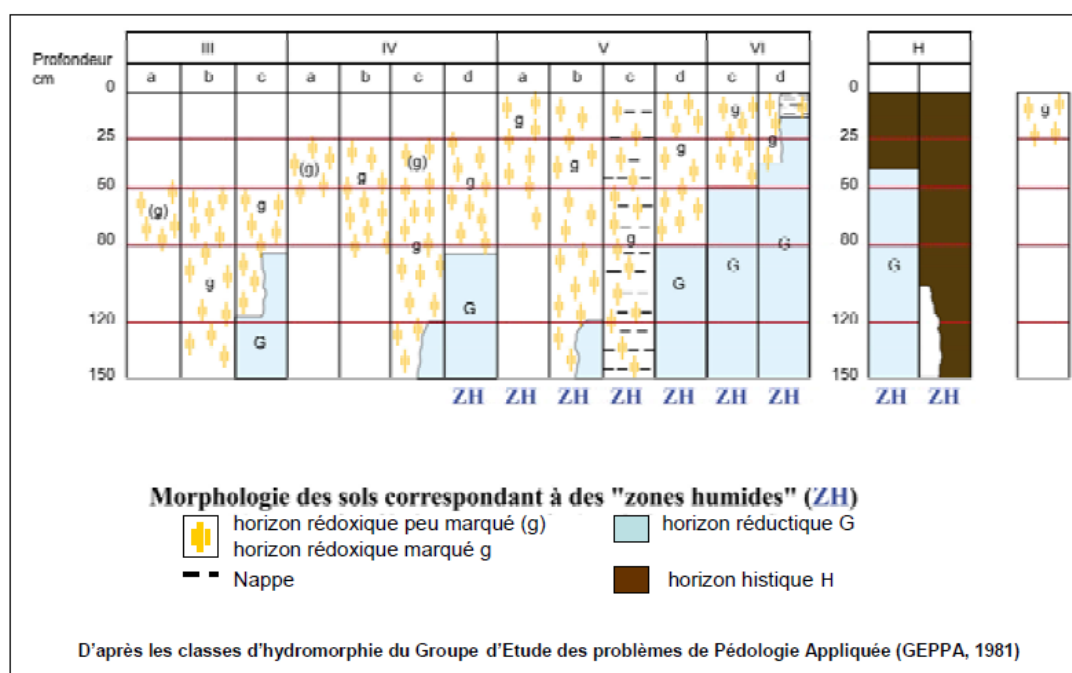


Figure 5 : Classes d'hydromorphie retenues dans la législation (source : MEDDE, GIS Sol. 2013)

La méthode de délimitation des zones humides par le critère pédologique vise à réaliser des relevés pédologiques à la tarière de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide comme le montre la figure ci-dessous.

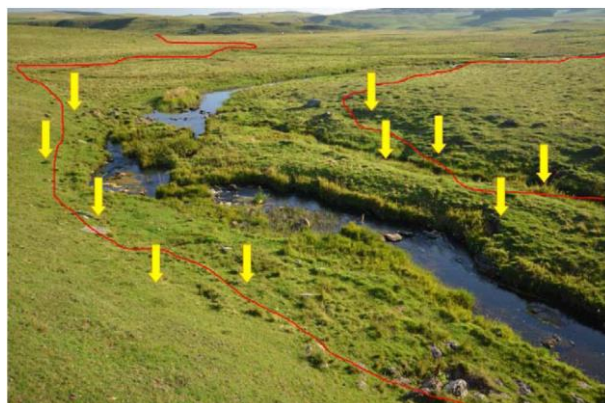


Figure 6 : Protocole de placement des relevés pédologiques vis-à-vis de la frontière supposée de la zone humide (Source : MEDDE, GIS Sol. 2013, Crédit photographique : Hélène Rousseau)

3. RESULTATS DU DIAGNOSTIC

3.1. Description de la pédologie

3.1.1. Cartographie des résultats

La figure suivante localise les sondages pédologiques effectués et illustre les résultats obtenus sur chaque site d'étude :

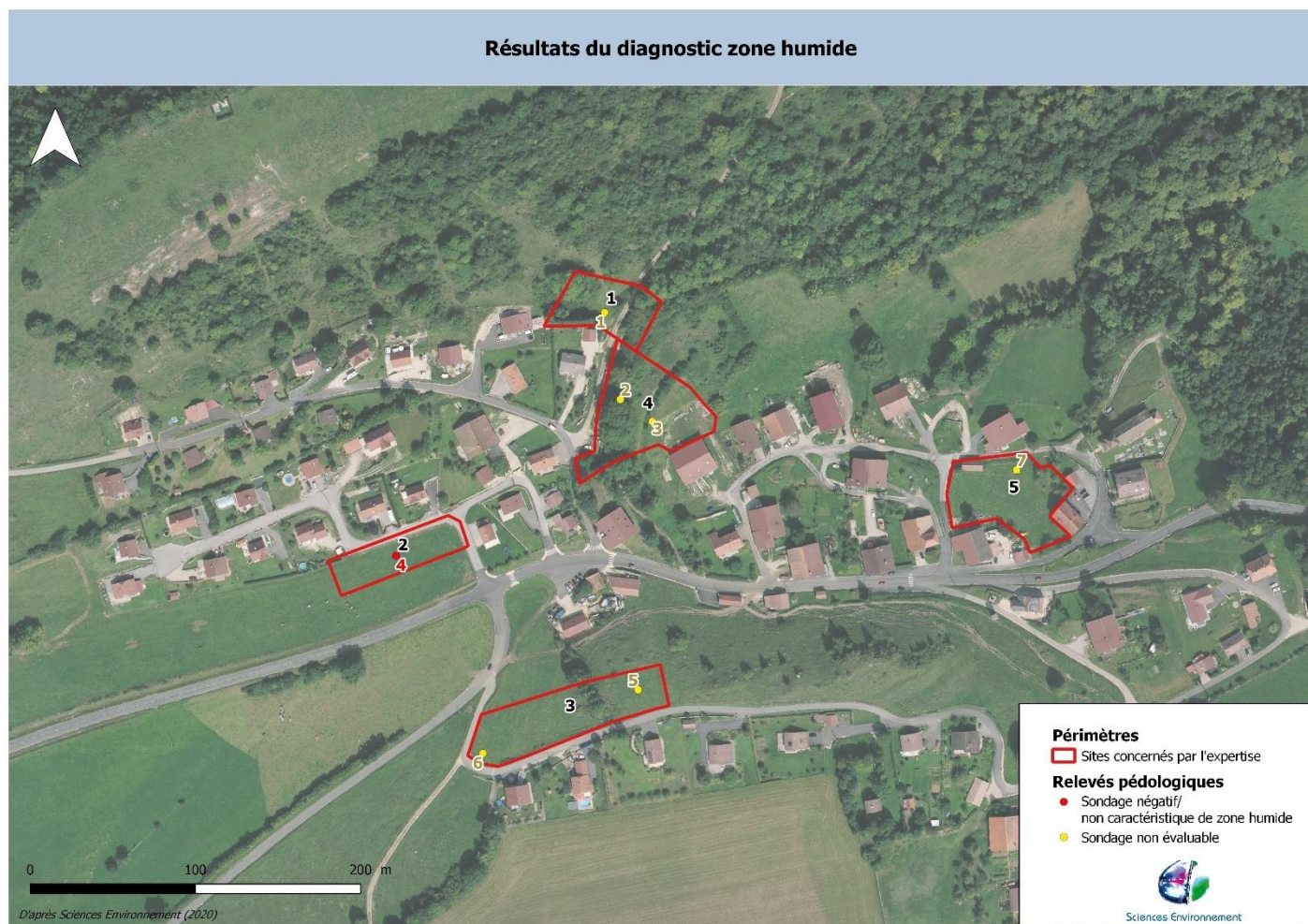


Figure 7 : Localisation des sondages réalisés

3.2. Analyse des résultats

3.2.1. Récapitulatif des sondages

Les sondages pédologiques effectués sont reportés dans le tableau ci-après :

N° relevé	X L93	Y L93	Profondeur atteinte (cm)	Hydromorphie observée	Remarques	Sol de zone humide	Habitat au droit du sondage	Habitat caractéristique de zone humide d'après la table B ou C de l'AM 24/06/2008	Présence de zone humide au sens réglementaire
1	995557.08531	6694142.77731	30	-	-	Non évaluable	Prairie pâturée sèche (38.1 x 34.3)	hpp	Considéré comme non humide
2	995566.57933	995566.57933	15	-	-	Non évaluable	Frênaie (41.3)	hpp	Considéré comme non humide
3	995585.93699	6694076.81021	5	-	-	Non évaluable	Prairie pâturée mésophile (38.1)	hpp	Considéré comme non humide
4	995577.33616	6693995.60944	55	-	-	Non	Prairie pâturée mésophile (38.1)	hpp	Non
5	995577.33616	6693914.45173	5	-	-	Non évaluable	Prairie pâturée sèche (38.1 x 34.3)	hpp	Considéré comme non humide
6	995483.42424	6693875.98642	20	-	-	Non évaluable	Pelouse calcaire sèche pâturée (34.3 x 38.1)	hpp	Considéré comme non humide
7	995806.49727	6694047.4895	30	-	-	Non évaluable	Prairie de fauche mésophile (38.3)	hpp	Considéré comme non humide

*hpp : habitat pro parte = habitat non considéré comme systématiquement ou entièrement caractéristique de zones humides.

Figure 8 : Tableau de synthèse des résultats

3.2.2. Analyse

Les relevés de sols et de végétation n'ont pas permis d'identifier de zones humides au sens réglementaires sur les parcelles visées par l'inventaire.

Seule la parcelle n°2 a pu être évaluée de manière certaine grâce au critère sol. En effet, il s'agit du seul relevé pédologique qui a pu être réalisé au-delà de 50cm et qui a permis d'écarter le caractère humide du sol.

Les autres sondages quant à eux ne permettent pas de caractériser de sols de zones humides parce qu'ils n'ont pu être réalisés suffisamment profondément. En effet, de nombreux sondages n'ont pu être réalisés jusqu'à 50cm, du fait de la présence très régulière d'éléments grossiers (cailloux, sols remaniés...). Ces résultats de sondages ont donc été mis en perspectives avec les résultats botaniques, la topographie et les résultats des sondages présents à proximité. Tous ces sondages ont ainsi été classés comme sol de zone « non-humide » d'après la classification GEPPA.

3.3. Description de la végétation

L'analyse de la végétation s'est attachée à identifier les principaux habitats naturels et semi-naturels présents sur les sites étudiés, dans l'optique d'identifier de potentiels secteurs plus « frais », pouvant présenter un intérêt dans le fonctionnement hydrologique local. En certains points, l'identification a été malaisée du fait de la mise en pâture de certains sites.

La plupart des parcelles sont composées de formations spontanées, plus ou moins altérées par les usages qui en sont fait.

Seule la parcelle n°5 présente quelques espèces fraîches ou hygrophiles telles que la Renouée bistorte ou le Géranium des bois. Le recouvrement de ces espèces est cependant insuffisant pour rattacher cette formation végétale à un habitat caractéristique de zone humide. Leur présence traduit plutôt l'évolution du milieu vers un ourlet frais.

Plusieurs prairies pâturées sèches (parcelles 1 et 3) présentent une végétation à l'interface entre la prairie mésophile pâturée et la pelouse calcaire sèche. Le pâturage de ces sites a pu induire un appauvrissement des espèces végétales avec une certaine banalisation des milieux. Néanmoins, la présence d'espèces thermophiles, parfois dominantes doit être notée : Brome érigé ou Gaillet jaune par exemple.

La parcelle n°3 présente à l'Ouest un habitat herbacé pâturé, mais se rapprochant plus de la pelouse calcaire sèche que de la prairie pâturée de par les espèces qui la composent. Elle présente une dominance nette du Brome érigé, accompagné par quelques espèces mésophiles des pâtures. Quelques affleurements rocheux ont pu être relevés à ce niveau.

La parcelle n°2 correspond quant à elle à une prairie pâturée mésophile, composée du cortège classique de ces espaces pâturés : Trèfle rampant, Ivraie vivace, Pâturin des prés, Crételle, etc. Des espèces similaires ont pu être notées sur les sections pâturées à l'Est du site n°4.

Seules les parcelles 1, 3 et 4 possèdent sur leur emprise des formations arborées ou arbustives. La parcelle n°4 est notamment longée à l'Ouest par une formation mûre de Frêne accompagnée en sous strate par du Noisetier, du Prunellier et de l'Aubépine à un stade. Ces formations sont mésophiles.

Ainsi, au regard des habitats et de la végétation identifiée, aucune zone humide n'a été identifiée selon le critère végétation ou habitat.

CONCLUSION

Aucune des parcelles inventoriées n'a permis de révéler la présence d'une zone humide au sens de la réglementation.

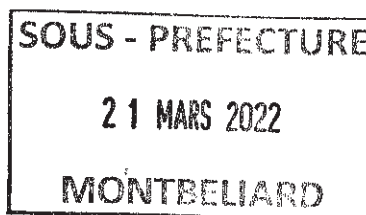
CARTE COMMUNALE

Commune de FESSEVILLERS

(25328)

PIECE N°2.3 – RAPPEL DES DISPOSITIONS RNU

Prescrite par délibération du : 09-04-2018
Approuvée par délibération du : 14/02/2022
DATE ET VISA



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

www.dorgat.fr

dorgat@dorgat.fr



CARTE COMMUNALE

Commune de FESSEVILLERS

(25328)

PIECE N°2.3 – RAPPEL DES DISPOSITIONS RNU

Prescrite par délibération du : 09-04-2018
Approuvée par délibération du : 14/02/2022
DATE ET VISA



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

www.dorgat.fr

dorgat@dorgat.fr

Article L111-1

Le règlement national d'urbanisme s'applique sur l'ensemble du territoire. Toutefois :

- 1° Les dispositions des articles L. 111-3 à L. 111-5 ne sont pas applicables dans les territoires où un plan local d'urbanisme, un document d'urbanisme en tenant lieu ou une carte communale est applicable ;
- 2° Les dispositions de l'article L. 111-22 ne sont pas applicables dans les territoires où un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu est applicable.

Article L111-2

Un décret en Conseil d'Etat précise les dispositions du règlement national d'urbanisme et prévoit les conditions et les procédures dans lesquelles l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut accorder des dérogations aux règles édictées par ce règlement.

Section 1 : Localisation, implantation et desserte des constructions et aménagements**Sous-section 1 : Localisation et implantation****Paragraphe 1 : Constructibilité limitée aux espaces urbanisés****Article L111-3**

En l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune.

Article L111-4

Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune :

- 1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;
- 2° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;
- 2° bis Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées. Ces constructions et installations ne peuvent pas être autorisées dans les zones naturelles, ni porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- 3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;
- 4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application.

Article L111-5

La construction de bâtiments nouveaux mentionnée au 1° de l'article L. 111-4 et les projets de constructions, aménagements, installations et travaux mentionnés aux 2° et 3° du même article ayant pour conséquence une réduction des surfaces situées dans les espaces autres qu'urbanisés et sur lesquelles est exercée une activité agricole ou qui sont à vocation agricole doivent être préalablement soumis pour avis par l'autorité administrative compétente de l'Etat à la commission départementale de

préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

La délibération mentionnée au 4° de l'article L. 111-4 est soumise pour avis conforme à cette même commission départementale. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai d'un mois à compter de la saisine de la commission.

Paragraphe 2 : Constructibilité interdite le long des grands axes routiers

Article L111-6

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.

Article L111-7

L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Article L111-8

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Article L111-9

Dans les communes dotées d'une carte communale, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Article L111-10

Il peut être dérogé aux dispositions de l'article L. 111-6 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue à l'article L. 111-6, pour des motifs tenant à l'intérêt, pour la commune, de l'installation ou la construction projetée.

Sous-section 2 : Desserte

Article L111-11

Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être

accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés. Lorsqu'un projet fait l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à sa réalisation lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont pas réunies. Les deux premiers alinéas s'appliquent aux demandes d'autorisation concernant les terrains aménagés pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Un décret en Conseil d'Etat définit pour ces projets les conditions dans lesquelles le demandeur s'engage, dans le dossier de demande d'autorisation, sur le respect des conditions d'hygiène et de sécurité ainsi que les conditions de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité des habitants, le cas échéant, fixées par le plan local d'urbanisme.

Article L111-12

Les bâtiments, locaux ou installations soumis aux dispositions des articles L. 421-1 à L. 421-4 ou L. 510-1, ne peuvent, nonobstant toutes clauses contractuelles contraires, être raccordés définitivement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone si leur construction ou leur transformation n'a pas été, selon le cas, autorisée ou agréée en vertu de ces dispositions.

Article L111-13

Les propriétés riveraines des voies spécialisées non ouvertes à la circulation générale et, notamment, des autoroutes, voies de défense de la forêt contre l'incendie, pistes pour cyclistes et sentiers de touristes ne jouissent pas des droits reconnus aux riverains des voies publiques. Les dispositions applicables à ces voies, notamment les conditions dans lesquelles l'exercice de certains droits pourra être accordé aux riverains, sont déterminées, soit par l'acte déclarant d'utilité publique l'ouverture de la voie, soit par décret en Conseil d'Etat.

Section 2 : Densité et reconstruction des constructions

Article L111-14

Sous réserve des dispositions de l'article L. 331-10, la surface de plancher de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment.

Un décret en Conseil d'Etat précise notamment les conditions dans lesquelles peuvent être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation.

Article L111-15

Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

Section 3 : Performances environnementales et énergétiques

Article L111-16

Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable, y compris lorsque ces dispositifs sont installés sur les ombrières des aires de stationnement. Le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable peut néanmoins comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant. La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par décret.

Article L111-17

Les dispositions de l'article L. 111-16 ne sont pas applicables :

1° Aux abords des monuments historiques définis au titre II du livre VI du code du patrimoine, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable créé en application du titre III du même livre VI, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou sur un immeuble protégé, en application des articles L. 151-18 et L. 151-19 du présent code ;

2° Dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

Article L111-18

Toute règle nouvelle qui, à l'intérieur d'un des périmètres visés aux 1° et 2° de l'article L. 111-17, interdit ou limite l'installation des dispositifs énumérés à l'article L. 111-16 fait l'objet d'une motivation particulière.

Article L111-18-1

Dans le respect des objectifs généraux de performance énergétique et environnementale des bâtiments énoncés à l'article L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation, les constructions et installations mentionnées au II du présent article ne peuvent être autorisées que si elles intègrent soit un procédé de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

II.-Les obligations prévues au présent article s'appliquent, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol, aux nouvelles constructions soumises à une autorisation d'exploitation commerciale au titre des 1°, 2°, 4°, 5° et 7° de l'article L. 752-1 du code de commerce, aux nouvelles constructions de locaux à usage industriel ou artisanal, d'entrepôts, de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale ainsi qu'aux nouveaux parcs de stationnement couverts accessibles au public.

III.-Les obligations résultant du présent article sont réalisées en toiture du bâtiment ou sur les ombrières surplombant les aires de stationnement sur une surface au moins égale à 30 % de la toiture du bâtiment et des ombrières créées.

IV.-L'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme peut, par décision motivée, écarter tout ou partie de l'obligation lorsque l'ensemble des procédés, systèmes et dispositifs mentionnés sont de nature à aggraver un risque, ou lorsque leur installation présente une difficulté technique insurmontable ou qui ne peut être levée dans des conditions économiquement acceptables, ou que leur installation est prévue dans un secteur mentionné à l'article L. 111-17 du présent code.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées définit également les cas dans lesquels tout ou partie de l'obligation prévue au I du présent article est écartée ou soumise à des conditions de mise en œuvre spécifiques pour les installations soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration en application du livre V du code de l'environnement dès lors que les obligations sont incompatibles avec les caractéristiques de l'installation.

Conformément au II de l'article 47 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019, les présentes dispositions s'appliquent aux demandes d'autorisation déposées à compter de la publication de ladite loi.

Section 4 : Réalisation d'aires de stationnement

Article L111-19

Nonobstant toute disposition contraire du plan local d'urbanisme, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes d'un commerce soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale prévue aux 1° et 4° du I de l'article L. 752-1 du code de commerce et à l'autorisation prévue au 1° de l'article L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée, ne peut excéder un plafond correspondant aux trois quarts de la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce. Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces des aménagements relevant de l'article L. 3114-1 du code

des transports, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement destinées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface.

Conformément au II de l'article 47 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019, les présentes dispositions s'appliquent aux demandes d'autorisation déposées à compter de la publication de ladite loi.

Article L111-20

Lorsqu'un établissement de spectacles cinématographiques soumis à l'autorisation prévue aux articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée n'est pas installé sur le même site qu'un commerce soumis aux autorisations d'exploitation commerciale prévues à l'article L. 752-1 du code de commerce, l'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées aux aires de stationnement annexes de cet établissement de spectacles cinématographiques ne doit pas excéder une place de stationnement pour trois places de spectateur.

Article L111-21

Les dispositions des articles L. 111-19 et L. 111-20 ne font pas obstacle aux travaux de réfection et d'amélioration ou à l'extension limitée des bâtiments commerciaux existant le 15 décembre 2000.

Section 5 : Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique

Article L111-22

Sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, le conseil municipal peut, par délibération prise après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, identifier et localiser un ou plusieurs éléments présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique et définir, si nécessaire, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

Article L111-23

La restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs peut être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L. 111-11, lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

Section 6 : Mixité sociale et fonctionnelle

Article L111-24

Conformément à l'article L. 302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation, dans les communes faisant l'objet d'un arrêté au titre de l'article L. 302-9-1 du même code, dans toute opération de construction d'immeubles collectifs de plus de douze logements ou de plus de 800 mètres carrés de surface de plancher, au moins 30 % des logements familiaux sont des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 dudit code, hors logements financés avec un prêt locatif social. L'autorité administrative compétente de l'Etat, sur demande motivée de la commune, peut déroger à cette obligation pour tenir compte de la typologie des logements situés à proximité de l'opération.

Section 7 : Camping, aménagement des parcs résidentiels de loisirs, implantation des habitations légères de loisirs et installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes

Article L111-25

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles peuvent être installées ou implantées des caravanes, résidences mobiles de loisirs et habitations légères de loisirs.

Ce décret détermine les catégories de terrains aménagés sur lesquels les résidences mobiles de loisirs et les habitations légères de loisirs peuvent être installées ou implantées ainsi que les dérogations aux règles qu'il fixe en vue de permettre le relogement provisoire des personnes victimes de catastrophes.

Article R111-1

Le règlement national d'urbanisme est applicable aux constructions et aménagements faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable ainsi qu'aux autres utilisations du sol régies par le présent code.

Toutefois les dispositions des articles R. 111-3, R. 111-5 à R. 111-19 et R. 111-28 à R. 111-30 ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu.

Les termes utilisés par le règlement national d'urbanisme peuvent être définis par un lexique national d'urbanisme, pris par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

Section 1 : Localisation, implantation et desserte des constructions et aménagements

Article R111-2

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R111-3

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est susceptible, en raison de sa localisation, d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit.

Article R111-4

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R111-5

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Article R111-6

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 111-5.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Article R111-7

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer le maintien ou la création d'espaces verts correspondant à l'importance du projet.

Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3 peut exiger la réalisation, par le constructeur, d'aires de jeux et de loisirs situées à proximité de ces logements et correspondant à leur importance.

Article R111-8

L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur.

Article R111-9

Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, ceux-ci doivent être desservis par un réseau de distribution d'eau potable sous pression raccordé aux réseaux publics.

Article R111-10

En l'absence de réseau public de distribution d'eau potable et sous réserve que l'hygiène générale et la protection sanitaire soient assurées, l'alimentation est assurée par un seul point d'eau ou, en cas d'impossibilité, par le plus petit nombre possible de points d'eau.

En l'absence de système de collecte des eaux usées, l'assainissement non collectif doit respecter les prescriptions techniques fixées en application de l'article R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales.

En outre, les installations collectives sont établies de manière à pouvoir se raccorder ultérieurement aux réseaux publics.

Article R111-11

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives de distribution d'eau potable peuvent être accordées à titre exceptionnel, lorsque la grande superficie des parcelles ou la faible densité de construction ainsi que la facilité d'alimentation individuelle font apparaître celle-ci comme nettement plus économique, mais à la condition que la potabilité de l'eau et sa protection contre tout risque de pollution puissent être considérées comme assurées.

Des dérogations à l'obligation de réaliser des installations collectives peuvent être accordées pour l'assainissement lorsque, en raison de la grande superficie des parcelles ou de la faible densité de construction, ainsi que de la nature géologique du sol et du régime hydraulique des eaux superficielles et souterraines, l'assainissement individuel ne peut présenter aucun inconvénient d'ordre hygiénique.

Article R111-12

Les eaux résiduaires industrielles et autres eaux usées de toute nature qui doivent être épurées ne doivent pas être mélangées aux eaux pluviales et aux eaux résiduaires industrielles qui peuvent être rejetées en milieu naturel sans traitement. Cependant, ce mélange est autorisé si la dilution qui en résulte n'entraîne aucune difficulté d'épuration.

L'évacuation des eaux résiduaires industrielles dans le système de collecte des eaux usées, si elle est autorisée, peut être subordonnée notamment à un prétraitement approprié.

Lorsque le projet porte sur la création d'une zone industrielle ou la construction d'établissements industriels groupés, l'autorité compétente peut imposer la desserte par un réseau recueillant les eaux résiduaires industrielles les conduisant, éventuellement après un prétraitement approprié, soit au système de collecte des eaux usées, si ce mode d'évacuation peut être autorisé compte tenu notamment des prétraitements, soit à un dispositif commun d'épuration et de rejet en milieu naturel.

Article R111-13

Le projet peut être refusé si, par sa situation ou son importance, il impose soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics.

Article R111-14

En dehors des parties urbanisées des communes, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation ou sa destination :

1° A favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés ;

2° A compromettre les activités agricoles ou forestières, notamment en raison de la valeur agronomique des sols, des structures agricoles, de l'existence de terrains faisant l'objet d'une délimitation au titre d'une

appellation d'origine contrôlée ou d'une indication géographique protégée ou comportant des équipements spéciaux importants, ainsi que de périmètres d'aménagements fonciers et hydrauliques ; 3° A compromettre la mise en valeur des substances mentionnées à l'article L. 111-1 du code minier ou des matériaux de carrières inclus dans les zones définies à l'article L. 321-1 du même code.

Article R111-15

Une distance d'au moins trois mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus situés sur un terrain appartenant au même propriétaire.

Article R111-16

Lorsque le bâtiment est édifié en bordure d'une voie publique, la distance comptée horizontalement de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points. Lorsqu'il existe une obligation de construire au retrait de l'alignement, la limite de ce retrait se substitue à l'alignement. Il en sera de même pour les constructions élevées en bordure des voies privées, la largeur effective de la voie privée étant assimilée à la largeur réglementaire des voies publiques.

Toutefois une implantation de la construction à l'alignement ou dans le prolongement des constructions existantes peut être imposée.

Article R111-17

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Article R111-18

Lorsque, par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux prescriptions de l'article R. 111-17, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble.

Article R111-19

Des dérogations aux règles édictées aux articles R. 111-15 à R. 111-18 peuvent être accordées par décision motivée de l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, après avis du maire de la commune lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente.

En outre, le préfet peut, après avis du maire, apporter des aménagements aux règles prescrites aux articles R. 111-15 à R. 111-18, sur les territoires où l'établissement de plans locaux d'urbanisme a été prescrit, mais où ces plans n'ont pas encore été approuvés.

Article R111-20

Les avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévus au 2° bis de l'article L. 111-4 et à l'article L. 111-5 sont réputés favorables s'il ne sont pas intervenus dans un délai d'un mois à compter de sa saisine par le préfet de département.

Section 2 : Densité et reconstruction des constructions

Article R111-21

La densité de construction est définie par le rapport entre la surface de plancher de cette construction et la surface de terrain sur laquelle elle est ou doit être implantée. La superficie des terrains cédés gratuitement en application de l'article R. 332-16 est prise en compte pour la définition de la densité de construction.

Article R111-22

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;

- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;

- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;

- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;

- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;

- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;

- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Section 3 : Performances environnementales et énergétiques

Article R111-23

Pour l'application de l'article L. 111-16, les dispositifs, matériaux ou procédés sont :

- 1° Les bois, végétaux et matériaux biosourcés utilisés en façade ou en toiture ;
- 2° Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée. Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme précise les critères d'appréciation des besoins de consommation précités ;

- 3° Les équipements de récupération des eaux de pluie, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée ;

- 4° Les pompes à chaleur ;

- 5° Les brise-soleils.

Article R111-24

La délibération par laquelle, en application du 2° de l'article L. 111-17, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent délimite un périmètre dans lequel les dispositions de l'article L. 111-16 ne s'appliquent pas fait l'objet des procédures d'association du public et de publicité prévues aux articles L. 153-47 et R. 153-20.

L'avis de l'architecte des Bâtiments de France mentionné au 2° de l'article L. 111-17 est réputé favorable s'il n'est pas rendu par écrit dans un délai de deux mois après la transmission du projet de périmètre par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent matière de plan local d'urbanisme.

Section 4 : Réalisation d'aires de stationnement

Article R111-25

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux caractéristiques du projet.

Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher existant avant le commencement des travaux.

Section 5 : Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique

Article R111-26

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement. Ces prescriptions spéciales tiennent compte, le cas échéant, des mesures mentionnées à l'article R. 181-43 du code de l'environnement.

Article R111-27

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Article R111-28

Dans les secteurs déjà partiellement bâtis, présentant une unité d'aspect et non compris dans des programmes de rénovation, l'autorisation de construire à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes peut être refusée ou subordonnée à des prescriptions particulières.

Article R111-29

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparentés d'un bâtiment doivent, lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales, avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

Article R111-30

La création ou l'extension d'installations ou de bâtiments à caractère industriel ainsi que de constructions légères ou provisoires peut être subordonnée à des prescriptions particulières, notamment à l'aménagement d'écrans de verdure ou à l'observation d'une marge de reculement.

Section 6 : Camping, aménagement des parcs résidentiels de loisirs, implantation des habitations légères de loisirs et installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes

Article R111-31

Les dispositions de la présente section ne sont applicables ni sur les foires, marchés, voies et places publiques, ni sur les aires de stationnement créées en application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Sous-section 1 : Camping

Article R111-32

Le camping est librement pratiqué, hors de l'emprise des routes et voies publiques, dans les conditions fixées par la présente sous-section, avec l'accord de celui qui a la jouissance du sol, sous réserve, le cas échéant, de l'opposition du propriétaire.

Article R111-33

Le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping sont interdits :
1° Sauf dérogation accordée, après avis de l'architecte des Bâtiments de France et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, par l'autorité compétente mentionnée aux

articles L. 422-1 à L. 422-3, sur les rivages de la mer et dans les sites inscrits en application de l'article L. 341-1 du code de l'environnement ;

2° Sauf dérogation accordée par l'autorité administrative après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans les sites classés ou en instance de classement en application de l'article L. 341-2 du code de l'environnement ;

3° Sauf dérogation accordée dans les mêmes conditions que celles définies au 1°, dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables classés en application de l'article L. 631-1 du code du patrimoine, et dans les abords des monuments historiques définis à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;

4° Sauf dérogation accordée, après avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, par l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3, dans un rayon de 200 mètres autour des points d'eau captée pour la consommation, sans préjudice des dispositions relatives aux périmètres de protection délimités en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique.

Article R111-34

La pratique du camping en dehors des terrains aménagés à cet effet peut en outre être interdite dans certaines zones par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu. Lorsque cette pratique est de nature à porter atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques, aux paysages naturels ou urbains, à la conservation des perspectives monumentales, à la conservation des milieux naturels ou à l'exercice des activités agricoles et forestières, l'interdiction peut également être prononcée par arrêté du maire.

Ces interdictions ne sont opposables que si elles ont été portées à la connaissance du public par affichage en mairie et par apposition de panneaux aux points d'accès habituels aux zones visées par ces interdictions. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'urbanisme et du tourisme fixe les conditions dans lesquelles est établie cette signalisation.

Article R111-35

Les terrains de camping sont soumis à des normes d'urbanisme, d'insertion dans les paysages, d'aménagement, d'équipement et de fonctionnement fixées par des arrêtés conjoints des ministres chargés de l'urbanisme, de l'environnement, de la santé publique et du tourisme. Ces arrêtés peuvent prévoir des règles particulières pour les terrains aménagés pour une exploitation saisonnière en application de l'article R. 443-7.

Sous-section 2 : Parcs résidentiels de loisirs

Article R111-36

Les parcs résidentiels de loisirs sont soumis à des normes d'urbanisme, d'insertion dans les paysages, d'aménagement, d'équipement et de fonctionnement définies par des arrêtés conjoints des ministres chargés de l'urbanisme, de la santé publique et du tourisme.

Sous-section 3 : Habitations légères de loisirs

Article R111-37

Sont regardées comme des habitations légères de loisirs les constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs.

Article R111-38

Les habitations légères de loisirs peuvent être implantées :

1° Dans les parcs résidentiels de loisirs spécialement aménagés à cet effet ;

2° Dans les villages de vacances classés en hébergement léger en application du code du tourisme ;

3° Dans les dépendances des maisons familiales de vacances agréées en application du code du tourisme ;

4° Dans les terrains de camping régulièrement créés, à l'exception de ceux créés par une déclaration préalable ou créés sans autorisation d'aménager, par une déclaration en mairie, sur le fondement des dispositions du code de l'urbanisme dans leur rédaction antérieure au 1er octobre 2007 ou constituant des aires naturelles de camping. Dans ce cas, le nombre d'habitations légères de loisirs doit demeurer

inférieur soit à trente-cinq lorsque le terrain comprend moins de 175 emplacements, soit à 20 % du nombre total d'emplacements dans les autres cas.

Article R111-39

Les auvents, rampes d'accès et terrasses amovibles peuvent être accolés aux habitations légères de loisirs situées dans l'enceinte des lieux définis à l'article R. 111-38.

Ces installations accessoires, qui ne doivent pas être tenues au sol par scellement ou toute autre fixation définitive, doivent pouvoir être, à tout moment, facilement et rapidement démontables.

Article R111-40

En dehors des emplacements prévus à l'article R. 111-38, l'implantation des habitations légères de loisirs est soumise au droit commun des constructions.

Il en est de même en cas d'implantation d'une habitation légère de loisirs sur un emplacement situé à l'intérieur du périmètre d'un terrain de camping, village de vacances ou dépendance de maison familiale mentionné aux 2° à 4° de l'article R. 111-38 qui a fait l'objet d'une cession en pleine propriété, de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance ou d'une location pour une durée supérieure à deux ans.

Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables :

1° Dans les terrains de camping constitués en société dont les parts ou les droits sociaux donnent vocation à l'attribution d'un emplacement en propriété ou en jouissance, enregistrée avant le 1er octobre 2011 ;

2° Dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ou de dépendances de maisons familiales de vacances agréées au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une cession en pleine propriété ou de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance avant le 1er octobre 2011 ;

3° Jusqu'au terme du contrat, dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ou de dépendances de maisons familiales de vacances agréées au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une location d'une durée supérieure à deux ans avant le 1er octobre 2011.

Sous-section 4 : Résidences mobiles de loisirs

Article R111-41

Sont regardés comme des résidences mobiles de loisirs les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent des moyens de mobilité leur permettant d'être déplacés par traction mais que le code de la route interdit de faire circuler.

Article R111-42

Les résidences mobiles de loisirs ne peuvent être installées que :

1° Dans les parcs résidentiels de loisirs spécialement aménagés à cet effet, autres que ceux créés après le 1er octobre 2007 et exploités par cession d'emplacements ou par location d'emplacements d'une durée supérieure à un an ;

2° Dans les villages de vacances classés en hébergement léger en application du code du tourisme ;

3° Dans les terrains de camping régulièrement créés, à l'exception de ceux créés par une déclaration préalable ou créés sans autorisation d'aménager, par une déclaration en mairie, sur le fondement des dispositions du code de l'urbanisme dans leur rédaction antérieure au 1er octobre 2007 ou constituant des aires naturelles de camping.

Article R111-43

Les auvents, rampes d'accès et terrasses amovibles peuvent être accolés aux résidences mobiles de loisirs situées dans l'enceinte des lieux définis à l'article R. 111-42.

Ces installations accessoires, qui ne doivent pas être tenues au sol par scellement ou toute autre fixation définitive, doivent pouvoir être, à tout moment, facilement et rapidement démontables.

Article R111-44

Les résidences mobiles de loisirs ne peuvent être installées sur un emplacement situé à l'intérieur du périmètre d'un terrain de camping ou d'un village de vacances mentionné à l'article R. 111-42 ayant fait

l'objet d'une cession en pleine propriété, de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance ou d'une location pour une durée supérieure à deux ans. Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables :

- 1° Dans les terrains de camping constitués en société dont les parts ou les droits sociaux donnent vocation à l'attribution d'un emplacement en propriété ou en jouissance, enregistrée avant le 1er octobre 2011 ;
- 2° Dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une cession en pleine propriété ou de la cession de droits sociaux donnant vocation à son attribution en propriété ou en jouissance avant le 1er octobre 2011 ;
- 3° Jusqu'au terme du contrat, dans les emplacements de terrains de camping, de villages de vacances classés en hébergement léger au sens du code du tourisme ayant fait l'objet d'une location d'une durée supérieure à deux ans avant le 1er octobre 2011.

Article R111-45

Les résidences mobiles de loisirs peuvent être entreposées, en vue de leur prochaine utilisation, sur les terrains affectés au garage collectif des caravanes et résidences mobiles de loisirs, les aires de stationnement ouvertes au public et les dépôts de véhicules mentionnés au j de l'article R. 421-19 et au e de l'article R. 421-23.

Article R111-46

Sur décision préfectorale, et par dérogation aux articles précédents, les résidences mobiles de loisirs peuvent, à titre temporaire, être installées dans tout autre terrain afin de permettre le relogement provisoire des personnes victimes d'une catastrophe naturelle ou technologique.

Sous-section 5 : Caravanes

Article R111-47

Sont regardés comme des caravanes les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent en permanence des moyens de mobilité leur permettant de se déplacer par eux-mêmes ou d'être déplacés par traction et que le code de la route n'interdit pas de faire circuler.

Article R111-48

L'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée, est interdite :

- 1° Dans les secteurs où le camping pratiqué isolément et la création de terrains de camping sont interdits en vertu de l'article R. 111-33 ;
- 2° Dans les bois, forêts et parcs classés par un plan local d'urbanisme comme espaces boisés à conserver, sous réserve de l'application éventuelle des articles L. 113-1 à L. 113-5, ainsi que dans les forêts de protection classées en application de l'article L. 141-1 du code forestier.

Article R111-49

L'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée, est interdite dans les secteurs où la pratique du camping a été interdite dans les conditions prévues à l'article R. 111-34. L'interdiction n'est opposable que si elle a été portée à la connaissance du public par affichage en mairie et par apposition de panneaux aux points d'accès habituels aux zones visées par ces interdictions. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'urbanisme et du tourisme fixe les conditions dans lesquelles est établie cette signalisation. Sauf circonstance exceptionnelle, cette interdiction ne s'applique pas aux caravanes à usage professionnel lorsqu'il n'existe pas, sur le territoire de la commune, de terrain aménagé. Un arrêté du maire peut néanmoins autoriser l'installation des caravanes dans ces zones pour une durée qui peut varier selon les périodes de l'année et qui ne peut être supérieure à quinze jours. Il précise les emplacements affectés à cet usage.

Article R111-50

Nonobstant les dispositions des articles R. 111-48 et R. 111-49, les caravanes peuvent être entreposées, en vue de leur prochaine utilisation :



1° Sur les terrains affectés au garage collectif des caravanes et résidences mobiles de loisirs, les aires de stationnement ouvertes au public et les dépôts de véhicules mentionnés au j de l'article R. 421-19 et au e de l'article R. 421-23 ;

2° Dans les bâtiments et remises et sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur.

Section 7 : Dispositions relatives aux résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs

Article R111-51

Sont regardées comme des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs les installations sans fondation disposant d'équipements intérieurs ou extérieurs et pouvant être autonomes vis-à-vis des réseaux publics. Elles sont destinées à l'habitation et occupées à titre de résidence principale au moins huit mois par an. Ces résidences ainsi que leurs équipements extérieurs sont, à tout moment, facilement et rapidement démontables.

CARTE COMMUNALE

Commune de FESSEVILLERS

(25328)

PIECE N°2.4 – RAPPEL DES DISPOSITIONS LOI MONTAGNE

Prescrite par délibération du : 09-04-2018
Approuvée par délibération du : 14/02/2022
DATE ET VISA



Mandataire : Cabinet d'urbanisme DORGAT

3 Avenue de la Découverte

21 000 DIJON

03.80.73.05.90

www.dorgat.fr

dorgat@dorgat.fr

Article L122-1

Les conditions d'utilisation et de protection de l'espace montagnard sont fixées par le présent chapitre qui s'applique dans les zones de montagne définies à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

Article L122-2

Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, défrichements, plantations, aménagements, installations et travaux divers, la création de lotissements, l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, l'établissement de clôtures, la réalisation de remontées mécaniques et l'aménagement de pistes, l'ouverture des carrières, la recherche et l'exploitation des minerais et les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article L122-3

Les installations et ouvrages nécessaires aux établissements scientifiques, à la défense nationale, aux recherches et à l'exploitation de ressources minérales d'intérêt national, à la protection contre les risques naturels, à l'établissement de réseaux de communications électroniques ouverts au public et aux services publics autres que les remontées mécaniques ne sont pas soumis aux dispositions de la présente section si leur localisation dans ces espaces correspond à une nécessité technique impérative ou, dans le cas des communications électroniques, est nécessaire pour améliorer la couverture du territoire.

Article L122-4

La création de routes nouvelles de vision panoramique, de corniche ou de bouclage est interdite dans la partie des zones de montagne située au-dessus de la limite forestière, sauf exception justifiée par le désenclavement d'agglomérations existantes ou de massifs forestiers ou par des considérations de défense nationale ou de liaison internationale.

Article L122-5

L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Article L122-5-1

Le principe de continuité s'apprécie au regard des caractéristiques locales de l'habitat traditionnel, des constructions implantées et de l'existence de voies et réseaux.

Article L122-6

Les critères mentionnés à l'article L. 122-5-1 sont pris en compte :

- a) Pour la délimitation des hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels le plan local d'urbanisme ou la carte communale prévoit une extension de l'urbanisation ;
- b) Pour l'interprétation des notions de hameaux et de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, lorsque la commune n'est pas dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale.

Article L122-7

Les dispositions de l'article L. 122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L. 122-9 et L. 122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le plan local d'urbanisme ou la carte

communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude. En l'absence d'une telle étude, le plan local d'urbanisme ou la carte communale peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel après accord de la chambre d'agriculture et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux articles L. 122-9 et L. 122-10 ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante. Dans les communes ou parties de commune qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, des constructions qui ne sont pas situées en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants peuvent être autorisées, dans les conditions définies au 4° de l'article L. 111-4 et à l'article L. 111-5, si la commune ne subit pas de pression foncière due au développement démographique ou à la construction de résidences secondaires et si la dérogation envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L. 122-9 et L. 122-10.

Article L122-8

La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation est compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles mentionnés aux articles L. 122-9 et L. 122-10.

Article L122-9

Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Article L122-10

Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières, en particulier les terres qui se situent dans les fonds de vallée, sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition.

Article L122-11

Peuvent être autorisés dans les espaces définis à l'article L. 122-10 :

1° Les constructions nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières ;

2° Les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée ;

3° La restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard et lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière. L'autorisation est délivrée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Lorsque les chalets d'alpage ou bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorisation, qui ne peut être qu'expresse, est subordonnée à l'institution, par l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire ou prendre la décision sur la déclaration préalable, d'une servitude administrative, publiée au fichier immobilier, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Cette servitude précise que la commune est libérée de l'obligation d'assurer la desserte du bâtiment par les réseaux et équipements publics. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

Article L122-12

Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits. Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne. Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :

- 1° Par arrêté de l'autorité administrative compétente de l'Etat, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;
- 2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance.

Article L122-13

Dans les secteurs protégés en application de l'article L. 122-12, ne peuvent être autorisés que des bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier, des refuges et gîtes d'étapes ouverts au public pour la promenade et la randonnée, des aires naturelles de camping, un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux, des installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible et des équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade, des sports nautiques, de la promenade ou de la randonnée ainsi que des projets visés au 1° de l'article L. 111-4.

Article L122-14

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 122-12, des constructions et aménagements peuvent être admis, en fonction des spécificités locales, dans certains secteurs délimités :

- 1° Soit par un plan local d'urbanisme ou un schéma de cohérence territoriale, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et au vu d'une étude réalisée et approuvée dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 122-7 ;
- 2° Soit par une carte communale, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, et au vu d'une étude justifiant que l'aménagement et l'urbanisation de ces secteurs sont compatibles avec la prise en compte de la qualité de l'environnement et des paysages. Dans ce cas, chaque permis de construire est soumis pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Article L122-15

Le développement touristique et, en particulier, la création ou l'extension des unités touristiques nouvelles prennent en compte les communautés d'intérêt des collectivités territoriales concernées et la vulnérabilité de l'espace montagnard au changement climatique. Ils contribuent à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant la diversification des activités touristiques ainsi que l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative des constructions nouvelles.

La localisation, la conception et la réalisation d'une unité touristique nouvelle doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-16

Toute opération de développement touristique effectuée en zone de montagne et contribuant aux performances socio-économiques de l'espace montagnard constitue une " unité touristique nouvelle ", au sens de la présente sous-section.

Les extensions limitées inférieures aux seuils des créations d'unités touristiques nouvelles fixés par décret en Conseil d'Etat ne sont pas soumises à la présente sous-section.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-17

Constituent des unités touristiques nouvelles structurantes :

- 1° Celles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ;
- 2° Le cas échéant, celles définies comme structurantes pour son territoire par le document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale, dans les conditions prévues à l'article L. 141-23.
- Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-18

Constituent des unités touristiques nouvelles locales :

1° Celles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ;

2° Le cas échéant, celles définies par le plan local d'urbanisme, dans les conditions prévues au II de l'article L. 151-7.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-19

A l'exception des articles L. 122-5 à L. 122-7, le présent chapitre et le chapitre II du titre IV du livre III du code du tourisme sont applicables aux unités touristiques nouvelles.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-20

La création et l'extension d'unités touristiques nouvelles structurantes sont prévues par le schéma de cohérence territoriale qui en définit les caractéristiques conformément à l'article L. 141-23. La création ou l'extension d'une unité touristique nouvelle structurante est soumise, après avis de la commission spécialisée du comité de massif, à l'autorisation de l'autorité administrative, selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat, lorsque cette unité est située dans une commune qui n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale. Dans ce cas, l'unité touristique nouvelle n'est pas soumise à l'article L. 142-4.

Conformément au 3°, VI de l'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 : La dernière phrase du second alinéa des articles L. 122-20 et L. 122-21 du code de l'urbanisme, dans leur rédaction résultant du présent article, est applicable jusqu'au 1er janvier 2019.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-21

La création et l'extension d'unités touristiques nouvelles locales sont prévues par le plan local d'urbanisme qui en définit les caractéristiques conformément aux articles L. 151-6 et L. 151-7.

La création ou l'extension d'une unité touristique nouvelle locale est soumise à l'autorisation de l'autorité administrative, selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat, lorsque cette unité est située dans une commune qui n'est pas couverte par un plan local d'urbanisme. Cette autorisation est délivrée par l'autorité administrative, après avis d'une formation spécialisée de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Dans ce cas, l'unité touristique nouvelle n'est pas soumise à l'article L. 142-4.

Conformément au 3°, VI de l'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 : La dernière phrase du second alinéa des articles L. 122-20 et L. 122-21 du code de l'urbanisme, dans leur rédaction résultant du présent article, est applicable jusqu'au 1er janvier 2019.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-22

Le projet de création d'unités touristiques nouvelles soumis à autorisation en application des articles L. 122-20 ou L. 122-21 est préalablement mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

La nature des documents communiqués au public et les modalités de leur mise à disposition sont précisées par l'autorité administrative et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition et avant de prendre sa décision, l'autorité administrative en établit le bilan.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-23

Les autorisations prévues aux articles L. 122-20 ou L. 122-21 prennent en compte les besoins de logements destinés aux salariés de la station, notamment les travailleurs saisonniers, et peuvent, le cas échéant, en imposer la réalisation. Elles peuvent prévoir des dispositions pour l'accueil et l'accès aux pistes des skieurs non-résidents.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-24

Les autorisations de création ou d'extension d'une unité touristique nouvelle prévues aux articles L. 122-20 ou L. 122-21 deviennent caduques si, dans un délai de cinq ans à compter de leur notification au bénéficiaire, les équipements et les constructions autorisés n'ont pas été engagés. En cas de recours, le délai de caducité est suspendu pendant la durée des instances.

Lorsque les travaux d'aménagement ou de construction ont été interrompus pendant une durée supérieure à cinq ans, cette caducité ne s'applique qu'à l'égard des équipements et constructions qui n'ont pas été engagés. L'autorisation peut être prorogée une seule fois, pour une durée de cinq ans, par arrêté de l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-25

Dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale :

1° Les autorisations d'occupation du sol nécessaires à la réalisation des unités touristiques nouvelles structurantes ne peuvent être délivrées que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme ;

2° Les autorisations d'occupation du sol nécessaires à la réalisation des unités touristiques nouvelles locales ne peuvent être délivrées que dans les communes dotées d'une carte communale ou d'un plan local d'urbanisme.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-26

Lorsque les directives territoriales d'aménagement n'y ont pas déjà pourvu, des décrets en Conseil d'Etat pris après l'organisation d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, sur proposition des comités de massif prévus à l'article 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, peuvent définir des prescriptions particulières sur tout ou partie des massifs définis à l'article 5 de la même loi, pour :

1° Adapter en fonction de la sensibilité des milieux concernés les seuils et critères des études d'impact spécifiques aux zones de montagne fixés en application des articles L. 122-1 à L. 122-3 du code de l'environnement, ainsi que les seuils et critères d'enquête publique spécifiques aux zones de montagne fixés en application du chapitre III du titre II du livre Ier du même code ;

2° Désigner les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard, notamment les gorges, grottes, glaciers, lacs, tourbières, marais, lieux de pratique de l'alpinisme, de l'escalade et du canoë-kayak ainsi que les cours d'eau de première catégorie, au sens du 10° de l'article L. 436-5 dudit code, et leurs abords, et définir les modalités de leur préservation ;

3° Préciser, en fonction des particularités de tout ou partie de chaque massif, les modalités d'application des articles L. 122-5 à L. 122-11 du présent code.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article L122-27

Pour l'élaboration des propositions de prescriptions particulières de massif, les comités de massif peuvent recourir gratuitement, en tant que de besoin, aux services techniques de l'Etat ainsi qu'aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.

Article R122-1

L'étude prévue au premier alinéa de l'article L. 122-7 est soumise, avant l'arrêt du projet de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme ou avant l'examen conjoint dans le cas d'une mise en compatibilité de ces documents, à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique.

Article R122-2

En zone de montagne, le règlement du plan local d'urbanisme désigne le cas échéant, les plans d'eau de faible importance exclus du champ d'application de l'article L. 122-12 sur le fondement du 2° de cet article.

Article R122-3

L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12 est affiché pendant un mois en mairie dans la ou les communes intéressées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est annexé, le cas échéant, au plan local d'urbanisme, et tenu à disposition du public en mairie et en préfecture.

Article R122-3-1

Le préfet territorialement compétent dispose d'un délai de quatre mois, à compter de la date de réception de la demande, pour notifier au demandeur l'autorisation expresse prévue au cinquième alinéa de l'article L. 122-11.

Faute de délivrance de l'autorisation dans ce même délai, cette dernière est réputée rejetée.

Article R122-4

Pour l'application de la présente sous-section :

1° Une piste de ski alpin est un parcours sur neige réglementé, délimité, balisé, contrôlé et protégé des dangers présentant un caractère anormal ou excessif, éventuellement aménagé et préparé, réservé à la pratique du ski alpin et des activités de glisse autorisées ;

2° Un domaine skiable est une piste de ski alpin ou un ensemble de pistes qui ont le même point de départ ou qui communiquent entre elles ou qui communiquent par le seul intermédiaire d'une ou de plusieurs remontées mécaniques. La surface du domaine skiable prise en compte est la somme des surfaces des pistes de ski alpin.

Un domaine skiable peut s'étendre sur le territoire de plusieurs communes. Une commune peut comporter plusieurs domaines skiables.

Article R122-5

Le chapitre II du titre II du livre Ier du présent code et le chapitre II du titre IV du livre III du code du tourisme sont applicables à toutes les créations d'unités touristiques nouvelles ainsi qu'aux extensions égales ou supérieures aux seuils de création de ces unités.

Les extensions inférieures à ces seuils sont, en vertu des dispositions des articles L. 122-16 et L. 122-19, soumises aux dispositions de l'article L. 122-5 et, à ce titre, réputées constituer des extensions limitées des constructions existantes au sens de ce dernier article.

Article R122-6

Les seuils et surfaces à retenir pour l'application des articles R. 122-8 et R. 122-9 sont ceux :

1° Du programme général de l'opération, en cas de réalisation fractionnée d'une unité touristique nouvelle ;

2° Correspondant à l'augmentation de la surface de plancher en cas d'opération de reconstruction d'hébergements et d'équipements touristiques ou de refuges de montagne consécutive à une démolition.

Article R122-7

Le document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale peut, en application du 2° de l'article L. 122-17, définir comme unités touristiques nouvelles structurantes pour son territoire :

1° Des unités touristiques nouvelles prévues par l'article R. 122-8 en abaissant les seuils pour lesquels elles y figurent ;

2° Des opérations de développement touristique effectuées en zone de montagne et contribuant aux performances socio-économiques de l'espace montagnard qui ne figurent pas sur la liste de l'article R. 122-8.

Les orientations d'aménagement et de programmation du plan local d'urbanisme peuvent, en application du 2° de l'article L. 122-18, définir comme unités touristiques nouvelles locales des opérations de développement touristique effectuées en zone de montagne et contribuant aux performances socio-économiques de l'espace montagnard qui ne sont pas identifiées par la liste de l'article R. 122-9, sous réserve qu'elles ne puissent être considérées comme structurantes en application de l'article R. 122-8 ou du document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale.

Article R122-8

Constituent des unités touristiques nouvelles structurantes pour l'application du 1° de l'article L. 122-17 les opérations suivantes :

1° La création, l'extension ou le remplacement de remontées mécaniques, lorsque ces travaux ont pour effet :

a) La création d'un nouveau domaine skiable alpin ;

b) L'augmentation de la superficie totale d'un domaine skiable alpin existant, dès lors que cette augmentation est supérieure ou égale à 100 hectares ;

2° Les liaisons entre domaines skiables alpins existants ;

3° Les opérations de construction ou d'extension d'hébergements et d'équipements touristiques d'une surface de plancher totale supérieure à 12 000 mètres carrés, à l'exclusion des logements à destination des personnels saisonniers ou permanents des équipements et hébergements touristiques ;

4° L'aménagement, la création et l'extension de terrains de golf d'une superficie supérieure à 15 hectares ;

5° L'aménagement de terrains de camping d'une superficie supérieure à 5 hectares ;

6° L'aménagement de terrains pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés d'une superficie supérieure à 4 hectares ;

7° Les travaux d'aménagement de pistes pour la pratique des sports d'hiver alpins, situés en site vierge au sens du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement d'une superficie supérieure à 4 hectares ;

8° La création d'une remontée mécanique n'ayant pas pour objet principal de desservir un domaine skiable, pouvant transporter plus de dix mille voyageurs par jour sur un dénivelé supérieur à 300 mètres.

Article R122-9

Constituent des unités touristiques nouvelles locales, pour l'application du 1° de l'article L. 122-18 :

1° La création, l'extension ou le remplacement de remontées mécaniques, lorsqu'ils ont pour effet l'augmentation de plus de 10 hectares et de moins de 100 hectares d'un domaine skiable alpin existant ;

2° L'aménagement, la création et l'extension de terrains de golf d'une superficie inférieure ou égale à 15 hectares ;

3° Les opérations suivantes, lorsqu'elles ne sont pas situées dans un secteur urbanisé ou dans un secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation :

a) La création ou l'extension, sur une surface de plancher totale supérieure à 500 mètres carrés, d'hébergements touristiques ou d'équipements touristiques ;

b) L'aménagement de terrains de camping d'une superficie comprise entre 1 et 5 hectares ;

c) La création de refuges de montagne mentionnés à l'article L. 326-1 du code du tourisme, ainsi que leur extension pour une surface de plancher totale supérieure à 200 mètres carrés.

Article R122-10

Dans les communes qui ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale, la création et l'extension des unités touristiques nouvelles structurantes mentionnées à l'article R. 122-8 sont soumises à

autorisation du préfet coordonnateur de massif dans les conditions fixées aux articles R. 122-12 à R. 122-18.

Article R122-11

Dans les communes qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme, la création et l'extension des unités touristiques nouvelles locales mentionnées à l'article R. 122-9 sont soumises à autorisation du préfet de département dans les conditions fixées par les articles R. 122-12 à R. 122-18.

Article R122-12

La demande d'autorisation de créer une unité touristique peut porter simultanément sur plusieurs opérations.

Article R122-13

La demande d'autorisation de créer une unité touristique nouvelle, qu'elle relève de l'article R. 122-8 ou de l'article R. 122-9, est présentée au préfet du département par la ou les communes ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme sur le territoire desquels s'étend l'emprise du projet.

La demande à laquelle sont jointes les délibérations des organes délibérants de la ou des communes ou de l'établissement public pétitionnaires est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou déposée contre décharge à la préfecture.

Article R122-14

La demande est accompagnée d'un dossier comportant un rapport et des documents graphiques précisant :

1° L'état des milieux naturels, des paysages, du site et de son environnement, comprenant le cas échéant l'historique de l'enneigement local, l'état du bâti, des infrastructures et des équipements touristiques existants avec leurs conditions de fréquentation, ainsi que les principales caractéristiques de l'économie locale ;

2° Les caractéristiques principales du projet et, notamment, de la demande à satisfaire, des modes d'exploitation et de promotion des hébergements et des équipements, ainsi que, lorsque le projet porte sur la création ou l'extension de remontées mécaniques, les caractéristiques du domaine skiable, faisant apparaître les pistes nouvelles susceptibles d'être créées ;

3° Les risques naturels auxquels le projet peut être exposé ainsi que les mesures nécessaires pour les prévenir ;

4° Les effets prévisibles du projet sur le trafic et la circulation locale, l'économie agricole, les peuplements forestiers, les terres agricoles, pastorales et forestières, les milieux naturels, les paysages et l'environnement, notamment la ressource en eau et la qualité des eaux, ainsi que les mesures pour éviter, réduire et en dernier lieu compenser les incidences négatives notables sur l'environnement qui n'auront pu être ni évitées ni réduites, et l'estimation de leur coût ;

5° Les conditions générales de l'équilibre économique et financier du projet.

Article R122-15

Lorsque le dossier est complet, le préfet du département l'adresse sans délai au préfet coordonnateur de massif si la demande relève de l'article R. 122-8. Il notifie aux collectivités ou établissements pétitionnaires, dans les quinze jours de la réception de la demande ou des pièces complémentaires, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, la date à laquelle la demande sera examinée, selon le cas, par la commission spécialisée du comité de massif territorialement compétent ou par la formation spécialisée des unités touristiques nouvelles de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Dans le même délai, il transmet la demande et le dossier à la commission compétente.

La commission compétente examine la demande à sa première réunion, lorsque celle-ci se tient plus de trois mois après la date de notification prévue au premier alinéa, et dans un délai de trois mois à compter de cette réunion dans le cas contraire.

Article R122-16

Dès la notification prévue à l'article R. 122-15, le préfet coordonnateur de massif, ou, pour les projets soumis à autorisation en application de l'article L. 122-21, le préfet de département, prescrit par arrêté la mise à

la disposition du public du dossier de demande d'autorisation de créer une unité touristique nouvelle prévue aux articles R. 122-8 et R. 122-9.

Cet arrêté précise les modalités de cette mise à disposition, et en particulier :

1° La date à compter de laquelle le dossier est tenu à la disposition du public et la durée d'un mois pendant laquelle il peut être consulté ;

2° Les heures et lieux où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un ou plusieurs registres ouverts à cet effet.

Mention de l'arrêté ainsi que de la date à laquelle la commission spécialisée du comité de massif ou la formation spécialisée des unités touristiques nouvelles de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites examinera la demande est insérée au moins huit jours avant le début de la consultation du public dans un journal diffusé dans le département et affichée dans les mairies des communes intéressées et, le cas échéant, au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

A l'issue de la mise à disposition du public, l'autorité mentionnée au premier alinéa en établit le bilan et l'adresse au président et aux membres de la commission compétente quinze jours au moins avant la date fixée pour l'examen de la demande.

Article R122-17

La décision est prise :

1° Par arrêté du préfet coordonnateur de massif dans le cas prévu à l'article R. 122-8 ;

2° Par arrêté du préfet du département dans le cas prévu à l'article R. 122-9.

Une autorisation n'est pas illégale du seul fait qu'elle a été délivrée par le préfet coordonnateur de massif, alors qu'elle porte sur un projet d'unité touristique nouvelle d'une taille inférieure au seuil fixé à l'article R. 122-8.

La décision est notifiée aux demandeurs dans le délai d'un mois à compter de la date de la réunion de la commission compétente.

En cas de rejet de la demande ou si l'autorisation est assortie de prescriptions, la décision est motivée.

Le préfet de département procède à la publication de la décision au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il en fait, en outre, inscrire mention dans un journal diffusé dans le département.

Article R122-18

Lorsqu'une ou plusieurs communes, ou un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme sur le territoire duquel s'étend l'emprise du projet, envisagent de créer une unité touristique nouvelle, ils peuvent, préalablement au dépôt de la demande prévue à l'article R. 122-13, demander au préfet que les orientations générales de leur projet soient examinées par la commission compétente.

Article R122-19

Le projet de prescriptions particulières de massif mentionnées à l'article L. 122-24 est soumis à enquête publique dans les formes prévues aux articles R. 123-7 à R. 123-23 du code de l'environnement.

Article R122-20

Les comités de massif peuvent également élaborer des recommandations particulières à certaines zones sensibles et, notamment, aux secteurs de haute montagne. Dans ce cadre, ils peuvent recourir, en tant que de besoin, aux services techniques de l'Etat ainsi qu'aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.